



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

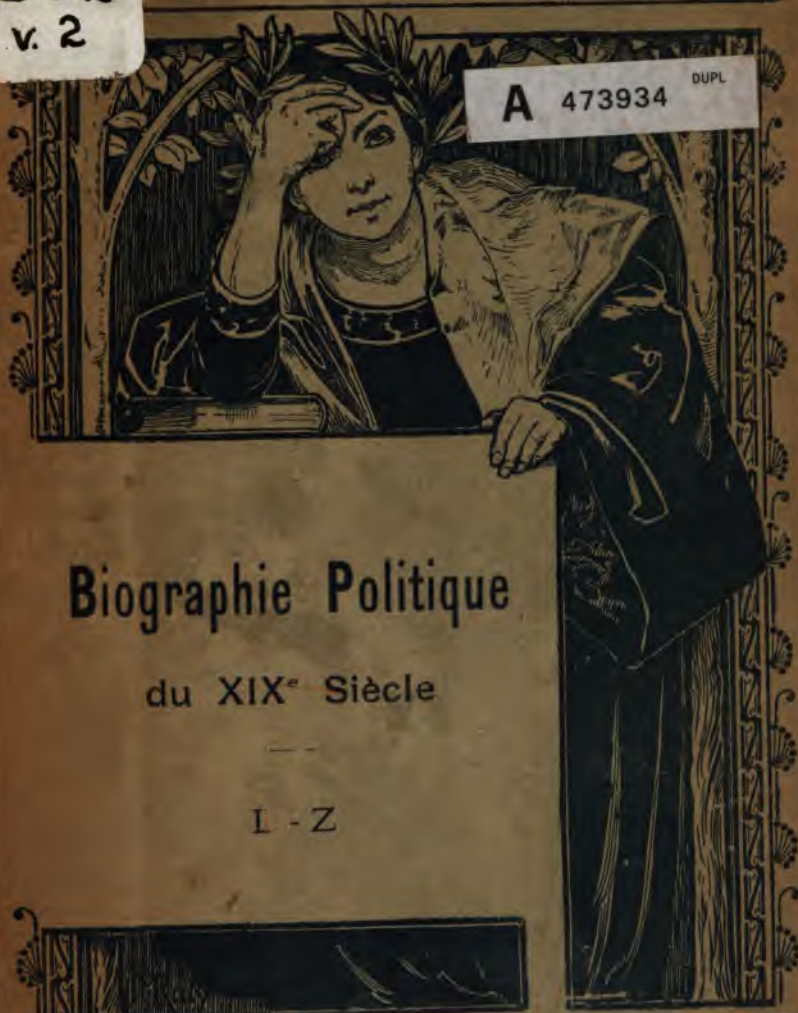
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

D
352
B62
v. 2

LOPÉDIE POPULAIRE
ILLUSTRÉE du XX^e SIÈCLE

A 473934

DUPL



Biographie Politique

du XIX^e Siècle

L - Z

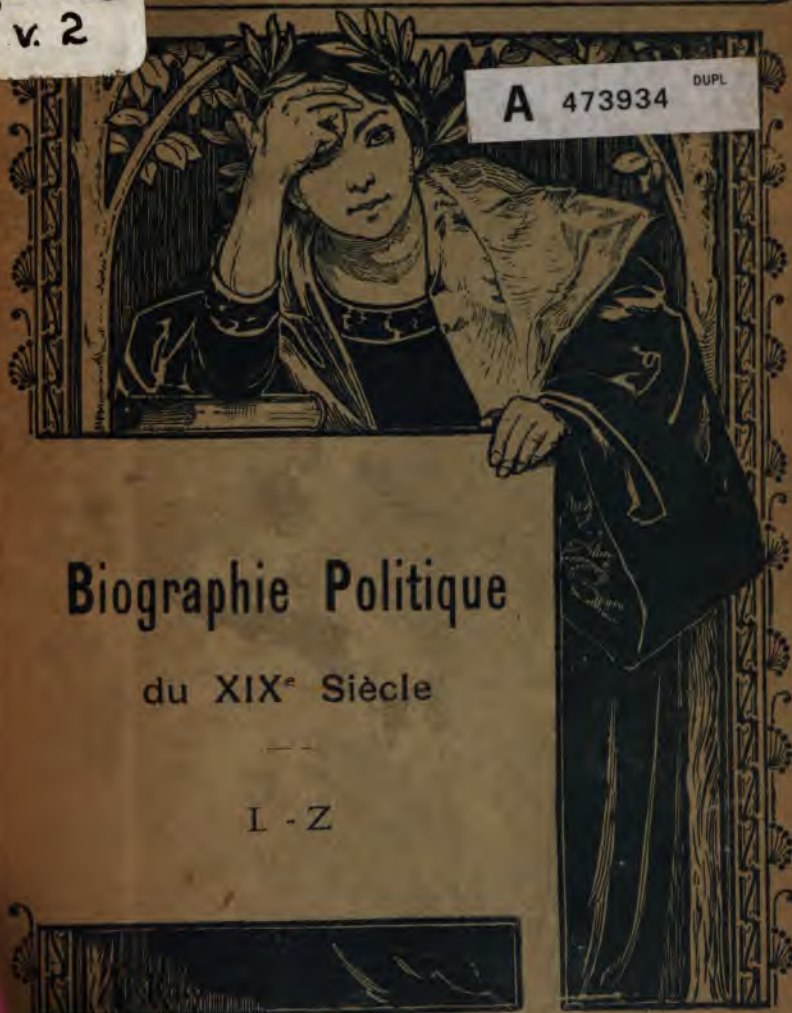
PARIS
Société française d'Éditions d'Art
— L. HENRY MAY —

D
352
B62
v. 2

LOPÉDIE POPULAIRE
ILLUSTRÉE du XX^e SIÈCLE

A 473934

DUPL

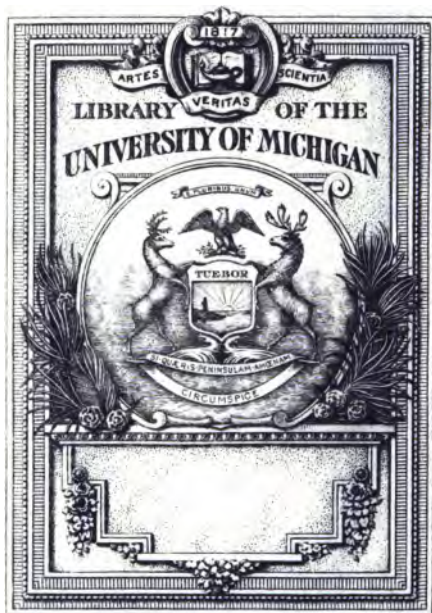


Biographie Politique

du XIX^e Siècle

I - Z

PARIS
Société française d'Éditions d'Art
— L. Henry MAY —



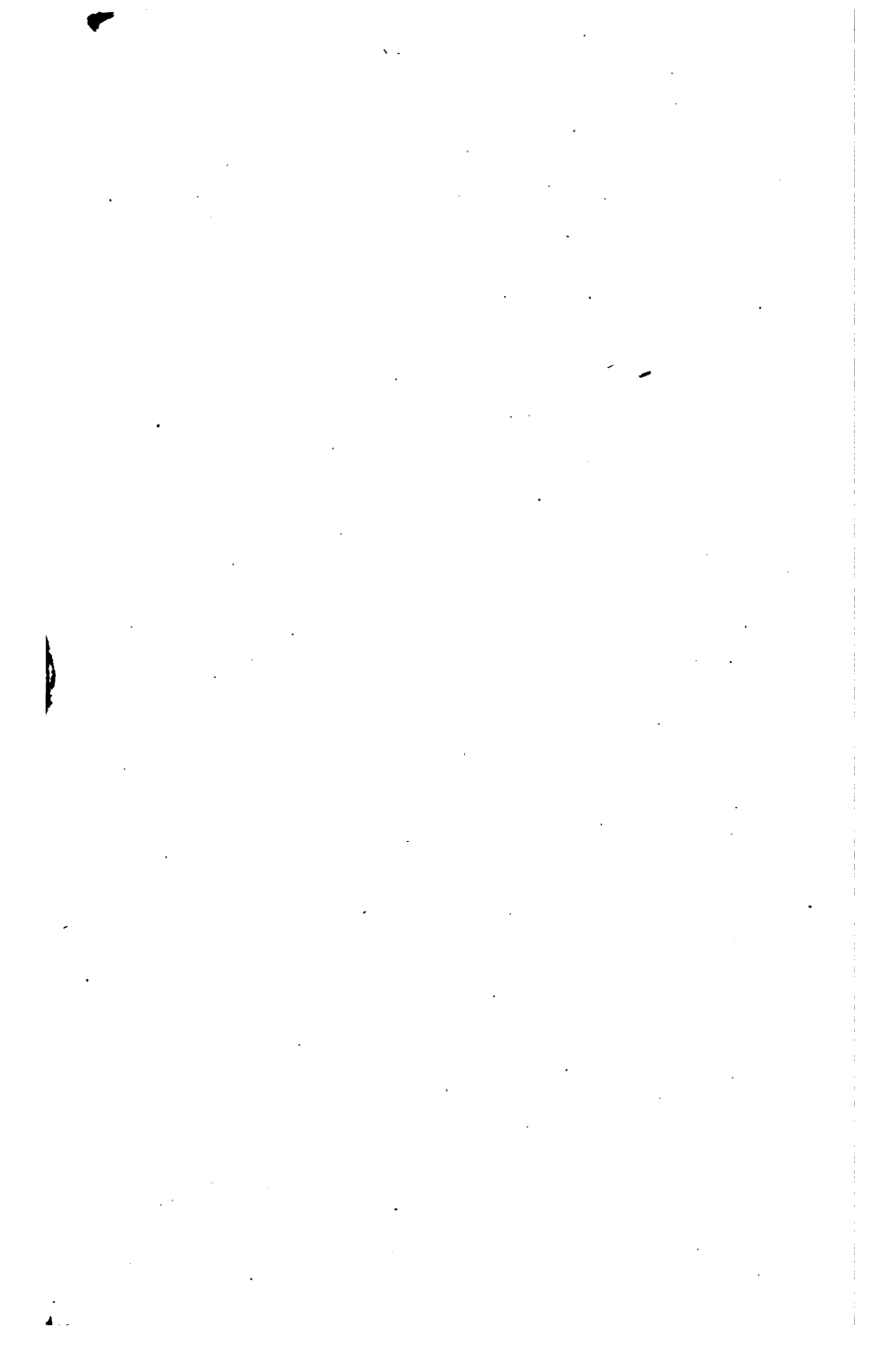
THE GIFT OF
Dr. C. A. Kofoid



HIE POLITIQUE

-NEUVIÈME SIÈCLE





ENCYCLOPÉDIE POPULAIRE ILLUSTRÉE DU VINGTIÈME SIÈCLE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE MM.

BUISSON

Directeur honoraire de l'Enseignement primaire,
Professeur à la Faculté des lettres de Paris.

DENIS

Chargé de cours à la Sorbonne.

LARROUMET

Membre de l'Académie des Beaux-Arts,
Professeur à la Faculté des lettres de Paris.

STANISLAS MEUNIER

Professeur au Muséum.

M. Georges BRUNEL, secrétaire général de la rédaction.

BIOGRAPHIE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEUXIÈME VOLUME

L — Z



PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉDITIONS D'ART

L.-HENRY MAY

ÉDITEUR DES COLLECTIONS QUANTIN

7-9, rue Saint-Benoît.

. 1899



D

352

.B62

V. 2



Epch.

Dr. C. G. Bapsted

6-20-1934

STACUS

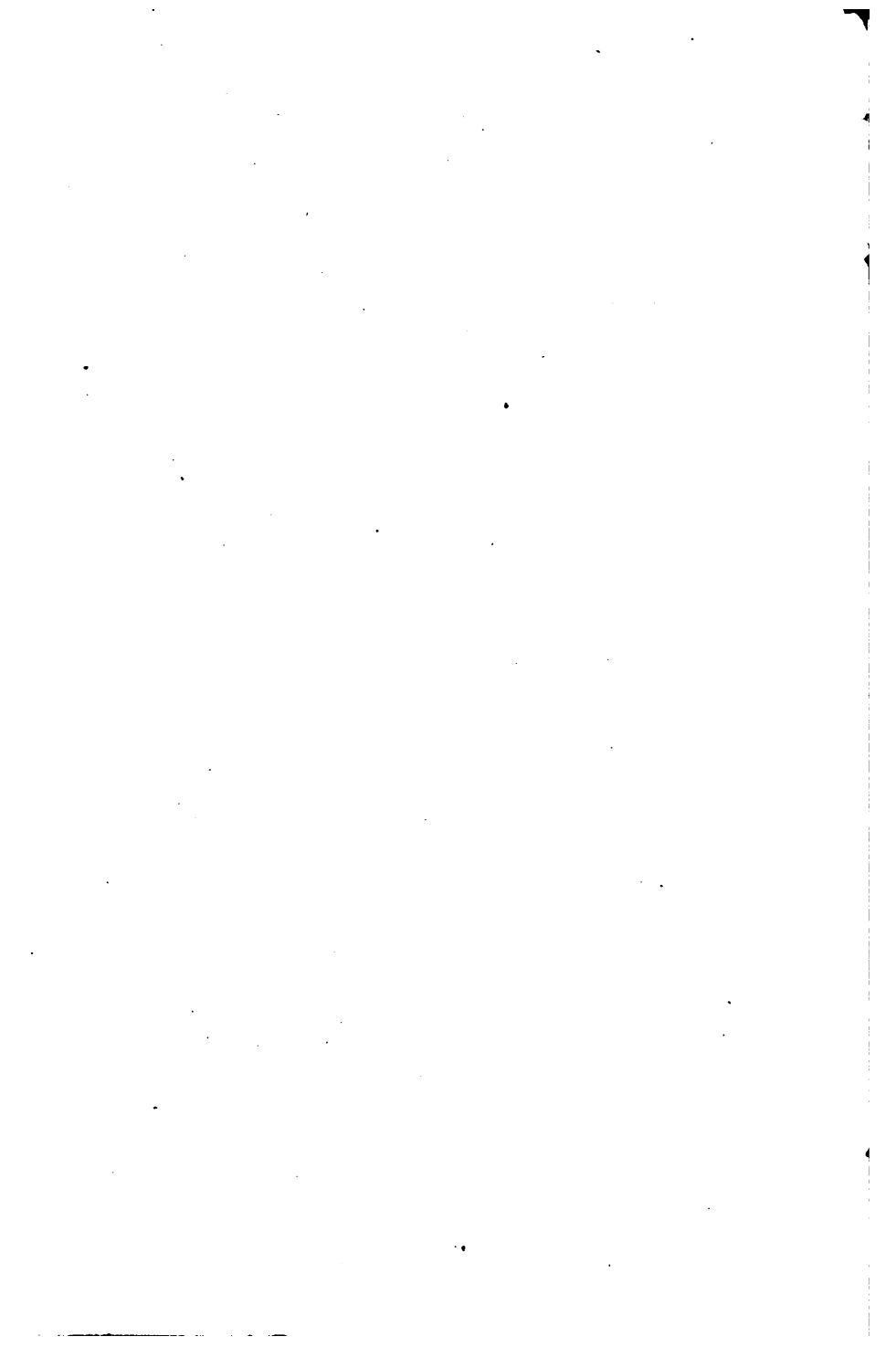
INTRODUCTION

Les remarques que nous avons cru devoir consigner dans l'*Introduction* au premier volume de la *Biographie politique du XIX^e siècle* s'appliquent toutes au second; et nous y renvoyons nos lecteurs.

Ces deux volumes réunis constituant un document de politique contemporaine, nous les avons fait suivre de renseignements d'ordre politique dont le lecteur appréciera certainement l'utilité.

La plupart de ces renseignements sont extraits de l'intéressant *Annuaire de la Presse française*, publié sous la direction de M. Henri Avenel, qui a bien voulu nous autoriser à les reproduire.

L'impression préliminaire du premier volume nous a mis dans l'obligation de publier à la fin du second un **supplément** qui met notre travail biographique à jour (octobre 1899) et qui répare quelques inévitables erreurs ou omissions.



BIOGRAPHIE POLITIQUE

DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

L

LABICHE (Emile) (1827). Avocat à Paris, nommé préfet d'Eure-et-Loir par le gouvernement de la Défense nationale (1870), il fut élu sénateur d'Eure-et-Loir (1876) et fit partie de la gauche républicaine. Réélu en 1885 et en 1894.

LABORDE (Alexandre-Louis-Joseph, comte de) (1773-1842). Emigré, il servit dans l'armée autrichienne jusqu'en 1797, voyagea en Europe, et, rentré en France, fut nommé auditeur au conseil d'Etat (1808), directeur du service des ponts et chaussées du département de la Seine (1810), député de la Seine (1822), réélu en 1827 et de 1830 à 1841.

LABORDE (Etienne de) (1782-1865). Il fit les campagnes d'Allemagne et de Russie, accompagna Napoléon I^{er} à l'île d'Elbe, reprit du service en 1830, fit la campagne de Belgique, commanda la place de Cambrai, figura dans l'échauffourée de Boulogne (1840) et fut condamné à deux ans de prison. Député de la Charente-Inférieure à la Législative (1849), il appuya le coup d'Etat et devint gouverneur du palais du Luxembourg.

LABORDÈRE (Jean-Marie-Arthur) (1835), officier français. Il fit la campagne d'Italie et celle de 1870-1871, et était major au 14^e de ligne pendant la période du 16 mai. Il protesta alors contre les préparatifs du coup

d'Etat et fut mis en retrait d'emploi. Réintégré en 1879, élu sénateur de la Seine (1882), il démissionna en 1884 à la suite du rejet du projet de révision de la Constitution. Député de Paris (1885), il vota avec l'extrême gauche et échoua en 1889.

LABORI (Fernand-Gustave-Gaston) (1860), avocat, il s'acquit une grande réputation dans différentes affaires de cour d'assises, surtout dans celle où il défendit M. Zola (V. ce nom) en 1898. Adjoint à M^e Demange comme défenseur du capitaine Dreyfus, au procès de Rennes. M. Labori fut, dès le début du procès, victime d'une tentative d'assassinat dont l'auteur est resté inconnu. Rédacteur en chef de la *Gazette du Palais*, M. Labori dirige le *Répertoire encyclopédique du droit français*.



Labori (Fernand).

LABOUCHÈRE (Henry) (1798-1869), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1826), il attaqua le gouvernement sur l'administration du Canada, fut réélu en 1830, devint lord de l'amirauté dans le cabinet Grey (1832), directeur de la Monnaie dans le cabinet Melbourne

(1835), secrétaire d'Etat pour les colonies dans le cabinet Palmerston (1855), et entra à la Chambre des lords (1857).

LABOUCHÈRE (Henry) (1831), homme politique anglais, neveu du précédent. Il débuta dans la diplomatie, fut élu à la Chambre des communes (1865) et se fit remarquer par ses interpellations vigoureuses et ses opinions radicales. Réélu en 1867, 1876, 1880, il fut un des fidèles lieutenants de Gladstone dans la question d'Irlande, et montra fréquemment ses sympathies pour la France.

LA BOUILLÉRIE. (V. BOUILLÉRIE.)

LABOULAYE (Edouard-René LEFEBVRE de) (1811-1883). Il fit de l'opposition à l'Empire dans le *Journal des Débats*, dans ses ouvrages (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), soutint l'Empire libéral et au plébiscite de mai



Laboulaye.

1870, conseilla de voter *oui*, ce qui donna lieu à des manifestations hostiles à ses cours du Collège de France. Député de Paris (1871), il siégea au centre gauche et appuya la politique de Thiers. Il soutint en 1874 une loi favorable aux cléricaux et entra au Sénat comme membre inamovible (1875). Il combattit la loi Ferry dirigée contre les congrégations, et plus tard les décrets.

LABOULAYE (Antoine-René-Paul LEFEBVRE de) (1833), diplomate français, fils du précédent. Ministre plénipotentiaire à Lisbonne (1878), ambassadeur à Madrid (1885), puis à Pétersbourg (1886-1891), il provoqua la réception de Cronstadt, première étape de l'entente franco-russe.

LABUZE (Justin) (1847). Médecin à Bellac, député de cet arrondissement (1878) et réélu en 1881, il devint sous-secrétaire d'Etat aux finances (1882), échoua aux élections de 1885 et obtint une place de trésorier-payeur général.

LACAVE-LAPLAGNE (Jean-Pierre-Joseph) (1795-1849). Avocat à Toulouse, député de Mirande (1834-1848), puis du département du Gers (1849), il fut ministre des finances dans le cabinet Molé (1837-1839) et dans le cabinet Soult (1842-1847).

LACAZE (Louis-Jacques) (1826-1897). Il combattit l'Empire, représenta le département des Basses-Pyrénées à l'Assemblée nationale (1871) où il siégea au centre gauche. Député d'Oloron (1876), un des 363, réélu en 1877 et 1881, il fut élu en 1882 sénateur des Basses-Pyrénées.

LACÉPÈDE (Bernard-Germain-Etienne de LA VILLE, comte de) (1756-1825), naturaliste français. Il accepta les idées de la Révolution, fut député extraordinaire d'Agen à l'Assemblée constituante, puis député de Paris à l'Assemblée législative. Il protesta contre les massacres de septembre et dut quitter Paris où il ne entra qu'après le 9 thermidor. Sénateur après le 18 brumaire, grand chancelier de la Légion d'honneur (1803), ministre d'Etat (1809), il entra à la Chambre des pairs sous la Restauration. — Pour ses travaux d'histoire naturelle, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.



Lacépède.

LA CHÂTRE (Duc de). (V. CHÂTRE [La].)

LACOMBE (Dominique) (1749-1823), prélat français. Curé constitutionnel, député de la Gironde à l'Assemblée législative (1791), évêque de Bordeaux (1797), puis d'Angoulême (1802), il se signala par son zèle bonapartiste, eut de graves démêlés avec la papauté et la Restauration qui ne put obtenir sa démission.

LACORDAIRE (Jean-Baptiste-Henri) (1802-1861), frère prêcheur. Il s'inscrivit comme avocat au barreau de Paris (1822), entra au séminaire de Saint-Sulpice (1824), reçut la prêtrise (1827), collabora au journal de Lamennais, *l'Avenir* (1830), et prêcha à Saint-Roch, au collège Stanislas et à Notre-Dame. Reçu de l'ordre de Saint-Dominique (1839), il aborda dans la chaire de Notre-Dame, de 1843 à 1851, les questions politiques, sociologiques, psychologiques, fut élu député des Bouches



Lacordaire.

du-Rhône (1848) et fonda le journal *l'Ere nouvelle*. Après le coup d'Etat de 1851, il se consacra entièrement à la direction de son établissement d'instruction à Sorreze. Membre de l'Académie française (1860), il a laissé de nombreux ouvrages et ses discours ont été réunis en volumes. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

LACÔTE (Auguste-Etienne-Marie) (1838). Ouvrier, forgeron, puis médecin à Dun-le-Palleteau (Creuse), il combattit l'Empire, devint député de Guéret (1881), réélu constamment depuis, et siégea à la gauche radicale.

LACRETELLE (Pierre-Henri de) (1815-1899). Député de Saône-et-Loire (1871), il fit partie de la gauche radicale, fut réélu en 1876, en 1877 avec les 363, et successivement jusqu'à ce jour. — Il a laissé de nombreux ouvrages littéraires.

LACROIX (Julien-Adolphe-Sigismond KRZYŻANOWSKI, dit *Sigismond*) (1845). Fils d'un réfugié polonais, il représenta au Conseil municipal de Paris le quartier de la Salpêtrière (1874), fut élu député de Paris (XX^e arr.) en 1883, réélu en 1885, et échoua aux élections de 1889. Il a collaboré à de nombreux journaux, notamment au *Radical*.

LACROSSE (Bertrand-Théobald-Joseph, baron de) (1796-1865). Député de Brest (1834), réélu jusqu'en 1848, il siégea dans les rangs de la gauche dynastique, fut élu représentant du Finistère à la Constituante et à la Législative (1848-1851) et fut à deux reprises ministre des travaux publics (1848-1849 et 1851). Partisan du coup d'Etat du 2 décembre 1851, il entra au Conseil d'Etat et au Sénat (1852).

LADMIRAULT (Louis-René-Paul de) (1808-18.8), général français. Il fit les campagnes d'Algérie, d'Italie, devint sous-gouverneur de l'Algérie (1863), sénateur (1866) et fut mis à la tête du IV^e corps pendant la guerre de 1870. Prisonnier en Allemagne après la reddition de Metz, il fit le second siège de Paris (1871), gouverna Paris de 1871 à 1878, et entra au Sénat (1876) comme représentant du département de la Vienne. Réélu en 1882, il vota avec la droite et ne se représenta pas en 1891.

LA FARINA. (V. FARINA [La].)

LA FAYETTE. (V. FAYETTE [La].)

LAFFITTE (Jacques) (1767-1844). Associé au banquier Perregaux chez lequel il était entré comme comptable, il prit la direction de la banque après la mort de son patron (1804), fit une fortune énorme, devint gouverneur de la Banque de France (1814), député pendant les Cent-Jours et sous la Restauration, s'associa aux votes des libéraux, et se prononça pour le duc d'Orléans dès 1827. En 1830, il prit une part très active à l'établissement de la monarchie de Juillet, fut nommé ministre d'Etat, puis président du conseil et ministre des finances. En 1831, il dut céder la place à Casimir Périer et sortit du pouvoir à peu près ruiné. Depuis, député par divers collèges électoraux, il se déclara pour l'opposition dynastique.



Laffitte.

LAFON (Jean-Baptiste-Hyacinthe) (m. en 1836), prêtre et agent royaliste. Il servit la cause des Bourbons sous le Directoire et sous l'Empire, s'associa à la conspiration du général Malet (1812) et échappa à force d'audace au sort de ses complices. Il fit encore de l'agitation dans l'est de la France pendant les Cent-Jours.

LAFOND DE SAINT-MUR (Gui-Joseph-Rémy DEPLANCHE, baron de) (1817). Député de la Corrèze (1858-1870), il soutint constamment le régime impérial, devint sénateur de la Corrèze (1876), appuya le cabinet du Seize-Mai, se rallia au centre gauche et fut réélu comme républicain en 1885. Il échoua aux élections de 1894.

LAFONT (Jean) (1835), homme politique français. Conseiller municipal de Paris (1871-1881), député de cette ville (1881), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1885, échoua aux élections de 1889 et devint régisseur de l'octroi de Paris (1892).

LAFORÉST (Antoine-Aimé-Charles-Mathurin, comte de) (1756-1846). Directeur des postes (1799-1801), ministre plénipotentiaire à Berlin (1805), ambassadeur à Madrid (1808-1813), il fut député de Loir-et-Cher pendant les Cent-Jours, et entra à la Chambre des pairs en 1819.

LA FORGE (Anatole-Alexandre de). (V. FORGE [De La].)

LAGRANGE (Charles) (1804-1857). Il prit part à la révolution de Juillet, devint un des chefs des sociétés républicaines, fut condamné à vingt ans de détention pour l'insurrection de Lyon (1834) et amnistié en 1839. Député de la Seine à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à la Montagne et fut banni après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

LAGRANGE (Joseph-Barthélemy-Frédéric, comte de) (1815-1883). Député du Gers à la Législative (1849), il soutint la politique de l'Elysée, représenta le même département au Corps législatif pendant la durée de l'Empire comme candidat officiel, et entra au Sénat quelques mois avant la révolution du 4 septembre 1870 qui le rejeta dans la vie privée. Possesseur d'une grande fortune, il eut une notoriété dans le monde hip-pique.

LAGUÉRONNIÈRE. (V. GUÉRONNIÈRE [La].)

LAGUERRE (Georges) (1858). Avocat à Paris, il se fit une grande réputation dans des procès socialistes (affaires Kropotkine, Cyvoct, Louise Michel, procès de Montceaux-Mines, de Decaze-ville, etc.) et criminels (affaires Campi, Euphrasie Mercier, Baillet, etc.), fut élu député d'Apt (1883) et siégea à l'extrême gauche. Réélu en 1885 et en 1889, il joua un



Laguerre.

rôle très actif dans la campagne boulangiste. Membre de la Ligue des patriotes, directeur de *la Presse*, il renoua au boulangisme par une lettre adressée au *Temps* (1891) et se rallia à la majorité républicaine. Il échoua aux élections de 1893 et 1898 et reprit sa profession d'avocat.

LAHORIE (Victor-Claude-Alexandre FANNEAU DE) (1766-1812), général français. Il fit les campagnes de la Révolution, devint chef d'état-major de Moreau avec lequel il fut compromis lors du complot de Georges Cadoudal (1804). Il quitta la France, revint à Paris (1808) et fut arrêté avec le général Guidal. Lors de la conspiration de Malet (1812), rendu à la liberté, il remplaça Savary à la préfecture de

police, fut pris et fusillé le 30 octobre 1812.

LAHOVARY (Alexandre) (1841), homme d'Etat roumain. Il fit ses études à Paris, reçut le diplôme de docteur en droit (1865), rentra en Roumanie et aida à la chute du prince Couza. Député peu après, un des chefs du parti de la « Jeune Droite », il devint ministre de la justice (1870-1874), sénateur de la ville de Botosani (1884), ministre de l'agriculture et du commerce (1888), puis des affaires étrangères dans divers cabinets.

LAIDET (Joseph-Guillaume-Fortuné de) (1780-1854), général et homme politique français. Il servit sous l'Empire, devint député des Basses-Alpes (1827), siégea dans les rangs de l'opposition, fut réélu en 1830, 1831 et jusqu'en 1846. Entre temps, il avait fait partie de l'expédition de Morée (1828) et avait été chargé d'une mission en Algérie (1839). Député des Basses-Alpes à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit la politique de Louis-Napoléon qui le fit exiler en 1852.

LAINE (Etienne-Henri-Joachim, vicomte) (1767-1835). Avocat à Bordeaux, député au Corps législatif (1808), il se prononça nettement contre l'Empire (1813) et fut accusé de trahison. Préfet de la Gironde sous la première Restauration (1814), puis président de la Chambre des députés, il se réfugia en Angleterre pendant les Cent-Jours, devint ministre de l'intérieur (1816-1818) et lutta contre les ultraroyalistes. Ministre sans portefeuille (1820), il entra dans l'opposition peu après, vota contre l'expédition d'Espagne (1823), contre l'expulsion de Manuel, soutint la cause des Grecs insurgés et désapprouva le ministère Polignac. Membre de la Chambre des pairs depuis 1823, il avait été nommé à l'Académie française en 1816.

LAISANT (Charles-Ange) (1841). Capitaine du génie, il commanda au fort d'Issy pendant le siège de Paris (1870-1871). Député de Nantes (1876), il siégea à l'Union républicaine, fit partie des 363 et fut réélu en 1877 et en 1881. Il prit une part active aux discussions militaires, se fit inscrire à l'Extrême-Gauche, dirigea le *Petit Parisien* et la *République radicale*, fut élu député de Paris (1885) et se montra l'un des plus chauds partisans du

général Boulanger. Réélu en 1889, il ne se représenta pas aux élections de 1893. Compris dans les poursuites relatives à l'affaire du Panama, la cour d'assises l'acquitta (1897).

LAKANAL (Joseph). (V. vol. BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e S.)

LA MARMORA. (V. MARMORA [La].)

LAMARQUE (François) (1753-1839), Avocat au parlement de Paris, député à l'Assemblée législative par le district de Périgueux (1791) et réélu à la Convention, il fut envoyé à l'armée du Nord et livré par Dumouriez aux Autrichiens. Libéré en 1795, il fit partie des Cinq-Cents, devint préfet du Tarn après le 18 brumaire, puis juge à la cour de cassation (1804). Exilé en 1816, il reentra en France en 1818.

LAMARQUE (Jean-Maximin) (1770-1832), général français. Il se distinguait dans les guerres de la Révolution et de l'Empire; mis à l'écart par les Bourbons, il reentra en France en 1818, fut élu député des Landes (1828) et vota avec l'opposition la plus avancée. Réélu en 1830, il combattit la monarchie de Juillet et devint très populaire.

Ses obsèques furent le signal de l'insurrection démocratique de juin 1832.

LAMARTINE (Alphonse-Marie-Louis de PRAT de) (1790-1869). Il remplit quelques postes diplomatiques sous la Restauration, fut élu député de Bergues et de Mâcon pendant un voyage qu'il fit en Orient, opta pour la première ville qu'il représenta jusqu'en 1837, puis pour sa ville natale (Mâcon) qu'il représenta jusqu'en 1848. Il soutint d'abord la monarchie de Juillet,

puis combattit le ministère Guizot et s'associa à la campagne des banquets réformistes. Son histoire des *Girondins* contribua à répandre l'opinion républicaine. Membre du gouvernement provisoire de février 1848, sa lutte contre le drapeau rouge lui valut une grande popularité parmi les modérés, fut élu député à la

Constituante par dix départements et opta pour celui de la Seine. Candidat à la présidence, il n'obtint que 19,000 voix. Il fut réélu député à la Législative (1849). Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 le rendit à la vie privée. Lamartine a été l'un de nos plus grands orateurs contemporains. — Pour son œuvre littéraire, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE et HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.

LAMARZELLE (Gustave-Louis-Edouard de) (1832), homme politique français. Avocat à Paris, député du Morbihan (1885), réélu en 1889, il siégea parmi les monarchistes et devint sénateur du Morbihan en 1894.

LAMBER (Juliette). (V. ADAM [Mme].)

LAMBRECHT (Félix-Edmond-Hyacinthe) (1819-1871). Ingénieur des ponts et chaussées, député du Nord (1863), réélu en 1871, il siégea au centre gauche et devint ministre de l'agriculture et du commerce, puis de l'intérieur (1871).

LAMBRECHTS (Charles-Joseph-Mathieu, comte) (1753-1823). Professeur de droit canon à Louvain, président de l'administration du département de la Dyle, il devint ministre de la justice en remplacement de Merlin de Douai (1797-1799), sénateur de l'Empire, puis député de la Seine-Inférieure et du Bas-Rhin (1819).

LAMETON (John-George). (V. DURHAM [Comte de].)

LAMENDIN (Arthur) (1852). Ouvrier mineur à Liévin, congédié en 1884 pour avoir créé le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, il organisa la grève de 1889, fut député de Béthune (1891), réélu en 1893, et siégea parmi les radicaux socialistes. Réélu en 1898.

LAMENNAIS (Félicité ROBERT DE) (1782-1854). Catholique libéral, il se lia avec Montalembert, Lacordaire, Cazalès, etc., fonda après 1830 le journal *l'Avenir*, se sépara de Rome avec éclat, fut emprisonné un an à Sainte-Pélagie pour sa brochure *le Pays et le Gouvernement* (1840) et prêcha le socialisme chrétien. En



Lamarque.



Lamartine.



Lamennais.

1848, il fonda le journal *le Peuple constituant*, représenta le département de la Seine à la Constituante et vota avec l'extrême gauche. Il soutint les vaincus de Juin et rentra dans la vie privée après le coup d'État du 2 décembre 1851. Ses obsèques civiles eurent lieu au Père-Lachaise (1^{er} mars 1854). (V. volumes BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE et HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.)

LAMETH (Charles-Malo-François, comte de) (1757-1832). Il prit part à la guerre d'Amérique, représenta aux États généraux la noblesse de l'Artois, servit à l'armée du Nord comme maréchal de camp (1792), émigra, rentra en France sous le Consulat, devint gouverneur de Wurzburg et de Santona (Biscaye) et se rallia aux Bourbons. Député de Seine-et-Oise (1829), il signa l'adresse des 221.

LAMETH (Alexandre-Théodore-Victor, comte de) (1760-1829), homme politique français, frère du précédent. Il servit en Amérique sous Rochambeau, fut député de la noblesse du bailliage de Péronne aux États généraux et joua un grand rôle à l'Assemblée constituante. Il attaqua violemment Mirabeau sur ses relations avec la cour, fut nommé maréchal de camp et passa à l'étranger avec La Fayette. Emprisonné en Autriche, délivré trois ans après (1795), il rentra en France sous le Consulat, devint préfet de plusieurs départements, se rallia aux Bourbons, représenta la Seine-Inférieure et Seine-et-Oise (1820-1827) à la Chambre des députés et siégea avec les libéraux.

LAMORICIÈRE (Christophe-Léon-Louis JUCHAULT DE) (1806-1865), général français. Il servit brillamment en Algérie, contribua à la victoire de l'Isly (1844) et reçut la soumission d'Abd-el-Kader. Député de Saint-Calais (1846), il soutint la monarchie de Juillet, surtout dans la journée du 24 février 1848, représenta le département de la Sarthe à la Constituante et combattit, sous Cavaignac, l'insurrection de Juin. Quelque temps ministre de la guerre (1848), il combattit la politique de l'Elysée, fit par-



Lamoricière.

tie de la Législative (1849) et fut arrêté lors du coup d'État du 2 décembre 1851. Expulsé de France, il rentra en 1857, commanda l'armée papale (1860), fut battu par les Piémontais à Castellidardo et revint en France après la reddition d'Ancone.

LANESSAN (Jean-Marie-Antoine de) (1844). Médecin de la marine, agrégé de la Faculté de Paris (1876), conseiller municipal de Paris (1873-1881), député du V^{arr.} de Paris (1881), il siégea à l'extrême gauche, écrivit dans de nombreux journaux, fut réélu en 1885 et se rapprocha de l'Union républicaine. Chargé de mission dans les colonies françaises (1886), il publia plusieurs ouvrages sur celles-ci, fut réélu en 1889, et nommé gouverneur général de l'Indo-Chine (1891). Révoqué de cette fonction en 1894, il publia son apologie : *la Colonisation française en Indo-Chine* (Paris, 1895) et rentra dans le journalisme. Député de Lyon en 1898, il entra dans le cabinet Waldeck-Rousseau comme ministre de la marine (1899). — Il a écrit un assez grand nombre d'ouvrages d'histoire naturelle.



Lanessan.

LANFREY (Pierre) (1828-1877). Il publia plusieurs ouvrages de philosophie et d'histoire, combattit la dictature de Gambetta, fut élu député des Bouches-du-Rhône (1871), vota avec la gauche républicaine, représenta la France à Berne (1871-1873) et devint sénateur inamovible (1875).

LANGLAIS (Jacques) (1810-1866). Avocat à Paris, député de la Sarthe à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il soutint la politique de l'Elysée, fut réélu en 1852 et 1857 comme candidat officiel de l'Empire, devint conseiller d'État, puis ministre des finances de Maximilien au Mexique (1866). Il mourut à Mexico, empoisonné, dit-on.

LANGLOIS (Amédée-Jérôme) (1819). Il servit dans la marine, fit du journalisme en collaboration avec Proudhon dont il était l'ami, fut condamné à la déportation par la haute cour de

Versailles (1849), prit part à la défense de Paris et reçut une grave blessure à Buzenval (1871). Député de la Seine (1871), chef d'état-major de l'amiral Saisset, il siégea à l'Union républicaine, fut élu à Pontoise (1876) et fit partie des 363. Réélu en 1877, il rapporta le budget de la guerre, fut renommé en 1881 et échoua en 1885 avec la liste opportuniste de Seine-et-Oise. On le nomma percepteur du XVIII^e arr. de Paris, puis du III^e arr.

LANGRAND-DUMONCEAU (André, comte) (1826), financier belge. Entre autres affaires de banque, il fit un emprunt pontifical au pair tandis que la rente romaine était cotée à 70 p. 100, eut l'appui des catholiques et enrôla dans ses compagnies financières plusieurs chefs du parti réactionnaire belge qui furent gravement compromis lorsque la faillite arriva en 1870. Condamné à dix ans de recluse par contumace, il s'enfuit au Brésil.

LANJUNAIS (Victor-Ambroise, vicomte de) (1802-1869). Député de la Loire-Inférieure de 1838 à 1848, il siégea dans le tiers parti, fut réélu à la Constituante (1848), combattit les socialistes, devint ministre de l'agriculture et du commerce (1849), député de la Seine à la Législative (même année) et fut emprisonné à Vincennes lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851. Il représenta le département de la Loire-Inférieure au Corps législatif (1863-1869).

LANNES (Napoléon-Auguste, duc de MONTEBELLO) (1801-1874), diplomate français, fils du maréchal de France. (V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.) Membre de la Chambre des pairs (1827), il représenta la France en Danemark (1833), en Prusse (1833), en Suisse (1836), fut quelque temps ministre des affaires étrangères (1839), puis ambassadeur à Naples et ministre de la marine et des colonies (1847-1848). Député de la Marne à la Législative (1849), il combattit la politique de l'Elysée, se rallia à l'Empire, fut ambassadeur à Pétersbourg (1858-1866) et sénateur (1867).

LANNES (Gustave-Louis, comte de MONTEBELLO) (1838), diplomate français, fils du précédent. Il passa depuis 1858 dans divers postes diplomatiques, fut chargé d'affaires à Munich (1880), ministre plénipotentiaire

à Bruxelles (1882), ambassadeur à Constantinople (1886) et à Pétersbourg (1891).

LANNES DE MONTEBELLO (Adrien-Jean) (1851), homme politique français, frère du précédent. Chef de cabinet de Léon Say au ministère des finances, il fut un des fondateurs de l'Union libérale et élu en 1893 député de Reims avec un programme républicain. Réélu en 1898.

LANZA (Giovanni) (1815-1882), homme politique italien. Médecin à Turin, député de Frassineto, il siégea à gauche, devint ministre de l'instruction publique (1855), puis des finances (1858), président de la Chambre (1860), ministre de l'intérieur (1864), et enfin chef de cabinet avec le portefeuille de l'intérieur (1869-1873).

LAPLACE (Pierre-Simon, marquis de) (1749-1827), astronome et géomètre français. Il tint quelque temps le portefeuille de l'intérieur après le 18 brumaire, entra au Sénat (1799) dont il devint chancelier (1803), signa l'acte de déchéance de Napoléon I^{er} (1814) et fut créé par Louis XVIII pair de France et marquis (1817). — Pour ses remarquables travaux scientifiques et sa carrière de savant, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.



Laplace.

LAPORTE (Henri-Gaston) (1842). Homme politique français. Avocat à Nevers, député de cette ville (1884), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1885, 1889 et 1893 et appuya le boulangisme.

LA PORTE. (V. PORTE [La].)

LAPPARENT (COCHON DE). (V. COCHON DE LAPPARENT.)

LARCY (Charles-Paulin-Roger SAUBERT, baron de) (1805-1882). Député du Gard (1839-1846), il siégea avec les légitimistes, combattit le ministère Guizot, fut réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851), vota avec la droite monarchiste et protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Député du Gard (1871), ministre des travaux publics (1871-1872 et 1873-1874), sénateur inamovible (1877).

LAREINTY (Clément-Gustave-Henri BAILLARDEL, baron de) (1821). Sénat-

teur de la Loire-Inférieure (1876), monarchiste et catholique, il soutint le cabinet du Seize-Mai et fut réélu en 1879 et 1888. Il eut avec le général Boulanger, ministre de la guerre, une vive altercation qui fut suivie d'un duel (1886).

LA RIBOISIÈRE. (V. RIBOISIÈRE [La].)

LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX (1753-1824). (V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE GÉNÉRALE JUSQU'AU XIX^e S.)

LA ROCHEFOUCAULD. (V. ROCHEFOUCAULD [La].)

LAROCHE-JOUBERT (Jean-Edmond) (1820-1884). Fabricant de papier à Angoulême, député de la Charente (1868), il soutint l'Empire libéral, représenta l'arrondissement d'Angoulême (1876) et siégea dans le groupe bonapartiste. Réélu en 1877 et 1881, il prit part aux discussions sur les réformes financières et sociales.

LAROCHE-JOUBERT (Edgar-Jean) (1843), fils du précédent. Député d'Angoulême (1884), il siégea au groupe bonapartiste. Réélu en 1885, 1889, 1893 et 1898, il prit une part active aux questions budgétaires.

LA ROMANA. (V. ROMANA [La].)

LAROZE (Louis-Alfred) (1834). Avocat à Bordeaux, député de Blaye (1881), il siégea à l'Union républicaine, fut sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le cabinet Ferry (1884-1885), réélu en 1885, et échoua aux élections de 1889.

LAS CASES (Emmanuel-Augustin-Dieudonné, marquis de) (1766-1842), historien français. Il servit dans la marine, émigra en 1790, fit en 1792 la campagne contre la France et prit part à l'expédition de Quiberon. Après le 18 brumaire, il s'établit libraire à Paris, servit sous Bernadotte (1809), entra au conseil d'Etat et devint chambellan de Napoléon I^{er} (1810). Il suivit ce dernier à Sainte-Hélène et consacra ses entretiens avec l'ex-empereur dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Député de l'arrondissement de Saint-Denis (1831-1842), il siégea à l'extrême gauche.

LAS CASES (Emmanuel-Pons-Dieudonné, comte de) (1800-1854), fils du précédent. Il accompagna son père à Sainte-Hélène, frappa Hudson Lowe d'un coup de cravache en plein visage, à Londres (1822), et fut l'objet à Passy d'une tentative d'assassinat (1823)

dont on a accusé l'ancien gouverneur de Sainte-Hélène. Las Cases fut député du Finistère de 1830 à 1848 et sénateur de l'Empire (1852-1854).

LASKER (Eduard) (1829-1884), homme politique allemand. Député de Berlin (1865), il siégea avec les progressistes, fut un des chefs du parti national-libéral, représenta Magdebourg (1868-1874), Francfort-sur-le-Main (1874-1879) et échoua aux élections de 1879 à la suite d'attaques violentes dirigées contre lui par Bismarck.

LASSALLE ou mieux **LASSAL** (Ferdinand) (1825-1864), socialiste allemand. Lié intimement avec la comtesse Sophie d'Hatzfeld, il fut impliqué dans une affaire de vol et acquitté (1848), se jeta dans la politique, se lia avec Karl Marx, fut poursuivi et emprisonné plusieurs fois (1849). Il fonda en 1862 un nouveau parti démocratique, le *Verein*; arrêté et condamné à la suite de discours politiques, il développa ses idées sur les sociétés coopératives de production avec l'aide de l'Etat dans plusieurs brochures qui le firent de nouveau poursuivre sous l'accusation de haute trahison et fut le véritable fondateur du socialisme allemand. Retiré en Suisse pour soigner sa santé, il fut blessé mortellement dans un duel au pistolet à Genève (28 août 1864). — (V. volume SOCIALISME.)



Lassalle

LASSER DE ZOLLHEIM (Joseph) (1815-1879), homme d'Etat autrichien. Député au Reichstag (1848), ministre sans portefeuille (1860), puis de l'intérieur (1861-1865), gouverneur du Tyrol, il reçut dans le cabinet Auersperg le portefeuille de l'intérieur (1871-1878).

LASSERRE (Maurice) (1862). Député de Tarn-et-Garonne (1890), réélu en 1893, il rapporta le budget des cultes (1893) et le projet de loi contre les anarchistes (1894).

LASTEVRIE DU SAILLANT (Ferdi-

nand-Charles-Léon, comte de) (1810-1879). Aide de camp de La Fayette (1830), député de Paris (1842), il siégea à gauche, prit part aux discussions sur les questions de lettres et de beaux-arts, fut réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851) et fit partie du Conseil municipal de Paris (1848-1851). Il rentra dans la vie privée en 1852 et s'occupa de sciences archéologiques.

LASTEYRIE DU SAILLANT (Adrien-Jules, marquis de) (1810-1883). Petit-fils de La Fayette, il servit en Portugal sous dom Pedro (1832-1834), fut député de La Flèche (1842-1848) et siégea au centre gauche. Député de Seine-et-Marne à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il combattit la politique de l'Elysée, fut expulsé de France après le coup d'Etat de 1851, se rallia à la politique de Thiers comme député de Seine-et-Marne (1871) et combattit l'« Ordre moral ». Sénateur inamovible (1875), il fit partie du centre gauche.

LATIL (Jean-Baptiste-Marie-Antoine, duc de) (1761-1839), prélat français. Il émigra lors de la Révolution, devint aumônier du comte d'Artois, évêque de Chartres (1817), pair de France (1822), archevêque de Reims (1824), cardinal et duc (1826). Il inspira à Charles X la politique rétrograde qui devait amener la révolution de 1830.

LATOUR-MAUBOURG (Marie-Charles-César de Fay, comte de) (1757-1831), général français. Député de la noblesse aux Etats généraux, il se rallia aux tiers état, fit partie de l'armée de La Fayette comme maréchal de camp, passa la frontière en 1792 et fut captif des Autrichiens jusqu'au traité de Campo-Formio. Il revint à Paris après le 18 brumaire, fut membre du Corps législatif (1801), sénateur (1806), et pair de France à la Restauration.

LATOUR-MAUBOURG (Marie-Victor-Nicolas de Fay, marquis de) (1768-1850), général français, frère du précédent. Colonel en 1792, il émigra après le 10 août, revint en France (1798), servit en Egypte, se distingua à Austerlitz, à Friedland et en Espagne. Il fit la campagne de Russie, eut la cuisse emportée à Leipzig, devint ambassadeur à Londres sous la Restauration, ministre de la

guerre (1819-1821), puis gouverneur des Invalides.

LAUBESPIN (Léonel-Antoine de MOUCHET-BATTEFORT, comte de) (1810-1896). Aide de camp du maréchal Valée, il fit les campagnes d'Algérie, devint maire de Tracy-sur-Loire, sénateur de la Nièvre (1888) et siégea à droite. Il a fait des donations considérables à des œuvres philanthropiques.

LAUNAY (Henri de). (V. ANTRAIGUES [Comte d'].)

LAUR (Francis) (1844). Député de la Loire (1885), il siégea à l'extrême gauche, prit une part active aux débats, soutint la politique du général Boulanger, fut élu député de Saint-Denis (1889) et ne s'est pas représenté en 1893 ni en 1898.

LAURENT-PICHAT (Léon) (1823-1886). Il collabora au *Progrès de l'Aube*, aida de son argent *le Réveil*, de Delesscluze (1869), fut élu député de la Seine (1871), siégea à l'extrême gauche, et devint sénateur inamovible (1875). Il a laissé un grand nombre de romans et nouvelles. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

LAURIER (Clément) (1832-1878). Avocat d'affaires à Paris, il plaida nombre de causes politiques à la fin de l'Empire, fut élu député du Var (1869), s'attacha à Gambetta, négocia l'emprunt Morgan (1870) et représenta le Var à l'Assemblée nationale (1871). Peu après, il se rapprocha de la droite et soutint le gouvernement de l'« Ordre moral ». Député de l'arrondissement du Blanc (1876), il appuya le cabinet Broglie-Fourtou et fut réélu comme candidat officiel (1877).

LAUSSEDA (Louis) (1809-1878). Médecin à Moulins, député de l'Allier à la Constituante (1848), il siégea à l'extrême gauche, échoua aux élections de 1849 et fut expulsé après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Médecin à Bruxelles, il ne rentra qu'en 1876 et fut élu député de Moulins, fit partie des 363 et obtint le renouvellement de son mandat en 1877.

LAVERGNE (Louis-Gabriel-Léonce GUILHAUD de) (1809-1880), économiste français. Publiciste à Toulouse, député de Lombez (1846), il s'occupa depuis 1848 d'économie politique et d'agronomie. Député de la Creuse (1871), il vota avec les orléanistes, se

rallia peu à peu à la République, à la tête du « groupe Lavergne » et devint sénateur inamovible (1875).



Lavergne
(Guilhaud de).

LAVERGNE (Bernard-Martial-Barthelemy, dit **BERNARD-**) (1815). Médecin à Montredon (Tarn), député du Tarn (1849), il vota avec la gauche démocratique, fit de l'opposition à l'Empire dans di-

vers journaux, fut élu député de Gaillac (1876), réélu en 1877, 1881 et 1885, et nommé sénateur (1889).

LAVERTEUJON (André) (1827). Il dut quitter la France après le coup d'Etat de 1851, devint rédacteur en chef de *la Gironde* (1855), fut un des fondateurs de *la Tribune* (1869) et dirigea le *Journal officiel* (1870). Consul général à Amsterdam (1871), à Anvers (1880), à Naples (1881), il fut élu sénateur de la Gironde en 1887 et réélu.

LAVIGERIE (Charles-Martial-Allemand) (1825-1892), prêtre français. Directeur de l'œuvre des écoles d'Orient (1856), il partit pour la Syrie, et déploya une grande activité pour répandre l'influence française; évêque de Nancy (1861), puis d'Alger (1866) avec le titre d'archevêque (1867), il y créa la Société des missionnaires, dits Pères blancs, et fut chargé par le pape de la préfecture apostolique du Sahara. Il



Lavigerie.

étendit sa sphère d'action jusqu'à l'Afrique équatoriale, se mêla activement à l'agitation antiesclavagiste, devint administrateur apostolique de la Tunisie (1881), cardinal (1882), archevêque de Carthage et primat d'Afrique (1884).

LAVROV (Pierre) (1823), socialiste russe. Professeur de mathématiques à l'Académie d'artillerie de Pétersbourg, colonel d'artillerie, membre du conseil municipal de Pétersbourg, il fut arrêté lors de l'attentat de Karakosov contre Alexandre II (1866), interné dans le gouvernement de

Vologda, s'évada en 1870 et vint se réfugier à Paris où il fit une grande propagande en faveur des idées révolutionnaires, s'écartant des idées anarchistes ou jacobines. Il a écrit nombre d'ouvrages scientifiques, politiques et philosophiques.

LAVY (Aimé) (1850). Ancien directeur d'école laïque, à Paris, il siégea au conseil municipal de Paris, de 1887 à 1890, fut élu député du XVIII^e arrondissement en 1890, réélu en 1893 et échoua en 1898. M. Lavy, un des militants les plus actifs et les plus érudits du parti ouvrier, a été chef du cabinet de M. Millerand, dans le ministère Waldeck-Rousseau (1899).

LAW (Edward). (V. ELLENBOROUGH [Baron d].)

LAWRENCE (John-Laird-Mair, lord) (1811-1879), homme d'Etat anglais. De 1827 à 1863, il joua dans l'Inde un rôle actif, devint chef commissaire du Pendjab (1853), opéra la pacification après la révolte des cipayes (1857), fut nommé vice-roi de l'Inde (1863) et accomplit des réformes financières importantes. Elevé à la pairie à son retour en Angleterre (1869).

LAYARD (Sir Austen-Henry) (1817-1894), archéologue et homme d'Etat anglais. Il voyagea en Orient, entreprit des fouilles sur l'emplacement de Ninive et de Babylone, devint à son retour en Angleterre (1852) sous-secretaire d'Etat aux affaires étrangères, député au Parlement et s'allia au parti libéral. Ministre des travaux publics (1868), ambassadeur à Madrid (1869), à Constantinople (1877), il se rallia à la politique de Beaconsfield et négocia l'occupation de Chypre (1878).

LEBAUDY (Jean-Gustave) (1827-1889), homme politique français. Directeur d'une grande raffinerie de sucre, conseiller municipal de Paris (1860-1869), député de Mantes (1876), il siégea au centre gauche, fit partie des 363, fut réélu en 1877, 1881 et 1889. Il laissa une fortune considérable.

LEBEAU (Joseph) (1794-1865), homme politique belge. Avocat à Liège, il attaqua dans le journalisme la politique hollandaise, fut élu en 1830, par l'arrondissement de Huy, membre du Congrès national et prit une grande part à la constitution belge. Ministre

des affaires étrangères, gouverneur de la province de Namur (1834), ambassadeur à la Diète germanique de Francfort, il constitua en 1840 le premier ministère libéral qui succomba devant l'hostilité du Sénat. Depuis, au Parlement, il soutint les cabinets libéraux.

LEBLOND (Désiré-Médéric) (1812-1886). Avocat à Paris, représentant de la Marne à la Constituante (1848), il soutint le général Cavaignac, dirigea le journal *le Siècle* (1868-1874), fut élu député de la Marne (1871) et siégea à la gauche républicaine. Réélu par l'arrondissement de Reims (1876), un des 363, il obtint le renouvellement de son mandat en 1877 et entra au Sénat en 1879 (pour le département de la Marne).

LEBOEUF (Edmond) (1809-1888), maréchal de France. Il fit les campagnes d'Algérie, de Crimée et d'Italie, devint aide de camp de Napoléon III, ministre de la guerre (1869) et maréchal de France (1870). Il se fit remarquer par son assurance à la veille de la guerre de 1870 et par la criminelle incurie de son administration. Prisonnier après la reddition de Metz, où il commandait le 3^e corps, sous Bazaine, il reentra dans l'obscurité après la paix.



Leboeuf.

LEBON (Maurice) (1849). Avocat à Paris, maire de Rouen (1886), député de cette ville (1891), réélu en 1893, il fut sous-secrétaire d'Etat aux colonies dans le cabinet Casimir-Perier (1893-1894). Ne s'est pas représenté aux élections de 1898.

LEBON (André) (1839). Chef du cabinet du président du Sénat (1882-1893), député de Parthenay (1893), il fut ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes dans le cabinet Ribot (1895), puis ministre des colonies dans le cabinet Méline (1896). N'a pas été réélu en 1898.

LEBON (André) (1839). Chef du cabinet du président du Sénat (1882-1893), député de Parthenay (1893), il fut ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes dans le cabinet Ribot (1895), puis ministre des colonies dans le cabinet Méline (1896). N'a pas été réélu en 1898.

LE BORGNE (Benoît). (V. BOIGNE [Comte de].)

LEBRET (Georges) (1853), docteur en droit, député du Calvados (Caen) depuis 1893. Il prit part aux débats de la Chambre : sur la question des tarifs de transports de houille, sur

la suppression des octrois, sur la loi relative à la margarine, etc. M. Lebreton, qui a été membre du Comité consultatif des chemins de fer, a fait partie du cabinet Dupuy (1898-1899) en qualité de garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.

LEBRUN (Charles-François, duc de PLAISANCE) (1739-1824). Avocat à Paris, il fut un des collaborateurs du chancelier Maupeou ; député de Dourdan à l'Assemblée constituante (1789), de Seine-et-Oise au conseil des Anciens (1795) ses grandes connaissances administratives le désignèrent au choix de Bonaparte et il fut nommé troisième consul après le 18 brumaire. Il s'occupa surtout de finances, devint gouverneur général de la Ligurie (1805-1806), administra les départements formés de l'ancienne Hollande (1811-1813), adhéra à la Restauration et entra à la Chambre des pairs.



Lebrun.

LECOINTE (Alphonse-Théodore) (1817-1890), général français. Il fit les campagnes de la Grande-Kabylie, de Crimée et d'Italie où il fut blessé grièvement à Magenta ; prisonnier lors de la capitulation de Metz (1870), il s'évada, servit sous Faidherbe à l'armée du Nord, fut gouverneur de Lyon, puis de Paris et sénateur de l'Eure (1882).

LECOMTE (Claude-Martin) (1817-1871), général français. Il servit en Crimée, en Italie et commandait une brigade de l'armée de Paris pendant le siège de cette ville (1870-1871). Désigné pour enlever les canons établis sur la butte Montmartre, il voulut agir de vive force contre la foule opposée à l'exécution de cette mesure ; ses troupes l'abandonnèrent ; il fut fu-



Lecomte.

sillé avec Clément Thomas (18 mars 1871).

LECOUTEUX DE CANTELEU (Jean Barthélémy, comte) (1746-1818). Banquier à Rouen, député du tiers état de cette ville aux États généraux, il soutint les réformes de Necker, fut député de la Seine au conseil des Cinq-Cents, adhéra au 18 brumaire, entra au Sénat et devint régent de la Banque de France. Créé comte par Napoléon I^{er}, il se rallia à Louis XVIII qui le fit pair de France.

LEDOCHOWSKI (Miécislas, comte) (1823), prélat polonais. Protégé de Pie IX, placé à la Propagande, nommé nonce à Bruxelles, à Munich (1861), archevêque de Posen, il résista à Bismarck lors de la déclaration du Kulturkampf. Condamné à deux ans de prison (1874), il devint cardinal (1875), et fut nommé préfet de la Propagande (1892).

LEDRU-ROLLIN (Alexandre-Auguste) (1807-1874), homme politique français. Docteur en droit, avocat à Paris, il se fit remarquer dans les procès politiques du début du règne de Louis-Philippe. Député du Mans (1841), réélu en 1842 et 1846, il devint le véritable chef de l'opposition radicale, fonda



Ledru-Rollin.

le journal *la Réforme*, organisa la campagne des banquets et la propagande en province. Membre du gouvernement provisoire et ministre de l'intérieur (1848), il envoya des commissaires extraordinaires dans les départements pour organiser le fonctionnement du suffrage universel, mais fut pris entre les républicains modérés et la minorité avancée. Il résigna ses pouvoirs entre les mains de Cavaignac, combattit énergiquement la politique de l'Elysée, tant dans les départements qu'à l'Assemblée. A l'élection présidentielle de 1848, il avait obtenu 370,000 voix. Réélu à la Législative (1849), il dénonça l'expédition de Rome et demanda la mise en accusation du président de la République et de ses ministres. Avec ses amis, il tenta de constituer une Con-

vention nationale au Conservatoire des arts et métiers.

Il se réfugia en Belgique, fut condamné par contumace à la déportation, et se fixa en Angleterre où il forma avec Kossuth, Mazzini, etc., un comité révolutionnaire international. Il ne reentra en France qu'en 1870, fut compromis dans l'affaire du 31 octobre, et envoyé à l'Assemblée nationale par trois départements (1871). Il refusa de siéger et ne reentra dans la vie politique que comme député de Vaucluse (1874) quelque temps avant sa mort.

LEFEVRE (François-Ernest) (1833-1889). Avocat à Paris, collaborateur du *Rappel*, conseiller municipal de Paris (1875), député du X^e arr. de Paris (1881), il vota avec les radicaux, fut réélu en 1885 et devint vice-président de la Chambre. Il fut un des exécuteurs testamentaires de Victor Hugo.

LEFEVRE-PONTALIS (Germain-Antoine) (1830). Député de Seine-et-Oise (1869), réélu en 1871, il fit partie du centre gauche, vota souvent avec la droite, fut élu dans le Nord en 1885 et échoua en 1889. Conservateur libéral, il fut un des principaux orateurs de son parti.

LE FLO. (V. Flo [Le].)

LEFRANC (Jean-Baptiste-Antoine) (m. en 1816), révolutionnaire français. Compromis dans la conspiration de Babeuf, il fut acquitté, puis déporté après l'affaire de la machine infernale. Il s'échappa des îles Seychelles, fut repris et emprisonné jusqu'en 1814. Impliqué dans le procès des « patriotes » (1816), il mourut en prison.

LEFRANC (Bernard-Edme-Victor-Etienne) (1809-1883). Avocat à Mont-de-Marsan, il combattit la monarchie de Juillet, représenta les Landes à la Constituante et à la Législative (1848-1851) et siégea avec les républicains modérés. Réélu par le même département en 1871, il devint ministre de l'agriculture et du commerce (1871), de l'intérieur (1872), fut réélu en 1876 et 1877 et entra au Sénat comme membre inamovible (1881). Il appartenait au centre gauche.

LEFRANC (Pierre-Joseph) (1815-1877). Député des Pyrénées-Orientales à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea avec les républicains avancés, fut expulsé

après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, et, rentré en France, combattit vigoureusement l'Empire. Prêtre des Pyrénées-Orientales (1870), député de ce département (1871), il fit partie de l'Union républicaine et entra au Sénat en 1876.

LÉGITIME (François-Denis) (1833), homme politique haïtien. Député à l'Assemblée constituante (1869), ministre de l'agriculture sous la présidence du général Salomon, il fut président de la République (1888) et renversé peu après par le général Hipolyte.

LEGRAND (Pierre) (1834-1895). Avocat à Lille, député de cette ville (1876), il fit partie des 363 et fut réélu en 1877, en 1881, devint ministre du commerce dans les cabinets Duclerc, Fallières, Brisson (1882-1885), échoua aux élections de 1885, fut réélu en 1887, 1889 et 1893. En 1888, il tint le portefeuille du commerce et de l'industrie sous le ministère Floquet.

LEGRAND (Louis) (1842), homme politique français. Docteur en droit, député de Valenciennes (1876), un des 363, réélu en 1877 et 1881, il siégea à la gauche républicaine. En 1882, il démissionna pour occuper le poste de ministre plénipotentiaire à La Haye.

LE GUAY. (V. GUAY [Le].)

LE HÉRISSE. (V. HÉRISSE [Le].)

LEHON (Charles-Joseph, comte) (1792-1868), homme politique belge. Il fit de l'opposition au gouvernement hollandais, devint bourgmestre de Tournai (1830), ministre de Belgique à Paris (1831-1843) et siégea à la Chambre belge jusqu'en 1856. A cette date, il fut nommé ministre d'Etat.

LELIÈVRE (Adolphe-Achille) (1836). Avocat à Lons-le-Saunier, il fit de l'opposition à l'Empire, fut élu député de Lons-le-Saunier (1876), un des 363, et réélu en 1877 et 1881. Il échoua aux élections de 1885, devint sénateur du Jura (1888), et vota constamment avec le parti opportuniste. Dans le ministère Gambetta, il avait été sous-secrétaire d'Etat aux finances (1881-1882).

LEMERCIER (Louis-Nicolas, comte) (1755-1849). Député du tiers état de Saintes aux Etats généraux (1789), du département de la Charente-Inférieure au conseil des Anciens, il

appuya le coup d'Etat du 18 brumaire, entra au Sénat, fut créé comte (1808), se rallia à Louis XVIII qui le créa pair de France. Il adhéra à la monarchie de Juillet.

LEMERCIER DE LONGPRÉ (Charles, baron d'Haussez). (V. HAUSSEZ.)

LEMIRE (Jules) (1853), homme politique français. Abbé à Hazebrouck, député de cette ville (1893) avec le programme des ralliés, il est un des représentants actifs du socialisme chrétien. Il a été réélu en 1898.

LEMOINNE (John-Marguerite - Emile) (1815-1892). Journaliste aux *Débats*, il soutint la politique orléaniste, se rallia à la République (1873), fut élu sénateur inamovible (1880) et siégea au centre gauche. Nommé à l'ambassade de Bruxelles (1880), il donna sa démission peu après et reprit sa profession de journaliste dans laquelle il déploya beaucoup de talent. Il était entré à l'Académie française en 1875.



Lemoine (John).

LENGLÉ (Paul) (1836), homme politique français. Député de Saint-Gaudens (1876), il siégea au groupe bonapartiste, soutint le cabinet du Seize-Mai, fut réélu en 1877, et fut des fidèles agents du prince Napoléon (Jérôme). Directeur du *Pays* et de la *Revue parlementaire*, il se rallia au boulangisme.

LENOIR-LAROCHE (Jean-Jacques, comte) (1749-1825). Député du tiers état de Paris aux Etats généraux (1789), ministre de la police (1797), député de la Seine au conseil des Anciens, il appuya le 18 brumaire et fut nommé membre du Sénat (1799). Comte de l'Empire (1808), il se rallia à Louis XVIII qui le créa pair de France (1814).

LÉON XII (Annibal-François-Clément-Melchior-Jérôme-Nicolas DELLA GENGA) (1760-1829), pape de 1823 à 1829. Ennemi des jésuites avant son élection, il leur accorda dès 1824 de grandes faveurs et leur rendit notamment le Collège romain.

LÉON XIII (Joachim-Vincent Pecci) (1810), pape. Elevé chez les jésuites, prélat de la maison de Grégoire XVI (1837), archevêque de Da-

mielle *in partibus* (1843), nonce à Bruxelles (1843-1846), cardinal et archevêque de Pérouse (1846-1877), il fut élu pape en 1878. Auteur de nombreuses encycliques, politicien habile, il se mêla activement à toutes les questions européennes, recommandant au clergé le respect des gouvernements légaux, et favorisa les tentatives des « socialistes chrétiens ». Il a aussi fait de grands efforts pour réunir à l'Eglise romaine les



Léon XIII.

autres Eglises qui s'en sont détachées.

LEOPARDI (Pietro-Silvestro) (1798-1870), homme politique napolitain. Banni comme patriote en 1834, il se fixa à Paris, devint député de Naples (1848), plénipotentiaire auprès de Charles-Albert, et fut emprisonné après le 15 mai et exilé. Député de Solmona au Parlement italien (1861), il entra au Sénat en 1865.

LÉOPOLD 1^{er} (Georges-Chrétien-Frédéric de SAXE-COBOURG) (1790-1865), roi des Belges. Elu en 1831 roi des Belges par le Congrès national, il eut à lutter contre la Hollande et ne triompha d'elle qu'avec le secours des Français. Il épousa (1832) Louise-Marie d'Orléans, fille de Louis-Philippe, et gouverna constitutionnellement, tour à tour avec des ministères mixtes, catholiques et libéraux.

LÉOPOLD II (Louis-Philippe-Marie-Victor) (1835), roi des Belges, fils du précédent. Il fit de longs voyages, succéda à son père en 1865, gouverna avec les libéraux et les cléricaux, montrant plus de sympathie pour ces derniers. L'établissement de l'Etat libre du Congo, dont il est le souverain, fut reconnu en 1885. En 1894, quelques complications



Léopold II.

au sujet de cet Etat surgirent avec la France qui reçut satisfaction assez rapidement.

LÉOPOLD II (Jean-Joseph-François-

Ferdinand-Charles) (1797-1870), grand-duc de Toscane. Fils de Ferdinand III, il monta sur le trône grand-ducal en 1824, céda au sanfédisme et à la pression de la cour de Vienne. Il quitta ses Etats en 1849, rejoignit le pape à Gaète, fut restauré par l'Autriche et abdiqua en 1859.

LEPELLETIER (François-Louis-Emile) (1826), magistrat français. Avocat, puis substitut du procureur général à Paris (1868), conseiller à la cour de cassation (1875), il eut le portefeuille de la justice dans le cabinet Rochebouet (1877).

LEPÈRE (Edme-Charles-Philippe) (1823-1885). Avocat à Auxerre, député de l'Yonne (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu par l'arrondissement d'Auxerre en 1876 et 1877, devint sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1877), ministre de l'agriculture et du commerce (1879), puis de l'intérieur et des cultes (1879-1880). Réélu en 1881, il se rapprocha de la gauche radicale.

LÉPINE (Louis) (1846). Avocat à Lyon, sous-préfet dans diverses villes, préfet de l'Indre (1885), secrétaire général de la préfecture de police (1886-1891), il fut nommé préfet de la Loire (1891-1893), puis préfet de police (1893-1897), et gouverneur général de l'Algérie (1897-1898) où ses débuts furent marqués par de graves désordres et des manifestations antisémites (1898). Nommé conseiller d'Etat (1898), il fut rappelé à la tête de la préfecture de police en 1899 par M. Waldeck-Rousseau.



Lépine.

LE PLAY. (V. PLAY [Le].)

LERDO DE TEJADA (Sébastien) (1827-1889), homme d'Etat mexicain. Ministre des affaires étrangères (1857), président de la Chambre des députés (1861), il seconda activement Juarez qui lui confia le ministère de la justice et celui des affaires étrangères. Président de la cour suprême, il succéda à Juarez à la présidence de la République mexicaine (1872), fut réélu en 1876 et renversé presque aussitôt par Porfirio Diaz

LEROUX (Pierre) (1797-1871). Ouvrier typographe, il s'affilia au saint-simonisme, s'en sépara lorsque Enfantin en fut le chef, et fit paraître de nombreux ouvrages socialistes et philosophiques. (V. volume SOCIALISME.) En 1848, il proclama la République à Boussac, fut impliqué dans l'affaire du 15 mai, et élu député à la Constituante et à la Législative (1848-1851). Un des chefs de la gauche socialiste, il fut proscrit après le coup d'Etat de 1851, se réfugia à Londres, puis à Jersey.

LE ROYER (V. Suppl. à la fin du vol.)

LESGUILLIER (Desiré-Jules) (1825-1889). Ingénieur des ponts et chaussées, directeur des chemins de fer de l'Etat (1878), député de Château-Thierry (1881), il siégea à l'Union républicaine et fut réélu en 1885. Il avait été sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics dans le cabinet Gambetta (1881-1882).

LESSEPS (Ferdinand-Marie, vicomte de) (1805-1894), diplomate français. Il débuta dans la carrière en 1825, devint consul au Caire (1833),



Lesseps.

à Rotterdam (1838), à Barcelone (1842), fut envoyé à Rome en 1849 et mis en disponibilité peu après. A la mort d'Abbas Pacha (1854), il partit pour l'Egypte et entreprit le percement de l'isthme de Suez dont l'inauguration officielle eut lieu en 1869. Le « Grand Français », comme on l'appela depuis, entreprit le canal de Panama qui donna lieu aux gaspillages les plus éhontés et qui fit de nombreuses victimes. Il fut condamné en 1893 à cinq ans de prison et mourut l'année suivante dans un état de somnolence sénile sans avoir connu sa condamnation. Il était de l'Académie française depuis 1884.

LETITIA BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

LE TOURNEUR. (V. TOURNEUR [Le].)

LEVEILLÉ (Louis-Jules), juriscôn-

sulle français, professeur de droit criminel et de législation pénale à la Faculté de droit de Paris, depuis 1873. Conseiller municipal de Paris (V^e arr.) (1871), réélu en 1874, il ne se représenta pas aux élections suivantes et fut en 1884 chargé d'une mission à la Guyane française, pour étudier la question de la transportation des récidivistes. Elu député du VI^e arrondissement en 1894, il fut battu en 1898.

LÉVÊQUE (Henri-Frédéric) (1829). Avocat à Dijon, député de la Côte-d'Or (1871), il siégea à la gauche républicaine, fut réélu en 1876, en 1877 (avec les 363), en 1882, en 1885 et en 1889. Il fut sous-gouverneur du Crédit foncier de 1878 à 1890.

LEVRAUD (Léonce) (1843), docteur en médecine. Il prit une part active à la lutte contre l'Empire, fut condamné en 1867 à un an de prison pour l'affaire de société secrète dite de la Renaissance (conspiration blanquiste). Prit part à la Commune. De 1876 à 1898, il représenta le quartier Saint-Ambroise au Conseil municipal dont il fut président, en même temps que président de la commission d'instruction publique et des beaux-arts. Elu en 1898 député du XI^e arrondissement, M. Levraud fait partie du groupe radical socialiste.

LEWALL (Jules-Louis) (1823), général français. Il servit en Algérie, en Italie, au Mexique, et fit la campagne de 1870 dans l'armée de Metz. Ecrivain militaire, il dirigea l'Ecole supérieure de guerre et succéda au général Camponon comme ministre de la guerre (1885).

LEWENHAUPT (Carl, comte) (1835), homme politique suédois. Il fit sa carrière dans la diplomatie et fut ministre des affaires étrangères de 1889 à 1895.

LEYDET (Victor) (1845), homme politique français. Député d'Aix (Bouches-du-Rhône) (1881), il siégea à la gauche radicale, fut réélu en 1885, 1889 et 1893.

LEYGUES (Jean-Claude-Georges) (1856). Avocat à Villeneuve-sur-Lot, député de Lot-et-Garonne (1885), il soutint la politique opportuniste et fut réélu en 1889 et 1893. Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts dans le cabinet Dupuy (1894), il devint ministre de l'intérieur dans

le cabinet Ribot (1895). Réélu en 1898, il obtint le portefeuille de l'instruction publique dans le cabinet Dupuy (1898) et dans le cabinet Waldeck - Rousseau (1899).



Leygues.

(Wilhelm) (1826), socialiste allemand. Emprisonné (1848-1849) à la suite de l'insurrection badoise, il se réfugia en Suisse, puis en Angleterre, fut expulsé de Prusse (1865), fonda avec Bebel le parti ouvrier démocratique socialiste au congrès d'Eisenach (1869), branche allemande de l'Internationale, fut condamné à deux ans de forteresse pour haute trahison (1872) pour avoir protesté contre la guerre et contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Député de Stollberg - Schneeberg au Reichstag (1874), un des orateurs les plus en vue du parti socialiste, il subit de nombreuses condamnations politiques.



Liebknecht.

LIGNE (Eugène-Lamoral, prince de) (1804-1880), diplomate belge. Un instant candidat au trône de Belgique (1831), il fut ambassadeur à La Haye, à Paris, devint sénateur d'Ath (1852) et présida le Sénat jusqu'en 1879. Il était du parti libéral modéré.

LIGNÈRES (Edmond de). (V. ALTON-SHÉE.)

LINCOLN (Abraham) (1809-1865), président des Etats-Unis. Après une jeunesse difficile, il étudia les lois, entra comme député dans la législature de l'Illinois (1834), adopta la profession d'avocat à Springfield (1837) et devint le chef des wighs dans l'Etat de l'Illinois. Elu au Congrès fédéral (1846), il prit une part considérable aux débats, surtout dans la question de l'esclavage, fit une tournée dans différents Etats qui l'acclamèrent, et fut élu président de la République. Il inaugura

son gouvernement (1861) six semaines avant le commencement de la guerre civile. Réélu en 1865, il fut assassiné la même année par un acteur obscur, J.-Wilkes Booth, fanatique sudiste. On lui fit de splendides funérailles et il reste un des types les plus sympathiques de la démocratie américaine.



Lincoln.

LINDENAU (Bernhard - August de) (1780-1854), astronome et homme d'Etat allemand. Docteur en droit, il s'occupa d'astronomie, devint ministre du duc de Saxe-Gotha (1820), député de la Saxe à la Diète de Francfort (1827), ministre de l'intérieur (1831) et président du conseil (1834). Jusqu'en 1843, il dirigea les affaires et accomplit d'importantes réformes. (V. vol. BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

LISBONNE (Eugène) (1818-1891). Avocat à Montpellier, procureur de la République à Béziers (1848), il fut déporté après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, fit une opposition active à l'Empire, devint préfet de l'Hérault en 1871, député de Montpellier (1876) et siégea à l'Union républicaine. Réélu en 1877, il entra au Sénat en 1888.

LITTRÉ (Maximilien-Paul-Emile) (1801-1881). Pour ses travaux de médecine, de philologie, de philosophie, etc., V. volume BIOGRAPHIE PHILOSOPHIQUE. Démocrate sincère, il prit part à la révolution de 1830, collabora au *National* et se lia avec Armand Carrel. Disciple d'Auguste Comte, il garda pourtant son indépendance, fut membre du Conseil municipal de Paris (1848), écrivit au journal des *Débats*, représenta le département de la Seine à l'Assemblée nationale (1871), l'arrondissement de Saint-Denis au Conseil général de la Seine (1871) et entra à l'Académie française à la fin de la même année. Sénateur inamovible (1875), il siégea à la gauche républi-



Littré.

caine, combattit le Seize-Mai et laissa la réputation d'un homme de bien.

LIVERPOOL (Robert-Banks JENKINSON, comte de) (1770-1828), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1790), il soutint Pitt, se montra un adversaire résolu de la France, fut gouverneur de la Monnaie (1799), ministre des affaires étrangères (1801), de l'intérieur (1804), de nouveau à l'intérieur (1807), aux affaires étrangères (1809) et à la guerre (1809-1812). Chef du cabinet tory pendant quinze ans (1812-1827), il gouverna avec rigueur et sa raideur aristocratique le rendit fort impopulaire.

LOBANOV-ROSTOVSKY (Alexis-Borisovitch, prince) (1825-1896), diplomate russe. Il débuta dans la diplomatie en 1850, devint gouverneur de la province d'Orel (1866), représenta la Russie à Constantinople (1878), à Londres (1879), à Vienne (1882) et remplaça M. de Giers aux affaires étrangères (1895).

LOCKROY (Edouard-Etienne-Antoine SIMON, dit) (1840). Il servit sous Garibaldi dans l'expédition de Sicile (1860), fit de l'opposition à l'Empire dans la presse et encourut une peine de quatre mois de prison pour un de ses articles du *Rappel* (1869). Député



Lockroy.

de la Seine (1871), il donna sa démission le 2 avril, organisa la Ligue républicaine des Droits de Paris, fut emprisonné par le gouvernement de Versailles, et nommé peu après conseiller municipal du quartier de la Roquette (IX^e arr. de Paris). Condamné maintes fois pour délits de presse, il fut élu député des Bouches-du-Rhône (1873), siégea à l'extrême gauche, fut réélu député d'Aix (1876), prit une part active aux débats et vota toutes les mesures radicales. Réélu en 1877 avec les 363, il réclama l'amnistie plénière et vota la mise en accusation des ministres du Seize-Mai. En 1881, le XI^e arr. de Paris l'élut député, et, en 1885, le département de la Seine le fit passer le premier sur la liste acceptée par tous les comités républicains. Ministre du commerce et de l'industrie dans le cabinet Freycinet (1886), puis

dans le cabinet Goblet (1886-1887), il reçut le portefeuille de l'instruction publique dans le cabinet Floquet (1888-1889), accomplit de nombreuses réformes dans ses différents ministères, fut réélu en 1889 et en 1893. Blessé par le cocher-poète Moore, il fut bientôt rétabli, devint vice-président de la Chambre (1894), s'occupa des questions maritimes et tint le portefeuille de la marine dans le cabinet Bourgeois (1895-1896). — Réélu en 1898, il fut de nouveau ministre de la marine dans le cabinet Dupuy (1898-1899).

LOGEROT (François-Auguste) (1825), général français. Blessé à la prise de Sébastopol (1855), blessé à Coulmiers (1870), il servit en Tunisie et reçut le portefeuille de la guerre dans le cabinet Tirard (1887-1888).

LOGEROTTE (Jules-Benoît) (1823-1884). Avocat à Louhans, député de cet arrondissement (1876), il siégea à la gauche républicaine, fut réélu en 1877 (avec les 363) et en 1881, et reçut dans le cabinet Duclercq le sous-secrétariat d'Etat de l'instruction publique et des beaux-arts (1882-1883).

LOIZILLON (Julien-Léon) (1829-1899), général français. Il fit la campagne de Crimée, la guerre franco-allemande, eut le portefeuille de la guerre dans le cabinet Ribot (1893), puis dans le cabinet Dupuy (même année).

LONYAY (Melchior, comte) (1822-1884), homme politique hongrois. Député du comitat de Beregh (1843), il siégea dans les rangs de l'opposition, fut sous-secrétaire d'Etat aux finances (1848) et dut s'expatrier après le triomphe de la réaction. Membre de la Diète (1865), ministre des finances hongroises (1867), puis des finances des deux parties de l'empire (1870), il présida de 1871 à 1872 le ministère hongrois.

LOPEZ (Carlos-Antonio) (1790-1862), président de la République du Paraguay. Elu à ce poste en 1844 pour dix ans, il fit de nombreuses réformes et fut réélu pour dix ans (1854).

LOPEZ (Narcisse) (1799-1851), homme politique américain. Il servit en Espagne dans les troupes constitutionnelles (1833), devint gouverneur de Madrid, partit pour Cuba et organisa aux Etats-Unis la résistance aux autorités espagnoles de l'île. Au cours

de sa troisième expédition contre La Havane, il fut pris par les Espagnols, condamné à mort et subit courageusement le supplice de la garrote.

LOPEZ (Joachim-Marie) (1802-1855), homme d'Etat espagnol. Député d'Alicante aux Cortès (1834), membre du parti avancé, il fut ministre de l'intérieur (1836-1837), chef du cabinet (1842) et chef du gouvernement provisoire après la chute d'Espartero (1843).

LOPEZ (Francisco-Solano) (1827-1870), président de la république du Paraguay. Elu à ce poste en 1862, il soutint dès 1864 une lutte longue et sanglante contre le Brésil, la République Argentine et l'Uruguay, et fut tué dans un combat à Aquidaban.

LORGERIL (Hippolyte-Louis, vicomte de) (1811-1888). Député des Côtes-du-Nord (1871), orateur des plus bruyants du parti royaliste, il soutint le gouvernement de l'Ordre moral et devint sénateur inamovible (1875).

LORIS-MÉLIKOV (Michael-Tariélovitch-Taïnov, comte) (1826-1888), général russe. Il servit dans l'armée du Caucase, devint gouverneur de Kars (1854) et se fit remarquer dans la guerre russo-turque. Gouverneur de Kharkov (1879), il réprima avec rigueur le mouvement nihiliste et fut nommé ministre de l'intérieur (1880-1881).

LOUBET (Emile) (1838). Avocat à Montélimar, député de la Drôme (1876), réélu en 1877 (avec les 363) et en 1881, il siégea avec les opportunistes, fut élu sénateur de la Drôme (1885) et réélu en 1894. Ministre des travaux publics dans le cabinet Tirard (1887-1888), il eut la présidence du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1892), conserva ce der-



Loubet.

nier ministère dans le cabinet Ribot (1892-1893), et devint président du Sénat à la mort de Challemeil-Lacour. Après la mort de Félix Faure, il fut élu président de la République française (17 février 1899), comme candidat d'union républicaine. Son arrivée à

la présidence fut le signal d'une première manifestation organisée par la Ligue des Patriotes, le soir même de l'élection. Au cours d'une autre manifestation organisée, celle-là, par les habitués de l'enceinte du pesage, aux courses d'Auteuil, M. Loubet fut injurié et frappé. Cette manifestation entraîna celle des socialistes au Grand Prix, puis la chute du ministère Dupuy et son remplacement par le ministère Waldeck-Rousseau.

LOUIS I^{er} (Charles-Auguste) (1786-1868), roi de Bavière. Il commanda une division bavaroise de 1807 à 1809 dans l'armée de Napoléon I^{er} et succéda à son père Maximilien-Joseph en 1825. Très curieux des choses artistiques, il voulut faire de Munich la Florence de l'Allemagne. Ses relations avec la danseuse Lola Montès provoquèrent des troubles qui étaient à peine apaisés quand éclata la révolution de 1848. Louis, plutôt que de céder aux revendications populaires, abdiqua en faveur de Maximilien II.

LOUIS II (Otton-Frédéric-Guillaume) (1845-1886), roi de Bavière. Il monta sur le trône en 1864, s'en remit aux soins de ses ministres de la direction des affaires de l'Etat, combla d'honneurs et de dignités son favori Richard Wagner, ruina son pays en folles prodigalités et tomba en décadence. On le trouva noyé dans le lac de Starnberg avec son médecin, en un lieu où l'on a pied.

LOUIS XVIII (Louis-Stanislas-Xavier) (1755-1824), roi de France. Frère de Louis XVI, il reçut le nom de comte de Provence, intrigua dans les affaires de l'Etat, eut un instant de popularité en 1788, 1789 et 1790, conspira pour son propre compte et émigra en 1791. Il séjourna tour à tour à Vérone, en Russie, à Varsovie, refusa les offres du premier consul qui lui proposait un établissement en Italie s'il renonçait à ses droits, s'établit à Mitau, puis, après le traité de Tilsit, en Angleterre. Il revint en France après la chute de Napoléon et accorda une



Louis XVIII.

constitution assez libérale. Homme d'esprit, sceptique, sans beaucoup d'activité personnelle, très défiant de son frère, il se laissa volontiers gouverner par ses favoris, M. de Blacas, plus tard Decazes, et à la fin de sa vie Mme de Cayla. Réfugié à Gand après le retour de Napoléon (mars 1815) il accepta comme ministres Talleyrand et Foucher, mais se débarrassa bientôt d'eux; les violences de la Chambre introuvable lui déplurent et il revint avec Richelieu et Decazes à une politique modérée. En 1821, les ultras reprirent le dessus (1821), et Louis XVIII, impotent, se désintéressa des affaires sérieuses et subit passivement jusqu'à sa mort la direction politique du comte d'Artois secondé par le ministre Villèle.

LOUIS-PHILIPPE I^{er} (1773-1850), roi des Français. Fils de Philippe-Egalité, il reçut le titre de duc de Chartres et fut élevé par Mme de Genlis. Il afficha des idées avancées au début de la Révolution, servit sous Biron, assista à Valmy et à Jemmapes, et s'associa à la trahison de Dumouriez. Chassé par ses soldats, il se réfugia à Mons dans le camp autrichien, passa en Suisse, fit un grand voyage dans le nord de l'Europe et en Amérique, puis s'établit en Angleterre où il fut pensionné par Pitt et se rapprocha des



Louis-Philippe I^{er}.

Bourbons. Il offrit ses services aux ennemis de la France, se rendit en Sicile et fut pris en grande affection par la reine Caroline dont il épousa la fille (1809).

Nommé lieutenant général lors de la première Restauration, il reconstitua la colossale fortune des Orléans, l'accrut encore, se réfugia en Angleterre pendant les Cent-Jours, conspira contre Louis XVIII, se rapprocha du parti libéral, et se vit décerner le titre de roi des Français le 7 août 1830. Il se montra habile et énergique, peu soucieux de l'honnêteté des moyens; pendant les premières années troublées de son règne, il gouverna avec les hommes de la « résis-

lance ». Sa cupidité personnelle, sa politique extérieure de soumission au gouvernement anglais et à l'Autriche, sa confiance absolue en Guizot le rendirent impopulaire; les attentats, les émeutes et les complots se succédèrent; enfin son égoïsme de père de famille et ses relus à tout progrès démocratique amenèrent la révolution de 1848. Il passa en Angleterre et mourut à Claremont (1850).

LOUISBONAPARTE (V. BONAPARTE.)

LOUIS I^{er} (Philippe-Marie-Ferdinand-Pierre d'ALCANTARA, de BRAGANCE-BOURBON) (1838-1889), roi de Portugal. Il succéda à son frère Pedro V (1861), fit quelques réformes et se débattit au milieu des factions et de la détresse financière du pays. Il s'occupa d'art et de littérature.

LOUIS (Joseph-Dominique, baron) (1755-1837), homme d'Etat français. Il émigra en 1792, rentra après le 18 brumaire, réorganisa la complaisance des grandes administrations françaises, devint baron de l'Empire, conseiller d'Etat, intrigua en faveur des Bourbons et fut nommé ministre des finances (1814). Il suivit Louis XVIII à Gand, quitta son portefeuille en 1815, le reprit de 1818 à 1819, et représenta à la Chambre la ville de Paris jusqu'en 1830. De nouveau ministre des finances sous Louis-Philippe, il fut créé pair de France (1832).

LOURTIES (Victor-Christophe-Gabriel) (1844). Médecin à Airc-sur-l'Adour, sénateur des Landes (1888), il appartient à la gauche opportuniste et fut ministre du commerce et de l'industrie dans le cabinet Dupuy (1894-1895).

LOUVEL (Louis-Pierre) (1783-1820), ouvrier sellier qui assassina le duc de Berry à la porte de l'Opéra (1820). Condamné à mort, il mourut courageusement.

LOWE (Sir Hudson) (1770-1884), lieutenant général anglais. Il prit part aux guerres contre la France, organisa en 1813 la légion allemande et fut nommé gouverneur de l'île de Sainte-Hélène (1816). Napoléon se plaignit amèrement de son inhumanité.

LOYSEL (Charles-Marie-Joseph) (1825-1889), général français. Il servit en Algérie, en Crimée, en Italie et au Mexique, fit partie de l'armée de Metz (1870) et fut élu député

d'Ille-et-Vilaine (1871), puis sénateur (1876). Il soutint le cabinet du Seize-Mai et échoua aux élections de 1879.

LOYSON (Charles) (1827), connu sous le nom de *Père Hyacinthe*, carme.



Loyson.

Il se voua à la prédication, provoqua la colère des ultramontains (1869) et fut excommunié. Il s'associa à la résistance des vieux-catholiques allemands, se maria à Londres, devint curé de Genève (1873), tint des réunions privées au Cirque d'hiver, à Paris (1877), et organisa le

culte de l'Eglise catholique gallicane rue Rochechouart, puis rue d'Arras. En 1895, il se fit l'apôtre d'une alliance de l'Evangile avec le Coran. Il se montra partisan de la revision du procès Dreyfus.



Lozé.

LOZÉ (Henri-Auguste) (1850). Préfet du Cantal (1884), secrétaire général de la préfecture de police (1885), préfet de la Somme (1886), il devint préfet de police (1888-1893), puis ambassadeur à Vienne (1893-

1898) et refusa le poste de gouverneur général de l'Algérie (1898).

LUCCHESI-PALLI (Ettore, comte) (1805-1864), diplomate napolitain. Il contracta un mariage secret avec la duchesse de Berry qui en fit la déclaration lors de son accouchement à la citadelle de Blaye (1833).

LUCIEN BONAPARTE. (V. BONA-PARTE.)

LUCIPIA (Louis-Adrien) (1843). Il se mêla au mouvement d'opposition à la fin de l'Empire, fut condamné aux travaux forcés à perpétuité pour participation à la Commune, écrivit dans différents journaux après l'am-

nistie et devint conseiller municipal de Paris (1890). Réélu en 1893, il fut président du Conseil général de la Seine (1895-1896) et du conseil de l'ordre du Grand-Orient de France. Elu président du Conseil municipal en 1898.

LUTZ (Johann, baron de) (1826-1890), homme d'Etat bavarois. Ministre de la justice (1867), puis des cultes, il fut l'adversaire des ultramontains et devint premier ministre (1880-1890).



Lucipia.

LUZZATI (Luigi) (1842), économiste et homme politique italien. Député de la droite, il fut ministre du Trésor dans le cabinet Rudini (1891-1892) et se fit le promoteur de banques populaires. Il redevint ministre du Trésor en 1897.

LYONS (Richard-Bickerton-Pemell, lord) (1817-1887), diplomate anglais. Il entra dans la carrière diplomatique en 1839, fut ministre à Washington (1858), ambassadeur à Constantinople (1865), puis à Paris de 1867 jusqu'à sa mort.

LYTTON (Sir Henry, baron DALLING et BULWER) (1804-1872), diplomate anglais. Il débuta dans la diplomatie en 1827, fut membre du Parlement (1830-1837), ministre plénipotentiaire à Madrid (1843-1848), à Washington (1849) et ambassadeur à Constantinople (1858).

LYTTON (Edward-Robert BULWER, comte) (1831-1891), poète et homme politique anglais, fils du précédent. Il suivit la carrière diplomatique, se fit un grand renom par ses écrits poétiques (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), fut nommé vice-roi des Indes (1876-1880) par Beaconsfield, puis ambassadeur à Paris (1887-1891).

M

MAANEN (Cornélis-Félix Van) (1769-1842), homme d'Etat hollandais. Avocat à La Haye, ministre de la justice sous le roi Louis Bonaparte (1806-1809), pourvu du même portefeuille au retour de Guillaume I^{er} (1815), il contribua, par ses vexations, au soulèvement de la Belgique en 1830. Il conserva ses fonctions sous Guillaume II jusqu'en 1842.

MACAULAY (Thomas Babington, lord) (1800-1859), historien et homme



Macaulay.

politique anglais. Député aux Communes (1830),

membre du conseil privé (1839), ministre de la guerre (1839-1841). Wigh convaincu, il fit de l'opposition au ministère Peel et fut créé pair en 1857. — Pour ses ouvrages histori-

ques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

MAC-CARTHY (Justin) (1830), homme politique irlandais. Député de Longford à la Chambre des communes, puis de Londonderry (depuis 1879 jusqu'à nos jours), il remplaça Parnell à la tête du « home-rule » en 1890.



Macdonald.

MACDONALD (Étienne-Jacques-Joseph-Alexandre, duc de TARENTE) (1765-1840), maréchal de France, d'une famille d'origine irlandaise. Il fit avec bravoure les guerres de la Révolution, seconda Bonaparte au

18 brumaire, tomba en disgrâce comme ami de Moreau, se distingua à Wagram, remplaça Augereau en

Espagne et fit la campagne de Russie, de Saxe et de France. Louis XVIII le fit pair de France et grand chancelier de la Légion d'honneur.

MACK (Karl, baron de) (1752-1828), général autrichien. Il prit part à la guerre de Sept ans, à celle des Pays-Bas (1792-1793), commanda les troupes napolitaines (1798), se fit battre par Championnet et Macdonald, fut enveloppé dans Ulm (1805), se rendit, et, après commutation de la peine de mort à laquelle il avait été condamné, subit trois ans de captivité au Spielberg.

MACKAU (Ange-René-Armand, baron de) (1788-1855), amiral français. Il fut chargé en 1832 de bloquer la Hollande pendant le siège d'Anvers, nommé gouverneur de la Martinique (1836-1837) et ministre de la marine (1843-1847), puis sénateur (1852).

MACKAU (Ange-Ferdinand-Armand, baron de) (1832), fils du précédent. Député de l'Orne (1866), réélu en 1869, il siégea à droite, vota pour la guerre, représenta l'arrondissement d'Argentan (1876), fit partie du groupe bonapartiste et fut constamment réélu. Il soutint le général Boulanger et devint un des chefs du groupe des « ralliés ».

MAC KINLEY (William) (1844), président des États-Unis d'Amérique. Il servit dans les volontaires fédéraux (1861), devint agent d'affaires à Canton (Ohio), député



Mac Kinley.

au Congrès fédéral (1877) où il se rendit célèbre par son bill de protection. Gouverneur de l'Ohio (1894), il fut élu président des États-Unis en

1897. Il avait manifesté des sentiments pacifiques qui cédèrent à la pression de l'opinion publique, et il déclara la guerre à l'Espagne à propos de Cuba (1898). (V. vol. **EXPANSION COLONIALE**.)

MAC-MAHON (Marie-Edme-Patrice-Maurice de, duc de MAGENTA) (1808-1893), maréchal de France, président de la République française. Il prit part à l'expédition d'Alger (1830), au siège d'Anvers (1832), servit en Algérie, en Crimée où il enleva les ouvrages de Malakof, en Italie où il se distingua à Magenta et à Solferino. Sénateur de



Mac-Mahon.

l'Empire (1856), gouverneur général de l'Algérie (1864-1870), il s'associa aux vues personnelles de Napoléon III, comprima la presse, et entra la colonisation. Placé à la tête du 1^{er} corps de l'armée du Rhin (1870), il laissa surprendre Douai à Wissembourg, fut battu à Reichshoffen et consentit, malgré sa répugnance, à entreprendre sur les instances de l'impératrice et de Palikao cette marche vers le Nord qui aboutit au désastre de Sedan. Blessé au début de l'action, il fut emmené prisonnier en Allemagne, revint pour seconder Thiers qui lui confia le commandement de l'armée de Versailles (1871). Il pénétra par surprise dans Paris le 21 mai et engagea dans les rues la terrible lutte de la semaine sanglante. Elu président de la République (1873), il devint l'instrument docile du parti de l'« Ordre moral », eut pour conseiller intime le duc de Broglie, s'entoura de ministres réactionnaires ; mais, après le coup d'Etat du 16 mai 1877, suivi bientôt de la réélection des 363, il essaya vainement de faire de la résistance, s'effaça de plus en plus, et quitta le pouvoir en 1879. Depuis cette date, il se tint éloigné des affaires publiques.

MADIER DE MONTJAU (Joseph-Paulin) (1785-1865). Député de Castelnaudary (1830), conseiller à la cour de cassation (1831), député de Largentière (1831-1837), il siégea parmi les conservateurs.

MADIER DE MONTJAU (Noël-François-Alfred) (1814-1892). Avocat à Paris, il plaida des causes politiques, prit part à la révolution de 1848, fut député de Saône-et-Loire (1850) et dut quitter la France après le coup d'Etat du 2 déc. 1851. Député de la Drôme (1874), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu à Valence en 1876, en 1877 (avec les 363), devint questeur de la Chambre (1880-1888).

MADISON (James) (1751-1836), président des Etats-Unis. Avocat, il participa à la rédaction de la Constitution (1786), fut élu à la présidence de l'Union (1809-1813) et réélu (1813-1817). Il soutint avec fermeté la lutte contre les Anglais (1812-1815).

MAGENTA (Duc de). (V. **MAC-MAHON**.)

MAGNAN (Bernard-Pierre) (1791-1865), maréchal de France. Il servit aux armées d'Espagne et de Portugal (1810-1813), fit l'expédition d'Espagne (1823) et celle d'Alger (1830). Il se signala en 1849 à Lyon en comprimant l'insurrection et fut un des fauteurs du coup d'Etat de décembre 1851. Comblé d'honneurs, sénateur, grand veneur, grand maître du Grand-Orient de France (1862).

MAGNE (Pierre) (1806-1879). Protégé de Bugeaud, député de Périgueux (1843-1848), il se rallia au prince Louis-Napoléon qui le fit ministre des travaux publics (1851). Ministre des finances (1854-1860), et de nouveau (1867-1870), il fut élu député de la Dordogne et siégea au centre droit. Ministre des finances sous l'« Ordre moral » (1873-1874), il entra au Sénat (1876) et soutint le Seize-Mai.

MAGNIER (Edmond) (1841). Directeur de l'*Evénement*, sénateur du Var (1891), il fut condamné à six mois de prison pour banqueroute (1897).

MAGNIN (Pierre-Joseph) (1824). Député de la Côte-d'Or (1863), il fit de l'opposition à l'Empire et prit une part active aux questions financières. Ministre de l'agriculture et du commerce (4 sept. 1870), député de la Côte-d'Or (1871), sénateur inamovible (1875), ministre des finances (1879-1881), il fut gouverneur de la Banque de France de 1881 à 1898.

MAHMOUD KHAN II (1785-1839), sultan de Turquie. Elevé au trône par les janissaires (1808), il perdit successivement la Bessarabie enle-

vée par les Russes (1812), la Grèce (1828), eut à lutter contre Ali, pacha de Janina, et Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, mais fit d'assez nombreuses réformes dans son empire, et extermina la milice des janissaires (1826).

MAHON (Vicomte). (V. STANHOPE.)

MAHY (Thomas de). (V. FAVRAS [Marquis de].)

MAHY (François-Césaire de) (1830). Député de la Réunion (1871), constamment réélu, il siégea à gauche, fut ministre de l'agriculture (1882-1883), de la marine et des colonies (1887-1888) et vice-président de la Chambre (1888-1895). C'est un défenseur actif de la politique coloniale.

MAILLARD (Pierre) (1823). Avocat, il devint secrétaire de Ledru-Rollin au ministère de l'intérieur, sous la seconde République. Sous l'Empire, il fut arrêté après l'attentat d'Orsini et plaida dans plusieurs procès politiques.

Après la défaite de la Commune, M. Maillard défendit avec courage un grand nombre d'accusés devant les conseils de guerre. Elu conseiller municipal de Paris en 1878 (Grenelle), il fut réélu en 1881 et 1884.

Nommé député au scrutin de liste en 1885, il fut battu aux élections suivantes par M. Farcy, candidat boulangiste.

MAISON (Nicolas-Joseph, marquis) (1771-1840), maréchal de France. Il servit dans les campagnes de la Révolution et de l'Empire, adhéra à la Restauration qui le fit pair de France et gouverneur de Paris, commanda l'expédition de Morée (1828), fut ministre des affaires étrangères

(1830), ambassadeur à Vienne (1831), à Pétersbourg (1833), et ministre de la guerre (1835-1836).

MAISTRE (Joseph-Marie, comte de) (1753-1821), homme d'État piémontais et littérateur. Né à

Chambéry, il entra dans la magistrature, eut la régence de la grande

chancellerie de Sardaigne (1799), fut ambassadeur du roi de Piémont à Pétersbourg (1802-1817), ministre d'État et grand chancelier du royaume. — Il a laissé d'importants ouvrages politiques et philosophiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

MAISTRE (Xavier, comte de) (1763-1852), frère du précédent. Officier dans l'armée piémontaise, il émigra en Russie (1792), entra dans le corps d'état-major, fit la campagne contre la Perse et devint général. — Pour ses travaux littéraires, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

MALEVILLE (Jacques, marquis de) (1741-1824), homme politique français. Avocat à Bordeaux, membre du conseil des Anciens (1795-1799), il fit partie du groupe clichéen, devint sénateur de l'Empire (1806), vota la déchéance de Napoléon, et entra à la Chambre des pairs (1815). Il avait collaboré au Code civil.

MALEVILLE (François-Jean-Léon de) (1803-1879). Député de Tarn-et-Garonne (1834), sous-secrétaire d'État à l'intérieur (1840), il soutint la politique de Thiers, fut réélu à la Constituante (1848), et siégea à droite, devint député de la Seine à la Législative (1849) et entra dans la vie privée sous l'Empire. Député du Tarn-et-Garonne (1871), il siégea au centre gauche et devint sénateur inamovible (1875).

MALET (Claude-François de) (1754-1812), général français. Officier sous la Révolution, il fit les campagnes du Rhin et d'Italie. Ses opinions républicaines inquiétaient Napoléon qui le fit emprisonner une première fois en 1808. C'est de sa prison même que Malet organisa contre l'empereur, alors en Russie, la plus audacieuse conspiration du siècle. Evadé de la maison de santé où on l'avait transféré, il fit répandre dans Paris la nouvelle de la mort de Napoléon; en même temps il avait pris ses dispositions pour s'emparer du pouvoir par la ruse et la force et rétablir la République. Le complot fut près de réussir; il échoua cependant malgré l'énergie de Malet qui fut arrêté, condamné à mort et



Maistre (Joseph de).



Malet.

fusillé le 29 octobre 1812. (V. volume HISTOIRE [CONSULAT ET EMPIRE].)

MALMESBURY (James-Howard HARRIS, comte de) (1807-1889), homme d'Etat anglais. Député à la Chambre des communes, il entra à la Chambre des pairs en 1841, fut secrétaire d'Etat dans le cabinet Derby (1852), de nouveau (1858-1859) et garde du sceau secret (1866 et 1874-1876).

MALON (Benoît) (1841-1893), socialiste français. Ouvrier teinturier à

Puteaux, il se mêla activement au mouvement social de la fin de l'Empire, fut condamné plusieurs fois pour faits de grève, devint député de la Seine (1871), démissionna après le vote des préliminaires de la paix

et fut élu membre de la Commune de Paris. Il se réfugia en Suisse et, après l'annistie, collabora à différents journaux avancés, et écrivit de nombreux ouvrages sur le socialisme. (V. volume SOCIALISME.)

MALOU (Jules-Edouard) (1810-1886), homme politique belge. Député d'Ypres (1841), quelque temps gouverneur de la province d'Anvers, il devint ministre des finances (1844-1847), fit une violente opposition aux libéraux et fut élu sénateur de l'arrondissement de Saint-Nicolas. Président du conseil et ministre des finances (1871-1878), il montra une souplesse et une habileté peu communes, s'associa ensuite aux exagérations de la droite et reprit le pouvoir en 1884. Sa politique réactionnaire occasionna des troubles à Bruxelles et il dut démissionner en 1886.

MALOUET (Pierre-Victor) (1740-1814). Il entra dans l'administration de la marine, fut député du tiers état de la sénéchaussée de Riom aux Etats généraux, y défendit la monarchie constitutionnelle, s'enfuit en Angleterre en 1792, retourna en France, devint conseiller d'Etat (1810) et ministre de la marine (1814).

MALTHUS (Thomas-Robert) (1766-

1834), économiste anglais. Curé d'Albury, il attaqua Pitt et se fit une réputation énorme par sa théorie sur le principe de la population (V. volume ECONOMIE POLITIQUE) qui souleva d'ardentes polémiques dans le monde des économistes et des politiciens.



Malthus.

MAMIANI DELLA ROVERE (Terenzio,

comte) (1799-1885), philosophe et homme politique italien. Ministre de l'intérieur à Rome pendant quelques mois (1848), il partit à Turin, fut élu député de Gènes (1856) et nommé par Cavour ministre de l'instruction publique (1860). Il entra au Sénat en 1864 et a laissé des œuvres poétiques et philosophiques.

MANCINI (Pasquale-Stanislas) (1817-1888), homme politique italien. Avocat à Naples, député de la Chambre napolitaine (1848), il se réfugia à Turin après la contre-révolution, fut député de Sassari (1860), puis d'Ariano (1861). Ministre de l'instruction publique (1862), il travailla à la réforme du code pénal, reçut le portefeuille de la justice et des cultes (1876-1878), celui des affaires étrangères (1881-1885) et assumait la responsabilité de la Triple-Alliance.

MANDERSTROEM (Kristofer-Rutger-Ludvig, comte) (1806-1873), homme d'Etat suédois. Il débuta dans la diplomatie, entra dans le cabinet du roi (1840) et devint ministre plénipotentiaire à Vienne, à Paris, et ministre des affaires étrangères (1858-1868).

MANGIN (Jean-Henri-Claude) (1786-1835), magistrat français. Avocat à Metz, procureur général à Poitiers (1821), il se rendit célèbre lors de la conspiration du général Berton en dénonçant comme complices des députés de l'opposition (Laffitte, Constant, Kératry et Foy) et fut choisi par le parti ultraroyaliste comme préfet de police. Surpris par la révolution de Juillet, il s'enfuit à Bruxelles.

MANGON (Charles-François-Hervé) (1821-1888). Ingénieur des ponts et



Malon

chaussées, il s'attacha aux questions agricoles, devint directeur du Conservatoire des arts et métiers (1880), député de Valognes (1881) et ministre de l'agriculture (1885) dans le cabinet Brisson. Il siégea à l'Union républicaine.

MANIN (Daniele) (1804-1857), un des plus nobles enfants de l'Italie moderne. Avocat à Venise, chef du parti national contre la domination autrichienne et emprisonné en 1848, il fut délivré à la suite de l'insurrection de Milan et mis à la tête du gouvernement provisoire. Il déploya une grande énergie dans le siège que Venise soutint contre les Autrichiens, fut excepté de l'amnistie après



Manin.

la reddition de la ville (1849) et se réfugia à Paris. Il fut le véritable inspirateur de la rénovation italienne.

MANNING (Henry-Edward) (1808-1892), prélat catholique anglais. Recteur de Lavington et Graffham, puis archidiacre de Chichester (1840), il abjura le protestantisme et devint archevêque de Westminster et primat d'Angleterre. Il soutint les idées ultramontaines de Pie IX et défendit l'infailibilité et le pouvoir temporel. En 1889, il servit de médiateur dans la grève des dockers de Londres.

MANTEUFFEL (Otto-Theodor, baron de) (1805-1882). Directeur au



De Manteuffel (Otto).

ministère de l'intérieur en Prusse en 1845, il fut nommé ministre de l'intérieur (novembre 1848) et fut le véritable directeur de la réaction absolutiste; ministre des affaires étrangères (novembre 1850), il signa la convention d'Olmütz, qui marquait un échec grave pour la Prusse; pendant la guerre de Crimée, il suivit une politique de neutralité qui le mit souvent dans

une situation difficile vis-à-vis de la France et de l'Angleterre; après l'avènement du prince Guillaume, il dut quitter le pouvoir (nov. 1858).

MANTEUFFEL (Edwin-Hans-Karl, baron de) (1809-1885), feld-maréchal prussien. Aide de camp du roi Guillaume I^{er}, il eut une grande part à l'œuvre de réforme de l'armée, gouverna le Schlesvig en 1865, commanda en 1866 l'armée du Main, traita Franco-Prusse avec une rigueur excessive, eut le commandement du 1^{er} corps dans la guerre contre la France, puis de la 1^{re} armée allemande, fut gouverneur de l'Alsace-Lorraine (1880-1885). Dans ce poste, il se montra très rigoureux à l'égard de la presse.



De Manteuffel (Edwin).

MANUEL (Jacques-Antoine) (1775-1827). Il servit dans les armées de la Révolution, devint avocat à Aix et député des Hautes-Alpes pendant les Cent-Jours. Député de la Vendée (1818), il siégea à l'extrême gauche, se fit remarquer par son énergie républicaine et son talent d'orateur, fut arraché violemment de son siège de député après son discours contre l'expédition d'Espagne (1823) et vécut depuis dans la retraite.



Manuel.

MARCELLI (Trojano). (V. ASCOLI [Duc d']).

MARCÈRE (Emile-Louis-Gustave DESHAYES DE) (1828). Magistrat sous l'Empire, député du Nord (1871), il siégea au centre gauche, fut réélu en 1876, devint sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, puis ministre de l'intérieur (1876). Un des 363, réélu en 1877, ministre de l'intérieur dans les cabinets Dufaure et Waddington (1877-1879), réélu député en 1881, il rapporta le projet de loi sur le divorce (1882) et le projet de loi sur l'organisation municipale (1883). Sénateur inamovible (1884), il siégea au centre gauche.

MARCOU (Jacques) (1813). Avocat, il devint député de Carcassonne en 1873, réélu en 1876, il fut un des 363 et, de 1877 à 1885, il a été l'un des plus autorisés défenseurs du programme radical. En 1879 il déposa et défendit la proposition d'amnistie générale pour les condamnés de la Commune. Elu sénateur en 1885, il y fit partie du petit groupe de l'extrême gauche.

MARET (Hugues-Bernard, duc de BASSANO) (1763-1839). Avocat à Dijon, il servit dans la diplomatie de 1792 jusqu'au coup d'Etat du 18 brumaire auquel il contribua, devint secrétaire d'Etat, confident de Napoléon I^{er}, ministre des relations extérieures (1811), ministre secrétaire d'Etat (1813), poste qu'il garda pendant les Cent-Jours, se retira en Silésie à la deuxième Restauration, fut nommé pair de France (1831) et ministre de l'intérieur avec la présidence du conseil (1834-1837). Il était de l'Académie française depuis 1803.

MARET (Henry) (1838). Il se fit un nom dans la littérature et le journalisme, fut élu conseiller municipal de Paris (quartier des Epinettes) (1879), député du XVII^e arr. (1881) et siégea à l'extrême gauche. Député du Cher (1885), réélu en 1889 par l'arrondissement de Sancerre, il échoua aux élections de 1893. Compromis dans l'affaire du Panama, il fut acquitté par la cour d'assises de la Seine (1897). Il a été réélu en 1898.

MARIE-AMÉLIE DE BOURBON (1782-1866), reine des Français. Fille de Ferdinand IV de Naples elle épousa en 1809 le duc d'Orléans, depuis Louis-Philippe, et ne joua qu'un rôle très effacé.

MARIE-CAROLINE (1752-1814), reine de Naples, fille de Marie-Thérèse d'Autriche et sœur de Marie-Antoinette. Mariée à Ferdinand IV de Naples (1768), elle dirigea le royaume et mit à la tête du gouvernement son favori *Acton* (V. ce nom) dont elle subit la domination jusqu'en 1800. Depuis 1806 jusqu'en 1811, retirée en Si-

cile, elle soudoya des bandes de brigands qui désolèrent le royaume. Lord Bentinck l'obligea à quitter l'île (1811); elle mourut en Autriche.

MARIE-CHRISTINE (1806-1878), reine d'Espagne. Fille de François I^{er} de Naples, elle épousa en 1829 Ferdinand VII, fut régente de sa fille Isabelle à la mort du roi (1832) et, après la longue guerre carliste, dut se retirer en France après la révolte d'Espartero (1840). Elle revint en Espagne et continua à gouverner de 1843 à 1854.

MARIE-LOUISE (1751-1819), reine d'Espagne. Elle épousa en 1765 le prince des Asturies qui régna sous le nom de Charles IV, domina son époux et fut elle-même dominée par Godoy.

MARIE-LOUISE (Léopoldine-Françoise-Thérèse-Joséphine-Lucie) (1791-1847), archiduchesse d'Autriche, impératrice des Français. Elle épousa Napoléon I^{er} en 1810, partit pour l'Autriche en 1814, devint duchesse de Lucques, Plaisance et Guastalla, épousa le comte Neipperg et dut quitter ses Etats en 1830.

MARIE (Alexandre-Thomas) (1797-1871). Il se fit remarquer dans les procès politiques du règne de Louis-Philippe, fut député de Paris (1842), réélu en 1848 et fit partie du gouvernement provisoire avec le portefeuille des travaux publics. On lui a justement reproché d'avoir organisé les ateliers nationaux pour faire échec à Louis Blanc et au socialisme. Cavaignac l'appela peu après au ministère de la justice. Non réélu à la Législative, il reprit sa place au barreau et fut envoyé au Corps législatif par le département des Bouches-du-Rhône (1869).

MARMONT (Auguste-Frédéric-Louis VIESSE DE, duc de RAGUSE)



Marie-Caroline.



Maret (Henry).



Marie-Louise.

(1774-1852), maréchal de France. Il servit au siège de Toulon, en Italie, en Egypte, seconda Bonaparte au 18 brumaire, et prit part à toutes les guerres de l'Empire. Son adminis-



Marmont.

tration dans les provinces illyriennes est restée populaire. En 1814, il s'aboucha avec Schwarzenberg par l'intermédiaire de Talleyrand et sa défection rendit inévitable l'abdication de Napoléon. Il commandait l'armée de Paris lors de l'insurrection de juillet 1830, accompagna Charles X en Angleterre, et le nouveau gouvernement le raya des contrôles de l'armée.

MARMORA (Alfonso FERRERO DE LA) (1804-1878), général et homme politique italien. Ministre de la guerre (1848-1849), puis de 1849 à 1860 presque sans interruption, il seconda Cavour, commanda le corps expéditionnaire en Crimée, remplit diverses missions diplomatiques (1861), fut investi de pouvoirs étendus dans les provinces napolitaines (1862-1863), devint président du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères (1864) et conclut l'alliance italo-prussienne (1866). Après la défaite de Custozza, il devint impopulaire et entra dans la retraite. Il publia en 1873 un livre sur les événements de 1866, qui eut un grand retentissement.

MARMOTTAN (Pierre) (1832), docteur en médecine. Après avoir été du petit nombre de ceux qui essayèrent d'organiser la résistance contre le coup d'Etat de décembre 1851, M. Marmottan fit constamment ensuite de l'opposition au régime impérial. Adjoint au maire du XVI^e arrondissement pendant le siège, il fut élu membre de la Commune, mais donna tout aussitôt sa démission.

Membre du Conseil municipal de Paris, de 1871 à 1876, il devint président de cette assemblée. Elu député de Paris en 1876, il fut un des 363, démissionna en 1883, fut réélu en 1889 et 1893 et ne se représenta point en 1898.

MARNES (Comte de). (V. BOURBOIS.)

MARRAST (Armand) (1802-1852). Professeur de rhétorique à Orthez,

titulaire à Paris d'une chaire à l'Athénée, il se lança dans le journalisme, mena une campagne vigoureuse contre le gouvernement dans la *Tribune*, puis dans le *National*, devint maire de Paris en février 1848, membre du gouvernement provisoire et président de la Constituante. Il ne fut pas réélu à la Législative.

MARTEL (Louis-Joseph) (1813-1892). Juge au tribunal de Saint-Omer, député de Saint-Omer (1849), il siégea à droite, fut réélu en 1863 et s'allia à la politique de Thiers. Réélu en 1869, en 1871, il siégea au centre droit, puis au centre gauche, devint vice-président de la Chambre (1871), sénateur inamovible (1875), ministre de la justice (1876-1877) et président du Sénat (1879-1880). Président de la commission des grâces instituée par le gouvernement à la suite des événements de la Commune, M. Martel fut un des rares membres de cette commission qui manifesta des sentiments de clémence.

MARTIGNAC (Jean-Baptiste-Silvère GAGE de) (1778-1832). Procureur général à Limoges, député (1821), il se montra un des premiers orateurs du centre droit, devint ministre de l'intérieur à la chute de Villèle (1828), essaya de rallier les ultras et les libéraux et fut congédié par Charles X (1829).

MARTIMPREY (Edmond-Charles, comte de) (1808-1883), général français. Chef d'état-major en Crimée, puis en Italie, commandant supérieur de l'armée d'Afrique, il gouverna l'Algérie par intérim après la mort de Pélissier. Sénateur de l'Empire (1864), gouverneur des Invalides (1870), il fut arrêté sous la Commune et remis peu après en liberté.

MARTIN (Bon-Louis-Henri) (1810-1884). Il écrivit des nouvelles, des études littéraires et historiques (V. volume *BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE*), fut nommé maire du XVI^e arr. de Paris (1870), député de l'Aisne (1871), siégea au centre gauche, devint sénateur de l'Aisne (1875) et membre de l'Académie française (1878).

MARTIN BERNARD. (V. BERNARD.)

MARTIN-FEUILLEE (Félix) (1830).

Avocat à Rennes, député de Rennes (1876), il siégea à la gauche républicaine, fut réélu en 1877 avec les 363, devint sous-secrétaire d'Etat à

l'intérieur (1879) et ministre de la justice (même année). Réélu en 1881, sous-secrétaire d'Etat à la justice (cabinet Gambetta [1881-1882]), ministre de la justice (cabinet Ferry [1883-1885]), il fut réélu député en 1885 et échoua en 1889.

MARTINEZ DE LA ROSA (Francisco) (1789-1862), poète et homme politique espagnol. Professeur de philosophie à Grenade, délégué par la junte nationale auprès des Anglais quand Napoléon 1^{er} envahit la péninsule, député de Grenade (1814), il fut arrêté comme libéral, condamné à dix ans d'exil, libéré à la révolution de 1820, soutint le roi Ferdinand VII et devint son premier ministre (1822-1823). Il se fixa à Paris après la restauration du pouvoir absolu, entra dans la vie politique comme premier secrétaire d'Etat (1834), comme ambassadeur à Paris (1839), à Rome (1842), fit partie du ministère Narvaez (1843) et reprit son ambassade de Paris (1847-1851). Président du Sénat, premier secrétaire d'Etat, il fut encore président des Cortès. — Il a laissé d'importants travaux littéraires.

MARTINEZ CAMPOS (Arsène) (1834), homme d'Etat et maréchal espagnol. Il fit les campagnes du Maroc (1859), de Cuba (1864-1870), combattit l'insurrection carliste (1870), fut emprisonné comme conspirateur (1873), envoyé de nouveau contre les carlistes (1874-1876); entre temps, il avait fait le pronunciamiento militaire en faveur d'Alphonse XII. Envoyé pour pacifier Cuba (1877), il fut à son retour ministre de la guerre et chef du cabinet (1879). De nouveau ministre de la guerre dans les cabinets Sagasta 1881 et 1883-1884, il devint président du Sénat (1885) et fut renvoyé à Cuba (1895) pour y combattre l'insurrection.

MARUÉJOULS (Emile) (1837). Licencié en droit, lauréat de l'Académie française, M. Maruéjols représente la deuxième circonscription de Villefranche depuis 1889. C'est sur son rapport qu'ont été votées la loi créant un Office du travail et celle sur les accidents du travail. Il a été ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes dans le cabinet Brisson (1898).

MARX (Karl) (1818-1883), socialiste allemand. Collaborateur à la *Gazette*

rhénane, il dut quitter l'Allemagne à cause de ses opinions avancées, vint en France d'où il fut expulsé, passa en Belgique, puis à Londres, reentra en Allemagne et en fut banni (1848), prit part aux journées de Juin à Paris et fut interné dans le Morbihan. Il s'évada, se réfugia à Londres, y fonda l'Association internationale des travailleurs (1864) qu'il dirigea jusqu'au congrès de La Haye (1872). — Il a laissé des ouvrages politiques et socialistes. (V. volume SOCIALISME.)

MASSA (Duc de). (V. *Supplément* à la fin du volume.)

MASSÉNA. (V. vol. BIOGR. MILIT.)

MASTAI-FERRETTI. (V. PIE IX.)

MATHIEU-RODET (Pierre) (1817). Avocat à Paris, député de la Charente à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à droite, soutint la politique de l'Elysée, se tint à l'écart sous l'Empire et fut élu en 1871 représentant de la Charente. Ministre des finances (1874), il fit partie du groupe Lavergne, fut réélu en 1876 et ne se représenta pas en 1877.

MATHILDE (Princesse). (V. BONAPARTE.)

MAULAY-ABD-AR-RAHMAN. (V. ABD-AR-RAHMAN.)

MAUPAS (Charlemagne-Emile de) (1818-1888). Préfet de l'Allier (1849), de la Haute-Garonne (1850), son zèle bonapartiste le fit nommer préfet de police à Paris (1851). Il joua un rôle important lors du coup d'Etat du Deux-Décembre, devint ministre de la police générale (1852), sénateur (1853), préfet des Bouches-du-Rhône (1860-1866), et se signala partout comme un partisan de l'absolutisme.

MAURY (Jean SIFFREIN, cardinal) (1746-1817), prélat français. Député du clergé aux Etats généraux, il fut un des plus chauds partisans de la monarchie, tint souvent tête à Mirabeau, émigra en 1791, reçut le cha-



Marx (Karl).



Mathilde (Princesse).

peau de cardinal avec l'évêché de Montefiascone, entra en France en 1804 et accepta de Napoléon I^{er} l'archevêché de Paris malgré la défense du pape.

MAVROCORDATO (Alexandre) (1791-1865), homme d'Etat grec. Un des premiers combattants de l'indépendance grecque, il fut nommé président du Conseil exécutif (1822), organisa la flotte, défendit Navarin (1825), se retira de la lutte active et devint par la suite ministre des finances, ambassadeur dans différents pays, et dirigea le ministère après la révolution de 1843. De 1850 à 1853, il représenta la Grèce à Paris.

MAXIMILIEN I^{er} (1832-1867), empereur du Mexique. Frère de l'empereur François-Joseph I^{er}, il épousa la



Maximilien I^{er}.

princesse Charlotte, fille du roi des Belges, et accepta sur l'offre de Napoléon III la couronne à laquelle l'avait appelé une junte provisoire, nommée par le maréchal Forey (1863). Il fit son entrée à Mexico (1864),

mais ne put vaincre la résistance de Juarez à qui on le livra et qui le fit juger, condamner à mort et fusiller à Queretaro (1867). Sa femme en perdit la raison.

MAZE (Hippolyte) (1839-1891), homme politique français. Préfet des Landes (1871-1878), député de Versailles (1879), il siégea à la gauche républicaine et entra au Sénat en 1886.

MAZEAU (Charles-Jean-Jacques) (1825). Avocat à Paris, député de la Côte-d'Or (1871), sénateur du même département (1876), ministre de la justice et des cultes dans le cabinet Rouvier (1887), il devint premier président de la Cour de cassation (1890).

MAZZINI (Giuseppe) (1808-1872), homme politique italien. Affilié aux carbonari, il fut banni du Piémont (1830), s'établit à Marseille et y fonda la *Jeune Italie*, société démocratique à vues unitaires et mystiques. Après des essais infructueux contre le gouvernement sarde, Mazzini partit pour

Londres (1836) et correspondit de là avec les comités révolutionnaires. En 1848, il entra en Italie, forma avec Armellini et Saffi un triumvirat à Rome, défendit la ville contre



Mazzini.

l'expédition française, partit avant la capitulation et retourna à Londres où il fit partie, avec Kossuth et Ledru-Rollin, du Comité révolutionnaire international. Depuis il se mêla à toutes les conspirations et à tous les coups de main : à

Milan (1853), à Gènes (1857), fut expulsé de Suisse à la suite d'un attentat, contre Napoléon III (1864), de nouveau en 1869 après la découverte d'un nouveau complot avec Garibaldi. Bien qu'il eut un moment appuyé Cavour, il ne se réconcilia jamais avec la monarchie italienne.

MEDICI (Don Luis, chevalier de) (1759-1830), ministre napolitain. Il reçut de Ferdinand IV la direction générale de la police (1791), fut en compétition avec le ministre et favori Acton qui le fit emprisonner comme conspirateur, devint ministre des finances (1810), puis des affaires étrangères et de la police après la révolution de 1820 et fut le digne soutien du roi François I^{er}.

MÉHÉMET-ALI ou **MOHAMMED-ALI** (1769-1849), vice-roi d'Egypte. Gouverneur du Caire (1805), il fit massacrer les mamelouks (1805), obtint du sultan l'investiture de la Haute-Egypte, et, à l'aide de ses fils Ibrahim et Ismaïl, soumit les pays voisins (Kordofan, Nubie, Sennaar, Hedjaz, etc.). En 1833, après une brillante campagne d'Ibrahim, il reçut l'investiture de la Syrie. La guerre recommença en 1838; Méhémet dut donner l'ordre à son fils de revenir après le bombardement des ports syriens par la flotte austro-anglaise, et il ne lui resta que l'Egypte dont il fut nommé vice-roi (1841).

MÉHÉMET-ALI PACHA (Charles Dérort) (1827-1878), général ottoman, né en Brandebourg d'une ancienne famille française. Attaché au service d'Omer Pacha, en Crimée (1854), il fit les campagnes contre les Monténégriens (1861-1862), contre les Crétois (1867), contre l'insurrection de

la Bosnie et de l'Herzégovine (1875) et se signala dans la guerre russo-turque (1877). Il signa l'armistice avec les Russes et assista au congrès de Berlin. Chargé de pacifier l'Albanie, il fut assassiné en 1878.

MEILLET (Leo) (1842). Homme de lettres, il prit part aux dernières luttes contre le second Empire, devint adjoint au maire du XIII^e arrondissement pendant le siège, puis membre de la Commune après le 18 mars 1871. Il s'exila ensuite en Angleterre où il se créa une situation importante et où il resta jusqu'en 1896. De retour en France, il fut élu en 1898 député de l'arrondissement de Marmande.

MELBOURNE (William LAMB, vicomte) (1799-1848), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des lords (1828), ministre de l'intérieur (1830), président du conseil (1834-1841), il contribua à la réforme électorale et fut un whig modéré.

MÉLINE (Jules-Félix) (1838). Avocat à Paris, élu membre de la Commune (1871), député des Vosges (1872), il siégea à gauche et fut constamment réélu. Sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le



Méline.

cabinet de Marcère (1879), rapporteur du projet de loi sur le tarif des douanes, il affirma ses tendances protectionnistes (1880). Ministre de l'agriculture dans le cabinet Ferry (1883-1885), il créa l'ordre du Mérite agricole, présida la Chambre des députés (1888-1889) et poussa le protectionnisme à outrance. En 1896, il succéda à M. Léon Bourgeois comme président du conseil, avec le portefeuille de l'agriculture et gouverna avec l'appui des « ralliés » jusqu'en 1898.

MELVILLE (Henri DUNDAS, vicomte) (1741-1811), homme d'Etat anglais. Trésorier de la marine (1782), puis secrétaire d'Etat de l'intérieur dans le cabinet Pitt (1791), ministre de la guerre (1794), il fut nommé pair en 1802 et premier lord de l'amirauté (1804). En 1806, il dut résigner ses emplois à la suite d'accusation de détournements des fonds publics.

MENABREA (Louis-Frédéric, marquis de VALDORA, comte) (1809), général et homme d'Etat italien. Il se distingua pendant la guerre contre l'Autriche (1859), devint sénateur, ministre de la marine (1861), premier aide de camp de Victor-Emmanuel (1865), ministre des affaires étrangères et président du conseil (1866), poste qu'il garda avec des remaniements dans son cabinet jusqu'en 1869. Ambassadeur à Londres (1876), puis à Paris (1882-1892), il fut élu membre correspondant de l'Académie des sciences de Paris (1887).

MENDIZABAL (Don Juan ALVAREZ y) (1790-1853), homme d'Etat espagnol. Ministre des finances (1835), puis président du conseil, il ne put étouffer la guerre civile ni relever le crédit du pays et dut se retirer en 1837.

MÉNÉLICK (1842), négus d'Abyssinie, fils du roi du Choa. Il succéda à l'empereur Jean (1889), et infligea aux Italiens la terrible défaite d'Adoua (1896).

MENIER (Emile-Justin) (1826-1881). Propriétaire des fabriques de chocolat de Noisiel (Seine-et-Marne) et de nombreux établissements industriels, il s'occupa d'économie sociale, fut député de Meaux (1876), siégea à l'extrême gauche, présenta un projet d'impôt sur le capital, fit partie des 363 et fut réélu en 1877.

MENOU (Jacques-François, baron de) (1750-1810), général français. Maréchal de camp sous l'ancien régime, député de la noblesse de Touraine aux Etats généraux, il fit partie du comité de la guerre et y montra beaucoup d'activité. Envoyé en Vendée (1793), il subit un échec, fut rappelé, suivit Bonaparte en Egypte, eut le commandement en chef après l'assassinat de Kleber (1800), devint membre du Tribunat à son retour (1802), gouverneur du Piémont, puis de Venise où il mourut.

MENTSCHIKOV (Alexandre-Sergewitch, prince) (1789-1869), homme d'Etat russe. Il servit dans l'armée, devint rapidement général, gouverneur de Finlande (1831), amiral (1834) et ministre de la marine (1836). Ambassadeur extraordinaire en Turquie (1853), il signifia au sultan un ultimatum arrogant qui amena la guerre de Crimée. Battu à l'Alma et à Inkermann.

mann, il vécut à Pétersbourg sans commandement effectif jusqu'à sa mort.

MERCIER (Auguste) (1833), général français. Il servit au Mexique, fut compris dans la capitulation de Metz, devint ministre de la guerre dans le cabinet Casimir-Perier (1893) et dans le cabinet Dupuy (1893-1895). C'est sous son ministère que fut condamné *Dreyfus* (V. ce nom). Depuis l'arrêt de la Cour de cassation annulant la sentence du conseil de guerre (1899), le général Mercier fut l'objet de vives critiques. A été l'un des principaux témoins à charge dans le procès de Rennes.



Mercier.

MÉRILHOU (Joseph) (1788-1856). Avocat à Paris, député (1828), il fut ministre de l'instruction publique après la révolution de 1830, puis de la justice. Conseiller à la cour de cassation (1832), il entra à la Chambre des pairs (1837).

MERLIN (Philippe-Antoine, comte) (1754-1838), dit de *Douai*, conventionnel. Député à l'Assemblée constituante et à la Convention, il vota la mort de Louis XVI, siégea à la Montagne, rapporta la loi des suspects, combattit Robespierre au 9 thermidor, fut ministre de la justice (1795-1797), membre du Directoire (1797-1799), procureur général à la Cour de cassation (1801-1814) et fut comblé de dignités par Napoléon I^{er}. Banni comme régicide, il ne revint en France qu'en 1830. Il a laissé de nombreux ouvrages comme juriconsulte.

MERLIN (Auguste-François-Eugène) (1778-1854), général français, fils du précédent. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut proscrit à la deuxième Restauration, reentra en 1818 et se trouva impliqué dans un complot militaire en 1820. Acquitté par la Cour des pairs, il fut rappelé à l'activité en 1830, prit part à l'expédition d'Anvers (1832) représenta le département du Nord à la Chambre des députés (1834) et entra à la Cour des pairs (1838).

MERLIN, dit de *Thionville*. (V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE JUSQU'AU XIX^e SIÈCLE.)

MÉRODE (Philippe-Félix-Balthazar-Othon-Ghislain, comte de) (1791-1857), homme politique belge. Il adhéra à la révolution de 1830, contribua à l'élévation au trône de Léopold I^{er} qui le fit ministre des affaires étrangères, puis de la guerre et des finances. Ce fut un des membres influents du parti catholique.

MESNARD (Jacques-André) (1792-1858), homme politique et magistrat français. Avocat à Rochefort, conseiller à la Cour de cassation (1841), il entra à la Chambre des pairs (1845), devint président à la Cour de cassation (1850) et sénateur de l'Empire (1852).

MESUREUR (Gustave-Émile) (1847). Dessinateur-graveur industriel, conseiller municipal de Paris (1881-1887), il devint président de l'assemblée communale et, comme tel, inaugura la Bourse du travail dont il devait plus tard, comme ministre, régler l'administration intérieure.

En 1887, il fut élu député de Paris au scrutin de liste, et, depuis, il a constamment représenté le II^e arrondissement. Ministre du commerce dans le cabinet Bourgeois (1895), il fut élu vice-président de la Chambre en 1899 et président de la commission du budget en 1898 et 1899.

METTERNICH (Clément-Wenceslas-Népomucène-Lothaire, prince de) (1773-1859), homme d'Etat autrichien. Ministre plénipotentiaire à Berlin, ambassadeur à Paris (1806-1809), ministre des affaires étrangères et chancelier (1809), il négocia le mariage de Marie-Louise avec Napoléon I^{er}, se mêla activement à toutes les négociations de 1813 à 1815, présida le congrès de Vienne, signa le traité de Paris et adhéra à la Sainte-Alliance. Il se signala par ses mesures réactionnaires contre les libéraux allemands et italiens (1820-1822), soutint les Turcs lors de la guerre de l'indépendance hellénique (1827), laissa écraser les Polonais après 1830, intrigua avec Guizot en faveur des cantons catholiques suisses et du Sonderbund (1847), mais la révolution de février 1848 vint rompre cette entente et amena la chute du ministre autri-



Metternich.

chien. Pendant cette longue possession du pouvoir, il gouverna avec la censure et la police, et devint l'homme le plus impopulaire de l'Europe. Après 1848, il s'enfuit de Vienne, voyagea en Europe, et rentra en 1851 quand la révolution fut définitivement vaincue dans les Etats autrichiens. Il vécut depuis dans la retraite, mais resta le ministre consultant de l'Autriche.

MÉZIÈRES (Alfred-Jean-François) (1826). Professeur de littérature étrangère à la Sorbonne (1861), membre de l'Académie française (1874), il a publié de nombreux ouvrages. Député de Briey (1881), il rapporta des projets de loi sur la propriété littéraire artistique entre la France et les pays étrangers, présida la commission de l'armée et fut constamment réélu.

MIAULIS (André) (1772-1835), amiral grec. Commandant en chef de la



Miaoulis.

flotte grecque (1822), il battit les Turcs à Patras, brûla les vaisseaux d'Ibrahim Pacha (1825), se retira de la lutte lors de la nomination de lord Cochrane, conspira contre Capo d'Istria et incendia la flotte grecque à Paros. Déclaré traître avec Mavrocordato et Koudouriotis, il échappa au procès grâce à l'assassinat de Capo d'Istria.

MIDHAT PACHA (1824-1884), homme d'Etat ottoman. Gouverneur de Bulgarie, ministre des travaux publics (1867), grand vizir (1872), ministre sans portefeuille (1876), il aida à la déposition d'Abd-ul-Aziz (même année) et, devenu grand vizir d'Abd-ul-Hamid, fit promulguer une constitution introduisant le régime représentatif en Turquie. Renversé par le parti des Vieux-Turcs (1877), il fut banni, s'établit à Naples, à Paris, à Londres et devint gouverneur de la Syrie (1878-1883).

MIEN-NING (1780-1850), empereur de la Chine. Il monta sur le trône en 1820 et, de 1839 à 1843, fut en guerre (guerre de l'opium) avec les Anglais qui prirent l'île de Hong-kong et réclamèrent de lourds rançons de guerre.

MIGNET (François-Auguste-Marie)

(1796-1884), historien français. Ami de Thiers, avocat à Aix, il se fit un nom dans la littérature et l'histoire. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.) Rédacteur au *Courrier français*, il défendit les idées libérales, collabora au *National* d'Armand Carrel, accueillit avec joie la révolution de Juillet, devint conseiller d'Etat et directeur des archives aux affaires étrangères.



Mignet.

MIGUEL (Dom Marie-Evariste) (1802-1866), prince portugais, fils de Jean VI. Poussé par sa mère Charlotte-Joachim de Bourbon, il se révolta plusieurs fois contre son père, dut quitter le Portugal en 1824, et devint tuteur de sa nièce dona Maria en 1826. Il usurpa le pouvoir, renvoya les Cortès, et se signala par sa tyrannie. Dom Pedro, père de dona Maria, aidé des Anglais, l'obligea à capituler (1834) et à quitter le Portugal. Il se retira à Rome.

MILAN III. (V. MILOCH.)

MILL (John-Stuart) (1806-1873). (V. volume ÉCONOMIE POLITIQUE.)

MILLAUD (Edouard) (1834). Procureur général à Lyon (1871), député du Rhône (1871), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1876 et 1877, puis sénateur du Rhône (1880) et réélu (1882). Ministre des travaux publics dans les cabinets Freycinet et Goblet (1886-1887), il a été réélu sénateur en 1891.

MILLERAND

(Alexandre) (1859). Avocat à Paris, rédacteur à la *Justice*, conseiller municipal de Paris (1884), député de la Seine (1885), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1889 et 1893 et devint un des chefs du groupe socialiste de la Chambre. Réélu en 1898, il reçut le portefeuille du commerce dans le cabinet Waldeck-Rousseau (1899). V. vol. HISTOIRE CONTEMP. (1871-1900) et vol. SOCIALISME.



Millerand.

MILLEVOYE (Lucien) (1850). Substitut à Lyon (1877-1880), député d'Amiens (1889), il fit partie du groupe boulangiste et échoua en 1893. Réélu en 1898.

MILLIARD (1834). Avocat à Paris, député de l'Eure (1887), sénateur de ce département (1890), il devint ministre de la justice dans le cabinet Méline en remplacement de M. Darlan (1898).

MILLIÈRE (Jean-Baptiste) (1817-1871). Sa vie politique commença avec la révolution de 1848. Sous la seconde République, il écrivit dans divers journaux, notamment dans *le Peuple constituant* de Lamennais. Après le coup d'Etat de décembre 1851, Millière fut condamné à la déportation par les commissions mixtes et subit sa peine en Algérie. Amnistié en 1859, il devint dix années plus tard rédacteur, puis administrateur de *la Marseillaise*, journal fondé par Rochefort, et prit une part active aux dernières luttes contre l'Empire. Pendant le siège de Paris, chef de bataillon de la garde nationale, il participa à la journée du 31 octobre. Elu député de Paris en 1871, il resta étranger à l'insurrection du 18 mars 1871 et siégea même à l'Assemblée de Versailles pendant la Commune. Il n'en fut pas moins arrêté le 26 mai et fusillé sur les marches du Panthéon (V. vol. HISTOIRE CONTEMP. FRANÇAISE, 1871-1900).

MILOCH OBRENOVITCH (1784-1860), prince de Serbie. Il se mit à la tête du mouvement contre les Turcs (1815), fut élu prince de Serbie (1817), dut abdiquer en 1839 et reprit le pouvoir en 1858.

MILOCH OBRENOVITCH ou **MILAN III** (1854), roi de Serbie. Il succéda au prince Michel, assassiné en 1868, prit part à la guerre de la Bosnie contre les Turcs (1876), visita diverses cours d'Europe, déclara la guerre à Alexandre de Bulgarie (1885) et fut battu. Les crises ministérielles se succédèrent; des embarras d'ordre intime surgirent; Milan abdiqua en faveur de son fils Alexandre I^{er} (1889). Mais ce n'était qu'une fausse sortie; revenu en Serbie malgré ses promesses, il s'est fait nommer co-régent et a engagé avec la majorité de la nation une lutte qui a provoqué un vif mécontentement dans le pays.

MINA (Francisco Espoz y) (1781-1836), général espagnol. Il servit avec ardeur la cause de l'indépendance (1809-1814), se mit à la tête des constitutionnels en 1820, se retira en Angleterre en 1823 et revint combattre don Carlos en 1834. Il mourut des suites de ses blessures (1836).

MINGHETTI (Marco) (1818-1886), homme d'Etat italien. Journaliste et économiste, il fit partie du ministère laïque de Rome (1848), fut député de Bologne au Parlement italien (1859), ministre de l'intérieur (1860), des finances (1862) et président du conseil (1863). Ambassadeur à Londres (1868), président du conseil avec le portefeuille des finances (1873-1876), il se montra à la fois catholique et libéral.

MINUTOLO, prince de CANOSA. (V. ce nom.)

MIOT (André-François, comte de MELITO) (1762-1841). Ministre plénipotentiaire en Toscane et à Rome (1795), puis en Sardaigne (1796), il entra au Tribunat, au conseil d'Etat, et fut ministre de Joseph Bonaparte à Naples (1806) et à Madrid (1808).

MIRAMON (Miguel) (1813-1867), général mexicain. Elu président de la République à Mexico (1858), en même temps que Juarez était élu à Vera-Cruz, il abdiqua en 1860, se rallia à Maximilien, fut condamné à mort et fusillé avec ce dernier (19 juin 1867).

MIRMAN (Léon) (1865). Ancien élève de l'Ecole normale, agrégé des sciences mathématiques, il fut élu député de Reims en 1893, et dut faire, bien que représentant, une année de service militaire. M. Mirman siégea d'abord au groupe socialiste; mais, réélu en 1898 comme socialiste indépendant, il s'est déclaré l'adversaire des théories collectivistes et internationalistes. En 1899, il s'éleva avec violence contre la composition du ministère Waldeck-Rousseau.

MITCHELL (Robert) (1839). Rédacteur en chef du *Constitutionnel* (1869), député de La Réole (1876), il siégea au groupe de l'Appel au peuple, fut réélu comme candidat officiel en 1877, échoua aux élections suivantes et entra à la Chambre (1889) comme boulangiste. Il ne fut pas réélu en 1893.

MOCQUARD (Jean-François-Constant) (1791-1864). Il entra dans la carrière diplomatique, devint avocat et plaça dans quelques procès poli-

tiques, fut le confident du prince Louis-Napoléon, un des fauteurs du coup d'Etat du 2 décembre 1851, et le chef du cabinet de Napoléon III.

MOHAMMED-ALI. (V. MÉHÉMET-ALI.)

MOHAMMED CHAH (1810-1848), empereur de Perse. Il succéda à Abbas-Mirza en 1834, s'allia aux Anglais, et rétablit un peu d'ordre dans ses Etats.

MOHAMMED-ES-SADOK (1813-1882), bey de Tunis. Il succéda à son frère Mohammed Bey en 1858, contracta un emprunt à Paris (1865) et reconnut le protectorat de la France par le traité du Bardo (1881).

MOHL (Robert de) (1799-1875), jurisconsulte et homme politique allemand. Professeur de droit à Tubingue et à Heidelberg, député de Francfort (1848), ministre de la justice (même année), il représenta le grand-duché de Bade à la Diète fédérale (1861-1866).

MOIRA (Lord RAWDON-). (V. HASTINGS.)

MOLÉ (Louis-Mathieu, comte) (1781-1855). Auditeur au conseil d'Etat, puis maître des requêtes, directeur général des ponts et chaussées, sous Napoléon I^{er}, il conserva ce poste sous Louis XVIII et entra à la Chambre des pairs (1815). Ministre de la marine (1817-1818), il fit ensuite de l'opposition au ministère Villèle, fut nommé ministre des affaires étrangères sous Louis-Philippe (1830), président du conseil (1836) et de nouveau en 1837. Député de Bordeaux à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il affirma ses idées monarchistes et se rallia même aux légitimistes.

MOLESWORTH (William) (1810-1855), homme politique anglais. Membre de la Chambre des communes (1832), libre-échangiste et progressiste, il fut haut-commissaire des travaux publics dans le cabinet Aberdeen (1852) et ministre des colonies dans celui de lord Palmerston (1853).

MOLINE DE SAINT-YON (Alexandre-Pierre) (1786-1871), général français. Il servit sous l'Empire, fut rappelé à l'activité après la révolution de Juillet, entra à la Chambre des pairs (1845) et fut ministre de la guerre (1845-1847).

MOLLIEN (François-Nicolas, comte) (1758-1850), administrateur français. Il entra aux finances, fut directeur de la caisse d'amortissement après le 18 brumaire et ministre du Trésor en

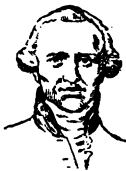
1808. Comte de l'Empire, il fut nommé pair de France par Louis XVIII (1819).

MOLTKE (Helmuth-Karl-Bernhart, comte de) (1800-1891), feld-maréchal prussien. (V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

MONCEY (Rose-Adrien JEANNOT de). (V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

MOMMSEN (Théodore) (1817), savant allemand. Membre de la Chambre des députés de Prusse (1873-1882), il fit partie des nationaux-libéraux, attaqua la politique de Bismarck, et se rangea parmi les ennemis les plus acharnés de la France. — Pour ses travaux historiques et épigraphiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

MONGE (Gaspard) (1746-1818), géomètre français. Il accepta avec enthousiasme les principes de la Révolution, fut ministre de la marine (1792-1793), prêta comme savant un utile concours au comité de Salut public, suivit Bonaparte en Egypte et présida l'Institut du Caire. Napoléon I^{er} le fit sénateur, comte de Péluse et le pourvut d'un majorat en Westphalie. — Pour ses travaux scientifiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.



Monge.

MONROË (James) (1758-1831), président des Etats-Unis d'Amérique. Il servit dans la guerre de l'Indépendance, fut député au Congrès de la Virginie, sénateur de l'Union (1788) et ministre près la République française (1794). Gouverneur de la Virginie (1799-1802), ambassadeur en France, commandant en chef contre les Anglais (1814), il fut élu président des Etats-Unis en 1817 et réélu en 1821. Il est l'auteur de la célèbre formule : « L'Amérique doit être aux Américains. »

MONS (Comte de). (V. BECKER.)

MONTAIGNAC (Louis-Raymond de CHAUVANCE, marquis de) (1811), amiral français. Il contribua à la prise de Kinburn, pendant la guerre de Crimée (1855), servit pendant le siège de Paris (1870-1871), fut élu député de l'Allier (1871) et siégea à droite. Ministre de la marine (1874-1876), sénateur inamovible (1875), il soutint les hommes du Seize-Mai et vota toujours avec les monarchistes.

MONTALEMBERT (Marc-René-Anne-Marie, comte de) (1777-1831). Il émigra en 1792, servit dans l'armée anglaise, et fut, à la Restauration, nommé ministre plénipotentiaire à Stuttgart, et pair de France (1819). Ambassadeur à Stockholm (1826-1830), il resta à la Chambre des pairs après la révolution de Juillet.

MONTALEMBERT (Charles FORBES DE TRYON, comte de) (1810-1870). Ami de Lamennais et de Lacordaire, il défendit les nationalités opprimées, entra à la Chambre des



Montalembert.

pairs en 1835, et se montra un orateur passionné et incisif. Député du Doubs à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il vota pour la restriction du suffrage universel, contre le bannissement des Orléans et pour

l'expédition de Rome. Membre de la commission consultative nommée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il fut élu député du Doubs avec la protection du gouvernement (1852). Catholique libéral, ennemi de la démocratie, il a laissé de nombreux ouvrages sur les questions religieuses et politiques et faisait partie de l'Académie française depuis 1852.

MONTALIVET (Jean-Pierre BACHASSON, comte de) (1766-1823). Maître de Valence (1795), préfet de la Manche (1801), de Seine-et-Oise (1804), directeur des ponts et chaussées (1806), ministre de l'intérieur (1809-1814), il refusa de servir les Bourbons et entra néanmoins à la Chambre des pairs en 1819 où il siégea avec les constitutionnels.

MONTALIVET (Marthe-Camille BACHASSON, comte de) (1801-1880), fils du précédent. Membre de la Chambre des pairs (1826), il défendit les idées constitutionnelles, se rallia à la monarchie de Juillet, devint ministre de l'intérieur (1830), de l'instruction publique (1831), de nouveau à l'intérieur de 1832 jusqu'en 1840 avec quelques interruptions et s'associa aux mesures de rigueur contre les républicains. Intendant de la liste civile de 1840 à 1848, il rentra dans la vie privée et fut nommé sénateur inamovible en 1879.

MONTANELLI (Giuseppe) (1813-1862), patriote italien. Poète, avocat, professeur de droit commercial à Pise, il soutint ardemment la cause de l'indépendance nationale en 1848, fut pris par les Autrichiens, et, de retour en Toscane, fit partie du triumvirat avec Guerrazzi et Mazzoni (1849). Réfugié en France après le triomphe de la réaction, il servit comme volontaire sous Garibaldi (1859) et fut député à la première Chambre italienne.

MONTBEL (Guillaume-Isidore BARON, comte de) (1787-1861). Député de la Haute-Garonne (1827), ministre de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Polignac, puis de l'intérieur et enfin des finances, il contresigna les ordonnances de Juillet, s'enfuit en Autriche et fut condamné par contumace à la détention perpétuelle. Il rentra en France après l'amnistie de 1838.

MONTABELLO (Duc de). (V. LANNES.)

MONTMOLIN (Comte de). (V. CARLOS [Don].)

MONTESQUIOU (François-Xavier, abbé et duc de) (1757-1832). Député du clergé de Paris aux Etats généraux, il siégea à droite, émigra en 1792, devint le confident du comte de Provence (Louis XVIII), ministre de l'intérieur en 1814, pair de France et ministre d'Etat en 1815.

MONTHOLON (Charles-Tristan, comte de) (1783-1853), général français. Il servit dans la marine, puis dans la cavalerie, se distingua sur les champs de bataille de l'Empire, devint chambellan de Napoléon I^{er} et fut chargé de plusieurs missions diplomatiques. Il accompagna son maître à Sainte-Hélène, fut un de ses exécuteurs testamentaires, suivit le prince Louis-Napoléon dans sa descente de Boulogne (1840) et partagea sa captivité à Ham. La Charente-Inférieure l'élut député à la Législative (1849).

MONTLOSIER (François-Dominique REYNAUD, comte de) (1755-1838). Député de la noblesse de Riom aux Etats généraux, il émigra en 1791, rentra en France sous le Consulat, fut chargé par Napoléon d'un travail historique sur l'ancienne monarchie française, combattit le parti jésuite sous la Restauration et entra à la Chambre des pairs en 1832.

MONTMORENCY (Mathieu-Jean-Fé-

licité, vicomte, puis duc de) (1767-1826). Il fit la guerre d'Amérique, représenta la noblesse de Montfort-l'Amaury à l'Assemblée constituante, vota un des premiers la suppression des privilèges dans la nuit du 4 août, émigra en 1792 et retourna en France après le 9 thermidor. Il sortit de la vie privée sous la Restauration, entra à la Chambre des pairs, siégea parmi les ultraroyalistes, et devint ministre des affaires étrangères et membre de l'Académie française.

MONTPENSIER (Duc de). (V. ORLÉANS.)

MORINAUD (Jean) (1865). Rédacteur en chef du *Republicain de Constantine*, il a été élu député de Constantine, en 1898, comme républicain radical et antisémite.

MORNY (Charles-Auguste-Louis-Joseph, duc de) (1811-1865). Fils de la reine Hortense et de son grand-marchal, le comte Flahault, il servit



Morny.

en Algérie, représenta Clermont-Ferrand à la Chambre des députés (1842-1848), siégea parmi les conservateurs, fut élu député du Puy-de-Dôme à la Législative (1849), prit la plus grande part au coup d'Etat du 2 décembre 1851 et occupa le lendemain le ministère de l'intérieur. Il présida le Corps législatif de 1854 à 1865. Il fut ambassadeur en Russie (1856-1857), et épousa une princesse Troubetzkoi. Très mêlé à toutes les affaires financières, il fut un des inspirateurs de l'expédition du Mexique.

MORRIS (GOUVERNEUR). (V. GOUVERNEUR MORRIS.)

MORTIER (Edouard-Adolphe-Casimir-Joseph, duc de Trévise) (1768-1835), maréchal de France. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut député du Nord (1816), pair de France (1819) et siégea avec les libéraux. Ambassadeur à Pétersbourg après la révolution de Juillet, ministre de la guerre (1834), il fut mortellement atteint par la machine infernale de Fieschi (1835).

MORTIMER TERNAUX. (V. TERNAUX.)

MOSKOVA (Prince de la). (V. NEY.)

MOTIER DE LA FAYETTE. (V. FAYETTE [La].)

MOUGEOT (Léon) (1857). Avocat, député de Langres depuis 1893, il fit partie du bureau de la Chambre comme secrétaire, devint sous-secrétaire des postes et télégraphes dans le cabinet Brisson (1898) et a conservé ces fonctions sous le ministère Dupuy (1898-1899).

MOULIN (1752-1810), général français. Membre du Directoire (1799), il vécut dans la retraite après le 18 brumaire, puis commanda la place d'Anvers.

MOUNIER (Claude-Philippe-Edouard, baron) (1784-1843), fils du constituant. Intendant de la principauté de Saxe-Weimar (1807), secrétaire du cabinet de Napoléon I^{er} (1809), intendant des bâtiments de la couronne (1813), il fut sous la Restauration directeur de l'administration départementale et de la police (1820-1821), conseiller d'Etat et pair de France (1828).

MOURAD PACHA. (V. BEM.)

MOURAVIEV (Nicolas, comte Amurski) (1810-1881), général russe. Il servit dans le Caucase, gouverna la Sibirie orientale (1847), signa avec la Chine le traité d'Aigoum qui cédait à la Russie la province de l'Amour (1858), avec le Japon un traité qui ouvrait des ports au commerce russe (1859) et fut nommé comte et conseiller d'Etat.

MOUTON-DUVERNET (Régis-Barthélemy, baron) (1779-1816), général français. Il se distingua dans les guerres de l'Empire, fut élu député pendant les Cent-Jours et chargé du commandement de Lyon. Mis sur la liste des proscrits, il fut arrêté, condamné à mort et fusillé (1816).

MUFFLING (Frédéric-Ferdinand-Charles, baron de) (1775-1851), général allemand. Il servit contre la France, gouverna Paris en 1815 et se signala par sa brutalité. Il fut gouverneur de Berlin (1837) et président du conseil d'Etat (1841).

MUN (Adrien-Albert-Marie, comte de) (1841). Capitaine de cuirassiers, ultramontain fougueux, il se mêla activement à la fondation des cercles catholiques et donna sa démission d'officier (1875). Député de Pontivy (1876), il siégea à l'extrême droite, fut réélu en 1877 (mais invalidé), et de

1881 à 1898. Pendant ces dernières législatures, il se fit l'apôtre du socialisme chrétien et prit souvent la parole à la Chambre.



Mun (Comte de).

MUNSTER-LEDENBURG (Georges-Herbert, comte de) (1820), diplomate allemand. Chargé d'une mission extraordinaire à Pétersbourg (1856-1864), il devint membre

du Reichstag, puis ambassadeur à Londres (1873) et à Paris (1885).

MURAT (Joachim) (1771-1815), roi de Naples. Volontaire de la Révolution, il en adopta les principes avec enthousiasme, devint aide de camp de Bonaparte qu'il suivit en Italie et en Egypte, faisant briller partout sa valeur fougueuse. Il contribua au coup d'Etat du 18 brumaire, épousa Caroline Bonaparte, se distingua à Marengo, fut gouverneur de la République cisalpine, maréchal, grand amiral, grand-duc de Clèves et de Berg, etc. Il combattit avec intrépidité à Austerlitz, Iéna, Eylau, Friedland, devint roi des Deux-Siciles (1808) et voulut se soustraire à la tutelle de Napoléon 1^{er}. Il fit pourtant la campagne de Russie à la tête de la cavalerie, quitta l'armée pour rentrer dans son royaume, revint faire la

campagne d'Allemagne, signa en 1814 un traité avec les alliés et combattit en Italie le prince Eugène. Les alliés n'ayant pas tenu leurs promesses, Murat, pardonné par Napoléon pendant les Cent-Jours, essaya de soulever la péninsule, fut battu par les Autrichiens à Tolentino (2 mai 1815), gagna la Corse, organisa une descente dans la Calabre à la tête de quelques partisans, et, trahi, fut pris le 8 octobre 1815, condamné à mort et fusillé cinq jours après.



Murat.

MURAT (Napoléon-Lucien-Charles, prince) (1803-1878), fils du précédent. Il vécut longtemps en Amérique, fut député du Lot en 1848, soutint la politique du président et entra au Sénat après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

MUTSUHITO (1852), mikado du Japon. Il monta sur le trône en 1867 et se signala de suite par le grand travail de réformation qui plaça le Japon dans les nations de premier rang. La lutte contre la Chine, à propos du protectorat de la Corée (1894), se termina par le traité de paix de Simonosaka (1895) si avantageux aux Japonais.

N

NADAUD (Martin) (1815-1898). Ouvrier maçon, adepte de Cabet, il fut élu député de la Creuse (1849), siégea à la Montagne et se réfugia en Angleterre après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Préfet de la Creuse (1870), conseiller municipal de Paris (1871), député de Bourgueuf (1876),

il siégea à l'extrême gauche et fut réélu jusqu'en 1889. Il avait été questeur de la Chambre.

NAPIER (Charles) (1786-1860), marin anglais. Il servit contre la France sous Wellington, fit la campagne contre les Etats-Unis (1814), fut député à la Chambre des communes où il siégea

parmi les wighs, reprit du service en 1829 et aida à chasser don Miguel du Portugal par la victoire navale du cap Saint-Vincent (1833). Il arrêta les entreprises du vice-roi d'Égypte sur les côtes de Syrie (1840), eut le commandement de la flotte de la Baltique en 1854, et fut relevé de son commandement pour ne pas avoir tenté l'attaque contre Cronstadt.

NAPOLÉON I^{er} (Napoléon Bonaparte) (1769-1821), empereur des Français. Né à Ajaccio, il vint en France en 1778, entra au collège d'Autun, puis aux écoles militaires de Brienne et de Paris et en sortit lieutenant en second d'artillerie (1785). En garnison à Valence, il étudia, accueillit avec enthousiasme la Révolution, partit pour la Corse (1791) et se fit nommer commandant en second du bataillon Quenza. Lié avec Paoli, il se sépara bientôt de lui, entra en relations avec le général Casabianca, avec les conventionnels chargés d'arrêter Paoli, fut nommé par eux inspecteur de l'artillerie en Corse (1793), dut retourner en France et prit peu après la direction de l'artillerie au siège de Toulon qu'il enleva aux Anglais. Nommé général de brigade d'artillerie, chargé d'armer les côtes de Provence et des îles d'Hyères, il reçut le commande-



Napoléon Bonaparte.

ment de l'artillerie à l'armée d'Italie (1794), fut dénoncé à la Convention après le 9 thermidor, mis en arrestation pendant quelques jours et élargi, mais appelé à l'armée de l'Ouest. Il resta à Paris, seconda Barras au 13 vendémiaire an IV, fut nommé commandant de l'armée de l'intérieur et général de division (1795). Il épousa peu après Joséphine de Beauharnais (1796), et fut nommé général en chef de l'armée d'Italie. (Sur la jeunesse de Napoléon, V. CHUQUET.)

A la tête de 30.000 hommes sans pain, sans vêtements, il bat le Piémontais Colli, l'Autrichien Beaulieu, dicte ses conditions à Victor-Amédée, prend Milan, chasse les Anglais de Livourne, oblige le duc de Parme et le pape à l'armistice, écrase Wurmser à Lonato, à Castiglione et à Bassano

et le contraint à se jeter dans Mantoue. Il triomphe d'Alvinzy à Arcole, à Rivoli, prend Mantoue à Wurmser, culbute les Impériaux sur le Tagliamento et l'Insonzo et force l'Autriche à signer les préliminaires de Léoben, suivis du traité de Campo-Formio (1797). Commandant en chef de l'expédition d'Égypte (1798), il enlève Malte en passant, prend Alexandrie, bat les Mamelouks à Chébreiss et aux Pyramides, organise le pays, passe en Syrie, y remporte des succès à El-Arich, Gaza, Jaffa, et après le siège de Saint-Jean-d'Acre et la victoire du Mont-Thabor, revient en Égypte où il taille en pièces l'armée turque à Aboukir (1799). Il laisse le commandement à Kleber, rentre à Paris où il est acclamé, fait le coup d'État du 18 brumaire et devient le maître de la France.



Napoléon, empereur.

Il s'occupe activement d'administration intérieure, continue la pacification de la Vendée, autorise la rentrée des prêtres insermentés et d'autres émigrés. Il réorganise les armées pour faire face à la 2^e coalition, franchit le Saint-Bernard (1800), coupe la retraite aux Autrichiens après avoir enlevé de nombreuses places fortes, les écrase à Marengo (14 juin 1800), et leur fait signer le traité de Lunéville (1801). Il conclut avec le pape le concordat de 1802, crée l'ordre de la Légion d'honneur (1802), fait promulguer le Code civil (1804) et se fait décerner par le Tribunat et le Sénat le titre d'empereur héréditaire des Français, titre sanctionné par le suffrage universel (1804) (3.572.329 voix).

Quelque temps auparavant, il avait fait fusiller le duc d'Enghien dans les fossés de Vincennes, organisé le camp de Boulogne et la « grande armée » d'Angleterre. Il s'entoure d'une cour brillante, crée de nombreux dignitaires, nomme 20 grands officiers, dont 16 maréchaux, et accorde des charges aux membres de l'ancienne noblesse ralliés au régime nouveau.

Il constitue les Etats voisins sur le modèle de la France, augmente l'étendue du territoire français, prend la couronne de fer à Milan et se fait sacrer avec Joséphine par le pape Pie VII à Notre-Dame de Paris (1804).

Son plan contre l'Angleterre échoue; il marche sur le Rhin, s'établit sur le Danube, et après de brillants combats, enferme Mack à Ulm (1805) et lui fait signer sa capitulation. Il entre à Vienne, bat les trois empereurs à Austerlitz (2 décembre 1805) et impose à l'Autriche le traité de Presbourg, le plus humiliant qu'elle ait jamais signé, qui l'exclut de l'Allemagne et de l'Italie. Il crée pour ses maréchaux et ses ministres des duchés et des principautés, organise le système des Etats fédératifs de l'Empire français et se déclare protecteur de la Confédération du Rhin.

La 4^e coalition s'organise (1806). Napoléon entre à Berlin après les victoires d'Auerstaedt, d'Iéna, la prise d'Erfurt et de Spandau, pousse à Varsovie, coupe les Russes de la mer, et, après les sanglantes batailles d'Eylau et de Friedland (1807), signe avec Alexandre le traité de Tilsit. Entre temps, il avait organisé contre l'Angleterre le fameux « blocus continental » (1806) (décret de Berlin). Il était à son apogée.

A l'intérieur règne le despotisme le plus absolu : établissement de la censure, suppression des journaux, création de cours spéciales, suspension du jury dans quelques départements, etc. Le « blocus » oblige Napoléon à surveiller toutes les côtes, à envoyer ses généraux en Portugal, en Espagne, où il détrône les Bourbons (entrevue de Bayonne, 1808), et où ses meilleures troupes sont décimées par les guérillas et l'armée de Wellington (1808-1812).

La campagne de 1808-1809 (5^e coalition) marque une première hésitation de la fortune (batailles d'Essling et de Gross-Aspern, de Raab), mais l'empereur ramène la victoire à Wagram (1809). La paix de Vienne (1809) mutilé l'Autriche. Napoléon épouse Marie-Louise, fille de François II (1810), après avoir divorcé avec Joséphine. Marie-Louise lui donne un fils, le roi de Rome (1811). De nombreux territoires sont annexés. La France compte 130 départements,

avec 7 provinces illyriennes et 24 départements italiens. Les violences du blocus continental exaspèrent l'Europe. Le tsar Alexandre se rapproche de l'Angleterre. Les serviteurs de Napoléon sont las; la nation est épuisée.

La campagne de Russie est décidée; une armée formidable (près de 500,000 hommes) traverse le Niémen (1812), et, après une série de batailles (Mohilev, Ostrovno, Vitepsk, Polotsk, Borodino), disputées chèrement, Napoléon entre à Moscou qu'il doit évacuer aussitôt après l'incendie de la ville, s'attarde à des négociations, et ordonne la fameuse retraite dans laquelle disparaît la *Grande Armée*, décimée par le froid, les privations et les attaques répétées des Cosaques.

Napoléon abandonne les débris de ses troupes à Varsovie, rentre à Paris où vient d'éclater la conspiration du général Malet, lève des troupes, et retourne en Allemagne combattre la nouvelle coalition dans laquelle entrent la Prusse, la Suède, et peu après l'Autriche. Après les victoires de Lutzen, Bautzen, Dresde, Kulm, les lieutenants de l'empereur sont battus dans une série de rencontres et Napoléon lui-même, dont la santé était fort compromise et le génie affaibli, est écrasé à la bataille décisive de Leipzig (bataille des Nations) (18-19 oct. 1813).

Le typhus achève de ruiner l'armée française, les peuples soumis se soulèvent, les vassaux font défection, les alliés franchissent le Rhin et, malgré l'admirable campagne de 1814, signalée par les victoires de Saint-Dizier, Brienne, Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Guignes, Mormant, Montereau, Craonne, Arcis-sur-Aube, Napoléon est déchu du trône (3 avril). Après la défection de Marmont, il abdique (11 avril), quitte la France (28 avril) et arrive à l'île d'Elbe le 4 mai où il reste dix mois.

Il débarque à Cannes (1^{er} mars 1815), entre à Paris (20 mars) après avoir reçu sur sa route l'adhésion des troupes chargées de l'arrêter, promulgue l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire (22 avril) et court à la frontière combattre les alliés dont les forces s'élèvent à près de 800,000 hommes. Après les succès de Ligny et des Quatre-Bras, il est écrasé à Waterloo (18 juin), revient à Paris

et abdiqua en faveur de son fils. Il demanda l'hospitalité à l'Angleterre, se rend sur le *Bellerophon*, puis, par ordre du cabinet anglais, est transporté à l'île de Sainte-Hélène à bord du *Northumberland*.

Il resta jusqu'à sa mort à Longwood sous la surveillance étroite d'Hudson Lowe, entouré des fidèles Bertrand et Montholon. Gourgaud et Las Cases avaient dû quitter l'île avant la mort de Napoléon qui arriva le 5 mai 1821. Enterré à Sainte-Hélène, on ramena ses cendres dans le tombeau des Invalides le 15 décembre 1840. La correspondance de Napoléon I^{er} a été publiée sous Napoléon III, par les soins du prince Napoléon (28 vol.), malheureusement d'une façon fort peu scientifique. Comme complément, V. les biographies de ses principaux lieutenants et ministres, les volumes HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, etc., CONSULAT ET EMPIRE.

NAPOLÉON II (François-Charles-Joseph) (1811-1832), fils du précédent et de Marie-Louise d'Autriche. A son



Napoléon II.

berceau, il reçut le titre de roi de Rome et fut emmené à Vienne par sa mère en 1814. Le nom de Napoléon II figura sur la proclamation du gouvernement provisoire après l'abdication de Napoléon I^{er} en sa faveur; mais l'entrée des alliés à Paris fit cesser ce règne nominal de treize jours. En 1818, il reçut le titre de duc de Reichstadt et de prince autrichien et mourut au château de Schœnbrunn d'une maladie de poitrine. (V. WELLSCHINGER, *le Roi de Rome*.)

NAPOLÉON III (Charles-Louis-Napoléon BONAPARTE) (1808-1873), empereur des Français. Fils de Louis Bonaparte (V. ce nom) et d'Hortense de Beauharnais, il suivit les cours de gymnase d'Augsbourg, habita avec sa mère le château d'Arenenberg (Suisse), servit dans l'artillerie suisse sous les ordres du général Dufour; il prit part à l'insurrection des Romagnes (1831), fut écarté par le gouvernement provisoire et s'enfuit à Paris par Ancone et Gènes (1831). Il reçut de Casimir Périer l'ordre d'en sortir après les manifestations de la place Vendôme. Il passa en Angle-

terre, et devenu le chef du parti bonapartiste par la mort de son frère aîné Napoléon-Louis (1831) et du duc de Reichstadt, tenta une manifestation militaire à Strasbourg (1836), fut arrêté et acquitté par la cour d'assises de Colmar. Il partit pour l'Amérique, revint à Londres et débarqua à Wimereux, près de Boulogne, avec Persigny, Montholon, le docteur Conneau et quelques affidés, dans le but de provoquer un soulèvement militaire contre Louis-Philippe (1840). Pris avec ses complices, enfermé au fort de Ham, il s'évada en 1846 sous les habits d'un maçon nommé Badinguet, passa en Angleterre et retourna en France après la révolution de 1848. Nommé représentant du peuple par divers départements (1848), élu président de la République par 5,562,834 suffrages (10 décembre 1848), il prêta serment à la Constitution (20 décembre), proposa des mesures réactionnaires pour gagner l'appui de la droite, fit de l'expédition de Rome une campagne en faveur du pouvoir temporel du pape, prépara le coup d'Etat du 2 décembre 1851 avec l'aide des Morny, Saint-Arnaud et Maupas, fit arrêter les chefs du parti démocratique et ceux du parti royaliste, proclama la dissolution de l'Assemblée et l'état de siège dans Paris, organisa des commissions mixtes qui condamnèrent les « suspects » dans les départements et noya dans le sang les essais de résistance. Il convoqua les électeurs qui, par 7,481,231 *oui*, lui donnèrent leur confiance (21 décembre 1851), se fit décerner la présidence pour dix ans (1852) et nomma une Commission consultative qui le seconda dans ses projets dictatoriaux. Le 2 décembre 1852, il se fit proclamer solennellement empereur héréditaire des Français après un sénatus-consulte du 7 novembre et le vote de 7,824,189 électeurs (22 novembre).



Napoléon III.

Napoléon III épousa Eugénie de Montijo (1853) et en eut un fils (1856). (V. ci-après.) Après une période écla-

Napoléon III épousa Eugénie de Montijo (1853) et en eut un fils (1856). (V. ci-après.) Après une période écla-

lante (guerre de Crimée, congrès de Paris, 1856), la guerre d'Italie lui créa des difficultés qu'augmentent bientôt les expéditions extérieures (Mexique) et la question polonaise (1863). Depuis 1866, l'empereur usé et malade est emporté par les événements qu'il ne commande plus et les intrigues de la cour aboutissent à la guerre avec l'Allemagne (1870). (V. volume HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA FRANCE ET GUERRE FRANCO-ALLEMANDE.)

A l'intérieur, Napoléon III règne en dictateur : il fait voter la loi de sûreté générale, impose le serment à tous les fonctionnaires, aux élus et même aux candidats, ordonne une censure rigoureuse pour les livres et journaux venant de l'étranger, divise la France en grands commandements militaires, institue la régence éventuelle de l'impératrice avec un conseil privé, etc. A partir de 1859, il est forcé de faire quelques concessions : amnistie générale, publicité des séances du Corps législatif, adoucissement de la loi sur la presse, etc. Enfin, en 1869, il accorde la responsabilité ministérielle. Emile Ollivier est chargé de fonder l'Empire libéral (1870).

Après la capitulation de Sedan (2 septembre 1870), prisonnier des Allemands, il refuse de signer la paix, est emmené à Wilhelmshöhe (près de Cassel), se retire en Angleterre, à Chislehurst, près de Londres, où il meurt le 6 janvier 1873. L'Assemblée nationale avait proclamé sa déchéance ainsi que celle de sa dynastie le 28 février 1871.

Plusieurs attentats furent dirigés contre sa vie : affaire de l'Opéra-Comique (1853), Pianori (1857), Orsini (1858).



Napoléon IV.

Il a écrit : *Idées napoléoniennes* (1838), *Fragments historiques* (1841), *Extinction du paupérisme* (1844), *Vie de César*, ouvrage inachevé (1865 et suiv.), *Forces militaires de la France* (justification de sa conduite en 1870), etc.

NAPOLÉON IV (Eugène-Louis-Jean-Joseph) (1856-1879), fils du précédent. Après le désastre

de Sedan, il fut admis à l'école militaire de Woolwich et reconnu par les groupes bonapartistes comme chef de la dynastie après la mort de son père, sous le nom de Napoléon IV. Au cours d'une expédition de l'armée anglaise dans le Zoulouland, il fut tué le 23 juin 1879.

NAQUET (Alfred) (1834). Professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (1863), condamné à quinze mois de prison pour affiliation à une société secrète (1867), puis à quatre mois pour son livre :

Religion, propriété, famille (1869), il fut élu député de Vaucluse (1871), siégea à l'extrême gauche jusqu'en 1883, date à laquelle il entra au Sénat (pour le département de Vaucluse). Il avait fait voter la loi sur le divorce à la Chambre (1882) et au Sénat (1884), se lança dans la campagne boulangiste, se fit élire député à Paris (1890), et, mêlé dans les affaires du Panama, fut acquitté par la cour d'assises (1898).



Naquet.

NARVAEZ (Ramon-Marie) (1880-1868), général espagnol. Il servit sous Mina dans l'armée de Catalogne (1821-1823), combattit les carlistes (1834-1836), se mit à la tête d'une insurrection contre Espartero et dut se réfugier en France (1840). En 1843, il rentra en Espagne, renversa Espartero et fut nommé par Isabelle II capitaine général, duc de Valence et président du ministère. Il devint impopulaire par ses rigueurs et sa politique réactionnaire, tomba du pouvoir (1846) et présida plusieurs cabinets conservateurs en 1849, 1856 et 1867.

NASR-ED-DIN (1831-1896), chah de Perse. Il succéda à son père Méhémed (1848), tenta d'introduire des réformes dans son pays, visita divers pays d'Europe, triompha aisément de certains khans voisins de ses Etats, s'appuya sur la Russie, puis pencha vers l'Angleterre. Il mourut assassiné par un fanatique de la secte des babistes (1^{er} mai 1896).

NASSAU (Duc de). (V. ADOLPHE.)

NAUNDORFF (Charles-Guillaume)

(m. en 1845), un des nombreux prétendus fils de Louis XVI. Né à Delft, il poursuivit les Bourbons de ses réclamations, vint à Paris en 1833 et assigna Louis-Philippe en restitution d'état civil. Expulsé de France, il se retira en Hollande.

NÉGRIER (Casimir) (1788-1848), général français. Il servit dans les guerres de la fin de l'Empire, en Algérie qu'il commanda par intérim (1842), fut député du Nord à la Constituante (1848) et reçut une blessure mortelle au faubourg Saint-Antoine pendant l'insurrection de Juin.

NEIPPERG (Albert-Adam, comte de) (1775-1829), second mari de Marie-Louise, veuve de Napoléon 1^{er}.

NEMOURS (Duc de). (V. ORLÉANS.)

NESSERODE (Charles-Robert, comte de) (1780-1862), diplomate russe. Il débuta dans la diplomatie en 1802, fut attaché à la chancellerie d'Etat (1810), contribua à l'abaissement de la Turquie, à la répression de la Pologne, secourut l'Autriche contre la Hongrie (1849), et essaya de détourner Nicolas 1^{er} de son projet belliqueux en 1853. Il se retira des affaires en 1856, et a écrit une autobiographie.

NETTEMENT (Alfred-François) (1805-1869), homme politique français. Légitimiste convaincu, il écrivit dans les journaux de son parti depuis 1829 jusqu'à sa mort, fut député du Morbihan à la Législative et protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

NEUCHÂTEL (Prince de). (V. BERTHIER.)

NEWSCASTLE (Duc de). (V. CLINTON.)

NEY (Michel, duc d'ELCHINGEN, prince de la Moscova) (1769-1815). Pour la vie militaire du maréchal Ney, nous renvoyons le lecteur au vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.

En avril 1814, Napoléon le désigna avec le duc de Vicence et le duc de Tarente pour négocier la paix au nom de la régente Marie-Louise. Mais l'empereur Alexandre ayant exigé une abdication absolue, le maréchal Ney se rendit immédiatement à Fontainebleau et annonça à l'empereur qu'il devrait se retirer à l'île d'Elbe, où il serait pourvu d'une pension de 6 millions. Le maréchal fit ensuite, avec aussi peu de

dignité que possible, sa soumission aux Bourbons, et, lorsque Bonaparte eut débarqué à Cannes, il fut choisi pour se rendre au-devant du rebelle et de l'arrêter. Mais quand Ney apprit l'accueil enthousiaste fait à Napoléon, il oublia toutes les promesses qu'il avait faites à Louis XVIII, et, sur la place de Lons-le-Saunier, il lut aux troupes et à la population une proclamation qui lui avait été remise par des émissaires de son ancien maître et qui se terminait par ces mots :

« Soldats ! Je vous ai souvent menés à la victoire ; maintenant, je vais vous conduire à cette phalange immortelle que l'empereur Napoléon conduit à Paris et qui y sera sous peu de jours ; et là, notre espérance et notre bonheur seront réalisés. Vive l'empereur ! »

Le maréchal Ney vint ensuite rejoindre Napoléon à Auxerre, comptant naïvement lui imposer des conditions. Bien que tenu plutôt à l'écart pendant les Cent-Jours, il resta fidèle à l'empereur et se battit héroïquement à Waterloo. Après le retour des Bourbons, Ney fut arrêté, traduit devant un conseil de guerre qui se déclara incompétent, puis devant la Chambre des pairs qui le condamna à mort pour crime de haute trahison.

Le 7 décembre 1815, Ney fut conduit avenue de l'Observatoire où l'exécution devait avoir lieu. L'officier qui commandait le peloton fit offrir au maréchal de lui bander les yeux. « Ignorez-vous, répondit le prince de la Moscova, que, depuis vingt-cinq ans, j'ai l'habitude de regarder en face les boulets et les balles ? » Et il ajouta : « Je proteste, devant Dieu et la patrie, contre le jugement qui me condamne. J'en appelle aux hommes, à la postérité, à Dieu ! Vive la France ! » Ensuite le maréchal, ayant ôté son chapeau de la main gauche et posant la main droite sur sa poitrine, cria : « Soldats, droit au cœur. » Il tomba foudroyé.

NICOLAS 1^{er} PAULOVITCH (1796-1855), empereur de Russie. Il succéda à



Ney.

son frère Alexandre I^{er} (1825), eut à réprimer la même année une révolte militaire à Pétersbourg en faveur de son frère Constantin, fit la guerre à la Perse (1826-1828), à la Turquie (1827-1829) et agrandit ses Etats au détriment de ces deux pays. Il fit peser sur la Pologne un régime de terreur, ferma la Russie aux influences occidentales et fut au dedans comme au dehors le représentant d'une politique impitoyable de réaction. Enivré par le rôle qu'il avait joué pendant la révolution de 1848 où il est apparu comme l'arbitre tout-puissant des destinées de l'Europe, il émit des prétentions si exorbitantes envers la Turquie que l'Europe s'en émut et que la guerre de Crimée s'ensuivit. Il mourut après les échecs successifs infligés à son armée quelques mois avant la chute de Sébastopol.

NICOLAS II (Nicolas-Alexandro-vitch) (1868), empereur de Russie. Il entreprit de nombreux voyages, faillit être victime d'un fanatique, au Japon, et succéda à son père Alexandre III en 1894. Marié la même année à la princesse Alix de Hesse, il affirma son adhésion à la politique de son père et visita plusieurs pays d'Europe, notamment la France où il fut reçu avec enthousiasme (1897). En 1898, il se fit le propagateur de l'idée de désarmement.

NICOLAS I^{er} (Nikita-Petrowitch-Nie-gock) (1841), prince du Montenegro. Il succéda à son frère Danilo (1860), soutint contre les Turcs une lutte héroïque (1861-1862), s'allia avec la Serbie contre la Porte (1876), obtint par le traité de Berlin (1878) un agrandissement de territoire, et fut toujours soutenu par le tsar Alexandre III dans la famille duquel un double mariage a fait entrer deux de ses filles.

NICOTERA (Giovanni, baron) (1828-1894), homme politique italien. Membre de la « Jeune Italie », il servit la cause de la liberté, devint aide de camp de Garibaldi, député de Salerne au Parlement italien et siégea

à l'extrême gauche. Il eut le portefeuille de l'intérieur dans les cabinets Depretis (1876-1877) et Crispi (1887-1891).

NIEL (Adolphe) (1802-1860), maréchal de France. Il servit en Algérie, fit partie de l'expédition de Rome (1849), devint directeur du génie au ministère de la guerre, conseiller d'Etat, commanda le siège de Bomarsund (1854) et dirigea un moment les opérations devant Sébastopol. Sénateur de l'Empire, il prit part à la guerre d'Italie, fut nommé maréchal de France après Solferino et ministre de la guerre (1865). Il fit voter en cette qualité la loi militaire de 1868, œuvre d'un homme qui prévoyait les dangers de l'organisation défectueuse de l'armée française.

NIGRA (Constantin, comte) (1828), diplomate italien. Secrétaire de Cavour (1856), il fut ambassadeur à Paris où son rôle fut considérable (1861-1870), en Russie (1876-1884), à Londres (1884) et à Vienne (1885).

NOAILLES (Jean-Louis-François-Paul, duc de) (1739-1824), homme politique français. Il fit la guerre de Sept ans, émigra à la Révolution et entra à la Chambre des pairs à la Restauration.

NOAILLES (Louis-Marie, vicomte de) (1756-1804), général français. Il servit la cause de l'indépendance en Amérique, adopta les principes de la Révolution et proposa, dans la nuit du 4 août, l'abolition des privilèges de la noblesse. Il commanda les avant-postes du camp de Valenciennes (1792), partit en Angleterre, reprit du service sous le Consulat et fut envoyé à Saint-Domingue avec le grade de général de brigade.

NOAILLES (Louis-Joseph-Alexis, comte de) (1783-1835), fils du précédent. Expulsé de France comme agent des Bourbons (1814), il fut chargé de missions auprès des souverains alliés en faveur de Louis XVIII, siégea dans les Chambres législatives sous la Restauration et fit de l'opposition à Louis-Philippe.

NOAILLES (Paul, duc de) (1802-1885). Pair de France sous Charles X,



Niel.



Nicolas II.

il se rallia à la monarchie de Juillet, et prit une grande part aux discussions politiques, rentra dans la vie privée en 1848, et fut reçu à l'Académie française en 1849. Il a laissé quelques ouvrages historiques.

NOAILLES (Emmanuel-Henri-Victorien, marquis de) (1830-1896), diplomate français, fils du précédent. Ministre plénipotentiaire à Washington (1872-1873), puis en Italie (1873-1876), il fut ambassadeur à Constantinople (1876-1882).



Noir (Victor).

NOIR (Victor Yvan SALMON, dit) (1848-1870), rédacteur du journal *la Marseillaise* (1869), il fut adressé comme témoin par M. Paschal Grousset auprès du

prince Pierre Bonaparte qui l'assassina dans sa maison d'Auteuil. (V. volume HISTOIRE CONTEMPORAINE.)

NOMPÈRE DE CHAMPAGNY. (V. CHAMPAGNY.)

NORMANBY (Constantin-Henry-Phipps, marquis de) (1797-1863), diplomate anglais. Membre de la Chambre des communes (1818), il siégea parmi les libéraux, entra à la Chambre des lords (1831), fut lord du sceau privé (1834), gouverneur de l'Irlande (1835-1839), secrétaire d'Etat pour les colonies (1839), pour l'inté-

rieur (1840-1841) et ambassadeur à Paris (1846-1851).

NOTHOMB (Jean-Baptiste, baron) (1805-1881), homme d'Etat belge. Il prit une grande part à la révolution de 1830, fut membre du Congrès pour le Luxembourg, ministre des travaux publics dans le cabinet catholique de Theux (1837-1840), ministre de l'intérieur (1841), président du conseil (1845) et devint impopulaire en voulant ménager les partis extrêmes. Il représenta ensuite la Belgique à Berlin.

NUBAR PACHA (1825-1899). Homme d'Etat égyptien, d'abord secrétaire interprète auprès de Méhémet-Ali et d'Abbas Pacha, il fut chargé de diverses missions diplomatiques à Londres (1850) et à Vienne (1854). Il fut ensuite chargé par Saïd Pacha d'organiser le transit égyptien pour les Indes et sous Ismaïl Pacha, il eut mission d'aller régler à Constantinople, puis à Paris, les difficultés soulevées par le percement de l'isthme de Suez. Ministre des travaux publics (1865), des finances (1866), il fut, en 1878, chargé par le khédivé de constituer un cabinet et s'adjoignit comme conseillers un Anglais, M. Rivers-Wilson, et un Français, M. de Bli-gnières. Démissionnaire en 1879, il fut de nouveau président du conseil (1884 à 1888). Depuis 1871, ce diplomate, d'une habileté incontestable, s'est montré de plus en plus dévoué à la politique et aux intérêts de l'Angleterre.

OBRENOVITCH. (V. MILOCH.)

O'CONNELL (Daniel) (1775-1847), patriote irlandais. Avocat populaire, il combattit pour l'émancipation de l'Irlande, fonda l'*Association catholique* (1823) dont l'organisation puissante alarma le gouvernement anglais. Poursuivi pour excitation à la révolte, et acquitté, il fut député du comté

de Clare (1828), refusa de prêter le serment, fut réélu en 1830 et se consacra jusqu'à sa mort à la défense des intérêts de l'Irlande. Il réussit à arracher quelques réformes libérales, organisa de nombreux meetings et mérita le nom de « libérateur ».

O'CONNOR (Feargus-Edward) (1796-1855), agitateur irlandais. Avocat et

plusieurs fois député au Parlement, il fut fréquemment condamné pour sa défense des classes laborieuses. On l'enferma en 1853 dans un asile d'aliénés.

ODILON BARROT. (V. BARROT.)

O'DONNELL (Don José-Enrique, comte de l'ABISHAL) (1770-1834), général espagnol. Il servit dans les guerres contre les Français, fut nommé par les Cortès membre de la régence (1812), par Ferdinand VII capitaine général de l'Andalousie (1814), se prononça pour les constitutionnels, mais ne s'opposa pas à l'invasion française (1823). Il se réfugia en France.

O'DONNELL (Léopold, comte de LUCENA, duc de TETUAN) (1808-1867), homme d'Etat espagnol. Il combattit les carlistes et délivra la ville de Lucena attaquée par Cabrera, essaya de renverser Espartero et dut quitter l'Espagne. Rentré en 1843, nommé capitaine général à Cuba, sénateur, il sembla à la tête des progressistes et devint ministre de la guerre et capitaine général des armées (1854). Narvaez le fit descendre du pouvoir en 1856; il y remonta en 1858, et la guerre du Maroc lui acquit une grande popularité.

O'DONOVAN (1831), agitateur irlandais. Pendant qu'il subissait, en 1869, la peine de la reclusion, il fut élu député de Tipperary à la Chambre des communes; son élection fut annulée, mais il fut mis en liberté et gagna les Etats-Unis, où il constitua le « fonds irlandais » destiné à subvenir aux besoins de la cause irlandaise. Dans l'*United Ireland*, fondé en 1881, il préconisa la violence et c'est à l'influence de ces provocations qu'on attribua les attentats de la Tour de Londres et du palais de Westminster (1885).

OERSTED (Anders-Sandæc) (1778-1860), homme d'Etat danois. Procureur général de la Cour (1825-1848), ministre d'Etat (1842), président du cabinet (1853), il tint les portefeuilles du culte et de l'intérieur, puis celui de la justice.

OGUISKI (Michel-Cléophas, comte) (1765-1833), homme politique polonais. Il lutta pour l'indépendance de son pays, devint grand trésorier de la Lithuanie (1793-1794), se joignit à Kosciuszko et se réfugia à Venise

après la défaite de la Pologne. Il reentra en 1801, prêta le serment de fidélité au tsar qui le fit sénateur (1810).

O'KELLY (1845). Homme politique et journaliste irlandais, il servit en France dans la légion étrangère et prit part à la guerre franco-allemande. Rédacteur au *New York Herald*, puis au *Daily News*, il fut envoyé comme correspondant au Soudan, lors de l'insurrection des Mahdistes. De retour en Angleterre, il devint l'un des chefs du mouvement irlandais et fut élu, en 1885, membre de la Chambre des communes. Non réélu aux élections de 1892.

OLLIVIER (Démosthène) (1799-1884). Négociant à Marseille, député des Bouches-du-Rhône à la Constituante (1848), il siégea à la Montagne, combattit la politique de Louis-Napoléon et l'expédition de Rome, fut arrêté après le 2 décembre 1851 et expulsé. Il reentra en France en 1860.

OLLIVIER (Emile) (1825), fils du précédent. Avocat à Paris, préfet de Marseille, puis de Chaumont (1848), il reprit sa place au barreau et se fit un nom à la suite de brillantes plaidoiries. Député de Paris (1857), il fit partie du groupe des « Cinq »; réélu en 1863, il prit souvent la parole et se sépara de la gauche vers 1866. Elu dans le Var (1869), il se rallia à l'Empire, devint président du conseil et ministre de la justice (1870) et inaugura la politique de l'Empire libéral, organisa le plébiscite du 8 mai,



Ollivier (Emile).

poursuivit les républicains, et, à la suite du refus d'audience de l'ambassadeur Benedetti par Guillaume de Prusse, déclara à la Chambre que la guerre était inévitable et qu'il en acceptait les conséquences d'un « cœur léger » (15 juillet). Après les premiers échecs, il fut renversé du pouvoir (9 août), partit pour l'Italie et ne revint qu'en 1873. Il avait été élu membre de l'Académie française en 1870 et se présenta sans succès à diverses élections législatives. Il a écrit divers ouvrages pour justifier sa politique et ne semble pas avoir

conscience de la terrible responsabilité que lui ont créée ses fautes.

OLOZAGA (Don Salustiano) (1803-1874), homme d'Etat espagnol. Avocat à Logroño, il fut député aux Cortès et siégea parmi les libéraux. Ambassadeur à Paris (1840), chargé par Isabelle de constituer un cabinet (1843), il ne resta pas au pouvoir, partit pour l'Angleterre, fut arrêté en 1847 malgré l'amnistie, et relâché par crainte d'une insurrection populaire. Il fut encore ambassadeur à Paris (1854-1856) et en 1868.

ORENSE (José-Maria, marquis d'ALBAIDA) (1800-1880), homme politique espagnol. Il servit contre la France dans les rangs des constitutionnels (1823), se réfugia en Angleterre et ne revint qu'à la mort de Ferdinand VII. Député aux Cortès (1844), il fit de l'agitation républicaine en 1848, échoua et vint en France d'où il fut expulsé après le coup d'Etat de 1851. Rentré en Espagne (1854) il fut élu député de Madrid; de nouveau expulsé pour ses opinions avancées, il revint dans son pays après la révolution de 1868, fit partie des Cortès constituantes et vota pour la république et fit encore de l'opposition sous le règne d'Alphonse XII.

ORLÉANS (Famille d'). *Louis-Joseph-Philippe*, dit *Philippe-Egalité* (1747-1793), eut de sa femme Louise-Marie de Penthièvre : *Louis-Philippe 1^{er}* (V. ce nom), *Antoine-Philippe*, duc de Montpensier (1775-1807) et *Alphonse-Léodgard*, comte de Beaujolais (1779-1808).

Louis-Philippe eut huit enfants : *Ferdinand-Philippe-Louis-Charles-Henri-Rose*, duc d'Orléans (1810-1842), qui servit en Afrique, périt à Neuilly d'un accident de voiture, et eut deux fils : 1^o *Louis-Philippe*, comte de Paris (1838-1894), qui servit dans l'armée fédérale pendant la guerre de la Sécession, se fit rembourser en 1871 les biens confisqués à sa famille par Napoléon III, opéra la fusion en 1873 avec le comte de Chambord et, à la mort de ce dernier, fit acte de prétendant et se vit interdire comme tel le territoire de la République (1886). De ses six enfants, *Louis-Philippe-Robert* (1869), le chef de la famille, a déjà fait acte de prétendant; 2^o *Robert-Philippe-Louis-Eugène-Ferdinand*, duc de Chartres (1840), qui

servit avec le précédent en Amérique dans l'armée du Nord, fit la campagne de 1870-1871 dans l'armée de Chanzy, sous le nom de Robert le Fort, et devint général de brigade.

Louise, reine des Belges (1812-1852). *Marie*, princesse de Wurtemberg (1813-1839).

Louis-Charles-Philippe-Raphaël, duc de Nemours (1814-1896), général français, qui fit les deux campagnes de Belgique et servit en Algérie.

Clémentine, princesse de Saxe-Cobourg-Gotha (1817-1898).

François-Ferdinand-Philippe-Louis-Marie, prince de Joinville (1818), vice-amiral français, qui servit en Algérie, attaqua les batteries du fort de Saint-Jean-d'Ulloa et força les portes de la Vera-Cruz (1838). Il ramena sur la *Belle-Poule* les cendres de Napoléon 1^{er} (1840), servit en 1870 dans l'armée de la Loire sous le nom de « colonel Lutherod », fut élu député de la Haute-Marne (1871) et rentra dans la vie privée en 1876.

Henri-Auguste-Philippe-Louis, duc d'Aumale (1822-1897), général français. Il hérita de la fortune considérable du dernier Condé, servit en Algérie dont il fut nommé gouverneur général (1847-1848), écrivit sous l'Empire, pendant son exil, de nombreux ouvrages, entre autres l'*Histoire des princes de Condé*, représenta le département de l'Oise à l'Assemblée nationale (1871), rentra dans le cadre d'activité avec le grade de général de division (1872) et présida le conseil de guerre chargé de juger Bazaine (1873).

Commandant du 7^e corps d'armée (1873), inspecteur général des corps d'armée (1879), il fut mis en non-activité par retrait d'emploi (1883) et rayé des cadres de l'armée (1886). Il se retira à Bruxelles après l'interdiction du territoire de la République aux prétendants (1886), et rentra en France (1889) après la donation du domaine de Chantilly à l'Académie française dont il faisait partie depuis 1871;



Duc d'Aumale.

Antoine-Marie-Philippe-Louis, duc de Montpensier (1824-1890), général espagnol. Il servit en Algérie comme sesfrères, épousa la sœur d'Isabelle II d'Espagne (1846) et devint capitaine général (1859). Candidat au trône d'Espagne, il tua en duel don Henri de Bourbon, cousin de la reine (1870), fut condamné à l'éloignement, puis exilé à l'avènement d'Amédée I^{er} (1871) et rentra en Espagne à l'avènement de son neveu Alphonse XII.

ORLOV (Alexis-Fédorovitch, comte) (1788-1861), général russe. Il servit dans la campagne de France (1814), soutint Nicolas I^{er} lors de son avènement au trône (1825), arrêta Ibrahim-Pacha sur les rives du Bosphore (1833), reçut le commandement en chef de la gendarmerie (1844) et présida le conseil de l'Empire après avoir signé la paix de 1856.

ORNANO (Philippe-Antoine, comte d') (1784-1863), maréchal de France. Il fit les guerres de l'Empire, devint général de division en 1812, fut maintenu dans son grade par la première Restauration, mais, ayant servi Napoléon pendant les Cent-Jours, fut exilé en Belgique. Pair de France (1832), député d'Indre-et-Loire à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il soutint la politique de l'Elysée, devint sénateur (1852), gouverneur des Invalides (1853) et maréchal de France (1861).

ORNANO (Gustave CUNÉO D') (1845), homme politique français. Avocat à Paris, journaliste, devint député de Cognac (1876), siégea dans le groupe de l'Appel au peuple, fut réélu constamment et se signala par ses nombreuses interpellations.

ORSINI (Félice) (1819-1858), révolutionnaire italien. Membre de la Constituante romaine et gouverneur d'Ancone (1849), réfugié à Rome, mêlé à de nombreux complots, il fut guillotiné à Paris après son attentat contre la vie de Napoléon III (4 janvier 1858).



Orsini.

ORTS (Charles) (1814-1880), homme politique belge. Avocat à Bruxelles, député libéral de cette ville (1848), il devint vice-président de la Chambre (1856) et combattit vigoureusement les cabinets catholiques.

OSCAR I^{er} (1799-1859), roi de Suède et de Norvège. Fils de Bernadotte (Charles XIV), il monta sur le trône en 1844, proposa quelques mesures libérales et fit des améliorations matérielles dans le pays.

OSCAR II (Frédéric) (1829), roi de Suède. Il monta sur le trône en 1872, eut de nombreuses difficultés avec le Parlement et les tendances séparatistes des Norvégiens, et s'occupa de travaux littéraires.

OSMAN PACHA (1832), maréchal et homme d'Etat turc. Il fit les campagnes de Crimée (1854), de Syrie (1860), de Crète (1867) et commanda le corps de Widdin contre les Serbes et les Russes; il défait ces derniers près de Plewna (1877), mais ne put empêcher la prise de cette ville. Ministre de la guerre (1878), de nouveau en 1882 et en 1888, il jouit d'une grande influence auprès du sultan.

OSTROWSKI (Thomas-Adam Rawicz-) (1739-1817), homme d'Etat polonais. Chambellan de Stanislas Poniatowski, ministre des finances, il fut interné par les Russes à Kiev, reçut en 1809 le titre de maréchal du grand-duché de Varsovie et présida de 1811 à 1813 le Sénat.

OSTROWSKI (Antoine-Jean, comte) (1782-1845), homme politique polonais. Il servit Napoléon I^{er}, fit de l'opposition au gouvernement du grand-duc Constantin, dut quitter la Pologne et y revint lors de l'insurrection de Varsovie (1830). Il se réfugia en France après la victoire des Russes (1831).

OTHON (1815-1867), roi de Grèce de 1832 à 1862. Fils de Louis I^{er} de Bavière, il monta sur le trône de Grèce après le refus de Léopold de Saxe-Cobourg. Son règne fut signalé par le gaspillage des fonds publics, l'envahissement des fonctions publiques par les Bavares, les luttes des partis politiques et la succession rapide des ministères. Il s'enfuit en 1862 devant une insurrection et mourut en Bavière.

OTRANTE (Duc d'). (V. Fouché.)

OTTO (Louis-Guillaume, comte de Moslov) (1754-1817), diplomate badois au service de la France. Il remplit diverses missions sous la République et l'Empire aux Etats-Unis, en Allemagne, en Angleterre, en Bavière (1805) et fut ambassadeur à

Vienne (1809) où il negocia le mariage de Marie-Louise avec Napoléon I^{er}.

ODINOT (Nicolas-Charles, duc de Reggio) (1767-1847), maréchal de France. Il fit toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire, montra partout une bravoure éclatante : trente-cinq blessures en témoignèrent. Gouverneur d'Erfurt pendant le congrès de ce nom, il fut nommé maréchal de France, gouverna Berlin en 1812, et se fit remarquer jusqu'à la fin de la campagne de France. Ministre d'Etat, pair de France sous la Restauration, il fit la campagne d'Espagne (1823), et mourut gouverneur des Invalides.

ODINOT (Charles-Nicolas-Victor, duc de Reggio) (1791-1863), général français, fils du précédent. Il servit dans les dernières années de l'Empire, se rallia aux Bourbons, devint écuyer de Louis XVIII, démissionna en 1823, reprit du service (1835) et dut quitter l'armée à la suite d'une blessure reçue en Algérie, au combat de l'Habra. Député de Saumur (1842), réélu en 1847, il siégea dans les rangs de l'opposition, représenta le département de

Maine-et-Loire à la Constituante (1848), commanda l'expédition de Rome (1849), vint siéger à la Législative comme député de la Meuse (1849) et combattit la politique de l'Elysée. Il fut arrêté le 2 décembre 1851 à la mairie du X^e arr. et resta depuis dans la vie privée.

OUVRARD (Gabriel-Julien) (1770-1846). Entrepreneur du service des subsistances de la marine, par l'intermédiaire de Barras, puis chargé des fournitures pour la guerre et la marine, il réalisa une fortune scandaleuse, fut exclu des marchés en 1806 et arrêté en 1810. Relâché à la Restauration, il recommença ses fraudes en 1823, et fut incarcéré pour cinq ans. A partir de 1830, il traita des opérations financières avec dom Miguel et don Carlos.

OWEN (Robert) (1771-1858), socialiste anglais. Directeur d'une filature à Lanark, il fit l'essai d'un système d'éducation, fonda aux Etats-Unis la Nouvelle-Harmonie (1823), revint en Angleterre à peu près ruiné et multiplia ses écrits socialistes en faveur du « régime rationnel ». (V. volume SOCIALISME.)

P

PACCA (Barthélémy) (1756-1841), prélat italien. Evêque de Velletri, cardinal en 1801, ministre camerlingue de Pie VII (1808), auteur de la bulle d'excommunication contre Napoléon I^{er} (1809), il fut enlevé et emprisonné à Fénestrelle jusqu'en 1812, rejoignit le pape à Fontainebleau et reentra à Rome en 1814.

PADOUE (Duc de). (V. ARRIGHI.)

PAGANEL (Pierre) (1745-1826), conventionnel. Curé de Noailiac, il prêta le serment civique, fut député de Villeneuve-d'Agen à l'Assemblée législative et à la Convention, vota la mort de Louis XVI, devint secrétaire général du ministère des relations ex-

terieures, chef de division à la grande chancellerie sous l'Empire et fut banni comme républicain en 1816.

PAGNERRE (Louis-Antoine) (1805-1854), homme politique français. Libraire-éditeur, il fit paraître un grand nombre de pamphlets politiques sous Louis-Philippe, fut député à la Constituante (1848) et maire du X^e arr. de Paris.

PAIXHANS (Henri-Joseph) (1783-1854), général français. Inventeur des canons-obusiers, il fit les guerres de l'Empire et représenta le département de la Moselle sous la monarchie de Juillet.

PALACKY (Franz) (1798-1876),

homme politique et historien tchèque. Historiographe national (1829), il a laissé de nombreux ouvrages sur son pays, fut un des chefs du parti slave à partir de 1848 et entra à la Chambre des seigneurs d'Autriche en 1861.

PALIKAO (Comte de). (V. Cousin-MONTAUBAN.)

PALMELLA (Pedro de SOUZA-HOLSTEIN, duc de) (1786-1850), homme d'Etat portugais. Ministre des affaires étrangères, régent du royaume (1828), il aida dona Maria à monter sur le trône, devint président du conseil des ministres de 1834 à 1836 et de 1846 à 1850.

PALMERSTON (Henry-John TEMPLE, lord) (1784-1865), homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1807), lord de l'amirauté



Palmerston.

et secrétaire de la guerre, il se mit du côté des conservateurs libéraux, fit de l'opposition au cabinet Wellington, devint ministre des affaires étrangères dans le cabinet Grey (1830) et joua un rôle considérable jusqu'en

1841. Il reprit son portefeuille en 1846, se mêla activement à toutes les affaires du continent, dut donner sa démission en 1851, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Aberdeen (1852), chef du cabinet et premier lord de la Trésorerie (1855), poste qu'il conserva jusqu'à sa mort avec une interruption d'un an (1858-1859). Politicien audacieux et habile, très populaire, peu scrupuleux sur l'emploi des moyens, il soutint les intérêts anglais en exploitant les antipathies des grandes puissances entre elles.

PARDESSUS (Jean-Marie) (1772-1853). Avocat à Blois, maire de cette ville et député au Corps législatif (1807), il fut député par le dép. de Loir-et-Cher à la Chambre (1815), vota avec les ultraroyalistes, échoua aux élections suivantes, mais fut élu par le dép. des Bouches-du-Rhône de 1820 à 1830. Conseiller à la Cour de cassation depuis 1816, il démissionna lors de la révolution de Juillet et a laissé de nombreux ouvrages de ju-

risprudence et d'histoire. (V. vol. BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

PARIEU (Marie-Louis-Pierre-Félix Esquiou de) (1815-1895). Docteur en droit, député du Cantal à la Constituante et à la Législative (1848-1851), ministre de l'instruction publique (1849-1851), il favorisa l'influence du clergé, entra au Conseil d'Etat sous l'Empire et en devint président (1870) sous le ministère Ollivier avec le titre de ministre. Sénateur du Cantal (1876), il vota avec la droite et échoua aux élections de 1885.

PARNELL (Charles-Stewart) (1845-1891), homme politique irlandais. Député de Meath

(1875), il prit la tête de la ligue du « Home Rule », se fit remarquer par sa politique d'obstruction à la Chambre des communes, acquit une grande popularité au sein de la population irlandaise et organisa puis-



Parnell.

samment la « Ligue agraire ». A la suite de manifestations, il fut emprisonné, recueillit à sa sortie (1882) des souscriptions nombreuses d'Amérique, continua sa propagande et fit élire aux élections de 1885 quatre-vingt-cinq de ses partisans. En butte à de graves accusations de la part d'un faussaire, il intenta au *Times* un procès en diffamation et se désista de la plainte moyennant une somme de 125,000 francs (1890). Convaincu d'adultère avec la femme du capitaine O'Shea, il perdit sa popularité et l'appui de Gladstone qui s'était approprié la politique du « Home Rule ». Le parti irlandais se divisa entre parnellistes et antiparnellistes, et, au lieu de ce désarroi, Parnell mourut presque subitement (7 octobre 1891).

PASQUIER (Etienne-Denis, duc) (1767-1862). Conseiller d'Etat et préfet de police (1810), il se rallia à Louis XVIII, devint ministre de la justice (1815), député et président de la Chambre (1816); de nouveau ministre de la justice (1817), puis des affaires étrangères (1819-1821), il combattit toutes les réformes libérales, entra à la Chambre des pairs (1821) et vota avec les membres de l'oppo-

sition. Après la révolution de 1830, il fut président de la Chambre des pairs jusqu'en 1848, chancelier de France (1837), membre de l'Académie française (1842) et reentra dans la vie privée après le 24 février 1848. Il a laissé des *Mémoires* qui sont une des sources les plus précieuses de l'histoire contemporaine.

PASSY (Antoine-François) (1792-1873). Préfet de l'Eure (1830), révoqué en 1837, il fut député des Andelys et siégea au centre gauche. Conseiller d'Etat (1840), sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur jusqu'en 1848, il soutint de toutes ses forces le gouvernement de Louis-Philippe.

PASSY (Hippolyte-Philibert) (1793-1880). Il servit dans l'armée à la fin de l'Empire, fit de l'opposition à la Restauration dans les journaux, notamment dans *le National*, représenta l'arrondissement de Louviers à la Chambre (1830) et siégea au centre gauche. Ministre des finances (1834), du commerce (1836), chef du cabinet avec le portefeuille des finances (1839-1840), pair de France (1843), ministre des finances dans le premier ministère de Louis-Napoléon (1848-1849), il fut élu député à la Législative par les départements de l'Eure et de la Seine et reentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

PASSY (Frédéric) (1822). Auditeur au conseil d'Etat (1846-1848), il s'adonna aux sciences économiques, fonda la Ligue internationale de la Paix, fut élu député de Paris (1881) et siégea au centre gauche. Réélu en 1885, il échoua en 1889. — Il a publié de nombreux ouvrages d'économie politique.

PASTORET (Claude-Emmanuel-Joseph-Pierre, marquis de) (1756-1840). Il accepta les principes de la Révolution, fut procureur syndic de la Seine (1791), député de Paris à l'Assemblée législative, émigra pendant la Terreur et reentra en France en 1795. Député du Var aux Cinq-Cents, il se réfugia en Suisse après le 18 fructidor, revint en 1800, fut sénateur (1809), pair de France (1815), membre de l'Académie française (1820), ministre d'Etat (1826) et chancelier (1829). Il ne se rallia pas à la monarchie de Juillet.

PASTORET (Amédée-David, marquis de) (1791-1857), homme politique

français. Il servit dans l'administration sous l'Empire, devint conseiller d'Etat (1824), administrateur des biens du comte de Chambord en France, et se rallia à Napoléon III qui le fit sénateur (1852).

PAULINE BONAPARTE. (V. BONAPARTE.)

PEDRO (Dom) (1798-1834), empereur du Brésil sous le nom de Pierre I^{er}, et roi de Portugal sous le nom de Pierre IV. Il partit pour le Brésil lors de l'invasion française en Portugal (1807), resta lorsque son père Jean VI monta sur le trône à Lisbonne, devint régent du Brésil, puis empereur (1822). A la mort de Jean VI (1826), il hérita de la couronne de Portugal qu'il laissa à sa fille dona Maria, laquelle fut bientôt détronée par dom Miguel. Détrôné à son tour (1831), dom Pedro repartit en Portugal, releva le trône de sa fille (1833), força l'usurpateur à quitter le pays, fut élu régent par les Cortès et mourut presque aussitôt après.

PEDRO II DE ALCANTARA (1825-1891), empereur du Brésil, fils du précédent. Il succéda à Pedro I^{er} à l'âge de cinq ans, sous la tutelle de Andrada e Sylva, puis d'un conseil de régence, prit la couronne en 1841 et fit de grands efforts en faveur de la prospérité de son pays. Il voyagea beaucoup, séjournant longtemps en Europe, s'occupa de sciences, et fut renversé en 1889 surtout à cause de l'impopularité de sa fille et de son gendre, le comte d'Eu.

PEDRO V DE ALCANTARA (1837-1861), roi de Portugal. Fils de Marie II de Portugal et de Ferdinand de Saxe-Cobourg, il monta sur le trône de Portugal en 1853, prit le gouvernement en 1855 et gouverna constitutionnellement. Il avait épousé une princesse de Hohenzollern-Sigmaringen.

PEEL (Sir Robert) (1788-1850), célèbre homme d'Etat anglais. Membre de la Chambre des communes (1809), il siégea dans le parti tory, ce qui ne l'empêcha pas de pratiquer une politique de réformes; il fit voter l'émancipation des catholiques



Pedro II.

et forma avec Wellington et Aberdeen (1841-1846) le cabinet qui supprima les taxes sur les céréales, et



Peel (Robert).

fonda véritablement le régime économique de l'Angleterre contemporaine; il fit voter l'*income-tax* (1842) qui lui ouvrit une énorme source de revenus, appuya les whigs et mourut d'une chute de cheval.

PEIXOTO (Floriano) (1842-1895), président des Etats-Unis du Brésil. Major général de l'armée lors de la proclamation de la république (1889), ministre de la guerre (1890), vice-président de la République (1891), il remplaça la même année le maréchal Da Fonseca et exerça une véritable dictature jusqu'en 1894.

PELET (Jean-Jacques-Germain, baron) (1777-1858), général français. Il fit les campagnes de l'Empire, fut mis en demi-solde sous la Restauration, devint après 1830 commandant de l'école d'état-major, directeur du dépôt de la guerre, député de Toulouse (1831) et vota avec l'opposition. Membre de la Chambre des pairs (1837), député de l'Ariège à la Législative (1850), il soutint la politique de Louis-Napoléon qui le choisit comme membre de la commission consultative du Sénat.

PELET DE LA LOZÈRE (Jean, comte) (1759-1842). Avocat au parlement de Provence, président du directoire de la Lozère et député à la Convention, il siégea avec les modérés, participa à la chute de Robespierre, fut membre du conseil des Cinq-Cents, préfet de Vaucluse après le 18 brumaire, conseiller d'Etat (1802) et chargé jusqu'à la fin de l'Empire de la haute police dans quarante-deux départements. La Restauration le fit pair de France (1819); il se rallia à la monarchie de Juillet.

PELET DE LA LOZÈRE (Privat-Joseph-Claramond, comte) (1785-1871), fils du précédent. Préfet de la Lozère sous l'Empire, préfet de Loir-et-Cher (1819-1823), député de Loir-et-Cher (1827-1837), il entra à la Cham-

bre des pairs en 1837, après avoir été ministre de l'instruction publique (1836). Il eut encore le portefeuille des finances dans le cabinet Thiers (1840).

PÉLISSIER (Jean-Jacques-Amable) (1792-1864), maréchal de France. Il fit les campagnes d'Espagne (1823), de Morée (1828-1829), puis d'Algérie où il guerroya longtemps, fut appelé, en Crimée, à remplacer Canrobert au siège de Sébastopol, et prit la ville d'assaut en 1855. Nommé maréchal de France et duc de Malakoff, il reçut l'ambassade de Londres, la grande chancellerie de la Légion d'honneur et le gouvernement général de l'Algérie (1860). (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

PÉLISSIER (Philippe-Xavier) (1812-1884), général et homme politique français. Il prit part à la guerre de Crimée, fit partie de l'armée de Paris pendant la guerre franco-allemande, et fut élu sénateur de la Haute-Marne en 1876. Il siégea au centre gauche, fut réélu en 1879 et devint questeur du Sénat.

PELLETAN (Pierre-Clément-Eugène) (1813-1883). Littérateur et journaliste de talent, il collabora à plusieurs journaux politiques, sous l'Empire, fut élu député de la Seine (1863), réélu en 1864 après son invalidation, et fit une opposition très vive au régime impérial à la tribune et dans la presse.

Réélu en 1869, il devint, après le 4 septembre 1870, membre du gouvernement de la Défense nationale, député des Bouches-du-Rhône (1871) et siégea à l'Union républicaine. Sénateur des Bouches-du-Rhône (1876), il combattit les hommes du Seize-Mai et devint vice-président du Sénat (1879).

PELLETAN (Charles-Camille) (1846), fils du précédent. Député d'Aix (1881), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu jusqu'à ce jour et joua un rôle important à la



Pelletan (Eugène).



Pelletan (Camille).

Chambre, surtout dans les questions budgétaires. Il occupe une place importante dans le journalisme politique. En 1898, il fut rapporteur général du budget.

PELLICO (Silvio) (1788-1854). (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

PEPOLI (Joachim-Napoléon, marquis) (1825-1881), homme politique italien. Membre du comité de salut public de Bologne, il combattit les Autrichiens, prit part à l'insurrection des Romagnes (1859), fut ministre des finances et des affaires étrangères du gouvernement provisoire, puis député de Bologne au Parlement italien, gouverneur de l'Ombrie, ministre du commerce (1862), de l'intérieur, ministre plénipotentiaire à Pétersbourg (1863-1864). Il négocia à Paris la convention du 15 septembre 1864 et fut ambassadeur à Vienne (1868-1870).

PERCEVAL (Spencer) (1762-1812), homme d'Etat anglais. Avocat, membre de la Chambre des communes (1797), chancelier de l'Echiquier (1807), lord de la Trésorerie (1809), il fut assassiné à la porte du Parlement (1812).

PÉRIER (Casimir) (1777-1832). Directeur d'une maison de banque, député de Paris (1817), il se rangea du côté de l'opposition, fut ministre sans portefeuille après la révolution de 1830, président de la Chambre (1831), chef du cabinet avec le portefeuille de l'intérieur (même année) et comme tel prit des mesures de rigueur contre les partis d'opposition. Il mourut du choléra en 1832, à la suite d'une visite faite à l'Hôtel-Dieu de Paris.

PÉRIER (Auguste-Casimir-Victor-Laurent) (1811-1876), fils du précédent. Député de Paris (1846), il siégea parmi les conservateurs libéraux. Député de l'Aube à la Législative (1849), il protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et fut emprisonné quelques jours. Député de l'Aube (1871), il vota avec le centre gauche, devint ministre de l'intérieur (1871-1872 et 1873) et sénateur inamovible (1876).

PERIER (Casimir-). (V. CASIMIR-PÉRIER.)

PERIN (Georges) (1838). Il se fit remarquer comme opposant à l'Empire, collabora à *la Cloche*, fut nommé

préfet de la Haute-Vienne le 6 septembre 1870, puis commissaire civil au camp de Toulouse. Elu député de la Haute-Vienne en 1873, il fut l'un des promoteurs du mouvement en faveur de l'amnistie et, en 1876, un des 363. Réélu en 1881, M. Georges Perin siégea à l'extrême gauche et fit une opposition ardente à la politique coloniale préconisée par Jules Ferry. Réélu en 1885 dans la Seine et dans la Haute-Vienne, il opta pour ce département et ne se représenta plus en 1889.

PERRIN (Victor). (V. VICTOR.)

PERSIGNY (Duc de). (V. FIALIN.)

PERSIL (Jean-Charles) (1785-1870). Avocat, député de Condom (1830), procureur général à la cour de Paris, ministre de la justice (1834 et 1836), directeur de la Monnaie de Paris (1837-1839), pair de France, il se montra l'adversaire de toute réforme. Napoléon III le fit entrer au Conseil d'Etat (1852).

PETIET (Claude) (1749-1806), homme politique français. Secrétaire général de l'intendance de Bretagne, sous l'ancien régime, commissaire général aux armées (1792-1795), il fut député d'Ille-et-Vilaine au conseil des Anciens (1795), appelé au ministère de la guerre jusqu'au 18 fructidor, député au conseil des Cinq-Cents (1799), conseiller d'Etat (1800), administrateur de la République Cisalpine, intendant général de l'armée (1803) et sénateur (1806).

PÉTION (Alexandre SABÈS, dit) (1770-1818), président de la République d'Haïti. Il prit les armes contre les Anglais dès 1791, soutint Rigaud contre Toussaint-Louverture, aida le général Leclerc, puis Dessalines, renversa ce dernier et combattit Christophe. Il proclama la république dont il fut le premier président et fut un puissant appui pour Bolivar, le libérateur des colonies espagnoles sud-américaines.

PÉTROT (Albert) (1857-1897). Avocat, il entra au Conseil municipal de Paris en 1887 et devint vice-président du Conseil général de la Seine. En 1893, il fut élu député du VI^e arrondissement et vota constamment avec les radicaux-socialistes. M. Pétrou, qui s'était fait une sorte de spécialité des conférences anticléricales, était président du conseil de

l'ordre du Grand-Orient de France.

PEYRAT (Alphonse) (1812-1891). Il débuta dans le journalisme, devint directeur de *la Presse* (1857) et de *l'Avenir national* (1865), député de la Seine (1871) et siégea à l'extrême gauche, puis à l'Union républicaine. Sénateur de la Seine (1876), il dirigea le comité de résistance au Seize-Mai et devint vice-président du Sénat.

PEYRON (Alexandre-Louis-Joseph) (1823-1892), vice-amiral français. Il servit en Crimée, en Italie, en Cochinchine et au Mexique, fut chef d'état-major général au ministère de la marine (1880-1882), ministre de la marine (1883-1885), sénateur inamovible (1884) et questeur du Sénat.

PEYRONNET (Charles-Ignace, comte de) (1775-1853). Avocat, procureur général à Bourges, député de la Gironde (1820), il fut ministre de la justice (1821-1828) et se signala par sa soumission aux ultraroyalistes et à la « congrégation ». Pair de France (1828), ministre de l'intérieur (1830), il contresigna les ordonnances de Juillet et fut condamné par la Cour des pairs avec les membres du cabinet Polignac. Il sortit du fort de Ham en 1836.

PEYTRAL (Paul-Louis) (1842). Pharmacien à Marseille, député de cette ville (1881), réélu jusqu'à ce jour, il siégea parmi les radicaux et fut sous-secrétaire d'Etat aux finances (1888-1889), puis en 1893. Dans le cabinet présidé par Brisson, il fut de nouveau ministre des finances (1896).

PFORDTEN (Louis-Charles-Henri von der) (1811-1880), homme d'Etat allemand. Docteur en droit, professeur à Leipzig, il devint ministre en Saxe (1848-1849), ministre des affaires étrangères et chef du cabinet en Bavière (1849-1859), et de nouveau de 1863 à 1866. Sa politique n'avait pas toujours été très nette; il quitta le pouvoir après la victoire de la Prusse (1866).

PHILLIMORE (Sir Robert-Joseph)

(1810-1885), homme politique anglais. Avocat, chancelier de Chichester et de Salisbury, juge à la haute cour (1867), il fit partie de la Chambre des communes et y montra une grande indépendance.

PICARD (Louis-Joseph-Ernest) (1821-1877). Député de Paris (1858), il fit partie du groupe des « Cinq », fut réélu en 1863 et 1869, combattit l'Empire, mais se sépara de l'opposition intransigeante et forma la « gauche ouverte ». Membre du gouvernement de la Défense nationale (1870) et ministre des finances, il se signala par ses rigueurs contre les partis avancés, devint ministre de l'intérieur (1871), ambassadeur à Bruxelles (1871-1873), sénateur (1875), et siégea au centre gauche.

PICHAT (Léon-Laurent) (1823-1886). Ecrivain et journaliste d'opposition sous l'Empire, il devint député du département de la Seine (1871), siégea à l'extrême gauche, entra au Sénat comme membre inamovible (1875) et combattit le Seize-Mai.

PICHEGRU (Charles) (1761-1804), général français. Sous-officier en 1789, il accueillit avec joie les principes de la Révolution, gagna rapidement ses grades à l'armée du Rhin, à l'armée du Nord, et conquit la Hollande (1795). A l'armée du Rhin, il se laissa séduire par les offres de Condé, fut remplacé par Moreau, entra au conseil des Cinq-Cents (1797) et fut relégué comme royaliste à la Guyane après le 18 fructidor. Il s'évada, passa à Londres, conspira avec Cadoudal, vint secrètement à Paris où il fut arrêté (1804). On le trouva étranglé dans la prison du Temple.

PICHON (Stephen) (1857). Il fit ses débuts dans le journalisme à la *Commune affranchie* et devint, en 1880, rédacteur de *la Justice*, journal de M. Clemenceau. Conseiller municipal de Paris en 1882, réélu en 1884, il entra au Parlement aux élections d'octobre 1885, siégea à l'extrême gauche et se fit remarquer par son ardente opposition au boulangisme. Battu aux élections de 1889, M. Pi-



Peytral.



Pichegru.

chon a abandonné momentanément la vie politique et est entré dans l'administration coloniale.

PIE VII (Barnabé-Louis, comte CHIARAMONTI) (1742-1823), pape. Evêque de Tivoli, puis d'Imola, cardinal (1785), il fut élu pape en 1800 dans un conclave tenu à Venise. Il signa avec le premier consul Bonaparte le concordat de 1801, sacra Napoléon I^{er} empereur (1804); dépouillé de son pouvoir temporel, il fut arrêté en 1809, emprisonné à Savone, puis à Fontainebleau. Il retourna à Rome en 1814, rétablit les jésuites et mourut en 1823.

PIE VIII (François-Xavier CASTIGLIONI) (1761-1830), pape. Confident de Pie VII, il fut évêque de Montalto (1800), cardinal (1816), et élu pape en 1829.

PIE IX (Jean-Marie, comte de MASTAI-FERRETTI) (1792-1878), pape. Archevêque de Spolète (1828), d'Imola (1832), cardinal (1840), il se fit remarquer au sacré-collège par sa souplesse et la finesse de son esprit, et succéda à Grégoire XVI (1846). Il accorda une amnistie générale, fit des réformes libérales, bien accueillies en Europe, rompit avec l'Autriche, mais, devant les progrès des révolutionnaires, s'enfuit à Gaète (1848), fut déclaré déchu de son pouvoir temporel et ne retourna à Rome (1850) que grâce à l'intervention française. Depuis cette date, le gouvernement des Tuileries soutint Pie IX et rêva même de le placer à la tête d'une confédération italienne.

A la suite de la guerre de 1859, les Etats pontificaux votèrent leur annexion au royaume d'Italie; La-



Pie IX.

moricière, défenseur du pape, fut battu à Castelfidardo (1860); les troupes françaises se retirèrent en 1866, mais la tentative de Garibaldi sur Rome les y ramena (1867) et elles y restèrent jusqu'en 1870 (à Civitavecchia).

Pie IX perdit définitivement son pouvoir temporel, lors de l'entrée des troupes italiennes à Rome (20 sept. 1870), protesta contre les mesures du

gouvernement italien et ne sortit plus du Vatican.

Ses actes comme pontife tendirent à faire reconnaître partout la suprématie de l'Eglise et l'autorité de son chef : en 1854, il publia le dogme de l'Immaculée Conception; le *Syllabus* (1864) condamnait les principes de 1789; sa bulle *Eterni Patris* (1868) proclamait l'infaillibilité papale; la hiérarchie catholique fut rétablie dans les pays protestants; de nombreux sièges épiscopaux furent créés; il convoqua le Concile œcuménique du Vatican qui après de longues et vives discussions proclama l'infaillibilité du pape (18 juillet 1870), enfin il lutta contre Victor-Emmanuel et Bismarck avec une énergie et une intransigeance rares, remplissant le monde entier de ses protestations et de ses excommunications.

PIERCE (Franklin) (1804-1869), président des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Député de Northampton à la Chambre du New-Hampshire (1829), au Congrès (1833), au Sénat (1837), il prit part à la guerre du Mexique (1847), fut élu président des Etats de l'Union par les démocrates (1852-1857) et eut d'assez graves différends avec divers Etats au sujet des encouragements qu'il accorda aux filibustiers et à son application trop absolue de la doctrine de Monroe.

PIÉTRI (Pierre-Marie) (1810-1864). Avocat à Paris, député de la Corse à la Constituante (1848), il siégea dans les rangs du parti avancé, soutint la politique de l'Elysée, fut préfet de l'Ariège, du Doubs et de la Haute-Garonne (1849-1851) et préfet de police après le 2 décembre 1851. Il entra au Sénat en 1857.

PIÉTRI (Joachim) (1819-1884), frère du précédent. Avocat en Corse, sous-préfet et préfet dans plusieurs départements (1848-1866), il fut préfet de police de 1866 à 1870. Au 4 septembre 1870, il s'enfuit à l'étranger, et, en 1879, les électeurs de la Corse l'élurent sénateur.

PIVARD (Pierre-Ernest) (1822). Procureur général à Douai (1861), con-



Piétri (Joachim).

seiller d'Etat (1866), son zèle bonapartiste le fit nommer ministre de l'intérieur (1867-1868), et il déploya dans ce poste les plus grandes rigueurs contre la presse, contre le droit de réunion et surtout contre les manifestations en l'honneur de Baudin (2 décembre 1868).

PINHEIRO-FERREIRA (Sylvestre). (1769-1847), homme politique portugais. Professeur de philosophie à Coimbre, il fut chargé de diverses missions diplomatiques et tint le portefeuille des affaires étrangères de 1821 à 1823.

PISCATORY (Théobald-Emile-Arcambal) (1799-1870). Député de Chignon (1832-1842), ministre plénipotentiaire en Grèce (1844), il contribua à la fondation de l'Ecole française d'Athènes, entra à la Chambre des pairs (1846), fut ambassadeur à Madrid (1847), député d'Indre-et-Loire à la Législative (1849) et protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

PITT (William, lord CHATHAM) (1759-1806), homme d'Etat anglais. Avocat, membre de la Chambre des communes (1781), chancelier de l'Echiquier (1782-1783), premier ministre (même année), il gouverna jusqu'en 1801 avec une habileté et une activité extraordinaires, dirigeant ses efforts sur le côté financier, soudoya l'Europe contre la France et fut l'âme de trois coalitions. La Révolution n'eut pas de pire ennemi. Remonté au



Pitt (William).

pouvoir (1804), il essaya de former une quatrième coalition que la victoire d'Austerlitz rendit impossible. Habile administrateur, dialecticien serré, ardent patriote, il se montra très absolu à l'intérieur, suspendit l'« habeas corpus », étouffa l'opposition à la Chambre des communes, et bien qu'il n'ait pas vu le succès de sa politique, fut un des grands fondateurs de la puissance britannique.

PITT (William) (1773-1857). (V. AMHERST [Comte].)

PI Y MARGALL (Francisco) (1820), homme d'Etat espagnol. Avocat à Barcelone, adepte d'Auguste Comte, il prit part à l'insurrection de 1866,

se réfugia en France et fut élu député de Barcelone après la chute d'Isabelle II (1868). Ministre de l'intérieur (1873), président de la République fédérale, il déposa le pouvoir la même année en face de l'insurrection fédéraliste de l'Est et du Midi. Député aux Cortès, il réclama le suffrage universel, l'autonomie municipale et autres réformes démocratiques.

PLAISANCE (Duc de). (V. LEBRUN.)

PLAY (Pierre-Guillaume-Frédéric LE) (1806-1882). Ingénieur des mines, il s'occupa d'économie sociale et politique; il a laissé de nombreux ouvrages et fondé une école importante. (V. volume ECONOMIE POLITIQUE.) Organisateur de l'Exposition universelle de Paris (1855), conseiller d'Etat, sénateur de l'Empire, il rentra dans la vie privée en 1870.

POETZL (Joseph) (1814-1881), homme politique allemand. Professeur de droit à Munich, député au Congrès de Francfort (1848), à la Chambre bavaroise (1858), il devint président de cette assemblée (1867).

POINCARÉ (Raymond) (1860). Avocat à Paris, député de la Meuse (1887), réélu en 1889 et 1893, il ne s'inscrivit à aucun groupe et fut ministre de l'instruction publique dans le cabinet Dupuy (1893), des finances (même cabinet) (1894), puis de l'instruction publique et des cultes dans le cabinet Ribot (1895). C'est un des chefs les plus écoutés du parti républicain modéré.

POLIGNAC (Armand-Jules-Marie-Héraclius, duc de) (1771-1847), général français. Il émigra à la Révolution, servit dans l'armée de Condé, conspira avec Cadoudal et fut condamné à mort (1804). Enfermé dans une maison de santé, il en sortit en 1814, devint aide de camp du comte d'Artois, maréchal de camp, député (1815) et pair de France (1817).

POLIGNAC (Jules-Auguste-Armand-Marie, prince de) (1780-1874), frère du précédent. Emigré avec sa famille, il fut arrêté lors de la conspi-



Polignac (Prince de).

ration de Cadoudal (1804), condamné à l'emprisonnement, pénétra dans Paris avec les alliés (1814) et arbora le drapeau blanc. Créé prince romain par le pape, il entra à la Chambre des pairs (1816), fut un des chefs des ultras; ambassadeur en Autriche, en Angleterre, puis ministre des affaires étrangères et président du conseil (1829), il contresigna les ordonnances de Juillet dont il ne sut pas prévoir les conséquences, s'enfuit lors de la révolution, fut arrêté et condamné à la mort civile et à la détention perpétuelle. Prisonnier à Ham, il en sortit en 1836.

POLK (James-Knox) (1795-1849). président des Etats-Unis. Avocat, député au Congrès (1825), président de la Chambre des représentants, gouverneur du Tennessee, il fut élu président de l'Union (1845), annexa le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie.

POMMEREUL (François-René-Jean de) (1745-1823), général français. Officier d'artillerie sous l'ancien régime, il servit dans les armées de la République, parvint au grade de général de division, fut préfet sous l'Empire, conseiller d'Etat et directeur général de la librairie. Exilé en 1815, il rentra en France en 1819.

PONCELET (Jean-Victor) (1788-1867). Lieutenant du génie (1812), prisonnier des Russes pendant la retraite de Moscou, il s'adonna, pendant sa captivité, aux travaux scientifiques, surtout à la géométrie et à la mécanique, qui ont illustré son nom. (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.) Rentré en France en 1814, il professa à Metz, à Paris, fut nommé général de brigade (1848), commandant de l'Ecole polytechnique (1848-1850) et représenta Metz à la Constituante (1848).

PONSONBY (John, lord) (1770-1855), diplomate anglais. Membre de la Chambre des lords, il vota avec les wighs, fut chargé de missions diplomatiques, ambassadeur à Constantinople et à Vienne.

PONTÉCOULANT (Louis-Gustave Le Douclet, comte de) (1764-1853), conventionnel. Député du Calvados à la Convention, il vota le bannissement de Louis XVI, fut mis hors la loi après le 31 mai, rentra à la Convention en 1794, fit partie du conseil des Cinq-Cents, devint préfet de la Dyle après le 18 brumaire et sénateur.

Rallié aux Bourbons, il entra à la Chambre des pairs et siégea avec les libéraux.

PORLIER (Don Juan-Diaz) (1775-1815), général espagnol. Il servit dans la guerre d'indépendance contre la France, devint capitaine général des Asturies, conspira contre Ferdinand VII lors de la restauration (1814), fut jugé devant une commission militaire, condamné à mort et pendu.

PORTAL (Pierre-Barthélemy, baron) (1765-1845). Armateur à Bordeaux, maître des requêtes au conseil d'Etat (1811), directeur des colonies (1817), député de Tarn-et-Garonne (1818), ministre de la marine (même année), il fut créé pair de France et ministre d'Etat (1821).

POTALIS (Jean-Etienne-Marie) (1746-1807). Avocat à Aix, arrêté sous la Terreur, il recouvra la liberté après le 9 thermidor, fit partie du conseil des Cinq-Cents (1795); proscrit après le 18 fructidor, il revint en France en 1800, devint conseiller d'Etat, prit une part prépondérante à la rédaction du Code civil et à la négociation du Concordat, et fut ministre des cultes, puis de l'intérieur (1801). Il entra à l'Académie française en 1806.

POTALIS (Joseph-Marie, comte) (1778-1858). Il suivit la carrière diplomatique, entra dans l'administration, fut conseiller d'Etat (1806), conseiller à la Cour de cassation (1815), pair de France (1819), ministre de la Justice (1828), des affaires étrangères (1829), premier président à la Cour de cassation (même année), se rallia à la monarchie de Juillet, à l'Empire, et entra au Sénat (1852).

POTALIS (Auguste) (1801-1855). Avocat à Paris, conseiller à la Cour royale de Paris (1831), député de Toulon, puis de Meaux, sous la monarchie de Juillet, il fut procureur général (1848) et député de Seine-et-Marne à la Constituante de 1848.

PORTE (Jean-Roger-Amédée de La) (1848). Avocat à Paris, auditeur au Conseil d'Etat (1873), il fut élu député de Niort (1877) et siégea à la gauche républicaine. Réélu en 1881 et 1885, il devint sous-secrétaire d'Etat aux colonies (1886 et 1888), échoua aux élections de 1889, mais fut réélu en 1893.

POSADA-HERRERA (José de) (1815-

1885), homme politique espagnol. Professeur d'économie politique à Oviédo, député aux Cortès (1840), il vota avec les modérés, devint ministre de l'intérieur (1858), ambassadeur à Rome (1868), président des Cortès (1877) et chef de cabinet (1883-1884).

POTHUAU (Louis-Pierre-Alexis) (1815-1882), amiral français. Entré dans la marine en 1831, il fit partie



Pothuau.

de l'expédition contre le Maroc (1845), de la guerre de Crimée, prit part à la défense de Paris (1870), et se signala le 29 novembre à l'affaire de Choisy-le-Roi. Député de Paris (1871), ministre de la marine

(1871-1873), il entra au Sénat (1875) et fut ministre de la marine en 1876 et de 1877 à 1879, puis ambassadeur en Angleterre (1879-1880).

POTOCKI (Stanislas, comte) (1757-1821), homme politique polonais. Il prit part à la guerre d'indépendance de son pays, servit sous Kosciuszko, fut emprisonné à Josephstadt, et plus tard devint sénateur, président du conseil des ministres, tint le portefeuille des cultes et de l'instruction publique, et présida le Sénat (1818). Ce fut un protecteur éclairé des lettres, sciences et arts.

POTTER (Louis-Joseph-Antoine de) (1786-1859), historien et homme politique belge. Il débuta dans la diplomatie, fut condamné au bannissement à la suite d'articles contre le gouvernement hollandais, fut en 1830 membre du gouvernement provisoire et proposa de proclamer la République. Un des chefs du parti libéral, il a laissé de nombreuses brochures et des ouvrages historiques.

POUBELLE (Eugène-René) (1831). Docteur en droit, professeur de droit dans plusieurs facultés, il fut nommé préfet de la Charente (1871), de l'Isère et de la Corse (1872-1873), du Doubs (1878), des Bouches-du-Rhône (1879), de la Seine (1883-1896), puis ambassadeur à Rome auprès du Saint-Siège (1896).

POUJOLAT (Jean-Joseph-Fran-

çois) (1800-1880). Il voyagea en Orient, écrivit une quantité d'ouvrages historiques, seul ou en collaboration avec Michaut (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), et représenta le dép. des Bouches-du-Rhône à la Constituante et à la Législative (1848-1851) où il siégea à droite.

POURQUERY DE BOISSERIN (Joseph) (1851). Avocat à Avignon, il plaida dans divers procès politiques et fut élu député d'Avignon pour la première fois en 1889. Réélu en 1893, il prit part à de nombreuses discussions, fut secrétaire de la Chambre, membre de la commission du budget et de la commission d'enquête sur les affaires de Panama. Réélu en 1898, il est encore membre de la commission du budget (1899).

POUYER-QUERTIER (Augustin-Thomas) (1820-1891). Manufacturier, membre de la chambre de commerce de Rouen, député de la Seine-Inférieure (1857) comme candidat officiel de l'Empire, il fut réélu en 1863 et en 1869 et fit de l'opposition au régime impérial en se faisant le champion du protectionnisme. Député de la Seine-Inférieure (1871), ministre des finances (même année), il seconda Jules Favre dans ses négociations de paix avec l'Allemagne, émit un emprunt de deux milliards et demi, et présenta aux Chambres de nouveaux et nombreux impôts pour équilibrer le budget. Il dut donner sa démission à la suite du procès de Janvier de la Motte qu'il essaya de justifier (1872). Envoyé au Sénat par le département de la Seine-Inférieure (1876), il siégea au centre droit, vota avec les monarchistes et combattit énergiquement les principes du libre échange dans de nombreux meetings tenus dans les principales villes de France.

POZZO DI BORGO (Charles-André, comte de) (1764-1842), homme politique corse. Avocat à Pise, secrétaire de Paoli, député de la Corse à l'Assemblée législative (1791), il se mit, par haine de la famille Bona-



Pouyer-Quertier.

parte, au service des Anglais, puis de différents gouvernements ennemis de la France. En 1813, il fut appelé auprès d'Alexandre I^{er} qui le nomma ambassadeur à Paris sous Louis XVIII, puis ambassadeur à Londres.

PRADT (Dominique DUFOUR, abbé de) (1759-1837). Député du clergé de Normandie aux États généraux, il soutint la cause royale, émigra en 1791, revint en France en 1801 et fut aumônier de Napoléon I^{er}, évêque de Poitiers, archevêque de Malines, ambassadeur à Varsovie (1812), se brouilla avec l'empereur et intrigua en faveur des Bourbons. Dépossédé de son archevêché, il fut élu député du Puy-de-Dôme (1827) et laissa de nombreux écrits politiques.

PRASLIN (Duc de). (V. CHOISEUL-PRASLIN.)

PRÉCY (Louis-François PERRIN, comte de) (1742-1820), général français. Il servit dans la guerre de Sept ans, défendit Louis XVI dans les rangs des Suisses le 10 août 1792, soutint à Lyon un siège de deux mois contre les troupes de la Convention (1793) et put s'enfuir à l'étranger après la prise de la ville. Agent diplomatique des Bourbons, il commanda la garde nationale à Lyon lors de la Restauration.

PRESSENSÉ (Edmond DEHAULT DE) (1824-1891). Pasteur protestant à Paris, prédicateur et écrivain de talent, il fut élu député de la Seine (1871), siégea parmi les républicains, échoua aux élections de 1876 et entra au Sénat comme membre inamovible (1883). — Son fils, *Francis*, journaliste, collabora au *Temps*, puis à l'*Aurore* et fut un actif partisan de la revision du procès Dreyfus.

PRÉVAL (Claude-Antoine, vicomte de) (1772-1853), général français. Il servit dans les guerres de la Révolution et de l'Empire, fut maître des requêtes au conseil d'Etat, seconda Gouvion-Saint-Cyr sous la Restauration, dans ses réformes militaires, entra à la Chambre des pairs (1837) et au Sénat (1852).

PRIM (Don Juan) (1814-1870), maréchal espagnol. Compromis dans le soulèvement de Saragosse contre Espartero (1842), il se réfugia en France, fut élu député aux Cortès (1843), contribua à la chute d'Espar-

tero et fut nommé gouverneur de Madrid. En lutte avec Narvaez, il fut impliqué dans une conspiration et condamné à la prison; réélu aux Cortès (1854), capitaine général de Grenade, il soutint le cabinet O'Donnell, prit part à l'expédition du Maroc (1858-1860), à celle du Mexique (1861-1862), et se joignit à Serrano et à l'amiral Topete pour renverser Isabelle (1868). Devenu en 1869 le véritable chef du pouvoir, il offrit la couronne au fils du roi de Portugal, au duc de Gênes, au prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, frère du roi de Roumanie, dont la candidature devint l'occasion de la guerre entre la France et l'Allemagne. Il fit élire par les Cortès le duc d'Aoste; quand celui-ci arriva, Prim venait d'être assassiné (27 déc. 1870).

PRISSE (Albert-Joseph-Florent, baron) (1788-1856), général belge. Il servit en France dans les dernières années de l'Empire, puis dans l'armée des Pays-Bas, participa à la révolution belge de 1830 et devint aide de camp de Léopold I^{er}. Gouverneur militaire de la province d'Anvers, ministre de la guerre (1845), il améliora le service sanitaire et celui de l'état-major.

PROUDHON (Pierre-Joseph) (1809-1865). Il écrivit de nombreux ouvrages d'économie politique, des brochures socialistes, fonda plusieurs journaux et fut élu député de la Seine à la Constituante (1848). Il y proposa notamment l'impôt sur le revenu, créa une *Banque du peuple* (1849) et fut condamné à trois ans pour délit de presse. Sorti de prison en 1852, il publia encore plusieurs ouvrages politiques, dont un en 1858 l'obligea de se réfugier en Belgique. (V. volume SOCIALISME.)

PROUST (Antonin) (1832). Journaliste républicain sous l'Empire, dé-



Prim.



Proudhon.

puté de Niort (1876), réélu en 1877 (avec les 363), il s'occupa de beaux-arts, fut réélu en 1881 et devint ministre des arts dans le cabinet Gambetta (1881-1882). Réélu en 1885 et 1883, poursuivi pour l'affaire du Panama, il fut acquitté par la cour d'assises (1893).

PUECH (Louis) (1852). Avocat à la cour d'appel de Paris, il fut élu conseiller municipal à Paris en 1893, puis député du III^e arr. en 1898. M. Puech, qui s'était spécialisé au Conseil municipal dans l'étude des grandes questions administratives

(locomotion, éclairage, enseignement), est inscrit à la Chambre au groupe radical socialiste.

PYAT (Félix) (1810-1889). Auteur dramatique et journaliste, il fit de l'opposition violente à la monarchie de Juillet, représenta le département du Cher après la révolution de 1848 et quitta la France après les affaires de juin 1849. Membre de la Commune de 1871, il s'enfuit en Angleterre, revint à l'amnistie de 1881 et fut élu député de Marseille (1885). — Pour ses œuvres dramatiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.



QUATREMÈRE DE QUINCY (Antoine-Chrysostome) (1755-1849), archéologue français. Député de Paris à l'Assemblée législative (1791), il se montra très modéré, fut emprisonné sous la Terreur, entra au conseil des Cinq-Cents (1797) et au Conseil municipal de Paris sous l'Empire. Intendant des arts et monuments en 1815, il a laissé de nombreux ouvrages sur l'art antique et moderne. (V. vol. BIOGRAPHIE ARTISTIQUE.)

QUESNAY DE BEAUREPAIRE (Jules)



Quesnay
de Beaurepaire.

(1838). Procureur impérial à Marmers (1867), avocat général à Paris (1883), puis procureur général (1889), il fut en cette qualité commissaire près le Sénat constitué en haute cour de justice pour juger le général Boulanger, Henri Rochefort et le comte Dillon. Démissionnaire à la suite des affaires de Panama (1892), il fut nommé prési-

dent de chambre à la Cour de cassation. Lors de la revision du procès Dreyfus, il démissionna et écrivit dans *l'Echo de Paris* de violents articles contre les partisans de Dreyfus.

QUINET (Edgar) (1803-1875). Il débuta tout jeune dans les lettres, fut nommé professeur de langue et de littérature de l'Europe méridionale au Collège de France (1842), suspendu par le gouvernement après la publication de son ouvrage sur les *Jésuites* (1846), entra à la Chambre comme député de Bourg (1847) et siégea dans les rangs de l'opposition. Réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il reprit ses cours au Collège de France, fut expulsé lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851 et se retira en Suisse. Ses convictions républicaines ne faiblirent pas un instant et il fut un des chefs intellectuels et des maîtres les plus respectés de la jeunesse opposée à l'Empire. En 1870, il vint à Paris, fut élu député de l'Ain en 1871 et mourut en 1875, laissant de nombreux ouvrages de littérature, d'histoire et de philosophie. (V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

QUINETTE DE ROCHEMONT (Nicolas-Marie, baron) (1762-1821), conventionnel. Député de l'Aisne à l'Assemblée législative et à la Convention, il vota la mort de Louis XVI, fut envoyé en mission à l'armée du Nord et livré aux Autrichiens par Dumouriez. Échangé en 1795 contre la fille de Louis XVI, il entra au conseil des Cinq-Cents (1796), fut ministre de la guerre (1799), préfet de la Somme (1800), conseiller d'Etat,

pair de France pendant les Cent-Jours et exilé comme régicide en 1816.

QUINETTE DE ROCHEMONT (Théodore-Martin, baron) (1802-1881), homme politique français, fils du précédent. Maire de Soissons (1832), député de Vervins (1835-1848), il siégea à gauche, fut réélu à la Constituante (1848), nommé ministre plénipotentiaire en Belgique (1849-1851), et conseiller d'Etat (1854).

R

RADET (Etienne, baron) (1762-1825), général français. Chargé par Napoléon I^{er} d'enlever Pie VII (1809) et de conduire à Cette le duc d'Angoulême prisonnier (1815), il fut grand prévôt de l'armée pendant les Cent-Jours et condamné à la détention lors de la 2^e Restauration. On le libéra en 1818.

RADOWITZ (Joseph de) (1797-1853), général prussien. Chef de l'état-major de l'artillerie (1830), ministre près de certaines cours allemandes, il s'associa à la politique romantique et mystique de Frédéric-Guillaume IV, devint général, député au Parlement de Francfort où il siégea à droite; chargé de la direction des affaires d'Allemagne par Frédéric-Guillaume IV, puis ministre des affaires étrangères (1850), il présida aux tentatives d'union qui faillirent amener la guerre entre la Prusse et l'Autriche, et se retira quand la politique pacifique de Manteuffel l'emporta (nov. 1850).

RAGUSE (Duc de). (V. MARMONT.)

RAMBAUD (Alfred-Nicolas) (1842), Professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Paris (1883), sénateur du Doubs (1895), ministre de l'instruction publique dans le cabinet Méline (1896-1898), il a écrit de nombreux ouvrages historiques.

RAMBUTEAU (Claude-Philibert BARTHELOT, comte de) (1781-1869). Préfet du Simplon (1811), de la Loire (1814), député de Saône-et-Loire pendant les Cent-Jours, puis de Mâcon (1827), il siégea dans les rangs de l'opposition libérale. Préfet de la Seine de 1833 à 1848, pair de France (1835), il embellit Paris et fit élever les urinoirs en colonne qui portent son nom.

RAMEL (Jean-Pierre) (1770-1815), général français. Il prit part aux campagnes de la Révolution, fut envoyé en Guyane comme royaliste le 18 fructidor, s'évada et reprit du service sous l'Empire. Il fut assassiné par les « Verdets » qu'il voulait désarmer (1815).

RAMON CABRERA. (V. CABRERA.)

RAMPOLLA (Mariano) (1843), prélat romain. Nonce à Madrid (1882), administrateur des biens du Saint-Siège (1887), il eut beaucoup d'influence auprès de Léon XIII.

RAMPON (Joachim-Achille, comte) (1806-1883). Député de l'Ardèche (1836-1848), puis en 1871, il siégea au centre gauche, entra au Sénat (1876) et en devint vice-président.

RAMSAY. (V. DALHOUSIE [Lord].)

RANAVALO MANJAKA III (1862), reine de Madagascar. Appelée au trône en 1883, elle se maria avec le

premier ministre Ranilaiarivony et eut de fréquents démêlés avec la France à la suite de vexations et de violences exercées contre nos nationaux. L'expédition de 1895, commandée par le général Duchesne, triompha de sa résistance. Pour mettre fin à ses intrigues et aux soulèvements partiels qu'elle encourageait, le général Gallieni l'exila à la Réunion en 1897 et le gouvernement français lui alloua une pension de 25,000 fr.

RANC (Arthur) (1831). Déporté à Lambèze après le complot de l'Opéra-Comique (1853), il s'évada, collabora à divers journaux opposés à l'Empire et fut nommé maire du IX^e arr. de Paris après le 4 septembre 1870. Nommé par Gambetta (à Bordeaux) directeur de la Sureté générale, il fut élu député de la Seine (1871), membre de la Commune de Paris (26 mars) et se retira de cette assemblée (6 avril). Conseiller municipal de Paris (30 juillet), député du Rhône



Ranc (Arthur).

(1873), il partit pour la Belgique quelque temps avant sa condamnation à mort prononcée par le 3^e conseil de guerre, fut amnistié en 1879 et élu député de Paris en 1881. Il échoua aux élections de 1885 et entra au Sénat (1891), où il est un des chefs du parti radical. — Outre sa collaboration à de nombreux journaux, il a écrit plusieurs ouvrages, entre autres le *Roman d'une conspiration*.

RANCÉ (Alexandre-Nicolas POLAN-
GIE de) (1796-1880), homme politique français. Il fit les dernières campagnes de l'Empire, fut député en 1830, devint aide de camp du général Clausel en Algérie, et député de cette colonie à la Constituante (1848) et à la Législative (1849).

RANDOLPH (Lord). (V. CHURCHILL.)

RANDON (Jacques-Louis-César-Alexandre, comte) (1795-1871), maréchal de France. Il fit les campagnes de la fin de l'Empire, servit en Algérie, fut ministre de la guerre (1851), gouverneur général de l'Algérie, sé-

nateur (1852), maréchal de France, (1856) et de nouveau ministre de la guerre (1859-1866); il présida les commissions d'enquête sur la capitulation de Sedan et de Metz et a laissé des *Mémoires*.

RASPAIL (François-Vincent) (1794-1878). Combattant de Juillet et blessé sur les barricades, il refusa tous les postes qu'on lui offrait et prit une part active aux mouvements qui agitérent le règne de Louis-Philippe; chef de la société des Amis du peuple, directeur du journal *le Réformateur*, il subit de nombreuses condamnations. Ses travaux scientifiques, ses ouvrages de médecine populaire, sa lutte avec le chimiste Orfila à propos du procès de Mme Lafarge lui avaient acquis une extraordinaire notoriété.



Raspail.

Il proclama le premier la République à l'Hôtel de Ville (février 1848), se mêla à l'affaire du 15 mai et fut condamné à cinq ans de prison. Après sa peine, il partit pour la Belgique, revint en France en 1869, fut élu député du Rhône (même année), de Marseille (1876) et présida l'Assemblée comme doyen d'âge. — Pour ses travaux scientifiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

RATTAZZI (Urbain) (1808-1873), homme d'Etat italien. Avocat à Turin, député d'Alexandrie (1848), ministre de l'intérieur, puis de grâce et de justice, dans le cabinet Gioberti, et président du conseil, il quitta le pouvoir après l'abdication de Charles-Albert. Président de la Chambre (1852), ministre sous Cavour (1854-1857), chef du cabinet à plusieurs reprises, il prit une part très active à la formation du nouveau royaume d'Italie (1859-1860), mais il devint impopulaire par son attitude en faveur du gouvernement pontifical et contre les garibaldiens. Il s'était marié avec une princesse de la famille Bonaparte.

RATTAZZI (Marie) (1835), fille de l'Irlandais Thomas Wyse et de Lœtitia Bonaparte, fille de Lucien Bonaparte, le frère de Napoléon I^{er}. Elle avait épousé en premières nocces l'Alsacien Frédéric Solms (1850) et

se maria en 1862 avec le ministre italien Rattazzi. Elle a écrit divers ouvrages politiques et littéraires.

RAVEZ (Simon) (1770-1849), homme politique français. Avocat à Bordeaux, député de la Gironde (1816), il siégea parmi les ultraroyalistes, présida la Chambre de 1819 à 1827 et prononça l'exclusion de Manuel (1823). Premier président de la cour de Bordeaux, pair de France (1829), il fut encore député à la Législative (1849).

RAYNAL (David) (1840). Député de Bordeaux (1879), il siégea à la gauche républicaine, devint sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics (1880), ministre des travaux publics dans le cabinet Gambetta (1881-1882), dans le cabinet Ferry (1883-1885) et signa les « fameuses » conventions de l'Etat avec les grandes compagnies de chemins de fer. Dans le cabinet Casimir-Perier (1893), il fut ministre de l'intérieur.

RAYNEVAL (François-Maximilien GÉRARD, comte de) (1778-1836). Après avoir rempli quelques missions diplomatiques, il fut sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1820), ambassadeur à Berlin, Vienne et Madrid, et entra à la Chambre des pairs.

RAYNEVAL (Alphonse GÉRARD, comte de) (1813-1858), diplomate français, fils du précédent. Ministre plénipotentiaire à Naples (1848), il accompagna Pie IX à Rome lors du retour de Gaète, devint ambassadeur près le Saint-Siège (1851), puis à Pétersbourg (1857).

RAYNOUARD (François-Just-Marie) (1761-1836). Avocat au parlement d'Aix, député suppléant à l'Assemblée législative (1791), il fut emprisonné sous la Terreur et remis en liberté après le 9 thermidor. Député du Var au Corps législatif (1806-1814), il entra à l'Académie française (1807) et a laissé des tragédies, des travaux de philologie, des poésies.

RECHBERG (Jean-Bernard, comte de) (1806), remplit diverses fonctions diplomatiques et fut nommé en 1855 représentant de l'Autriche

auprès de la Diète fédérale de Francfort ; pendant la guerre de Crimée, son rôle fut fort important et il eut un redoutable adversaire dans Bismarck. Appelé au ministère des affaires étrangères en 1859, il combattit les projets ambitieux de Schmerling, se laissa entraîner dans la guerre contre le Danemark et fut obligé de se retirer (oct. 1864) quand les rapports avec la Prusse commencèrent à se tendre.

RECLUS (Jacques-Elisée) (1830), géographe français. Condamné à la déportation simple pour participation à la Commune (1871), sa peine fut commuée en celle du bannissement. Depuis, à Clarens (Suisse) et à Paris, il a affirmé, avec Kropotkine, ses principes anarchistes. — V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE et volume SOCIALISME, au mot *Anarchie*.

RÉCHID PACHA (Mustapha-Méhémét) (1802-1858), homme d'Etat ottoman. Il entra dans la carrière diplomatique, fut nommé pacha (1834), ambassadeur en France, en Angleterre, ministre des affaires étrangères (1837-1838 et 1839-1841), lit d'heureuses réformes, devint gouverneur d'Andrinople (1843), ambassadeur à Paris, ministre des affaires étrangères (1845), grand vizir et président du conseil (1846-1852 et 1853-1858).

RECURT (Adrien-Barnabé-Athanasie) (1797-1861). Médecin à Paris, il se mêla aux agitations politiques du règne de Louis-Philippe, fut adjoint au maire de Paris (1848), député de la Seine à la Constituante et ministre de l'intérieur sous le gouvernement provisoire. Il fut aussi préfet de la Seine (même année).

REGGIO (Duc de). (V. OUDINOT.)
REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Michel-Louis-Etienne, comte) (1762-1819), homme politique français. Député de l'Aunis aux Etats généraux, il se lia à Bonaparte qu'il soutint au 18 brumaire, devint conseiller d'Etat, procureur général près la haute cour impériale (1804), député de la Charente-Inférieure pendant les Cent-Jours, et fut exilé en 1816.

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Auguste-Michel-Marie-Etienne, comte) (1794-1870), maréchal de France. Il servit dans les dernières guerres de l'Empire, combattit en



Raynal.

Grèce pour la cause de l'indépendance, fit la campagne de Belgique (1831), représenta la Charente-Inférieure à la Constituante et à la Législative (1848-1851), fut ministre de la guerre (1851), sénateur (1852) et maréchal de France le lendemain de la bataille de Magenta (1859).

REICHSTADT (Duc de). (V. NAROLÉON II.)

REILLE (Honoré-Charles-Michel-Joseph, comte) (1775-1860), maréchal de France. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, se distingua à Lodi, à Zurich, en Espagne et en Portugal, à Waterloo. Pair de France (1819), gentilhomme de la chambre du roi (1820), président du comité supérieur de l'infanterie (1836), maréchal de France (1847), il entra au Sénat en 1852.

REILLE (Gustave-Charles-Prosper, vicomte) (1818-1895), homme politique français. Capitaine de frégate en 1853, il donna sa démission et fut élu député d'Eure-et-Loir comme candidat officiel et réélu en 1867, 1863 et 1869.

REILLE (René-Charles-François, baron) (1835-1898). Candidat officiel, il fut élu député du Tarn (1869), prit part aux opérations du siège de Paris en qualité de colonel, représenta l'arrondissement de Castres au Palais-Bourbon (1876) et siégea au groupe de l'Appel au peuple. Sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur pendant le Seize-Mai, il seconda M. de Fourtou dans sa politique de réaction, fut réélu en 1877 (mais invalidé), en 1879 et jusqu'à sa mort. Il fit éclater la grève de Carmaux par le renvoi de M. Calvignac, un des ouvriers de

la mine, devenu maire de Carmaux.

REINACH (Joseph) (1856), homme politique et publiciste français. Collaborateur à la *République française*, très lié avec Gambetta, il devint, sous le « grand

ministère », secrétaire de la présidence du conseil, se montra un des plus ardents adversaires du boulangisme et fut élu député de Digne en

1889 et 1893. Il n'a pas été réélu en 1896. M. Reinach a été l'un des partisans les plus actifs de la revision du procès Dreyfus.

REINHARD (Charles-Frédéric, comte) (1761-1838), d'origine allemande. Chef de division aux affaires étrangères (1794), ministre plénipotentiaire, il dirigea la chancellerie du ministère des affaires étrangères pendant la 1^{re} Restauration, fut ministre de France près la Diète germanique (1815-1829). Il entra à la Chambre des pairs après la révolution de Juillet et représenta la France à Dresde.

RÉMUSAT (Charles-François-Marie, comte de) (1797-1875). Très lié avec Victor Cousin, Royer-Collard et Thiers, il collabora au *Globe*, organe des jeunes libéraux, représenta la Haute-Garonne à la Chambre des députés après la révolution de Juillet, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Thiers (1840), fut réélu à la Constituante (1848) et soutint le général Cavaignac. Banni après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il s'occupa d'études historiques et philosophiques pendant la durée de l'Empire, et reçut de Thiers le ministère des affaires étrangères (1871). Ayant échoué aux élections à Paris contre Barodet, il dut démissionner (1873) en même temps que Thiers, et fut élu député de la Haute-Garonne. Il siégea dans les rangs du parti libéral et fut un des préparateurs de la constitution de 1875. — Membre de l'Académie française (1846), il a laissé des œuvres importantes. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

RENAULT (Pierre-Hippolyte-Pублиus) (1807-1870), général français. Il servit en Algérie, appuya Louis-Napoléon au coup d'Etat du 2 déc. 1851, fut gouverneur intérimaire de l'Algérie, sénateur (1860) et fut blessé mortellement dans une sortie pendant le siège de Paris (1870).

RENAULT (Léon-Charles) (1839). Avocat à Paris, préfet du Loiret (1871), préfet de police (1871-1876), député de Corbeil (1876), il fit partie des 363 et fut réélu en 1877. Député de Grasse (1882), sénateur des Alpes-Maritimes (1885), poursuivi pour l'affaire du Panama, il bénéficia d'un arrêt de non-lieu.



Reinach.

RENOUARD (Auguste-Charles) (1794-1878), magistrat français. Il plaida de nombreux procès politiques sous la Restauration, devint, après 1830, conseiller d'Etat, conseiller à la Cour de cassation (1837), pair de France (1846), requit, comme procureur général près la Cour de cassation, la déchéance et l'arrestation du prince Louis-Napoléon lors du coup d'Etat du 2 déc. 1851, et fut élu sénateur inamovible (1877).

RÉVILLON (Antoine, dit *Tony*) (1832-1898). Chroniqueur dans différents journaux, conférencier littéraire et romancier, il fut élu conseiller municipal de Paris (1881), député du XX^e arr. (même année) et vota avec l'extrême gauche. Réélu en 1885 et 1889, il échoua en 1893.

REYNAUD (Jean) (1806-1863). Ingénieur des mines, il s'affilia au saint-simonisme, fut député de la Moselle à la Constituante et siégea à la gauche modérée. — Il a laissé quelques ouvrages de philosophie plutôt mystique.

RIANCEY (Henri-Léon CAMUSAT DE) (1816-1870). Ecrivain catholique et monarchiste, député de la Sarthe à la Législative (1849), il fut rédacteur en chef de *l'Union* depuis 1852.

RIBOISIÈRE (Honoré-Charles BASTON, comte de LA) (1788-1868). Il servit dans les dernières années de l'Empire comme aide de camp de son père et comme officier d'ordonnance de Napoléon I^{er}. Député de Fougères (1828), réélu en 1830 et 1834, il entra à la Chambre des pairs (1835), représenta le département d'Ille-et-Vilaine à la Législative (1849-1851), soutint la politique de l'Elysée et devint sénateur de l'Empire (1852-1868).

RIBOT (Alexandre-Félix-Joseph) (1842). Avocat à Paris, substitut au tribunal de la Seine (2 mars 1870), député de Boulogne-sur-Mer (1878), il siégea au centre gauche, fut réélu en 1881, devint un des chefs du parti républicain conservateur et un des orateurs les plus écoutés. Ayant échoué aux élections de 1885, il fut élu par le département du Pas-de-



Ribot.

Calais (1887), et par l'arrondissement de Saint-Omer (1889). Ministre des affaires étrangères dans le cabinet Freycinet (1890-1892), dans le cabinet Loubet (1892-1893), il devint président du conseil avec le portefeuille de l'intérieur (1893), président du conseil et ministre des finances (1895). Il avait été réélu aux élections de 1893 et 1898.

RICARD (Louis-Pierre-Hippolyte) (1839). Avocat à Rouen, maire de cette ville, député de la Seine-Inférieure (1885), réélu à Rouen en 1889 et 1893, il siégea à la gauche républicaine et fut ministre de la justice dans le cabinet Loubet (1892) et dans le cabinet Bourgeois (1895-1896).

RICARDO (David) (1772-1823), économiste anglais, fils d'un juif portugais. Possesseur d'une très grande fortune, il se fit un nom célèbre par ses ouvrages d'économie politique (V. volume *ECONOMIE POLITIQUE*), fut membre de la Chambre des communes (1817) et s'y montra partisan de la réforme électorale.

RICASOLI (BETTINO, baron) (1809-1880), homme d'Etat italien. Gonfalonier de Florence (1847), membre du Parlement toscan et un des chefs du mouvement national; en 1859, après le départ du grand-duc, il exerça une sorte de dictature et prépara, d'accord avec Cavour, l'annexion de son pays au royaume d'Italie. Député à la Chambre italienne, il remplaça Cavour à la tête des affaires (1861-1863), revint au pouvoir avec le portefeuille de l'intérieur (1866), et démissionna en 1867. Il représenta la ville de Florence au Parlement jusqu'à sa mort.

RICHÉ (Jean-Baptiste) (1777-1847), président de la république d'Haïti (1843-1847). Il avait été employé par Boyer dans plusieurs commandements, et gouverna avec intelligence.

RICHELIEU (Armand-Emmanuel-Sophie-Septimanie DE VIGNEROD DU PLESSIS, duc de) (1766-1822). Il émigra en 1789, prit du service en Russie et dans l'armée de Condé, retourna en Russie, devint gouverneur d'Odessa, qui lui doit sa prospérité, et mérita l'amitié reconnaissante du tsar Alexandre I^{er} (1803-1813), fut, à la 1^{re} Restauration, premier gentilhomme de la chambre et pair de France, et, à la 2^e Restauration, mi-

nistre des affaires étrangères et président du conseil (1815-1818). Il signa le deuxième traité de Paris et, après s'être débarrassé de la Chambre in-



Richelieu (Duc de).

trouvable, suivit une politique de modération. Au congrès d'Aix-la-Chapelle, il obtint le départ des armées coalisées, mais dut faire aux craintes des souverains étrangers des concessions que ses collègues refusèrent de ratifier. Il redevint chef de cabinet, sans portefeuille (1820-1821), et abandonna définitivement le pouvoir après la victoire du parti ultraroyaliste à la cour. Il était entré à l'Académie française en 1816.

RICHTER (Eugène) (1838), homme politique allemand. Député au Reichstag depuis 1867, libre-échangiste et progressiste, il fut un des plus éloquents et des plus violents adversaires de Bismarck.

RIDOLFI (Côme, marquis de) (1794-1865), homme d'Etat toscan. Directeur de la Monnaie à Florence (1825), il fonda à Pise un Institut agronomique, devint ministre de l'intérieur (1847), président du conseil des ministres (1848), puis représenta son pays à Paris et à Londres.

RIEGER (François-Ladislas) (1818), homme politique tchèque. Membre du parlement viennois en 1848, il y fut un des orateurs les plus remarquables et l'un des chefs de la majorité fédéraliste. Pendant la réaction, il voyagea à l'étranger, s'occupa de travaux économiques; il devint avec Pulacky, dont il avait épousé la fille, le leader du parti national auquel il donna une solide organisation et dont il défendit les revendications avec une admirable éloquence. Quand une scission se produisit parmi les Tchèques, Rieger dirigea le groupe vieux-tchèque, mais les électeurs l'abandonnèrent aux élections de 1889 et de 1891.

RIEGO Y NUNEZ (Raphael del) (1785-1823), général espagnol. Fait prisonnier dans la guerre d'indépendance, il se mêla à la conspiration

de Cadix (1819), délivra Quiroga et contraignit Ferdinand VII à accepter la constitution de 1812. En 1823, il se mit à la tête des constitutionnels, reçut une grave blessure en combattant les Français, fut pris, conduit à Madrid, jugé et condamné à la potence.

RIEUNIER (Adrien) (1833). Vice-amiral français, il remplaça, en 1893, Burdeau, comme ministre de la marine, dans le cabinet Ribot, et fut maintenu à son poste dans le cabinet Dupuy. (V. vol. BIOGRAPHIE MILITAIRE.)

RIGAUD (André) (1761-1811), général haïtien. Homme de couleur, élevé en France, il accepta avec joie les principes de la Révolution, émancipa les nègres d'Haïti, fut emprisonné au fort de Joux avec Toussaint-Louverture, s'évada, rejoignit Pétion à Haïti, et se sépara de ce dernier en lui élevant toute autorité sur le sud de l'île.

RIGAULT (Raoul-Georges-Adolphe) (1846-1871), révolutionnaire français. Il prit une part très active aux mouvements du quartier Latin dans les dernières années de l'Empire, subit de nombreuses condamnations politiques et fut, du 4 septembre au 31 octobre 1870, attaché au cabinet des préfets de police Kératry et Edmond Adam, comme commissaire de police chargé du service de sûreté politique. Délégué à la préfecture de police au 18 mars 1871, élu membre de la Commune, remplissant les fonctions de procureur de la Commune, il prit les mesures les plus révolutionnaires, et fut passé par les armes le 24 mai 1871 à l'entrée des troupes versaillaises dans Paris.

RIGAULT DE GENOUILLY (Charles) (1807-1873), amiral français. Il fit la compagnie de Crimée, eut le commandement de la division navale de l'Indo-Chine et coopéra avec les Anglais à la prise de Canton (1857). Sénateur en 1860, il tint le portefeuille de la marine de 1867 à 1870.



Rigault de Genouilly.

RIGNY (Henri GAUTHIER, comte de)

(1783-1835), amiral français. Enseigne de vaisseau en 1803, il fit partie de la grande armée, puis servit en Espagne, eut le commandement de l'escadre du Levant (1822), se distingua à Navarin (1827), devint préfet maritime de Toulon (1829), ministre de la marine (1831-1834), des affaires étrangères et enfin ambassadeur à Naples.

RIOS Y ROSAS (Antoine de Los) (1812-1873), homme d'Etat espagnol. Avocat, député aux Cortès (1837), conseiller d'Etat (1843), ministre de l'intérieur dans le cabinet O'Donnell (1856), il présida le Congrès espagnol de 1863 et fut chef de cabinet (1868).

RIVAS (Angel de SAAVEDRA, duc de) (1791-1865), homme d'Etat espagnol. Il servit dans la guerre d'indépendance contre les Français, fut un des chefs du parti libéral en 1820, député de Cordoue aux Cortès, et dut s'expatrier en 1823. Après la mort de Ferdinand VII, il devint pair du royaume, ministre de l'intérieur (1836), ambassadeur à Naples (1843-1848) et à Paris (1854).

RIVET (Gustave) (1848). Professeur de rhétorique, collaborateur de plusieurs journaux, député de Grenoble (1883), il siégea à la gauche radicale. Réélu jusqu'à ce jour, il a pris part à de nombreuses discussions.

ROBIN (Charles-Philippe) (1821-1885), physiologiste français. Sénateur de l'Ain (1876), il siégea à la gauche républicaine, et a laissé un nom célèbre par ses travaux d'anatomie et de physiologie. (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

ROCHE (Jules) (1841). Avocat à Lyon, journaliste, conseiller municipal de Paris (1879), député de Draguignan (1881), il siégea à l'extrême gauche, puis à l'Union républicaine, fut élu député de la Savoie en 1885, 1889 et 1893, et eut le portefeuille du commerce et de l'industrie dans les cabinets Freycinet et Loubet (1890-1892). Compris dans les poursuites du Panama, il



Roche (Jules)

bénéficia du non-lieu (1893). Il a été réélu en 1898.

ROCHE (Ernest) (1850). Ouvrier graveur, il contribua à l'élection de Blanqui à Bordeaux (1879). Rédacteur à *l'Intransigeant*, député du XVII^e arr. de Paris (1889), il siégea à l'extrême gauche, soutint la politique du général Boulanger et fut réélu en 1893 et en 1898.

ROCHEBOUET (Gaëtan de GRIMAUD-DET DE) (1813-1899), général français. Il contribua au coup d'Etat du 2 déc. 1851, fit la campagne d'Italie, reçut de Mac-Mahon le ministère de la guerre et la présidence du conseil (1877) qu'il ne garda qu'un mois et fut compris dans le vote de blâme infligé par la Chambre et affiché dans toutes les communes de France.

ROCHEFORT (Victor-Henri, marquis de ROCHEFORT-LUCAY) (1830). Expéditionnaire à la préfecture de la Seine, il débuta dans les lettres comme auteur dramatique et comme chroniqueur dans diverses feuilles, collabora au *Charivari*, au *Nain Jaune*, au *Figaro* hebdomadaire, puis au *Soleil*, à *l'Événement*, enfin au *Figaro* quotidien. Une série d'articles satiriques contre l'Empire valurent au journal les rigueurs de l'administration impériale, et Villemessant fut obligé de se séparer de ce rédacteur très goûté du public.

Rochefort commença alors la publication de sa *Lanterne*, virulent pamphlet hebdomadaire dont le succès fut extraordinaire et dont il était le seul rédacteur; il fut condamné à quatre mois de prison et 200 francs d'amende pour voies de fait contre l'imprimeur Rochette, éditeur d'écrits policiers injurieux qui le visaient. Les 11^e et 12^e numéros de la *Lanterne* furent saisis et leur auteur, condamné à un an de prison et 10,000 francs d'amende pour le premier, à treize mois de prison, 10,000 francs d'amende pour le second. Il se réfugia en Belgique, y continua la publication de la *Lanterne* et eut alors une série de duels avec le prince Murat, Paul de Cassagnac et Ernest Baroche.

Les pamphlets de Rochefort avaient porté un coup terrible à l'Empire; les républicains d'avant-garde le choisirent pour candidat aux élections législatives de 1869; d'abord battu

par Jules Favre, dans la 7^e circonscription de Paris, il fut élu à Belleville par 17,978 voix contre son concurrent Hippolyte Carnot, candidat républicain modéré.

A la Chambre, Rochefort siégea à l'extrême gauche, aux côtés de Raspail, et formant avec lui comme un groupe à part. Ce fut à cette époque qu'il fonda la *Marseillaise* qui allait mener contre l'Empire la plus vigoureuse campagne.



Rochefort.

Survient l'assassinat, par Pierre Bonaparte, de Victor Noir (V. ce nom), rédacteur de la *Marseillaise*. Le lendemain, Rochefort écrit dans son journal encadré de noir l'article suivant, véritable appel à l'insurrection :

« J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin ! »

« J'ai osé imaginer qu'un duel loyal était possible dans cette famille où le meurtre et le guet-apens sont de tradition et d'usage.. »

« Voilà dix-huit ans que la France est entre les mains de ces coupe-jarrets qui, non contents de mitrailler les républicains dans les rues, les attirent dans des pièges immondes pour les égorger à domicile. »

« Peuple français, est-ce que décidément tu ne trouves pas qu'en voilà assez ? »

L'effet produit fut inexprimable ; plus de cent mille Parisiens assistèrent, à Neuilly, aux obsèques de Victor Noir. Un instant on put croire à une révolution. Elle eût certainement éclaté et sans doute abouti si le corps de la malheureuse victime eût pu être ramené à Paris, dans les bureaux de la *Marseillaise*, comme Rochefort le désirait. Mais le gouvernement avait pris toutes les mesures nécessaires et la tentative échoua.

Rochefort, de nouveau condamné à six mois de prison et 3,000 francs d'amende, fut arrêté le 7 février 1870, rue de Flandre, comme il se rendait à la salle de réunion dite « la Marseillaise », et conduit à Sainte-Pélagie, dont le peuple soulevé vint lui ouvrir les portes dans l'après-midi du 4 septembre 1870.

Membre du gouvernement de la Défense nationale, président de la commission des Barricades, il donna sa démission le 31 octobre 1870, fonda le *Mot d'ordre* (1871) et fut élu député de la Seine pendant l'armistice.

A Bordeaux, il vota contre les préliminaires de la paix, démissionna, approuva l'insurrection du 18 mars, eut le courage de faire parfois de l'opposition à la Commune, fut cependant traduit devant un conseil de guerre à Versailles, condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée (septembre 1871) et transporté en Nouvelle-Calédonie, d'où il s'évada en 1874.

De retour en Europe, Rochefort reprend la publication de la *Lanterne* où il mène rude campagne contre le président Mac-Mahon, collabore à divers journaux d'opposition, et fonde, au lendemain de l'amnistie, l'*Intransigeant* qu'il n'a cessé de diriger et où il écrit un article quotidien.

Député de la Seine (1885), il démissionna encore après le rejet d'une proposition d'amnistie (1886), soutint la politique du général Boulanger et fut avec lui condamné de nouveau, par contumace, à la déportation dans une enceinte fortifiée (jugement de la Haute Cour, 1888).

Réfugié à Bruxelles, puis à Londres, Rochefort continua dans l'*Intransigeant* sa violente campagne contre le gouvernement opportuniste et rentra en France après l'amnistie de 1896.

Paris lui fit à cette époque un accueil enthousiaste.

Il soutint le ministère Bourgeois et le parti socialiste dont il critiqua cependant avec vigueur les tendances sectaires et surtout internationalistes.

Dans les récents événements occasionnés par la revision du procès Dreyfus, Henri Rochefort s'est prononcé avec sa véhémence habituelle contre les hommes politiques qui ont essayé d'établir un courant d'opinion en faveur du condamné de l'île du Diable.

Son voyage en Algérie (févr. 1899) fut signalé par des scènes tumultueuses suivies de nombreuses arrestations. (V. volume BIOGRAPHIE

LITTÉRAIRE, et HISTOIRE CONTEMPORAINE FRANÇAISE.)

ROEDERER (Pierre-Louis, comte) (1754-1835). Avocat à Metz, député par le tiers état de Metz à l'Assemblée constituante, il prit une part active aux discussions financières, défendit la famille royale, se cacha après la proscription des girondins et repartit après le 9 thermidor. Professeur d'économie politique, il entra à l'Institut, seconda Bonaparte au 18 brumaire, devint conseiller d'Etat, sénateur (1802), ministre des finances de Joseph Bonaparte à Naples (1806), commissaire impérial dans le midi de la France et fit partie de la Chambre des pairs pendant les Cents-Jours. Son fils a publié ses œuvres complètes, 8 vol. (1853-1859).

ROGER-DUCOS (V. Ducos.)

ROGIER (Charles) (1800-1885), homme d'Etat belge. Adversaire du gouvernement hollandais, il prit une part active à la révolution de 1830, fit partie du gouvernement provisoire, du Congrès national comme député de Liège, gouverna la province d'Anvers (1831), devint ministre de l'intérieur (1832-1834), des travaux publics (1840), de la guerre et de l'intérieur (1847-1852), fut le chef de l'opposition libérale pendant le ministère de Decker, puis ministre de l'intérieur (1857-1861) et des affaires étrangères (1861-1868).

ROLIN-JACQUEMYS (Gustave) (1835), homme politique belge. Député de Gand (1878), ministre de l'intérieur (1878-1884) dans le cabinet Frère-Orban, il partit au Siam où il dirigea assez longtemps la politique de Choulalongkorn.

ROMAIN-DESFOSSÉS (Joseph) (1798-1864), amiral français. Député du Finistère à la Législative (1849), ministre de la marine et des colonies, il commanda la station navale du Levant (1854), entra au Sénat (1855) et fut promu amiral en 1860.

ROMANOV, nom de famille des empereurs de Russie.

ROMANZOV (Nicolas, comte de) (1750-1826), homme d'Etat russe. Chambellan d'Alexandre I^{er}, il fut ministre du commerce, puis des affaires étrangères, et, favorable à Napoléon I^{er}, démissionna en 1812 lors de l'invasion française.

ROMILLY (Samuel) (1758-1818), ju-

risconsulte anglais, issu d'une famille française. Avocat à Londres, *solicitor general* pendant le ministère Fox-Grenville (1806), il fut élu député aux Communes et vota les mesures les plus libérales. Il se suicida après la mort de sa femme.

ROON (Alb.-Theodor-Emile, comte) (1803-1879), général prussien. Ses travaux de topographie attirèrent l'attention sur lui; il prit part en 1849 à l'expédition contre les insurgés de Bade, et fut chargé en 1861 de diriger la réorganisation de l'armée prussienne. Il devint bientôt le chef du parti réactionnaire et eut à soutenir des luttes violentes contre la Diète, appuya activement Bismarck dont il avait facilité la fortune. Il est avec de Moltke et Bismarck un des grands acteurs de l'hégémonie prussienne.

ROSAMEL (Claude-Charles-Marie DUCAMPE DE) (1774-1848), amiral français. Il servit dans les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut pris par les Anglais dans le golfe de Venise (1811), mis en liberté en 1814, et, depuis, eut une carrière très active. Député de Toulon, ministre de la marine (1836-1839), il entra à la Chambre des pairs.

ROSAS (Don Manuel ORTIZ DE) (1793-1877), dictateur de la République Argentine. Il se mit à la tête du mouvement qui renversa Rivadavia (1827) et fut nommé chef de l'Etat argentin (1829). Il resta au pouvoir pendant vingt-trois ans, gouvernant autocratiquement, et fut renversé par Urquiza.

ROSEBERRY (Archibald-Philippe PRIM-ROSE) (1847). Membre de la Chambre des lords (1868), sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur (1881-1883), ministre des affaires étrangères (1886), de nouveau (1892) dans les cabinets présidés par Gladstone, il fut favorable à la politique de la Triple-Alliance et succéda comme premier ministre à Gladstone (1894-1895).

ROSETTI (Constantin) (1816-1885), homme politique roumain. Il se rendit populaire par ses poésies, ses brochures et journaux libéraux, prit part au mouvement révolutionnaire de 1848, se réfugia à Paris après avoir échappé aux Turcs, et entra en Roumanie après 1856. Ministre de l'instruction publique et des cultes,

(1861), il fut un des chefs du parti libéral, président de la Chambre (1876) et ministre de l'intérieur (1878-1880).

ROSMINI-SERBATI (Antonio) (1797-1855), philosophe italien. Prêtre en 1821, il se fit un nom dans la philosophie, eut des démêlés avec la papauté et se soumit. Envoyé en mission par Charles-Albert à Rome (1848), il devint ministre de l'instruction publique au service du pape, dans le cabinet Rossi. Il suivit Pie IX à Gaète.

ROSSI (Pellegrino, comte) (1787-1848), économiste italien. Avocat à Bologne, il s'attacha au parti français, dut quitter son pays et s'installa à Genève (1815) dont il devint citoyen (1819). Membre du conseil représentatif de Genève et professeur de droit romain, il fut député à la Diète de Berne (1832), vint en France (1833), se fit naturaliser et professa l'économie politique au Collège de France, puis le droit constitutionnel à la faculté (1834). Pair de France (1839), il prit part aux discussions financières, fut envoyé à Rome comme ambassadeur (1845), devint député de Bologne à l'Assemblée romaine (1848), chef du ministère créé par Pie IX et fut assassiné le 15 novembre 1848.

ROSTOPCHINE (Féodor, comte) (1765-1826), général russe. Ministre des affaires étrangères sous Paul I^{er}, disgracié, il fut rappelé par Alexandre I^{er} qui le nomma gouverneur de Moscou. On prétend qu'il donna l'ordre d'incendier cette ville lors de l'entrée des Français (1812), ce qu'il conteste dans son livre : *Vérité sur l'incendie de Moscou* (1824).

ROTSCCHILD. Famille de banquiers israélites, d'origine allemande. Le fondateur de la maison de banque fut *Mayer-Anselme* (1742-1812), agent de la cour de l'électeur de Hesse-Cassel. La branche française eut pour chef *James* (1792-1868), puis *Edmond-James* (1825). — La branche anglaise a eu pour chef *Lionel-Nathan* (mort en 1879), député de Londres à la Chambre des communes, puis *Nathaniel-Meyer* (1840), député d'Aylesbury à la Chambre des communes (1865), membre de la Chambre des lords (1885).

ROTECK (Charles-Venceslas de) (1775-1848), homme politique allemand. Professeur d'histoire à Fri-

bourg-en-Brisgau, conseiller de cour (1816), député à la Chambre du grand-duché de Bade (1819), il professa l'économie politique et le droit, fonda un journal libéral (1841) qui fut supprimé ainsi que ses cours (1832).

ROUANET (Gustave) (1855). Fils d'un ancien proscrit de décembre, il débuta dans la vie politique par le journalisme et collabora au *Cri du Peuple* et à la *Revue socialiste* fondée par Benoît Malon. Conseiller municipal de Paris en 1890, réélu en 1893, il fut, la même année, élu député de Montmartre contre l'abbé Garnier, candidat des socialistes chrétiens.



Rouanet.

Pendant la dernière législature, il rédigea un très important rapport sur l'affaire du Panama. Réélu en 1898, M. Rouanet a prononcé, en 1899, lors des débats tumultueux sur l'Algérie, un magistral discours, qui constituait un véritable réquisitoire contre les antisémites algériens.

ROUHER (Eugène) (1814-1884). Avocat à Riom, député du Puy-de-Dôme à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il eut le portefeuille de la justice de 1849 à 1852, devint vice-président du conseil d'Etat, sénateur (1856) et ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics de 1855 à 1863. Ministre d'Etat de 1863 à 1869, surnommé le « ministre de la parole », il défendit les plus funestes entreprises de l'Empire, notamment l'expédition du Mexique et la campagne en faveur du pouvoir temporel du pape, au sujet de laquelle il prononça le fameux « jamais l'Italie ne s'emparera de Rome ». Très puissant jusqu'au ministère Emile Olli-



Rouher.

vier (1869) qu'il combattit, il fut président du Sénat (1869-1870) et s'enfuit en Angleterre après la révolution du 4 septembre 1870. Il résida à Chiselhurst auprès de l'ex-empereur, fut élu député de la Corse (1872), dirigea le parti bonapartiste, appuya la politique de M. Buffet en 1875, représenta l'arrondissement de Riom après les élections de 1876, et adhéra au Seize-Mai. Réélu en 1877, il reconnut le prince Jérôme-Napoléon comme chef du parti bonapartiste à la mort du prince impérial. Il renonça à la vie politique en 1881.

ROUJOUX (Prudence-Guillaume, baron de) (1779-1836). Il suivit le contre-amiral Lacrosse à la Guadeloupe dont il dressa la carte, fut à son retour (1806) sous-préfet de Dol et de Saint-Pol, préfet du Ter (Catalogne) et des Pyrénées-Orientales, s'occupa de littérature pendant la Restauration et fut préfet du Lot après 1830.

ROULAND (Gustave) (1806-1878). Il débuta dans la magistrature, devint avocat général à la Cour de cassation (1847), député de Dieppe (1846-1848), procureur général près la cour de Paris (1853), ministre de l'instruction publique et des cultes (1856-1863), président du conseil d'Etat (1863) et gouverneur de la Banque de France (1864). Il était entré au Sénat impérial en 1859. En 1876, il fut élu par le département de la Seine-Inférieure au Sénat de la République (1876) où il soutint les hommes du Seize-Mai.

ROUSSEL (Théophile-Victor-Jean-Baptiste) (1816). Docteur en médecine, député de la Lozère à la Législative (1846), il appartint au parti républicain modéré, fut réélu par le même département en 1871 et s'occupa surtout d'hygiène et de la protection de l'enfance. La loi, dite *loi Roussel*, place son auteur au premier rang des philanthropes. Réélu en 1876, il fit partie des 363 et entra au Sénat en 1879.

ROUSSIN (Albin-Reine) (1781-1854), amiral français. Il combattit les Anglais sous l'Empire, rectifia les cartes des côtes d'Afrique et du Brésil (1816-1820), dirigea l'escadre qui obtint des réparations du Brésil (1828), celle dirigée contre l'usurpateur don Miguel en Portugal (1831), devint pair de France (1832), ambassadeur

à Constantinople (1832-1834), ministre de la marine (1840 et 1843), et sénateur (1852).

ROUVIER (Maurice) (1842). Avocat à Marseille, député des Bouches-du-Rhône (1871), il siégea à l'extrême gauche; réélu en 1876, il fut accusé d'attentat à la pudeur et fut acquitté (1876). Un des 363, réélu en 1877 et 1881, il prit une part active aux discussions financières, eut le portefeuille du commerce dans le cabinet Gambetta (1881-1882), dans le cabinet Ferry (1884-1885), échoua aux élections de 1885



Rouvier.

dans les Bouches-du-Rhône, mais passa dans les Alpes-Maritimes (même année), sur la liste opportuniste. Chargé de négocier à Rome une convention commerciale (1886), il devint chef de cabinet avec le portefeuille des finances (1887), ministre des finances dans les cabinets Tirard, Freycinet et Loubet (1889-1892). Élu député de Grasse (1889), réélu (1893), il fut un des députés dont les noms furent le plus souvent prononcés à propos des affaires du baron Reinach et de Cornelius Herz; la part qu'il avait prise au syndicat des Chemins de fer du Sud ne fut pas favorablement jugée par la Chambre; impliqué dans les poursuites à propos du Panama, il bénéficia d'un arrêt de non-lieu. Il a été réélu en 1898.

ROVIGO (Duc de). (V. SAVARY.)

ROY (Antoine, comte) (1765-1847), homme d'Etat français. Avocat à Paris, chef d'un grand établissement industriel dans l'Eure, député de la Seine pendant les Cent-Jours, réélu sous la Restauration, il fut ministre des finances (1819-1821), pair de France, de nouveau ministre des finances (1829), il continua de siéger à la Chambre des pairs sous la monarchie de Juillet.

ROYER (Lé). (V. *Supplément*, à la fin du volume.)

ROYER-COLLARD (Pierre-Paul) (1763-1845). Avocat à Paris, il accueillit favorablement les idées de la Révolution, s'en sépara après le 10 août

1792, fut député de la Marne aux Cinq-Cents (1797) et exclu au 18 fructidor. Pendant l'Empire, il s'occupa d'études philosophiques et devint, sous la Restauration, conseiller d'Etat, député



Royer-Collard.

de la Marne, combattit les ultraroyalistes et fut le chef du parti doctrinaire. Il signa l'adresse des 221 et parla en faveur de la liberté de la presse sous Louis-Philippe. Orateur de talent et dialecticien de premier ordre, il entra à l'Académie française en 1827.

RUCHDI PACHA (Méhémet) (1809-1882), homme d'Etat ottoman. Aide de camp de Mustapha Pacha, il servit dans le Liban (1840-1853), aida à la réorganisation de l'armée, devint ministre de la guerre (1853) et commanda en chef la garde impériale pendant la guerre de Crimée. Il remplit les plus hautes fonctions administratives depuis 1855 jusqu'en 1873 (ministre de la guerre, grand vizir, ambassadeur à Berlin, etc.)

RUDINI (Antonio di) (1839), homme d'Etat italien. Syndic de Palerme (1866), préfet de Naples (1868), ministre de l'intérieur (1869), député de Canicatti (Sicile) (1860-1882), député de Syracuse (1882), il devint chef du groupe la Jeune Droite, ministre des affaires étrangères et président du conseil (1891-1892), et de nouveau en 1896.

RUFFO (Don Fabricio, comte de CASTELGICALA) (1745-1832), homme politique napolitain. Créature d'Acton, il fut chef du tribunal d'inquisition politique, suivit la cour à Palerme (1799), devint premier ministre, ambassadeur à Londres (1802) et à Paris (1815).

RULHIÈRE (Joseph-Marcellin de) (1787-1862), général français. Il servit dans les dernières guerres de l'Empire, prit part aux expéditions d'Espagne (1823), de Morée (1828-1829), d'Alger (1830), d'Anvers (1832), passa

en Algérie et entra à la Chambre des pairs (1845). Député de la Haute-Loire à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il tint le portefeuille de la guerre de 1848 à 1849.

RUMIGNY (Marie-Théodore de GUEULLY, comte de) (1789-1860), général français. Il prit part aux campagnes de l'Empire, devint aide de camp du duc d'Orléans (depuis Louis-Philippe) en 1818, député de la Somme (1830), de la Mayenne (1831-1837) et siégea parmi les conservateurs. Envoyé en Vendée comme commissaire général (1831), il fut aussi chargé de réprimer l'émeute parisienne de 1832.

RUNDJET-SINGH (1782-1839), roi de Lahore. Il monta sur le trône en 1799, luttua intrépidement pour son indépendance et organisa son armée à l'européenne, grâce au concours des généraux Allard et Ventura.

RUSSELL (John, comte) (1792-1878), homme d'Etat anglais. Député à la Chambre des communes, il siégea parmi les wighs, se fit remarquer par son éloquence et son habileté parlementaire et contribua aux victoires du parti libéral en 1829 et 1832. Payeur général de l'armée (1830), secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le cabinet Melbourne (1835), ministre des colonies (1839), il fut de 1841 à 1846 le chef de l'opposition contre Robert Peel, et devint premier lord de la trésorerie (1846). Renversé en 1852, il fut ministre des colonies dans le cabinet Palmerston, des affaires étrangères dans le cabinet de 1859, entra à la Chambre des pairs (1861), et devint premier ministre à la mort de Palmerston (1865). Sa politique étrangère ne fut en général ni très habile ni très heureuse.

RUSSELL (Odo-William-Léopold) (1829-1884), diplomate anglais. Après avoir tenu quelques postes diplomatiques, il devint sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1870), ambassadeur à Berlin (1871) et membre du conseil privé (1872).

S

SACKEN (OSTEN, baron) (1750-1837), général russe. Il fit les campagnes contre les Turcs, les Polonais, contre la France, fut prisonnier à la bataille de Zurich (1799), servit encore contre les Français et les Turcs et gouverna Paris après la capitulation de 1814.

SADI CARNOT. (V. CARNOT.)

SAGASTA (Praxedes-Mateo) (1827-1897), homme d'Etat espagnol. Ingénieur à Valladolid, député de Zamora aux Cortès (1854), il passa en France après l'insurrection de 1856, rentra à Madrid, devint ministre de l'intérieur dans le cabinet Prim, puis ministre d'Etat (1870) et se prononça pour la monarchie. Maintenu dans son poste par Amédée (le duc d'Aoste, devenu roi d'Espagne), il est resté



Sagasta.

depuis le chef du parti monarchique libéral qui disputa le pouvoir aux conservateurs; ministre des affaires étrangères, de l'intérieur et président du conseil (1874) sous la présidence de Serrano, il reprit la direction des affaires après la mort de Canovas (1897) et eut la difficile tâche de rétablir l'ordre à Cuba, de relever le crédit de l'Espagne et de faire face aux Etats-Unis. Il mourut peu après.

SAGRA (Ramon de La) (1798-1871), savant espagnol. Professeur d'économie politique à l'Athénée de Madrid, partisan des idées de Proudhon, il siégea aux Cortès de 1854 à 1856.

SAÏD PACHA (Mohammed) (1822-1863), vice-roi d'Egypte. Grand amiral de la flotte égyptienne, il succéda à Abbas Pacha (1854), fournit au sultan un contingent d'Egyptiens lors de la guerre d'Orient (1854) et se

montra très favorable à l'établissement du canal de Suez.

SAINT-ARNAUD (Jacques LEROY DE) (1798-1854), maréchal de France. Officier d'ordonnance de Bugeaud, il suivit celui-ci à Blaye, en Algérie, où il conquiert ses grades à l'assaut de Constantine, à Mouzaïa, à la prise de Mascara, à l'expédition contre Bou-Maza, contre la Petite-Kabylie. Ministre de la guerre (novembre 1851), il prit une part prépondérante au coup d'Etat du 2 décembre 1851, devint maréchal de France, grand écuyer de Napoléon III, et reçut le commandement en chef de l'armée au début de la guerre de Crimée (1854). Il mourut au moment où il s'appretait à attaquer Sébastopol.

SAINT-MARC GIRARDIN (Marc GIRARDIN, dit) (1801-1873), littérateur et homme politique français. Pour ses nombreuses publications littéraires, historiques, et sa carrière de professeur, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE. D'opinions libérales, il devint maître des requêtes au conseil d'Etat après la révolution de Juillet, député de Saint-Yrieix (1834-1848), siégea au centre constitutionnel et fut quelques jours ministre de l'instruction publique (1848). Après la révolution de Février, il se retira de la politique active, écrivant aux *Débats* et publiant des brochures en faveur des Syriens, des Roumains et des Grecs opprimés par les Turcs. Député de la Haute-Vienne en 1871, il siégea au centre droit et contribua au renversement de Thiers (1873).



Saint-Marc Girardin.

SAINT-PIERRE (François-Emmanuel GUIGNARD, comte de) (1735-1821). Ambassadeur à Constantinople (1768-1783), ministre de l'intérieur (1789), il

conseilla à Louis XVI la résistance, émigra en 1790 et s'attacha à la fortune du futur Louis XVIII qui le fit pair de France à la Restauration.

SAINT-PRIEST (Emmanuel-Louis-Marie de GUIGNARD, vicomte de) (1789-1880), fils du précédent. Il servit dans l'armée russe contre la France, fut nommé maréchal de camp lors de la Restauration, prit part à l'expédition d'Espagne (1823) et remplit les fonctions d'ambassadeur à Berlin (1823-1825) et à Madrid (1827-1830). En 1832, il seconda la duchesse de Berry et fut arrêté. Acquitté par la cour d'assises de Montauban (1833), un des chefs du parti légitimiste, il fut député de l'Hérault à la Législative (1849).

SAINT-PRIEST (Alexis, comte de) (1805-1851). Gentilhomme de la chambre de Charles X, pair de France, il fut chargé de missions diplomatiques en Portugal, au Brésil et en Danemark. Il était membre de l'Académie française.

SAINT-SIMON (Claude-Henri, comte de) (1760-1825), économiste français. Il servit dans la guerre d'Amérique,

quitta la carrière des armes en 1789 et s'occupa depuis d'études économiques et philosophiques. (V. volume SOCIALISME.) A peu près ruiné, il tenta de se suicider (1823), perdit un œil et vécut encore deux



Saint-Simon.

ans. Sa doctrine compta de nombreux adhérents.

SAINT-VALLIER (Charles-Raymond de LA CROIX de CHEVRIÈRES, comte de) (1833-1886). Il débuta dans la carrière en 1852, fut ministre plénipotentiaire à Stuttgart (1868), commissaire général auprès de l'armée allemande d'occupation (1871) et ambassadeur à Berlin (1877-1881). Sénateur de l'Aisne (1876), il siégea au centre gauche et fut réélu en 1885.

SAINT-VINCENT (John JERVIS, lord) (1734-1823), amiral anglais. Il se fit une grande réputation dans la marine anglaise, devint membre de la Chambre des communes (1790), sié-

gea dans les rangs de l'opposition et fut premier lord de l'amirauté. Il remporta la célèbre victoire de Saint-Vincent sur l'amiral espagnol Juan Cordova et commanda jusqu'en 1805 d'une façon active dans la Méditerranée et dans l'Océan.

SAINTE-AULAIRE (Louis de BEAUPOIL, comte de) (1778-1854). Chambellan de Napoléon 1^{er} (1811), préfet de la Meuse (1812), de la Haute-Garonne sous la 1^{re} Restauration, député de la Meuse (1815), il siégea dans les rangs des constitutionnels, se rallia à Louis-Philippe qui le fit ambassadeur à Rome, Vienne, Londres, et pair de France. Il était membre de l'Académie française.

SAINTE-BEUVE (Charles-Augustin de) (1804-1869). Pour ses œuvres littéraires, poétiques et critiques, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE. Imbu des principes philosophiques des encyclopédistes du XVIII^e siècle, lié avec Pierre Leroux, Lamennais, Armand Carrel, etc., il fut effrayé par la révolution de Février et accueillit avec faveur le régime impérial. Napoléon le fit sénateur (1865).



Sainte-Beuve.

SALDANHA OLIVEIRA E DAUN (João-Carlos, duc de) (1791-1861), homme d'Etat portugais. Ministre des affaires étrangères (1825) et de la guerre (1826-1827), il se mit à la tête de l'armée constitutionnelle contre dom Miguel. Obligé de fuir après quelques succès, il reparut en Portugal en 1833, battit les troupes de dom Miguel et fut nommé président du conseil (1835-1836, 1846-1849, 1851-1856).

SALICETTI (Christophe) (1757-1809), conventionnel. Avocat en Corse, député aux Etats généraux et à la Convention, il fit décréter que la Corse faisait partie intégrante du territoire français, vota la mort du roi sans appel ni sursis, fut chargé de missions dans le Midi, notamment à Toulon. Commissaire à l'armée d'Italie, député aux Cinq-Cents, il tenta de s'opposer au coup d'Etat du 18 brumaire, fut tenu quelque temps à l'écart, et remplit plusieurs missions en Italie. Il eut sous Joseph

Bonaparte et sous Murat, à Naples, le ministère de la police et celui de la guerre (1806-1803).

SALISBURY (Robert-Arthur-Talbot GASCOIGNE-CECIL, lord) (1830), homme d'Etat anglais. Membre de la Cham-



Salisbury.

bre des communes (1853), de la Chambre des lords (1868), il combattit la politique de Gladstone, devint à la mort de lord Derby le chef du parti conservateur, ministre de l'Inde (1874), ministre des affaires

étrangères (1878), premier ministre en 1885, en 1886-1892, et en 1895, avec le portefeuille des affaires étrangères. Il poursuivit l'œuvre de l'occupation de l'Egypte et témoigna ses sympathies pour la Triple-Alliance.

SALVANDY (Narcisse-Achille, comte de) (1795-1856). Il servit dans les dernières guerres de l'Empire, entra dans la maison militaire de Louis XVIII, se lança dans la littérature et publia quelques ouvrages historiques et des brochures politiques contre les ultraroyalistes. Membre du conseil d'Etat (1819), révoqué en 1821, réintégré en 1828, il fut député de l'Eure après la révolution de Juillet, ministre de l'instruction publique (1837-1839), ambassadeur à Madrid (1841), à Turin (1843), reprit le portefeuille de l'instruction publique (1845-1848) et fit d'importantes améliorations. Il était entré à l'Académie française en 1835.

SALVERTE (Anne-Joseph-Eusèbe BACONNIÈRE DE) (1771-1839). Avocat du roi au Châtelet (1789), condamné à mort par contumace après le 13 vendémiaire an III, il se livra à la littérature et fut député de Paris en 1828. Il siégea dans les rangs de l'opposition.

SAN-MIGUEL (Evaristo, duc de) (1785-1862), général espagnol. Après avoir combattu l'invasion française, il seconda en 1820 l'insurrection de Riego et fut ministre des affaires étrangères (1822-1823). Il se joignit à Mina en 1823 contre le duc d'Angoulême, fut pris et séjourna en Angleterre jusqu'en 1834. Nommé à cette date gouverneur militaire de l'Aragon, il fut ensuite ministre de la ma-

rine (1839), lieutenant général dans la Nouvelle-Castille (1843) et sénateur (1854).

SANTAREM (Emmanuel-François de BARROS Y SOUZA, vicomte de) (1790-1856), homme politique et géographe portugais. Partisan de dom Miguel, il fut ministre des affaires étrangères de 1828 à 1833, se réfugia à Paris après la victoire de dom Pedro et se livra à ses études historiques et géographiques. (V. vol. BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

SANTA-ROSA (SANTORRE, comte de) (1783-1825), homme d'Etat sarde. Employé au ministère de la guerre à Turin, un des chefs de la révolution de 1821 qui renversa Victor-Emmanuel I^{er}, il reçut le portefeuille de la guerre, et fut battu par les Autrichiens. Il se réfugia en France et périt dans les rangs des Grecs révoltés (1825).

SARRIEN (Jean-Marie-Ferdinand) (1840). Avocat et maire de Bourbon-Lancy, député de Charolles (1876), il siégea à la gauche républicaine, et fut réélu jusqu'à ce jour. Ministre des postes et télégraphes (1885), de l'intérieur (1886), de la justice (1886), de l'intérieur (1887), il eut encore ce dernier portefeuille en 1896 dans le cabinet Bourgeois. En 1898, M. Brisson lui confia le ministère de la justice.



Sarrien.

SAUZET (Jean-Pierre, dit Paul) (1800-1876). Avocat à Lyon, député de cette ville (1834-1848), il siégea parmi les conservateurs libéraux, devint vice-président de la Chambre, ministre de la justice dans le cabinet Thiers (1836), et président de la Chambre jusqu'en 1848.

SAVARY (Anne-Jean-Marie-René, duc de Rovigo) (1774-1833), général français. Il servit dans les armées de la Révolution, fut chargé de fusiller le duc d'Enghien en 1804, combattit à Austerlitz, Iéna, Eylau et Friedland. Créé duc de Rovigo, il reçut l'ambassade de Pétersbourg (1807), assista aux conférences d'E-

furt, remplaça Fouché à la police générale (1810) et tomba en disgrâce après la conspiration du général Malet qu'il n'avait pas su déjouer. Pair de France et commandant général de la gendarmerie pendant les Cent-Jours, prisonnier des Anglais à Malte (1815), il s'évada après sept mois de captivité, fut condamné à mort par contumace en France et acquitté en 1819 par le 1^{er} conseil de guerre de Paris. Commandant de l'armée d'Algérie (1831), il se rendit célèbre par ses cruautés envers les indigènes. A laissé des *Mémoires* (8 vol.), 1828.

SAVIGNY (Frédéric-Charles, de) (1779-1861), juriconsulte allemand. Il publia un grand nombre d'ouvrages sur le droit ancien et moderne, fut professeur à l'université de Berlin (1810), conseiller d'Etat (1817), ministre de la justice de Prusse (1842) et rentra dans la vie privée en 1848. Son influence sur le mouvement des idées politiques et historiques a été considérable.



Say (J.-D.).

SAY (Jean-Baptiste) (1767-1832), économiste français. Secrétaire du ministre des finances Clavière, membre du Tribunat (1799), il montra des idées libérales qui le firent mettre en disgrâce sous le Consulat et l'Empire. — Pour ses grands travaux d'économie politique, V. volume *ECONOMIE POLITIQUE*.

SAY (Jean-Baptiste-Léon) (1826-1896), petit-fils du précédent. Député de la Seine (1871), préfet de ce département (1871-1872), ministre des finances (1872-1873), de nouveau en 1875-1877, il fut un des chefs du centre gauche. Sénateur de Seine-et-Oise (1876), il reprit le portefeuille des finances de 1877 à 1879, fut ambassadeur à Londres pendant quelques semaines (1879), président du Sénat et ministre des finances (1882). Libre-échangiste, il prononça de nombreux discours en province, fonda l'Union



Say (Léon).

républicaine libérale, et combattit la politique du général Boulanger. Elu député de Pau (1889), et réélu (1893), il avait donné sa démission de sénateur, était entré à l'Académie française en 1886. — Pour ses ouvrages d'économie politique, V. volume *BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE*.

SCHAEFFLE (Albert-Eberhard-Frédéric) (1831), homme politique autrichien. Professeur d'économie politique à Tubingue, puis à Vienne, membre de la Chambre de Wurtemberg (1862-1865), du Parlement douanier allemand (1868), il fut l'adversaire de la Prusse et devint ministre du commerce et de l'agriculture dans le cabinet autrichien de Hohenwart (1871). Depuis il s'est consacré aux études économiques.

SCHAMYL (V. CHAMYL.)

SCHARNHORST (Gérard-David de) (1756-1813). Originaire du Hanovre, il entra au service de la Prusse, combattit à Auerstädt et à Eylau, et, après la paix de Tilsit, fut placé à la tête de l'administration de la guerre. Il prépara la revanche, fixa les bases de l'organisation militaire de la Prusse moderne et dirigea le soulèvement militaire de 1813. Aide de camp de Blücher, il fut blessé à Lutzen et mourut des suites de sa blessure.

SCHAEURER - KESTNER (Auguste) (1833). Directeur de l'établissement industriel de Thann (Haut-Rhin), il combattit le régime impérial, fut député du Haut-Rhin (1871) et vota contre les préliminaires de la paix. Démonstrateur avec les députés de l'Alsace, il fut réélu par le département de la Seine (1871), siégea à l'Union républicaine, et entra au Sénat comme membre inamovible (1875). Il a pris, dans ces derniers temps, l'initiative de la campagne de révision du procès Dreyfus.



Schaeurer-Kestner.

SCHIMMELPENNINCK (Rutger-Jean) (1761-1825), homme d'Etat néerlandais. Député à la Convention nationale batave, il fut ambassadeur à Paris (1798), plénipotentiaire au con-

grès d'Amiens (1802), ambassadeur à Londres et grand pensionnaire de Hollande (1805-1806). Il se retira à l'arrivée de Louis Bonaparte, fut nommé par Napoléon 1^{er} comte et sénateur de l'Empire après l'incorporation de la Hollande à la France, et entra à la Chambre des Pays-Bas lors de la restauration de la royauté.

SCHMERBING (Antoine, chevalier de) (1805-1893). Homme d'Etat autrichien, il présida le Parlement allemand de Francfort en 1848 et devint chef du ministère du Vicaire-Impérial, l'archiduc Jean. Ministre de la justice dans le cabinet Schwarzenberg (1849-1851), président de la Haute-Cour, chef du ministère de 1861 à 1865, il fut un des représentants les plus énergiques des tendances centralistes en Autriche et il combattit la Prusse en Allemagne.

SCHNEIDER (Antoine-Virgile, baron) (1789-1847), général français. Il fit les campagnes de l'Empire, servit en Espagne (1823), en Morée (1828), devint directeur général du personnel au ministère de la guerre (1832), député de Sarreguemines (1834) et ministre de la guerre (1839-1840).

SCHNEIDER (Eugène) (1805-1875). Directeur des forges de Bazeilles, puis de celles du Creusot, il fut député de 1845 à 1848, ministre de l'agriculture et du commerce (1851), membre de la commission consultative nommée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, représenta le département de Saône-et-Loire au Corps législatif pendant toute la durée de l'Empire, fut président de cette Assemblée (1867-1870), régent de la Banque de France et président du conseil d'administration de la Société générale.

SCHNITZLER (Eduard) (1840-1893), explorateur allemand, dit *Emin Pacha*. Il se convertit à l'islamisme (1873), entra dans l'armée égyptienne, et reçut le titre de gouverneur du Soudan égyptien.

SCHOELCHER (Victor) (1804-1893). Sous la Restauration et la monarchie de Juillet, il se mêla activement aux divers mouvements républicains et se préoccupa surtout de l'abolition de l'esclavage des nègres. Sous-secrétaire d'Etat à la marine (1848), il fit rendre le décret proclamant le principe de l'émancipation des noirs, représenta la Guadeloupe à la Consti-

tuante et à la Législative (1848-1851) et siégea à la Montagne. Expulsé après le coup d'Etat de 1851, il se fixa en Angleterre, rentra en 1870, commanda la légion d'artillerie de la garde nationale pendant le siège de Paris, représenta la Martinique à l'Assemblée nationale (1871) et siégea à l'extrême gauche. Sénateur inamovible (1876), il réclama l'abolition de la peine de mort, l'amnistie pleine et entière et combattit le Seize-Mai.



Schoelcher.

SCHOUVALOV (Pierre, comte) (1827-1882), diplomate russe. Il débuta dans la carrière des armes, devint général, gouverneur des provinces baltiques, puis chef de la police politique. Ambassadeur à Londres (1874), délégué au congrès de Berlin, il fit des visites aux ministres des grandes puissances auxquelles on attribua un sens pacifique, et fut rappelé à Pétersbourg en 1879.

SCHRAMM (Jean-Paul-Adam, comte) (1789-1884), général français. Il conquiert ses grades dans les campagnes de l'Empire, ne reprit du service qu'en 1830, fit la campagne de Belgique (1831-1832) et fut envoyé en Algérie. Conseiller d'Etat (1830), député (1834), pair de France (1839), il siégea parmi les conservateurs, reçut de Louis-Napoléon le ministère de la guerre (1850-1851) et entra au Sénat (1852).

SCHWARZENBERG (Charles-Philippe, prince de) (1771-1819), feld-maréchal autrichien. Il servit contre les Turcs, contre les Français pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, représenta l'Autriche à Pétersbourg (1809), à Paris (1809) et commanda en chef les armées alliées contre la France (1814 et 1815).

SCHWARZENBERG (Félix, prince de) (1800-1852), homme d'Etat autrichien, fils du précédent. Il remplit de nombreuses fonctions diplomatiques; après la répression de l'insurrection de Vienne (oct. 1848), il fut désigné par la coterie féodale-militaire pour relever la monarchie absolue; président du conseil (nov.), il obtint la retraite de l'empereur Ferdinand 1^{er},

renvoya le Parlement et établit à l'intérieur un régime de compression centraliste; au dehors il combattit la formation d'une confédération germanique restreinte dont la Prusse aurait eu l'hégémonie, et imposa à Frédéric-Guillaume IV les conventions d'Olmütz (nov. 1850); il ne réussit pas à obtenir les réformes fiscales qu'il proposa au confédéré de Dresde (1851).

SCLOPIS DE SALERANO (Paul-Frédéric, comte) (1798-1878), homme politique italien. Docteur en droit à Turin, membre de la cour suprême de justice, procureur général, il collabora au code civil sarde et reçut en 1848 le portefeuille de la justice et des affaires ecclésiastiques. Il se montra libéral, fut élu député de Turin, puis sénateur, et présida en 1872 le tribunal arbitral réuni à Genève pour régler l'affaire de l'*Alabama*.

SÉBASTIANI (Horace, comte de LA PORTA) (1775-1851), maréchal de France. Il fit partie de l'armée d'Italie, aida au coup d'Etat du 18 brumaire, reçut une mission en Orient pour seconder les projets de Napoléon sur l'Inde, puis le titre d'ambassadeur à Constantinople (1806), et repoussa la flotte anglaise qui menaçait la ville (1807). Il servit en Espagne de 1809 à 1811, fit la campagne de Russie, celle d'Allemagne et celle de France. Député de l'Aisne pendant les Cent Jours, de la Corse (1819), de Vervins (1826), il siégea parmi les libéraux, fut, après 1830, ministre de la marine, et peu après ministre des affaires étrangères. C'est alors qu'après la défaite de l'insurrection polonaise, il prononça, à l'indignation des libéraux, la parole célèbre : « L'ordre règne à Varsovie. » Il fut nommé ambassadeur à Naples (1833), à Londres (1835-1839), maréchal de France (1840).

SEGRIS (Emile-Alexis) (1811-1880). Avocat à Angers, député de cette ville comme candidat officiel, réélu en 1863 et 1869, il reçut le portefeuille de l'instruction publique, puis celui des finances dans le ministère Ollivier, en remplacement de M. Buffet. Il rentra dans la vie privée après le 4 septembre 1870.

SÉGUIER (Antoine-Jean-Mathieu, baron) (1768-1848), magistrat français. Il émigra lors de la Révolution,

rentra dans la magistrature à son retour en France et devint premier président de la cour impériale de Paris (1810). Conseiller d'Etat pendant la première Restauration, pair de France (1815), il se rallia à la monarchie de Juillet.

SÉGUR (Louis-Philippe, comte de) (1753-1830). Il fit la guerre d'Amérique, devint ambassadeur à Pétersbourg (1785-1789), maréchal de camp (1791), membre du Corps législatif sous le Consulat, conseiller d'Etat, grand maître des cérémonies à la cour de Napoléon et sénateur. Il vota la déchéance (1814), reprit néanmoins ses fonctions auprès de l'empereur pendant les Cent-Jours, devint pair de France (1819) et siégea avec les libéraux. — Membre de l'Académie française depuis 1803, il a laissé de nombreux ouvrages historiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

SELIM III (1761-1808), sultan de Turquie. Fils de Mustapha III, il monta sur le trône en 1789, signa la paix de Sistowa avec l'Autriche et de Jassy avec la Russie. A la suite de l'expédition de Bonaparte en Egypte, il entra dans la deuxième coalition, mais se rapprocha bientôt du premier Consul. Il entreprit des réformes, fut détrôné dans un soulèvement en 1807 et assassiné l'année suivante.

SELLA (Quintino) (1827-1884), homme politique italien. Ingénieur et membre du conseil des mines, ministre des finances dans les cabinets Ratazzi (1862), La Marmora (1864-1865) et Lanza (1869-1873), il fut un des chefs de la droite constitutionnelle.

SÉMONVILLE (Charles-Louis HUGUET, marquis de) (1759-1839). Député suppléant de la noblesse aux Etats généraux, ambassadeur de la République à Gènes et à Constantinople (1792), il fut arrêté en route par la cour d'Autriche (1793) qui l'échangea en 1795 contre la fille de Louis XVI. Il contribua au coup d'Etat de Brumaire, reçut l'ambassade de La Haye et devint sénateur en 1805. Rallié aux Bourbons, il entra à la Chambre des pairs et en fut grand référendaire.

SÉNARD (Antonin-Marie-Jules) (1800-1885). Avocat à Rouen, il prit part à la révolution de 1830, fit de l'opposition à la monarchie de Juillet, et devint procureur général à Rouen

après février 1848. Député de la Seine-Inférieure à la Constituante (1848), il fut nommé ministre de l'intérieur par Cavaignac, échoua aux élections de 1849 et prit place au barreau de Paris. Député de Seine-et-Oise (1874) réélu en 1876 et en 1877, il siégea à la gauche républicaine.

SERRANO Y DOMINGUEZ (Francisco) (1810-1885), homme d'Etat espagnol. Général de division en 1840, il contribua à la déchéance d'Espartero (1843) et devint ministre de la guerre (1845). Il fit de l'opposition à Narvaez, fut exilé en 1854, devint capitaine général de Madrid (1856), ambassadeur en France (1859), gouverneur de Cuba



Serrano.

et nommé duc de la Torre (1862). Emprisonné lors du coup d'Etat de Gonzalez Bravo (7 juillet 1868), il se joignit au pronunciamiento de Prim, battit les royaux au pont d'Alcolea (28 septembre), entra dans Madrid et fut nommé chef du pouvoir exécutif, généralissime; il promulgua les décrets relatifs au suffrage universel, à la liberté des cultes, à la fermeture des maisons des jésuites, etc., réprima durement les soulèvements de la Catalogne et de Valence et l'insurrection de Cuba. Nommé régent en 1869, il remit les pouvoirs à Amédée, duc d'Aoste, en 1871, et conserva le ministère de la guerre et la présidence du conseil. Il combattit ensuite les carlistes et quitta l'Espagne à l'avènement d'Alphonse XII. Etabli en France, il entra dans son pays et reprit sa place au Sénat.

SEYMOUR (Horatio) (1810-1886), homme politique américain. Jurisconsulte renommé, membre de la Chambre des représentants (1842), il gouverna l'Etat de New-York en 1852 et en 1862, et échoua aux élections présidentielles de 1868 comme candidat des démocrates.

SÈZE (Raymond, comte de) (1748-1828). Avocat à Bordeaux, un des défenseurs de Louis XVI, il quitta Paris après la mort du roi, fut arrêté en province (1793), incarcéré et remis en liberté après le 9 thermidor. Louis

XVIII le nomma premier président de la Cour de cassation (1815), pair de France et comte. Il entra à l'Académie française en 1816.

SHERE-ALI. (V. CHIR-ALI.)

SHERMAN (Guillaume-Tecumseh) (1820-1891), général américain. Il prit une grande part à la guerre de la Sécession, dirigea le raid de Vicksbourg au Mississipi (1864), puis nommé général en chef du Mississipi, remporta une série de victoires sur le général confédéré Johnston et le força à capituler. Il reçut ensuite le commandement général de l'armée.



Sibour.

SIBOUR (Marie-Dominique-Auguste) (1792 - 1857), prélat français. Evêque de Digne (1840), archevêque de Paris (1848), il sacra Napoléon III empereur des Français et fut assassiné en 1857 dans l'église Saint-Etienne-du-Mont par Verger, prêtre interdit.

SIMÉON (Joseph-Jérôme, comte) (1749-1842). Avocat à Aix, il accueillit favorablement les idées de la Révolution, fut proscrit le 31 mai, quitta la France et retourna après le 9 thermidor. Député aux Cinq-Cents, membre du Tribunat, du conseil d'Etat, il collabora au Code civil, devint ministre de l'intérieur, puis de la justice, de Jérôme Bonaparte en Westphalie, préfet du Nord sous la 1^{re} Restauration, membre de la Chambre des députés (1815), ministre de l'intérieur (1820-1821), pair de France (1821) et premier président de la Cour des comptes (1837-1839).

SIMÉON (Joseph Balthasar) (1781-1846), fils du précédent. Préfet du Var, puis du Pas-de-Calais, il devint directeur des Beaux-Arts, entra au conseil d'Etat et à la Chambre des pairs (1835).

SIMON (Jules-François Suisse, dit JULES) (1814-1896). Professeur de philosophie, chargé du cours d'histoire de la philosophie à la Sorbonne (1839-1851), député des Côtes-du-Nord à la Constituante (1848-1849), il vota avec les modérés, refusa de prêter serment à la constitution de 1852 et fut révoqué de sa chaire de la Sorbonne. Député de la Seine (1863), réélu par

la Gironde (1869), il fit partie de l'opposition libérale, prononça de nombreux discours en faveur de l'instruction publique, de la liberté de la presse, contre la peine de mort, contre



Simon (Jules).

la déclaration de guerre à la Prusse, etc., fut proclamé le 4 septembre 1870 membre du gouvernement de la Défense nationale et nommé, le 5, ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts. Député de Seine-et-Marne (1871), il garda son portefeuille jusqu'en 1873, secondant la politique de Thiers, fut élu sénateur inamovible (1875) et membre de l'Académie française (même année). Directeur du *Siècle*, il prêcha la modération, devint président du conseil et ministre de l'intérieur (1876), se déclara « franchement républicain et résolument conservateur », se retira lors du coup d'État du Seize-Mai, combattit les lois Ferry, notamment l'article 7, prit la parole contre l'amnistie plénière, la réforme de la magistrature, le divorce, etc. — Pour ses nombreux ouvrages, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

SISMONDI (Jean-Charles-Léonard SIMONDE DE) (1773-1842), historien et économiste suisse. Membre du conseil représentatif de Genève, il a laissé de nombreux travaux d'économie politique et d'histoire empreints d'idées libérales.

SOUBEYRAN (Jean-Marie-Georges, baron de) (1829-1897). Sous-gouverneur du Crédit foncier (1860), député de la Vienne (1863-1870), il soutint le gouvernement impérial, fut réélu en 1871, en 1876, fit partie du groupe de l'Appel au peuple et appuya le Seize-Mai. Constamment réélu depuis, il fut mêlé à de nombreux débats judiciaires relatifs au Crédit foncier et à d'autres spéculations financières.

SOULOUQUE (1789-1867), nègre d'Haïti. Président de la République (1847), il se fit proclamer empereur sous le nom de Faustin I^{er} (1849) et fut célèbre par sa bêtise et sa cruauté. Geffrard le renversa en 1859.

SOULT (Nicolas-Jean-de-Dieu, duc de DALMATIE) (1769-1852), maréchal de France. Il servit sous Hoche et Pichegru, sous Custine et sous Masséna, tomba au pouvoir des Autrichiens qui le libérèrent après Marengo, devint commandant supérieur du Piémont, commandant du camp de Saint-Omer (1803), maréchal de France (1804), se distingua à Austerlitz et fut gouverneur de Vienne. Il fit ensuite la campagne de Prusse (1806) et celle de Pologne (1806-1807), reçut le titre de duc de Dalmatie après la prise de Kœnigsberg et le commandement du centre de l'armée d'Espagne (1808). De cette date, jusqu'à 1813, il se montra un stratège consommé, justifiant son titre de « premier manœuvrier de l'Europe », rejoignit l'armée d'Allemagne et assista aux batailles de Lut-



Soult.

zen et de Bautzen. Envoyé par Napoléon I^{er} sur les frontières d'Espagne, il lutta pied à pied contre l'armée anglo-espagnole et ne cessa de combattre qu'après la bataille de Toulouse et la rentrée de Louis XVIII en France. Il fut pendant quelques mois ministre de la guerre, servit Napoléon pendant les Cent-Jours, entra à la Chambre des pairs et combattit à Fleurus et à Waterloo. Exilé par la 2^e Restauration, il ne rentra en France qu'en 1819, se rallia à la monarchie de Juillet, devint ministre de la guerre, président du conseil des ministres (1832), ambassadeur à Londres (1838), ministre de la guerre (1839), chef de cabinet avec le portefeuille des affaires étrangères (1840), puis avec celui de la guerre. Il resta au pouvoir jusqu'en 1847 et reçut le titre de « maréchal général ».

SPÉRANSKI (Michel GRAMATINE, comte) (1772-1839), homme d'État russe. Directeur de l'administration des affaires étrangères (1801), puis de celle de l'intérieur, président de la commission législative chargée de coordonner les lois de la Russie, il accomplit de grandes réformes, devint secrétaire de l'Empire (1810) et tomba en disgrâce comme prétendu ami de Napoléon (1812). Exilé en

Sibérie, il y passa deux ans, devint gouverneur de Penza (1816), de la Sibérie (1819), rentra à Pétersbourg (1822) et reconquit toutes les faveurs de la cour. Il coordonna les lois et coutumes des Slaves, publia l'immense recueil du *Corpus juris Russici* (1833; 15 vol. in-4), et reçut le titre de comte (1839).

SPULLER (Eugène) (1835-1896). Avocat à Paris, très lié avec Gambetta, il fut son collaborateur à Tours, à Bordeaux, et à la *République française*. Député du III^e arr.



Spuller (Eugène).

de Paris (1876), il siégea à l'Union républicaine, fit partie des 363 et fut réélu en 1877 et en 1881. Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Gambetta (1881-1882), vice-président de la Chambre, élu député de la Côte-d'Or (1885), il reçut le ministère de l'instruction publique dans le cabinet Rouvier (1887), celui des affaires étrangères dans le cabinet Tirard (1889-1890); il avait été réélu député de Beaune (1889) et sénateur de la Côte-d'Or (1892) à la mort de Joigneaux. Dans le cabinet Casimir-Perier, il eut le portefeuille de l'instruction publique (1893). C'est lui qui prononça le mot malheureux d'« esprit nouveau » qui a été depuis tant exploité par le parti clérical.

STADION (Philippe, comte de) (1763-1824), homme d'Etat autrichien. Ambassadeur à Stockholm (1787), à Londres (1792), à Berlin (1801), il représenta aussi l'Autriche à Pétersbourg, organisa la 3^e coalition contre la France et devint ministre des affaires étrangères (1806). Eloigné des affaires en 1809 sur la demande de Napoléon I^{er}, il assista à divers traités et conférences (1813-1815) et reçut le portefeuille des finances qu'il garda jusqu'à sa mort.

STAMBOULOV (1853-1895), homme politique bulgare. Un des chefs du parti libéral avec Karavelov, il devint président de la Sobranié (1884-1886), eut la plus grande part dans l'élection au trône de Ferdinand de Saxe-Cobourg et exerça une vraie dicta-

ture, qui provoqua de nombreux complots (affaires Panitza, Milarov, Popov et Karavelov), cruellement réprimés; Stamboulov fut assassiné (1895).

STANHOPE (Philippe-Henry, vicomte MAHON, comte) (1805-1875), homme politique anglais. Député à la Chambre des communes (1830), il combattit la réforme parlementaire, devint sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1834), secrétaire du bureau des Indes (1845) et entra à la Chambre des lords en 1855.

STANLEY. (V. DERBY [Comte de].)

STAPPER (Philippe-Albert) (1766-1840), philosophe et homme politique suisse. Pasteur protestant, il professa la philosophie à Berne, devint ministre des arts, des sciences et du culte (1798), ministre près la République française (1800) et rentra dans la vie privée en 1803 lorsque Bonaparte se fit nommer « médiateur » de la Confédération helvétique.

STASSART (Goswin-Joseph-Augustin, baron de) (1780-1854), homme d'Etat belge. De 1804 à 1814, il servit dans l'administration française, devint membre des Etats de la province de Namur (1818), et de la seconde Chambre des Etats généraux (1821). Président du comité de l'intérieur après la révolution belge de 1830, il administra les provinces de Namur et de Brabant et présida le Sénat de 1831 à 1838.

STEIN (Henri-Frédéric-Charles, baron de) (1757-1831), homme d'Etat prussien. Ministre des finances, il présida le conseil en 1808, comprit la nécessité des réformes radicales et commença la réorganisation de la Prusse; à la suite d'une lettre imprudente, il dut être éloigné des affaires et proscrit par Napoléon, se réfugia en Russie où il poussa le tsar contre la France. Administrateur de la Saxe (1813) et chef du parti unitaire allemand, il devint suspect à la réaction, s'éloigna des affaires et consacra ses dernières années à préparer la publication des célèbres *Monumenta Germaniae historica*.

STEINMETZ (Ch.-Fred. de) (1796-1877), général prussien. Il prit part aux campagnes de 1813 et 1814, à l'expédition du Schlesvig (1848), commanda en 1866 le 5^e corps et battit les Autrichiens à Nachod, Skalitz et

Schweinschädel. Dans les guerres de 1870, il commanda la première armée, compromit le succès des Prussiens à Gravelotte, fut placé sous l'autorité de Frédéric-Charles, et bientôt après éloigné du théâtre de la guerre.

STERBINI (Pietro) (1795-1863), homme politique italien. Affilié à la Jeune Italie, et compromis dans l'insurrection de 1831, il fut ministre du commerce et des travaux publics à Rome (1848) et contribua à faire proclamer la République. Après la prise de Rome, il se retira en Suisse, puis en France.

STEWART (Robert). (V. CASTLE-REAGH.)

STOURDZA (Alexandre) (1788-1854), homme politique roumain, au service de la Russie. Il dénonça au congrès d'Aix-la-Chapelle (1818) l'agitation libérale, fut nommé par Nicolas I^{er} conseiller intime pour les affaires étrangères et prit sa retraite en 1840.

STOURDZA (Michel) (1795-1884), hospodar de Moldavie. Ministre des finances, il fit partie de la commission chargée d'établir la constitution (1829), fut nommé par Nicolas I^{er} hospodar de Valachie (1834) et eut de nombreuses luttes à soutenir pour se maintenir au pouvoir. Il abdiqua après avoir amassé une très grande fortune et vint s'établir à Paris.

STRATFORD DE REDCLIFFE (STRATFORD-CANNING, vicomte) (1788-1880), diplomate anglais. Ministre plénipotentiaire en Suisse (1813), il représenta son pays à Washington (1820-1823), à Pétersbourg, à Constantinople, où il resta jusqu'en

1858, jouant un rôle prépondérant auprès du sultan.

SUBERVIE (Georges-Gervais, baron) (1772-1856), général français. Il fit les campagnes de la Révolution et de l'Empire, fut député du Gers et d'Eure-et-Loir (1831-1848), réélu à la Constituante et à la Législative (1848-1851), et eut quelques jours le portefeuille de la guerre (1848), puis la grande chancellerie de la Légion d'honneur.

SUCRE (Antonio-José de) (1793-1829), président de la République de l'Equateur. Il seconda glorieusement Bolivar dans la guerre d'indépendance contre les Espagnols. Il organisa la Bolivie, séparée du Pérou (1825), chassa une armée péruvienne de la Colombie (1829), et fut assassiné en allant à Quito prendre son poste de président de la République de l'Equateur.

SUE (Eugène) (1801-1857). Aide-chirurgien dans la marine, il assista à la bataille de Navarin (1827), s'adonna à la littérature et publia de nombreux romans, dont quelques-uns à tendances sociales et politiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.) Député à la Législative (1850), il siégea à la Montagne et partit à Annecy après le coup d'Etat du 2 déc. 1851.

SUZANNET (Pierre-Jean-Baptiste-Constant, comte de) (1772-1815), chef vendéen. Emigré à la Révolution, il s'enrôla dans l'armée de Condé, prit part à l'expédition de Quiberon et servit sous Charette. Réfugié en Suisse, il reprit les armes (1799), et de nouveau pendant les Cent-Jours. Il périt au combat de La Roche-Servièrre à la tête d'un corps d'armée royaliste (1815).

T

TAAFFE (Edouard, comte de) (1833-1895), homme d'Etat autrichien. Ministre de l'intérieur (1867), président du conseil (1869-1870), quelque temps ministre de la défense nationale,

puis gouverneur du Tyrol et du Vorarlberg (1871), ministre de l'intérieur et président du conseil (1879), il inclina vers la coalition fédéraliste-aristocratique et put ainsi, moyennant

quelques légères concessions aux Slaves et à l'appui de l'empereur, conserver le pouvoir pendant quatorze ans. Le triomphe en Bohême du parti démocratique ou jeune-tchèque disloqua la majorité; Taaffe essaya un projet de réforme électorale, mais il fut abandonné par l'empereur et renversé par la coalition des conservateurs et des Allemands. Il cherchait surtout, selon son expression, à « *vivoter* ».

TAILHAND (Adrien-Albert) (1810-1889). Il débuta dans la magistrature, devint président de chambre à Nîmes (1869), député de l'Ardeche (1871) et siégea à droite. Ministre de la justice (1874-1875), il favorisa toutes les tentatives monarchiques, et fut élu sénateur de l'Ardeche (1876-1885).

TAILLEPIED, comte de *Bondy*. (V. ce nom.)

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Alexandre, Angélique de) (1736-1821), prélat français. Archevêque de Reims (1777), député aux Etats généraux (1789), il émigra peu après, devint conseiller du futur Louis XVIII, membre de la Chambre des pairs (1814), cardinal et archevêque de Paris (1817).

TALLEYRAND-PÉRIGORD (Charles-Maurice de, prince de BÉNEVENT) (1754-1838), diplomate français, neveu du précédent. Connu sous le nom de « *abbé de Périgord* », il fut évêque d'Autun



Talleyrand.

(1788), député aux Etats généraux et se réunit au tiers en faisant montre d'opinions libérales. Il prêta serment à la constitution civile du clergé, partit en mission à Londres, et, décrété d'accusation par la Convention (1792), passa en Amérique où il refit sa fortune dans le commerce. De retour en France (1796), il obtint du Directoire le ministère des relations extérieures (1797), seconda Bonaparte au 18 brumaire et fut mêlé à toutes les opérations politiques et diplomatiques du Consulat. Grand chambellan (1804-1810), il quitta les affaires étrangères en 1807, fut nommé vice-grand électeur, assista Napoléon à Erfurt, mais depuis 1810 fit une sourde opposition

au régime impérial, intrigua en faveur des Bourbons et devint chef du gouvernement provisoire après la déchéance de l'empereur. Ministre des affaires étrangères, il prit une grande part au congrès de Vienne, provoqua l'entrée des alliés en France après le retour de l'île d'Elbe et présida le ministère de Louis XVIII après Waterloo. Les ultraroyalistes obligèrent le roi à le renvoyer; il reçut le poste de grand chambellan, fit de l'opposition frondeuse dans les salons, et prononça d'importants discours à la Chambre des pairs. Ambassadeur à Londres (1830-1834), il vécut depuis dans la retraite, laissant la réputation d'un esprit brillant, versatile et peu scrupuleux.

TALLIEN (Jean-Lambert) (1767-1820). (V. volume BIOGRAPHIE POLITIQUE DEPUIS LE III^e SIÈCLE JUSQU'EN 1800.)

TANN (Louis-Samson von der) (1815-1881), général bavarois. En 1870, il commanda le 1^{er} corps bavarois, combattit à Wörth, Beaumont et Sedan, occupa Orléans (11 octobre), et fut battu à Coulmiers. Il prit part ensuite à la campagne de la Loire et au siège de Paris.

TAPARELLI. (V. AZEGLIO.)

TARDIF DE POMMEROUX. (V. BORDESOLLE.)

TARENTE (Duc de). (V. MACDONALD.)

TASCHER DE LA PAGERIE (Joséphine). (V. BEAUHARNAIS.)

TASCHEREAU (Jules-Antoine) (1801-1874). Député de Loches (1838), il siégea dans les rangs de l'opposition, collabora à divers journaux, représenta le département d'Indre-et-Loire à la Constituante et à la Législative (1848-1851), siégea à droite, et soutint la politique de Louis-Napoléon.

TEGETTHOF (Guillaume de) (1827-1871). Né en Styrie, il commanda la flottille autrichienne contre le Danemark (1864) et battit à Lissa la flotte italienne (20 juillet 1866); il ramena du Mexique les restes de l'empereur Maximilien.

TEGOBORSKI (Louis de) (1793-1857), économiste russe. Ministre plénipotentiaire à Paris (1834), chargé de négociations à Vienne, conseiller d'Etat (1848), il entra dans le conseil privé où il s'occupa surtout d'économie politique.

TEISSERENC DE BORT (Pierre-Ed-

mond) (1814-1892). Député de l'Hérault (1846), de la Haute-Vienne (1871), il siégea au centre droit et reçut de Thiers le ministère de l'agriculture et du commerce (1872-1873). Sénateur de la Haute-Vienne (1876), il reprit le portefeuille de l'agriculture (1876-1877) et siégea au centre gauche. De nouveau ministre de l'agriculture (1877-1879), il ouvrit l'exposition de 1878, devint ambassadeur à Vienne (1879-1880) et fut réélu sénateur de la Haute-Vienne (1882).

TEMME (Jodocus-Donatus-Hubert) (1798-1881), juriconsulte allemand. Premier président de la cour d'appel de Munster (1848), député à l'Assemblée constituante prussienne (même année), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu au Parlement de Francfort, révoqué de ses fonctions judiciaires et condamné à neuf mois de prison. Il passa ensuite à Zurich où il professa le droit.

TEMPLE (Henry-John). (V. PALMERSTON.)

TERCEIRA (Comte de VILLAFLO, duc de) (1790-1860), maréchal portugais. De 1828 à 1834, il combattit les troupes de l'usurpateur dom Miguel à la tête de l'armée constitutionnelle, devint président du ministère en 1837, puis en 1842, mais ne s'y maintint pas longtemps, de même qu'en 1846. Ses rigueurs envers les démocrates l'avaient rendu très impopulaire.

TERNAUX (Louis-Mortimer) (1808-1872), homme politique français. Maître des requêtes au conseil d'Etat (1837-1848), député de Reithel (1842-1848), réélu par le dép. des Ardennes à la Constituante et à la Législative (1848-1851), il siégea à droite et rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 déc. 1851.

TESTELIN (Armand-Achille) (1814-1891). Député du Nord à la Législative (1849-1851), il siégea à gauche, fut expulsé après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, devint préfet du Nord (1870), député de ce département (1871) et siégea à l'extrême gauche. Sénateur inamovible (1875), il fit partie de l'Union républicaine et combattit le Seize-Mai.

Tewfik Pacha (Méhéméd) (1852-1892), khédive d'Egypte. Il succéda à Ismaïl Pacha (1879), se trouva aux prises avec les plus graves embarras

et n'eut après les échecs de son ministre Arabi Pacha (1882) qu'une autorité nominale.

THÉNARD (Louis-Jacques, baron) (1777-1857). (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

THÉODOROS (1808-1868), négus d'Abyssinie, se donna la mort à Magdala après sa défaite par les Anglais.

THESIGER (Lord). (V. CHELMSFORD.)

THÉVENET (Marius) (1845). Avocat à Lyon, député du Rhône (1885), ministre de la justice et des cultes (1889), il poursuivit la Ligue des patriotes et le général Boulanger. Réélu en 1889, il fut élu sénateur (1890) et bénéficia d'une ordonnance de non-lieu à la suite des affaires de Panama dans lesquelles il avait été mêlé (1893).

THIBAUDEAU (Antoine-Claire) (1765-1854), conventionnel. Avocat à Poitiers, député de cette ville à la Convention, il vota la mort de Louis XVI, devint, après le 9 thermidor, un des chefs du parti modéré, fut député aux Cinq-Cents, préfet de la Gironde (1800), conseiller d'Etat, préfet des Bouches-du-Rhône (1803) et pair de France pendant les Cent-Jours. Exilé comme régicide (1816), il se fixa à Prague, revint en France après juillet 1830 et entra au Sénat en 1852. Il a laissé des *Mémoires* fort importants.

THIBAUDIN (Jean) (1822), général français. Il servit en Algérie, en Crimée et fit partie de l'armée de Metz en 1870. Prisonnier en Allemagne, il s'évada, reprit du service et commanda la 2^e division du 24^e corps (armée de Bourbaki). Ministre de la guerre dans le cabinet Fallières (1883), il mit le duc d'Aumale et le duc de Chartres en inactivité.

THIERRY (Amédée-Simon-Dominique) (1797-1873), historien français, frère de Jacques-Nicolas-Augustin Thierry. (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.) Professeur d'histoire à la faculté de Besançon, son cours fut suspendu sous le ministère Polignac; il fut préfet de la Haute-Saône, après 1830, conseiller d'Etat (1853) et sénateur (1860).

THIERS (Louis-Adolphe) (1797-1877). Collaborateur au *Constitutionnel* et au *National*, il rédigea et signa des premiers la protestation des journalistes contre les ordonnances de juillet 1830 et joua bientôt un rôle prépon-

dérant dans le cabinet Laffitte en qualité de sous-secrétaire d'Etat.

Il soutint ensuite la politique réactionnaire de Casimir Périer, devint ministre de l'intérieur (1832), du commerce et des travaux publics (1832-



Thiers.

1834), reprit le portefeuille de l'intérieur (1834), fut président du conseil en 1836 et en 1840. Sa politique faillit alors jeter la France dans une guerre contre l'Europe coalisée. Il fit à cette occasion voter la loi sur les fortifications de Paris qui

devaient aussi dans sa pensée servir à contenir les faubourgs.

Orateur de talent, devenu riche par son mariage, très ambitieux, sans beaucoup de scrupules, il se signala par sa défense de l'hérédité de la pairie (1831), par sa conduite peu généreuse vis-à-vis de la duchesse de Berry (1832), par la rigueur avec laquelle il réprima les troubles de 1834 (affaire de la rue Transnonain), enfin par les lois de septembre (1835) contre la liberté de la presse.

Remplacé par Guizot, il se rallia à l'opposition dynastique, prononça des discours libéraux, fut député à la Constituante et à la Législative (1848-1851); il siégea à droite, vota pour la dictature de Cavaignac, combattit les socialistes, soutint la présidence du prince Louis-Napoléon, approuva l'expédition de Rome, la suppression des clubs et la limitation du suffrage universel.

Cependant, ayant protesté contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il fut exilé, revint en 1852 et reprit ses travaux historiques.

Député au Corps législatif (1863), réélu (1869), il réclama les « libertés nécessaires », combattit avec éloquence la politique extérieure de Napoléon III et s'opposa avec véhémence à la guerre contre la Prusse.

Pendant la guerre franco-allemande, après la révolution du 4 septembre Thiers parcourut, inutilement d'ailleurs, les cours d'Europe en vue d'obtenir leur intervention en faveur de la France.

Elu député en 1871 par 26 départements et nommé chef du pouvoir

exécutif, il signa les préliminaires de la paix et réprima l'insurrection de la Commune. On sait qu'il se montra impitoyable dans cette répression.

Nommé président de la République française (1872), il réorganisa l'armée, fit voter les impôts nécessaires pour rétablir l'équilibre budgétaire, réalisa avec succès 2 ou 3 milliards, paya l'indemnité de guerre et obtint la libération anticipée du territoire; il se prononça définitivement en faveur du régime républicain et fut, l'année suivante, remplacé par le maréchal Mac-Mahon. Il devint alors le chef du parti républicain modéré et contribua par son influence à faire voter la constitution de 1875. — Académicien depuis 1834. — V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

THISTLEWOOD (Arthur) (1772-1820), conspirateur anglais. Il organisa le complot contre les membres du cabinet Harrowby dans le but de favoriser une révolution radicale, fut trahi, arrêté et condamné à mort (1820).

THOMAS (Clément) (1809-1871), général français. Il fit de l'opposition au début de la monarchie de Juillet, fut condamné lors du procès d'avril 1835, devint député de la Gironde à la Constituante (1848) et colonel de la garde nationale de Paris. Il se signala contre les insurgés de Juin, commanda la garde nationale de Paris après le 4 septembre 1870, et, le 18 mars, chargé par Thiers d'enlever les canons à Montmartre et de désarmer une partie de la population, il fut reconnu, arrêté, condamné à mort avec le général Lecomte, et fusillé.

THORBECKE (Jean-Rodolphe) (1796-1872), homme politique néerlandais. Professeur à Gand et à Liège, député à la première Chambre (1840), il fut chef d'un cabinet progressiste de 1849 à 1853 après avoir présidé la commission de revision de la constitution des Pays-Bas.

THORIGNY (Pierre-François-Elisabeth-Tiburce LEULLION DE) (1798-1869), magistrat français. Avocat général à Paris (1845), il soutint la politique de l'Elysée, fut ministre de la justice dans le cabinet qui précéda le coup d'Etat du 2 décembre 1851, membre de la Commission consultative, conseiller d'Etat (1852), sénateur (1853)

et premier président de la cour d'A-miens (1858).

THOUVENEL (Edouard-Antoine) (1818-1866). Ministre plénipotentiaire à Athènes (1850), ambassadeur à Constantinople (1855-1860), sénateur (1859), ministre des affaires étrangères (1860), il fut nommé grand référendaire du Sénat en 1865.

TISSOT (Charles-Joseph) (1828-1884), Il passa une grande partie de sa carrière diplomatique en Orient, fut sous-directeur des affaires publiques aux affaires étrangères (1866), ministre de France à Athènes (1876) et ambassadeur à Constantinople. Archéologue distingué, il était correspondant de l'Institut.

TIRARD (Pierre-Emmanuel) (1827-1893). Négociant en bijouterie et horlogerie, maire du 11^e arr. de Paris après le 4 septembre 1870, député de la Seine (1871), il siégea à l'extrême gauche, fut réélu en 1876 et fit partie de la gauche républicaine. Un des 363, réélu en 1877, ministre de l'agriculture et du commerce (1879-1881), ministre du commerce (1882), des finances (1882-



Tirard.

1885), il avait été réélu député en 1881 et nommé sénateur inamovible en 1883. Président du conseil avec le portefeuille des finances (1887-1888), de nouveau en 1889-1890, il se montra un des adversaires du protectionnisme.

TISZA (Koloman) (1830), homme d'Etat hongrois. Député (1860), il devint chef du centre gauche et ministre de l'intérieur, président du conseil de Hongrie (1875-1890). Il soutint la politique du comte Andrássy, prit le portefeuille des finances en 1877, et favorisa toutes les tentatives d'hostilité contre la France.

TOCQUEVILLE (Hervé-Louis CLÉREL, comte de) (1772-1856). Il fut préfet de plusieurs départements sous la Restauration et entra à la Chambre des pairs en 1827.

TOCQUEVILLE (Alexis-Charles-Henri CLÉREL de) (1805-1859). Il débuta dans la magistrature, partit

après la révolution de 1830 aux Etats-Unis pour y étudier le système pénitentiaire, fut député de Valognes (1839-1848), de la Manche à la Constituante et à la Législative (1848-1851), ministre des affaires étrangères (1849) et siégea avec les conservateurs. Il fit de l'opposition au coup d'Etat du 2 décembre 1851, fut emprisonné pendant quelques jours et se consacra aux travaux historiques. (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.) Il entra à l'Académie française en 1841.

TOLAIN (Henri-Louis) (1828-1897), Ouvrier ciseleur, un des fondateurs de l'Association internationale des travailleurs, député de la Seine (1871), il siégea à l'Union républicaine et fut élu sénateur de la Seine (1876). Ses opinions devinrent de plus en plus modérées. Il n'en avait pas moins refusé de voter des félicitations à l'armée de Versailles, après la défaite de la Commune.



Tolain.

TOPETE (Jean-Baptiste) (1821-1885), amiral et homme d'Etat espagnol. Il servit dans les guerres contre le Maroc (1860), contre le Pérou et le Chili (1868), se joignit au maréchal Prim pour renverser Isabelle, fut ministre de la marine et membre du gouvernement provisoire. Il tint encore le portefeuille de la marine et celui des colonies dans différents cabinets de 1870 à 1874). L'avènement d'Alphonse XII le fit rentrer dans la vie privée.

TOPINO-LEBRUN (François-Jean-Baptiste) (1769-1802). Elève du peintre David, il fut juré au tribunal révolutionnaire, impliqué dans la conspiration de Babeuf, et, compromis dans le complot d'Aréna contre Bonaparte, fut condamné à mort et exécuté (1802).

TORENO (José-Maria QUEYPO DE LLANO RUIZ DE SARAVIA, comte de) (1786-1843), homme d'Etat espagnol. Il servit la cause de l'indépendance de son pays contre les Français, fut député aux Cortès et s'y montra d'opinions très avancées. Il quitta

son pays lors du triomphe de la réaction, rentra à l'amnistie de 1833, devint ministre des finances (1834), et président du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères. Il tomba du pouvoir en 1835 et vint s'établir à Paris.

TOURNON (Philippe-Camille-Casimir de SIMIANE, comte de) (1778-1833). Préfet du dép. de Rome (1809-1814), de la Gironde, puis du Rhône sous la Restauration, il entra au conseil d'Etat et à la Chambre des pairs (1823).

TOUSSAINT-LOUVERTURE (1742-1803), nègre haïtien, gouverneur de Saint-Domingue. D'une activité prodigieuse, doué d'un grand esprit d'organisation, il se montra cruel et despote et tint tête aux Anglais, au général Hédouville, puis à Leclerc. Enlevé par trahison après sa défaite, on le transporta en France, au fort de Joux (Doubs) où il mourut après dix mois de captivité (1803).

TRACY (Antoine-Louis-Claude DESTUTT DE) (1754-1836). Député à l'Assemblée constituante (1789), maréchal de camp (1792), il se montra partisan des réformes, fut arrêté comme suspect pendant la Terreur et remis en liberté. Sénateur (1799), membre de l'Académie française (1808), il vota la déchéance de Napoléon I^{er} et entra à la Chambre des pairs (1817). Il a laissé de nombreux ouvrages philosophiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

TRACY (Antoine-César-Victor-Charles DESTUTT, comte de) (1781-1864), fils du précédent. Il fit les guerres de l'Empire, quitta le service en 1818, représenta le département de l'Allier de 1822 à 1824, siégea à gauche et fut réélu sans interruption de 1827

à 1848. Député de l'Orne à la Constituante (1848), ministre de la marine (1848-1849), réélu à la Législative (1849-1851), il combattit la politique de l'Elysée et rentra dans la vie privée après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

TRARIEUX (Joseph-Ludovic) (1840). Avocat à Bordeaux, député de cette ville (1879), il



Trarieux.

siégea à la gauche républicaine, fut élu sénateur de la Gironde (1887) et eut le portefeuille de la justice dans le cabinet Ribot (1895). Il se montra très actif dans l'affaire de la revision du procès Dreyfus et devint président de la Ligue des Droits de l'homme.

TRÉVISE (Duc de). (V. MORTIER.)

TRÉZEL (Camillo-Alphonse) (1780-1860), général français. Il fit les campagnes de l'Empire, accompagna comme aide de camp le général Gardanne dans sa mission en Perse (1807-1808), servit en Espagne, en Russie, à Waterloo où il perdit l'œil gauche, fit partie des expéditions d'Espagne (1823), de Morée (1828) et passa en Algérie (1831-1835). Pair de France (1846), ministre de la guerre (1847), il fut mis à la retraite en 1848.

TRICOUPIS (Spiridion) (1788-1873), homme d'Etat grec. Il joua un rôle important pendant la guerre d'indépendance de son pays, dans la diplomatie et l'administration, fut ambassadeur en Angleterre (1835-1838 et 1841-1843), ministre des affaires étrangères (1843), vice-président du Sénat (1844-1849), ambassadeur à Paris (1858), puis à Londres.

TRIPPIER (Nicolas-Jean-Baptiste) (1765-1840). Avocat à Paris, il quitta la France pendant la Terreur, revint après le 9 thermidor et se fit un nom célèbre au barreau. Elu député en 1815 et en 1822, il entra à la Cour de cassation en 1831 et à la Chambre des pairs en 1832.

TRIVULZIO (Christine), princesse de BELGIOJOSO. (V. ce nom.)

TROCHU (Louis-Jules) (1815-1896), général français. Il servit en Algérie, en Crimée et en Italie, fut nommé gouverneur de Paris par Napoléon III (17 août 1870), et, après le 4 septembre, président du gouvernement de la Défense nationale. Il devint rapidement impopulaire à Paris par suite de son inaction. Député de plusieurs départements, il opta pour le Morbihan (1871), siégea au centre droit et rentra dans la vie privée en 1872.



Trochu.

TROPLONG (Raymond-Théodore) (1795-1869). Président de chambre au tribunal de Nancy (1833), il entra à la Cour de cassation (1835) et à la Chambre des pairs (1846). Nommé par le



Troplong.

prince Louis-Napoléon premier président de la cour d'appel de Paris, il appuya le coup d'Etat du 2 décembre 1851, entra au Sénat (1852) dont il devint président (1854), fut président de la Cour de cassation

(1854) et membre du conseil privé de Napoléon III (1858).

TROYA (Carlo) (1758-1858), historien et homme politique italien. Avocat à Naples (1802), il défendit les idées libérales dans la presse, fut exilé lors de la réaction (1823) et se livra aux études historiques et littéraires. Il présida pendant quelques semaines (1848) le conseil des ministres lorsque Ferdinand II fut contraint de donner une constitution au royaume des Deux-Siciles.

TRUGUET (Laurent-Jean-François) (1752-1839), amiral français. Contre-amiral en 1791, il commanda les forces navales de la Méditerranée, fut incarcéré (1793) jusqu'au 9 thermidor, devint ministre de la marine (1795-1797) et arma la flotte qui devait agir

en Irlande de concert avec Hoche. Quelque temps ambassadeur en Espagne après le 18 fructidor, commandant des escadres française et espagnole réunies à Cadix (1802), destitué pour refus d'adhésion à l'Empire, il fut pourtant chargé de l'administration de la marine en Hollande à partir de 1808. Sous la Restauration, il fut nommé préfet maritime à Brest, puis pair de France (1819).

TURQUET (Edmond-Henri) (1836). Magistrat sous l'Empire, député de l'Aisne (1871), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu en 1876 et en 1877 (avec les 363), et nommé sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts (1879-1881). Réélu en 1881 et 1885, il eut encore le sous-secrétariat d'Etat aux beaux-arts (1885-1887) et se rallia à la politique du général Boulanger qu'il suivit à Bruxelles. Il échoua aux élections de 1889. En 1896, il entra dans l'ordre des frères ternaires.

TURREL (Adolphe) (1856). Auditeur au Conseil d'Etat, député de l'Aude (1885), il vota avec les républicains radicaux, fut réélu à Narbonne en 1889 et 1893, et nommé ministre des travaux publics dans le ministère Méline (1896). Il échoua aux élections de 1898.

TYLER (John) (1790-1862), président des Etats-Unis d'Amérique. Gouverneur de la Virginie, membre du Sénat (1827 et 1836), il fut élu vice-président de l'Union en 1840 et président en 1841. Il incorpora le Texas, l'Iowa et la Floride aux Etats-Unis.

U.

UHLAND (Johann-Ludwig) (1787-1862), poète allemand. Avocat à Stuttgart, il se fit un nom célèbre par ses poésies, chansons et ballades nationales, par son amour de la liberté, fut député de Tubingue, puis de Stuttgart (1819-1839) et de nouveau

député de Tubingue au Parlement de Francfort (1848).

URQUIJO (Mariano-Luis, chevalier de) (1768-1817), homme politique espagnol. Ministre des affaires étrangères (1798), partisan des réformes, les intrigues de Godoy le firent disgracier

(1800), puis emprisonner jusqu'en 1808. Joseph Bonaparte le nomma ministre d'Etat. En 1814, Urquijo se retira à Paris, où il mourut quelques années après.

UVAROV (Serge-Lemenovitch, comte) (1785-1855), homme d'Etat et savant russe. Président de l'académie des sciences de Saint-Petersbourg (1818), conseiller intime (1824), il tint le portefeuille de l'instruction publique de 1832 à 1848, et encouragea les sciences et les lettres.

UZÈS (Marie-Adrienne-Anne-Victurienne-Clémentine de ROCHECHOUART-MORTEMART, duchesse d') (1848). Elle mit au service des idées monarchistes une partie de son immense fortune, et se signala surtout pendant la période de 1888 à 1890 par ses sacrifices pécuniaires pour soutenir les candidats du général Boulanger.



Duchesse d'Uzès.

V

VACHEROT (Etienne) (1809). Très lié avec Victor Cousin, il le suppléa dans sa chaire de philosophie de la Sorbonne et publia de nombreux ouvrages. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.) Il fit de l'opposition à l'Empire, fut maire du 5^e arr. de Paris pendant le siège et élu député de la Seine (1871). Il siégea au centre gauche, se rallia à la politique du duc de Broglie et échoua à diverses élections comme candidat des droites.

VACQUERIE (Auguste) (1819-1895),

littérateur français. Disciple de Victor Hugo, écrivain et auteur dramatique, il fut, comme rédacteur du *Rappel*, maintes fois condamné sous l'Empire. Rédacteur en chef du *Rappel* depuis 1870, il a laissé un grand nombre



d'œuvres. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VAILLANT (Auguste-Nicolas) (1793-1858), amiral français. Il servit contre les Anglais à la fin de l'Empire, fit partie de l'expédition de Morée (1828), exécuta en 1836-1837 un voyage au-

tour du monde sur la *Bonite*, devint préfet maritime de Rochefort (1848), ministre de la marine et des colonies (1851), puis commandant de la station des Antilles et gouverneur de la Martinique.

VAILLANT (Jean-Baptiste-Philibert) (1790-1872), maréchal de France. Il servit dans les dernières guerres de l'Empire, prit part à l'expédition d'Alger (1830), à celle d'Anvers (1832), commanda l'Ecole polytechnique (1838), dirigea les opérations du siège de Rome (1849), et devint, après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, maréchal de France, sénateur, grand maréchal du palais (1853), ministre de la guerre (1854-1859), membre du conseil privé et ministre de la maison de Napoléon III (1860).

VAILLANT (Marie-Edouard) (1840). Affilié à l'Internationale, membre de la

Commune de 1871, il se réfugia à Londres après sa condamnation à mort par contumace, fut élu conseil-



Vaillant (Edouard).

ler municipal du XX^e arr. de Paris (1884) et député de ce même arr. (1889). Réélu en 1893 et 1898, il siège dans le groupe socialiste.

VALENCE (Cyrus-Marie-Alexandre de TIMBRUNE-TIMBRONE, comte de) (1757-1820), général français. Premier écuyer du duc d'Orléans, il accueillit assez favorablement la Révolution de 1789, servit sous Luckner et Dumouriez et accompagna ce dernier dans sa défection. Il rentra en France en 1801, fut nommé sénateur (1805), général de division de cavalerie, et servit en Espagne, en Allemagne et en Russie, signa la déchéance de Napoléon I^{er} et entra à la Chambre des pairs.

VALENTIN (Marie-Edmond) (1823-1879). Député du Bas-Rhin à la Législative (1849), il siègea à la Montagne et fut expulsé de France après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Il se réfugia en Angleterre, organisa en 1870 une légion alsacienne, fut nommé après le 4 septembre préfet du Bas-Rhin et pénétra, dans Strasbourg assiégé, par des prodiges d'héroïsme; préfet du Rhône (1871-1872), député de Seine-et-Oise (1873), sénateur du Rhône (1876), il siègea à la gauche républicaine.

VALLÈS (Jules-Louis-Joseph) (1833-1885). Collaborateur de nombreux journaux, il fonda le journal *la Rue* (1867) qui fut bientôt supprimé, se mêla aux mouvements de la fin de l'Empire, à celui du 31 octobre 1870, fut élu membre de la Commune et passa en Angleterre après sa condamnation à mort par contumace. Après l'amnistie, il écrivit dans *le Cri du Peuple*, et a laissé des ouvrages remarquables et originaux. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VALMY (Duc de). (V. KELLERMANN.)

VANDENPEEREBOOM (J.) (1843). Un des chefs du parti catholique belge. La Belgique est depuis quinze ans gouvernée par le parti clérical. Les ministres ont quelquefois changé, mais c'est toujours la même ligne politique qui a été suivie et que l'avant-dernier chef du cabinet (1879), M. Vandepereboom, ministre depuis l'origine, représentait avec le plus d'obstination et d'autorité. Celui que, dans l'opposition, on appelle le R. P. Boom a tenu tête au dernier orage et rétabli l'ordre un instant très sé-

rieusement menacé; il n'en a pas moins été battu sur le terrain parlementaire et remplacé par un ministre plus conciliant, M. de Smet de Nayer.

VANDERVELDE (Emile) (1866). Économiste et homme politique belge, il siège au palais de la Nation depuis 1894, et c'est lui qui, dans le récent assaut donné au cabinet Vandepereboom a conduit les troupes de l'opposition à la bataille. Professeur érudit, orateur éloquent, le leader du parti socialiste belge est en réalité une des lumières du socialisme contemporain. (V. vol. SOCIALISME.)

VARROY (Henry-Auguste) (1826-1883). Ingénieur en chef des ponts et chaussées (1870), député de la Meurthe (1871), il siègea à gauche, fut constamment réélu et eut le portefeuille des travaux publics en 1879 et en 1882.

VAUBLANC (Vincent-Marie, comte VIENOT DE) (1755-1845). Député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative (1791), il siègea à droite, dut se cacher pendant la Terreur et reparut après le 9 thermidor. Il se mêla à tous les mouvements royalistes, entra au Corps législatif après le 18 brumaire, fut, sous l'Empire, préfet de la Moselle, sous la Restauration, préfet des Bouches-du-Rhône; ministre de l'intérieur (1815-1816), il fut l'instrument docile de la réaction, devint ministre d'Etat, comte et membre du conseil privé. Il représenta le département du Calvados jusqu'en 1827 et rentra dans la vie privée en 1830.

VAUBOIS (Claude-Henri, BELGRAND, comte de) (1748-1839), général français. Il servit à l'armée des Alpes, en Italie sous Bonaparte, et, chargé de défendre Malte (1798), il lutta pendant deux ans et capitula avec les honneurs de la guerre. Nommé sénateur, comte de l'Empire, il vota la déchéance de Napoléon I^{er} et entra à la Chambre des pairs sous la Restauration.

VAUDONCOURT (Frédéric-François-Guillaume, baron de) (1772-1845), général français. Engagé volontaire en 1791, il servit pendant la Révolution et l'Empire, fut condamné à mort par contumace lors de la deuxième Restauration, revint à l'amnistie de 1825 et prit part aux journées de Juillet dans les rangs du peuple.

VAULABELLE (Achille TENAILLE DE) (1799-1879). Il se fit une grande réputation comme journaliste et comme historien (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE), représenta le département de l'Yonne à la Constituante (1848) et reçut de Cavaignac le ministère de l'instruction publique.

VAUTRAIN (Eugène-Joseph) (1818-1881). Avocat à Paris, maire du IX^e arr. (1848), il se tint dans la vie privée sous l'Empire, fut élu maire du IV^e arr. (1870), conseiller municipal de Paris, député de la Seine contre Victor Hugo (1872), et échoua aux élections de 1876 contre Barodet.

VERHUELL (Charles-Henri, comte de SEVENAAR) (1764-1845), amiral hollandais. Rallié à la France, il combattit les Anglais, fut nommé vice-amiral (1804), ministre de la guerre (1805) et maréchal (1806). Au mieux avec la reine Hortense, on lui attribua la paternité du futur Napoléon III. Député du département de l'Yssel au Corps législatif (1814), il se fit naturaliser Français, resta fidèle à Napoléon I^{er}, et entra néanmoins à la Chambre des pairs (1819).

VERNINAC (Henri-François-Charles de) (1841). Docteur en droit, sénateur du Lot (1883), réélu en 1888, il siégea à la gauche radicale et prit part aux discussions sur la réforme de la magistrature et la loi sur les récidivistes.

VEUILLOT (Louis) (1813-1883). Il collabora à divers journaux de province, soutint le ministère Guizot et fonda le journal *l'Univers*. Il se rallia à la politique du prince Louis-Napoléon, attaqua plus tard l'Empire qui supprima son journal en 1860. Il put le faire reparaître en 1867, fit une campagne énergique en faveur de l'infail-



Veuillot.

libilité du pape et devint un des plus ardents défenseurs du parti légitimiste. — Pour ses écrits, V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

VEYE. (V. CHARETON.)

VICENCE (Duc de). (V. CAULAINCOURT.)

VICTOR (Claude-Victor PERRIN, dit) (1764-1841), duc de Bellune, maréchal

de France. Volontaire en 1792, il servit à l'armée des Alpes, au siège de Toulon, à l'armée des Pyrénées-Orientales (1793-1795), à l'armée d'Italie (1795-1797) et se distingua à Marengo. Ambassadeur à Copenhague (1805), il fit la campagne de 1806-1807, combattit en Espagne, en Russie, en Allemagne et en France (1812-1814). Nommé pair de France à la Restauration, il suivit Louis XVIII à Gand, fut ministre de la guerre (1821) et dut donner sa démission (1823) à la suite du scandale des marchés Ouvrard.

VICTOR-EMMANUEL I^{er} (1759-1824), roi de Sardaigne. Il succéda à son frère Charles-Emmanuel IV (1802); fut dépouillé de ses Etats par les Français, recouvra sa couronne en 1814 et abdiqua en 1824 par hostilité pour les idées libérales.

VICTOR-EMMANUEL II (Marie-Albert-Eugène-Ferdinand-Thomas) (1820-1878), roi d'Italie. Fils de Charles-Albert, il le remplaça sur le trône de Sardaigne en 1849, surmonta de graves difficultés grâce au concours de ses ministres Aze-



Victor-Emmanuel II.

glio et Cavour, maintint le régime représentatif et entra en lutte avec la cour de Rome. Son intervention dans la guerre de Crimée resserra ses liens avec la France qui lui prêta son concours lors de la guerre contre l'Autriche (1859). Il se distingua dans maints combats, notamment à Palestro, annexa au Piémont bon nombre d'Etats et fut proclamé roi d'Italie (1861). En 1867, il annexa la Vénétie et entra à Rome en 1870.

VIENNET (Jean-Pons-Guillaume) (1777-1868). Il servit pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, fut destitué en 1827 pour un écrit contre les Bourbons, se rangea du côté des libéraux et fut député de Béziers. Il prit part à la révolution de Juillet, fut réintégré dans l'armée, représenta Béziers à la Chambre des députés jusqu'en 1837 et entra à la Chambre des pairs en 1839. — Il fut

élu membre de l'Académie française en 1830 et publia de nombreux ouvrages. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VLETTE (François) (1843-1894). Député du Doubs (1876), il siégea à la gauche républicaine, fit partie des 363 et fut réélu jusqu'à sa mort. Ministre de l'agriculture dans le cabinet Tirard (1887), dans le cabinet Floquet (1888), puis des travaux publics (1892), il reçut encore ce portefeuille en 1893, dans le cabinet Dupuy.

VILLARET DE JOYEUSE (Louis-Thomas, comte) (1750-1812), amiral français. Il perdit contre les Anglais la bataille navale de Brest dans laquelle périt le *Vengeur* (1794), représenta le Morbihan au conseil des Cinq-Cents (1797), intrigua avec les royalistes et se cacha après le 18 fructidor. Il commanda les forces navales dirigées contre Saint-Domingue (1801), gouverna la Martinique et Sainte-Lucie (1802-1809), puis la place de Venise (1811).

VILLELE (Joseph, comte de) (1773-1854). Maire de Toulouse (1815), député de la Haute-Garonne à la Chambre dite « introuvable », un des chefs des ultraroyalistes, il devint ministre d'Etat (1820), ministre des finances et président du conseil (1821-1828). Pendant cette période, il fut l'homme le plus impopulaire de France et, après les élections qui ne lui furent pas favorables, dut se retirer devant Martignac. Charles X le créa pair de France.

VILLEMAIN (François-Abel) (1790-1870). Professeur d'éloquence française à la Sorbonne, il fit de l'opposition libérale à la fin du règne de Charles X, fut député d'Evreux (1830), pair de France (1832), ministre de l'instruction publique (1839) et, de nouveau, de 1840 à 1844. Dans ce poste, il fut l'instrument docile du clergé dans les questions d'enseignement. Entré à l'Académie française en 1821, il a laissé de nombreux ouvrages littéraires, historiques et critiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VILLEMESSANT (Jean-Hippolyte-Auguste DELAUNAY DE) (1812-1879). Il fonda de nombreux journaux, entre autres le *Figaro*, l'*Événement*, le *Grand Journal*, montra une grande habileté pour satisfaire le goût du public. Son journal, le *Figaro*, bonapartiste sous

l'Empire, devint monarchiste sous la République.

VILLENEUVE-BARGEMONT (Alban, vicomte de) (1784-1850). Sous l'Empire il fut préfet de plusieurs départements (Charente, Meurthe, Loire-Inférieure et Nord); sous Louis-Philippe, il fut député d'Hazebrouck et membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

VILLIERS, comte de *Clarendon*. (V. ce nom.)

VIRCHOW (Rodolphe) (1821), médecin et homme politique prussien. Professeur à l'université de Berlin, il prit part au mouvement révolutionnaire de 1848, perdit sa place à Berlin après le triomphe de la réaction et reçut de l'université de Wurtzbourg la chaire d'anatomie pathologique. De retour à Berlin (1856), il fut élu membre du conseil municipal de cette ville, député de Saarbruck et de Berlin et devint un des chefs de l'opposition et un des adversaires de Bismarck; recteur de l'université de Berlin (1892), correspondant des sociétés et académies de plusieurs nations européennes, il a publié de nombreux ouvrages de médecine, de littérature scientifique et sociologique, d'archéologie, etc.

VISCONTI-VENOSTA (Emilio, marquis) (1829), homme politique italien. Ambassadeur à Constantinople, ministre des affaires étrangères (1866), président du conseil (1869), il garda son portefeuille dans divers cabinets, jusqu'en 1876, fut un des chefs de la Droite et redevint ministre des affaires étrangères (1896).

VITET (Louis, dit Ludovic) (1802-1873). Un des fondateurs du *Globe*, protégé de Guizot qui le nomma inspecteur général des monuments historiques, il fut député de Bolbec (Seine-Inférieure) de 1834 à 1848, député de la Seine-Inférieure à la Législative (1849-1851) et protesta contre le coup d'Etat du 2 décembre 1851. Réélu en 1871 par le même département, il devint vice-président de la Chambre et siégea au centre droit. — Il a laissé un grand nombre d'ouvrages historiques. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VITROLLES (Eugène-François-Auguste d'ARNAUD, baron de) (1774-1841), homme politique français. Emigré, il servit dans l'armée de Condé, fut

nommé ministre d'Etat (1815-1818), ambassadeur à Turin (1824) et pair de France (1830).

VIVIANI (René) (1863), homme politique français. Avocat à Alger, puis à Paris, rédacteur à *la Petite République*, il plaida en faveur des grévistes et fut élu député du 5^e arr. de Paris (1893). Il siège au groupe socialiste dont il est un des plus remarquables orateurs. Réélu en 1898.



Viviani.

VIVIEN (Alexandre-François) (1799-1854), homme politique français. Avocat à Paris, préfet de police (1831), député de Saint-Quentin (1832), ministre de la justice dans le cabinet Thiers (1840), ministre des travaux publics sous Cavaignac (1848), il entra

au conseil d'Etat et se retira de la politique après le coup d'Etat du 2 déc. 1851.

VOISIN (Félix) (1832). Avocat à Paris, magistrat sous l'Empire, député de Seine-et-Marne (1871), il siègea au centre gauche, puis au centre droit, devint préfet de police (1876-1877), et conseiller à la cour de cassation (1877).

VOLNEY (Constantin-François CHASSEBOEUR, comte de) (1757-1820). Député d'Anjou aux Etats généraux, il se montra favorable aux principes de la Révolution, fut emprisonné sous la Terreur et mis en liberté le 9 thermidor. Il s'associa au coup d'Etat du 18 brumaire, entra au Sénat, fut nommé comte de l'Empire et signa l'acte de déchéance de Napoléon I^{er} (1814). — Comme écrivain, il a laissé de nombreux ouvrages. (V. volume BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.)

VOLTA (Alexandre) (1745-1827). (V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.)

VOYER D'ARGENSON. (V. ARGENSON.)

W

WADDINGTON (William-Henry) (1826-1894). Fils d'un riche filateur anglais, il s'occupa d'épigraphie et de numismatique, fut élu député de



Waddington.

l'Aisne (1871), siégea au centre droit, puis au centre gauche, eut quelques jours le portefeuille de l'instruction publique (1873) et entra au Sénat comme représentant de l'Aisne (1876). Ministre de l'instruction publique (1876-1877), des affaires étrangères (1877-1879), président du conseil (1879), il fut ambassadeur extraordinaire en Russie lors du couronnement du tsar

(1883) et de cette même année jusqu'en 1893 représenta la France à Londres.

WAGRAM (Prince de). (V. BERTHIER.)

WALDECK-ROUSSEAU

(Pierre-Marie) (1846). Avocat à Rennes, député de cette ville (1879), il siégea à l'Union républicaine, fut réélu en 1881 et reçut le portefeuille de l'intérieur dans le



Waldeck-Rousseau.

cabinet Gambetta (1881-1882) et dans le cabinet Jules Ferry (1883-1885). Réélu en 1885, il ne se représenta pas aux élections de 1889 et se fit inscrire

au barreau de Paris. Il entra au Sénat peu après. C'est un des chefs du parti dit « opportuniste » qu'il chercha à reconstituer sur de nouvelles bases. En juin 1899, il devint président du conseil et ministre de l'intérieur après la chute du ministère Dupuy.

WALEWSKI (Alexandre-Florian-Joseph COLONNA, comte) (1810-1868). Fils de Napoléon I^{er}, il prit part au mouvement insurrectionnel de la Pologne contre les Russes (1831), vint en France où il se fit naturaliser, servit en Algérie, écrivit dans différents journaux et entra dans la diplomatie. Très lié avec Napoléon III, il obtint les ambassades de Madrid, de Londres (1854), le ministère des affaires étrangères (1855-1860) et entra au Sénat. Membre du conseil privé, ministre d'Etat et directeur des beaux-arts (1860-1863), il quitta le Sénat, se fit élire député des Landes et devint président du Corps législatif; des dissensions avec Rouher amenèrent bientôt sa retraite.

WALLACE (Richard) (1818-1890), philanthrope anglais. Député de Lisburn à la Chambre des communes (1875), il siégea dans les rangs des conservateurs, et habita longtemps Paris où il mourut, après avoir participé à de nombreuses œuvres de bienfaisance, fondé un hôpital et doté la ville de nombreuses fontaines auxquelles le public a donné son nom.

WALLON (Henri-Alexandre) (1812). Maître de conférences à l'Ecole normale (1840), puis suppléant de Guizot

à la Sorbonne, il fut élu député du Nord à la Législative (1849), vota avec le parti modéré, fut réélu dans le Nord (1871) et siégea au centre-droit. Il soutint le ministère de Broglie, se rapprocha du centre gauche, présenta

le fameux amendement qui porte son nom (nomination par le Congrès du président de la République pour sept ans) et fut le départ des lois constitutionnelles de 1875. Ministre de l'instruction publique et des cultes (1875-1876), il sou-

tint les universités catholiques, entra au Sénat comme membre inamovible et combattit les lois Ferry. — Il a écrit de nombreux ouvrages historiques et philosophiques.

WALPOLE (Spencer-Horace) (1806), homme d'Etat anglais. Avocat à Londres, bâtonnier de l'ordre, il représenta à la Chambre des communes le bourg de Midhurst (1846) et l'université de Cambridge (1856), devint secrétaire d'Etat à l'intérieur dans les cabinets Derby (1852-1853 et 1858-1859), puis en 1866-1867.

WARD (John-William). (V. DUDLEY [Lord].)

WATTEVILLE (Nicolas-Rodolphe, baronde) (1760-1832), homme politique suisse. Avoyer de Berne (1805-1831), landamman de la Confédération helvétique (1804 et 1810), il commanda l'armée suisse en 1805 et 1813 et remplit plusieurs missions diplomatiques.

WEBSTER (Daniel) (1782-1852), homme d'Etat américain. Avocat à Boston et un des premiers orateurs de son temps, il brilla au Congrès depuis 1812, devint sénateur du Massachusetts (1827-1841), secrétaire d'Etat et chef du cabinet sous les présidences de Harrison et de Fillmore.

WELLESLEY (Richard COLLEY, marquis de) (1760-1842), homme d'Etat anglais. Gouverneur des possessions anglaises de l'Inde (1797-1805), il annexa de nombreux Etats, devint ministre des affaires étrangères (1810), lord-lieutenant d'Irlande (1822), puis vice-roi de ce pays (1833).

WELLINGTON (Arthur Colley WELLESLEY, duc de) (1769-1852), général anglais, frère du précédent. (Pour sa carrière militaire, V. volume BIOGRAPHIE MILITAIRE.) Député de Newport (1806), il fut quelque temps sous-secrétaire de l'Irlande, et, après Waterloo, reçut les plus hautes distinctions des monarques alliés. Plénipotentiaire à différents congrès, premier lord de la trésorerie et chef du ministère (1828-1830), il fit partie du cabinet Robert Peel (1834) et re-



Wallon.



Wellington.

cut le commandement en chef de l'armée. Le « duc de fer » était un tory forcené, réfractaire à toute idée libérale.

WELTI (Emile) (1825-1899), homme d'Etat suisse. Avocat dans le canton d'Argovie, membre du gouvernement de ce canton (1856), du conseil des Etats (1857), du conseil fédéral (1866), il fut six fois président de la République (de 1869 à 1890).

WENTWORTH (Sir Charles Dilke). V. DILKE.)

WERDER (Auguste, comte de) (1808), général prussien, il commanda une division à Gitschin et à Sadowa; en 1870, il assiégea Strasbourg, puis fut nommé chef du 14^e corps, occupa Dijon, se replia devant l'armée de Bourbaki qu'il arrêta dans les batailles de Villersexel et de Héricourt.

WILBERFORCE (William) (1759-1833), philanthrope anglais. Membre de la Chambre des communes (1784), il fut le champion de la libération des nègres et réussit à faire abolir la traite. L'Assemblée législative le déclara citoyen français (1792).

WILSON (Daniel) (1840). Possesseur d'une grande fortune, il fut élu député d'Indre-et-Loire (1869), siégea dans l'opposition modérée, fut réélu en 1871 et se fit inscrire à la Gauche républicaine. Aux élections de 1876 et de 1877 (avec les 363), il fut élu par l'arrondissement de Loches, fit partie de la commission du budget, devint sous-secrétaire d'Etat aux finances (1879) et épousa la fille de Jules Grévy (1881). Réélu en 1881 et en 1885, il eut une influence extraordinaire, fonda à Tours la *Petite France du Centre et de l'Ouest*, puis le *Moniteur de l'Exposition universelle*, feuilles subventionnées par des souscripteurs dont le but était de se faire décorer de la Légion d'honneur. Un procès scandaleux s'ensuivit. M. Wilson fut poursuivi et condamné à deux ans de prison (1888), mais la cour d'appel mit à néant ce jugement. Le président Grévy, convaincu d'aveuglement ou de faiblesse,



Wilson.

avait dû démissionner (1887). M. Wilson revint siéger à la Chambre jusqu'à la fin de la législature. Maire de Loches (1892), il fut réélu député en 1893 et en 1898.

WIMPFEN (Félix de) (1745-1814), général français. Député de la noblesse de Caen aux Etats généraux (1789), il se rallia au tiers état, commanda l'armée des Côtes de Cherbourg et prit parti pour les girondins. Battu près de Vernon à la tête de l'insurrection fédéraliste, il réussit à se cacher et reprit son grade après le 18 brumaire. Napoléon 1^{er} le nomma inspecteur général des haras.

WINDISCHGRETZ (Alfred-Candide-Ferdinand, prince de) (1787-1862), général autrichien. Un des chefs du parti féodal, il bombarda Prague (juin 1848), et au moment de l'insurrection de Vienne, fut nommé commandant général des armées autrichiennes; il entra dans Vienne, réprima durement l'insurrection, fit fusiller le député allemand Blum, marcha contre les Hongrois qu'il battit à Kopolna; mais il fut battu à Gödöllő et relevé de son commandement.

WINDTHORST (Louis) (1812). Homme d'Etat allemand. Ministre de Georges V de Hanovre, il fut élu à la Diète de la Confédération du Nord par la circonscription de Meppen (1867); il prit, surtout depuis 1871, la direction du parti catholique et fut un des plus redoutables adversaires de Bismarck, qu'il obligea à d'importantes concessions.

WODEHOUSE (John). (V. KIMBERLEY.)

WOLOWSKI (Louis-François-Michel-Raymond) (1810-1876). Il dut quitter la Pologne, son pays natal, à la suite des désastres de 1832, vint en France où il se fit naturaliser, et se consacra à l'économie politique. En 1848 il combattit les socialistes, fut élu député de la Seine à la Constituante et à la Législative (1848-1851) et siégea parmi les modérés. Député de la Seine (1871), il appuya la politique de Thiers et devint sénateur inamovible (1876). — Pour ses travaux économiques, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE.

WOOD (Sir Charles). (V. HALIFAX.)

WURTZ (Charles-Adolphe) (1817-1884), chimiste français. Pour ses travaux de médecine et de chimie, ainsi

que pour sa carrière scientifique, V. volume BIOGRAPHIE SCIENTIFIQUE. Il entra au Sénat comme membre inamovible (1881) et siégea au centre gauche.

WYNDHAM (William) (1750-1810), homme d'Etat anglais. Membre de

la Chambre des communes (1872), il siégea parmi les whigs, se rallia plus tard à Pitt et devint secrétaire d'Etat à la guerre (1795) et un des plus ardents ennemis de la France. Il eut encore le portefeuille de la guerre dans le cabinet Grenville (1806).

X Y

XAU (Fernand) (1852-1899), journaliste français. Collaborateur au *Mot d'Ordre* et à l'*Echo de Paris*, il fonda le *Journal* (1893).

YORK (Frédéric, duc d') (1763-1827), général anglais, fils de Georges III.

Il agit de concert avec le duc de Cobourg contre la Révolution française et subit de nombreuses défaites. Accusé de corruption à son retour en Angleterre, il se livra à des excès de toutes sortes et ne joua qu'un rôle effacé à la Chambre des lords.

Z

ZANARDELLI (Giuseppe) (1826), homme d'Etat italien. Avocat à Brescia, il prit part au soulèvement de 1849, fut élu député d'Iseo au Parlement (1859), eut le portefeuille des travaux publics dans le cabinet Depretis (1876-1887), dans celui de Cairoli (1878) et dans ceux présidés par Crispi avec lequel il tomba en 1891.

ZEÁ (Francesco-Antonio) (1770-1822), homme d'Etat colombien. Professeur d'histoire naturelle à Santa-Fé-de-Bogota, il vint à Madrid, fut emprisonné, et après l'abdication de Charles IV (1808) fut ministre de l'intérieur et préfet de Malaga sous Joseph Bonaparte. Il rejoignit Bolivar après 1814, devint intendant général de l'armée, ministre des finances (1819) et vice-président de la république de Colombie.

ZORILLA (Don Manuel-Ruiz) (1834-1895), homme d'Etat espagnol. Avocat à Madrid, député aux Cortès (1856), il siégea dans les rangs du parti progressiste, prit part à l'insurrection de 1866, entra dans le gouvernement provisoire de 1868 comme ministre des travaux publics et se montra un redoutable adversaire des cléricaux. Ministre de la justice (1869), président des Cortès (1870), ministre des travaux publics dans plusieurs ministères du roi Amédée, il devint président du conseil (1872)



Zorilla.

et dut s'exiler à l'avènement d'Alphonse XII. Reconnu comme le chef du parti radical, il entretint de France ou de Suisse l'agitation républicaine en Espagne et se porta aux élections de 1893. Il fut élu à Madrid.

ZUMALACARREGUY (Thomas) (1788-1835), général carliste. Après avoir servi dans la garde royale, il s'attacha à don Carlos à la mort de Ferdinand VII, souleva le Guipuzcoa, remporta quelques succès et fut blessé à mort devant Bilbao.

ZURLINDEN (Emile-Auguste-François-Thomas) (1837), général français. Commandant du 4^e corps d'armée au

Mans, il entra dans le cabinet Ribot comme ministre de la guerre (1895) et fut nommé gouverneur militaire de Paris (1898). En 1899, M. de Gallifet, ministre de la guerre, le remplaça à ce poste par le général Brugère.

ZURLO (Joseph, comte) (1759-1828), homme d'Etat napolitain. Ministre des finances en 1798 et en 1800, il fut renversé par les intrigues d'Acton et de la reine Caroline, nommé par Murat ministre de la justice (1809), puis de l'intérieur et partit à Venise en 1815. Dans le gouvernement constitutionnel de 1820, il eut encore le portefeuille de l'intérieur.

(Voyez plus loin le Supplément aux 2 volumes).

RENSEIGNEMENTS OFFICIELS

LES PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE

THIERS.	1872 — 24 mai 1873.
MAC-MAHON.	24 mai 1873 — 30 janvier 1879.
GRÉVY.	janvier 1879 — décembre 1887.
CARNOT.	décembre 1887 — juin 1894.
CASIMIR-PÉRIER.	juin 1894 — janvier 1895.
FÉLIX FAURE.	17 janvier 1895 — février 1899.
LOUBET.	17 février 1899.

SOUVERAINS, SOUVERAINES ET CHEFS D'ÉTAT

ALLEMAGNE. — GUILLAUME II, né le 27 janvier 1859; empereur, 15 juin 1888.

AUGUSTA-VICTORIA, née le 22 octobre 1858, impératrice.

ARGENTINE (RÉPUBLIQUE). — S. Exc. M. URIBURU, président depuis le 22 janvier 1895.

AUTRICHE-HONGRIE. — FRANÇOIS-JOSEPH I^{er}, né le 18 août 1830; empereur d'Autriche et roi de Hongrie, 2 décembre 1848.

MARIE-ELISABETH-EUGÉNIE, née le 24 décembre 1837, impératrice, assassinée en 1899.

BAVIÈRE. — OTHON, né le 2 avril 1848; roi, 13 juin 1886.

LUITPOLD, son oncle, régent du royaume, depuis le 10 juin 1886.

BELGIQUE. — LÉOPOLD II, né le 9 avril 1835; roi, 10 décembre 1865.

MARIE-HENRIETTE-ANNE, née le 23 août 1836, reine.

BOLIVIE. — S. Exc. M. ALONSO, président, élu le 4 mai 1896.

BRÉSIL. — S. Exc. le Dr J. DE MORAES-BARROS, président, élu le 1^{er} mars 1894.

BULGARIE. — FERDINAND I^{er}, prince, élu le 7 juillet 1887.

CHILI (RÉPUBLIQUE DU). — S. Exc. M. E. ERRAZURIZ, président, élu le 16 septembre 1896.

CHINE. — KOUANG-SIN, né le 14 août 1871, empereur en janvier 1875.
YÉ-HO-MA-T'A-CHE, impératrice.

COLOMBIE (RÉPUBLIQUE DE). — S. Exc. M. le D^r MIGUEL-ANTONIO CARO, vice-président, chargé du pouvoir exécutif.

CORÉE. — LI-HI, né le 8 septembre 1852; roi, le 23 janvier 1864.

TCHONG-KONG, née le 17 novembre 1851, reine.

COSTA-RICA. — S. Exc. M. RAPHAEL IGLÉSIAS, président, élu le 8 mai 1894.

DANEMARK. — CHRISTIAN IX, né le 8 avril 1818; roi, le 15 novembre 1863.

WILHELMINE-FRÉDÉRIQUE-CAROLINE-AUGUSTA-JULIE, née le 7 septembre 1817, reine.

DOMINICAINE (RÉPUBLIQUE). — S. Exc. M. le général HEUREAUX, président, élu le 27 février 1889.

ÉGYPTE. — ABBAS-HILMI II, 7^e khédivé.

ÉQUATEUR (RÉPUBLIQUE DE L'). — S. Exc. V.-L. SALAZAR, vice-président, chargé du pouvoir exécutif.

ESPAGNE. — ALPHONSE XIII, né le 17 mai 1886; roi, 1886.

MARIE-CHRISTINE, née le 21 juillet 1858; régente, le 31 décembre 1885.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — S. Exc. MAC-KINLEY, président, élu en mars 1897.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE. — VICTORIA I^{re}, née le 24 mai 1819; reine, le 20 juin 1837.

GRÈCE. — GEORGE I^{er}, né le 24 décembre 1845; roi, élu le 30 mars 1863.

CONSTANTINOWNA, née le 3 septembre 1851, reine.

GUATÉMALA. — X...; président.

HAÏTI. — S. Exc. le général SAM, président, élu le 31 mars 1896.

HAWAÏ (RÉPUBLIQUE DE). — J.-B. DOLE, président.

HONDURAS. — S. Exc. M. POLICARPO BONILLA, président, élu le 15 décembre 1894.

ITALIE. — HUMBERT I^{er}, né le 14 mars 1844; roi, le 9 janvier 1878.

MARGUERITE, née le 20 novembre 1851, reine.

JAPON. — MUTSU HITO, né en 1852, mikado (empereur régnant) en 1867.

LIBERIA. — S. Exc. M. COLEMAN, président.

LUXEMBOURG (GRAND-DUCHÉ DE). — ADOLPHE, né le 21 juillet 1817; grand-duc, le 9 décembre 1890.

ADÉLAÏDE-MARIE, née le 25 décembre 1833.

MAROC. — Sultan ABD-EL-AZIZ, né en 1878, 6 juin 1894.

MEXIQUE. — M. le général DIAZ, installé le 1^{er} décembre 1888.

MONACO. — ALBERT-HONORÉ-CHARLES, né le 13 novembre 1848; prince, le 10 septembre 1889.

ALICE, duchesse douairière de Richelieu, née le 10 février 1858, princesse.

MONTENEGRO. — NICOLAS I^{er}, né le 13 septembre 1841; haspodar (prince régnant), le 14 août 1860.

NICARAGUA. — S. Exc. M. ZELAYA, président, élu le 1^{er} février 1894.

ORANGE (RÉPUBLIQUE D'). — M. STEYN, président, élu en février 1896.

PARAGUAY. — S. Exc. le général EGUSQUIZA, président, élu en 1894.

PAYS-BAS. — WILHELMINE, née le 31 août 1881, reine.

EMMA, née le 2 août 1858; reine-régente, le 8 décembre 1890.

PÉROU. — S. Exc. M. PIEROLA, président, a pris possession le 8 septembre 1895.

PERSE. — MOZAFFER-EDDIN MIRZA, né en 1850, a succédé à son père en mai 1896.

PORTUGAL. — CHARLES I^{er}, né le 28 septembre 1863; roi, le 19 octobre 1889.

AMÉLIE D'ORLÉANS, née le 8 octobre 1865, reine.

ROUMANIE. — CHARLES I^{er}, roi le 26 mars 1881.

ÉLISABETH, reine.

RUSSIE. — NICOLAS II, né le 18 mai 1868; empereur, le 1^{er} novembre 1894.

ALEXANDRA-FEDEROWNA, née le 6 juin 1872, impératrice.

SAINT-MARIN (RÉPUBLIQUE DE). — S. Exc. M. le D^r GOZI et S. Exc. M. MARONICCI, capitaines-régents de la République.

SAINT-SIÈGE. — S. S. LÉON XIII (JOACHIM PECCI), né le 2 mars 1810; élu pape le 20 février 1878.

SALVADOR. — S. Exc. M. le général RAFAEL GUTIERREZ, président, élu le 27 février 1895.

SAXE (ROYAUME DE). — ALBERT, né le 23 avril 1828; roi, le 29 octobre 1873.

CAROLINE, née le 5 août 1833, reine.

SERBIE. — ALEXANDRE I^{er}, né le 14 août 1876, roi le 6 mars 1889.

SIAM (ROYAUME DE). — Souverain : SOMDECTCH PHRA PARAMINDR MAHA CHU-LA-LONKORN.

SUÈDE ET NORVÈGE. — OSCAR II, né le 21 janvier 1829; roi, le 18 septembre 1877.

WILHELMINE-MARIANNE-HENRIETTE, née le 9 juillet 1836, reine.

SUISSE. — M. T. RUFFY, président de la Confédération pour 1896.

TRANSVAAL (RÉPUBLIQUE DU). — M. KRUGER, président, élu en 1893.

TUNISIE. — ALY-BEY, né en 1817, souverain le 28 octobre 1882.

TURQUIE. — Sultan ABDUL-HAMID, né le 22 septembre 1842; empereur, le 31 août 1876.

URUGUAY. — S. Exc. M. JUAN L. CUESTAS, président.

VENEZUELA. — S. Exc. M. le général IGNACIO ANDRADE, président, élu le 5 mars 1898.

WURTEMBERG. — GUILLAUME, né le 25 février 1848; roi, le 6 octobre 1891.

CHARLOTTE, née le 10 octobre 1864.

ZANZIBAR. — SEGID BEN MOHAMED BEN SAID, sultan, 27 août 1896.

AMBASSADEURS DES PRINCIPALES PUISSANCES

ALLEMAGNE. — S. Exc. le prince de MUNSTER LEDENBURG (5 novembre 1885).

AUTRICHE-HONGRIE. — S. Exc. le comte de WOLKESTEIN-TROSTBURG (1^{er} février 1895).

BELGIQUE. — M. le baron d'ANETHAN (13 novembre 1894).

CHINE. — M. TCHING-TCHANG.

DANEMARK. — M. DE HEGERMANN-LINDENCRONE (9 mars 1897).

ESPAGNE. — S. Exc. M. DE LÉON Y CASTILLO (27 novembre 1897).

ÉTATS-UNIS. — M. le général PORTER.

GRANDE-BRETAGNE. — S. Exc. SIR EDMOND MONSON.

JAPON. — M. KURINO (12 juillet 1897).

PAYS-BAS. — M. le chevalier DE STUERS (20 octobre 1885).

ROUMANIE. — M. GHIKA.

RUSSIE. — S. Exc. le prince OUROUSSOW (19 février 1898).

SUÈDE ET NORVÈGE. — M. DUE (5 juillet 1890).

TURQUIE. — S. Exc. MUNIR BEY (31 décembre 1895).

MINISTÈRES FRANÇAIS DE 1889 A 1900

22 FÉVRIER 1889

Président du Conseil et Commerce	TIRARD.
Sous-Secrétaire d'État.	EUGÈNE ÉTIENNE.
Justice.	THÉVENET.
Affaires étrangères.	{ EUGÈNE SPULLER.
Intérieur.	{ CONSTANS.
Finances.	LÉON BOURGEOIS.
Guerre.	MAURICE ROUVIER.
	DE FREYCINET.
Marine.	{ Vice-amiral JAURÈS.
	{ Vice-amiral KRANTZ.
	{ BARBEY.
Instruction publique.	FALLIÈRES.
Travaux publics.	YVES GUYOT.
Agriculture	LÉOPOLD FAYE.

17 MARS 1890

Président du Conseil et Guerre	DE FREYCINET.
Justice.	FALLIÈRES.
Affaires étrangères.	RIBOT.
Intérieur.	CONSTANS.

Finances.	MAURICE REUVIER.
Marine.	BARBEY.
Instruction publique.	LÉON BOURGEOIS.
Travaux publics	YVES GUYOT.
Commerce.	JULES ROCHE.
Sous-Secrétaire d'Etat	EUGÈNE ETIENNE.
Agriculture	JULES DEVELLE.

27 FÉVRIER 1892

Président du Conseil et Intérieur	LOUBET.
Justice	RICARD.
Affaires étrangères	RIBOT.
Finances.	ROUVIER.
Guerre.	DE FREYCINET.
Marine.	GODEFROY CAVAIGNAC.
Sous-Secrétaire d'Etat	BURDEAU.
Instruction publique.	JAMAIS.
Travaux publics	LÉON BOURGEOIS.
Commerce.	VIETTE.
Agriculture	JULES ROCHE.
	DEVELLE.

6 DÉCEMBRE 1892

Président du Conseil et Affaires étrangères	RIBOT.
Justice	LÉON BOURGEOIS.
Intérieur.	LOUBET.
Finances.	ROUVIER.
Guerre.	TIRARD.
Marine et Colonies.	DE FREYCINET.
Sous-Secrétaire d'Etat.	BURDEAU, puis RIEU-
Instruction publique, Beaux-Arts, Cultes.	NIER.
Travaux publics	JAMAIS.
Commerce.	DUPUY.
Agriculture	VIETTE.
	SIEGFRIED.
	DEVELLE.

12 JANVIER 1893

Président du Conseil et Intérieur.	RIBOT.
Justice	LÉON BOURGEOIS.
Affaires étrangères.	DEVELLE.
Finances.	TIRARD.
Guerre.	Général LOIZILLON.
Marine.	Vice-amiral RIEUNIER.
Instruction publique et Beaux-Arts.	DUPUY.
Travaux publics	VIETTE.
Commerce et Colonies	SIEGFRIED.
Sous-Secrétaire d'Etat	DELCASSÉ.
Agriculture	VIGER.

4 AVRIL 1893

Président du Conseil et Intérieur.	DUPUY.
Justice.	GUÉRIN.
Affaires étrangères.	JULES DEVELLE.
Finances.	PEYTRAL.
Guerre.	Général LOIZILLON.
Marine.	Vice-amiral RIEUNIER.
Instruction publique et Beaux-Arts.	RAYMOND POINCARÉ.
Travaux publics.	VIETTE.
Commerce, Industrie et Colonies.	TERRIER.
Sous-Secrétaire d'Etat.	DELCASSÉ.
Agriculture.	VIGER.

3 DÉCEMBRE 1893

Président du Conseil et Affaires étrangères.	CASIMIR PERIER.
Intérieur.	RAYNAL.
Finances.	BURDEAU.
Instruction publique, Beaux-Arts et Cultes.	EUGÈNE SPULLER.
Justice.	ANTONIN DUBOST.
Travaux publics.	JOHNART.
Guerre.	Général MERCIER.
Marine.	Vice-amiral LEFEBVRE.
Agriculture.	VIGER.
Commerce.	MARTY.
Colonies.	BOULANGER.

30 MAI 1894

Président du Conseil, Intérieur et Cultes.	CHARLES DUPUY.
Finances.	POINCARÉ.
Justice.	GUÉRIN.
Marine.	FÉLIX FAURE.
Colonies.	DELCASSÉ.
Instruction publique et Beaux-Arts.	GEORGES LEYGUES.
Agriculture.	VIGER.
Commerce.	LOURTIES.
Guerre.	Général MERCIER.
Travaux publics.	BARTHO.
Affaires étrangères.	HANOTAUX.

27 JANVIER 1895

Président du Conseil et Finances.	RIBOT.
Affaires étrangères.	HANOTAUX.
Agriculture.	GADAUD.
Colonies.	CHAUTEMPS.
Commerce et Industrie.	A. LEBON.

Guerre.	Général ZURLINDEN.
Instruction publique.	R. POINCARÉ.
Intérieur.	G. LEYGUES.
Justice.	L. TRARIEUX.
Marine.	Vice-amiral BESNAUD.
Travaux publics	DUPUY-DUTEMPS.

2 NOVEMBRE 1895

Président du Conseil et Intérieur.	L. BOURGEOIS.
Justice.	L. RICARD.
Affaires étrangères	BERTHELOT.
Finances.	DOUMER.
Guerre.	GODEFROY CAVAIGNAC
Marine.	EDOUARD LOCKROY.
Instruction publique	COMBES.
Travaux publics	GUYOT-DESSAIGNE.
Commerce et Industrie	MESUREUR.
Agriculture	VIGER.
Colonies.	GUIEYSSE.

28 MARS 1896

Président du Conseil et Affaires étrangères.	L. BOURGEOIS.
Justice.	L. RICARD.
Finances.	DOUMER.
Guerre.	GODEFROY CAVAIGNAC
Intérieur.	SARRIEN.
Marine.	EDOUARD LOCKROY.
Instruction publique.	COMBES.
Travaux publics	GUYOT-DESSAIGNE.
Commerce et Industrie.	MESUREUR.
Agriculture	VIGER.
Colonies.	GUIEYSSE.

29 AVRIL 1896

Président du Conseil et Agriculture	MÉLINE.
Affaires étrangères.	HANOTAUX.
Colonies.	A. LEBON.
Commerce et Industrie	H. BOUCHER.
Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.	ED. DELPEUCH.
Finances.	COCHERY.
Guerre.	Général BILLOT.
Instruction publique et Beaux-Arts	RAMBAUD.
Intérieur.	BARTHOU.
Justice et Cultes.	DARLAN.
Marine.	MILLIARD.
Travaux publics	Vice-amiral BESNAUD.
	A. TURREL.

28 JUIN 1898

Président du Conseil et Intérieur	BRISSON.
Affaires étrangères.	DELCASSE.
Agriculture	VIGER.
Colonies.	TROUILLOT.
Commerce et Industrie	MARUFGOULS.
Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.	MOUGEOT.
Finances.	PEYTRAL.
Guerre.	CAVAIGNAC.
Instruction publique.	L. BOURGEOIS
Sous-Secrétariat de l'Intérieur.	VALLE.
Justice et Cultes.	SARRIEN.
Marine.	LOCKROY.
Travaux publics	TILLAYE.

1^{er} NOVEMBRE 1898

Président du Conseil, Intérieur et Cultes	CHARLES DUPUY.
Sous-Secrétariat d'Etat à l'Intérieur.	LEGRAND.
Affaires étrangères.	DELCASSE.
Justice.	LEBRET.
Guerre.	{ DE FREYCINET,
	{ puis KRANTZ.
Marine.	LOCKROY.
Finances.	PEYTRAL.
Instruction publique et Beaux-Arts.	G. LEYGUES.
Agriculture	VIGER.
Commerce et Industrie	DELOMBRE.
Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.	MOUGEOT.
Travaux publics	KRANTZ.
Colonies	GUILLOIN.

23 JUIN 1899

Président du Conseil et Intérieur.	WALDECK-ROUSSEAU.
Guerre.	Général DE GALLIFFET
Marine.	DE LANESSAN.
Commerce et Industrie.	MILLERAND.
Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes.	MOUGEOT.
Instruction publique et Beaux-Arts.	G. LEYGUES.
Justice.	MONIS.
Affaires étrangères	DELCASSE.
Travaux publics	P. BAUDIN.
Finances.	CAULLAUX.
Colonies	DEGRAIS.

*Pour les ministères antérieurs, consulter le volume HISTOIRE
CONTEMPORAINE FRANÇAISE (1871-1900).*

LE SÉNAT

PRÉSIDENTES DU SÉNAT

Loi constitutionnelle du 24 février 1875 relative à l'organisation du Sénat.

(1876-1899)

MM.

LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER.	13 mars 1876 — 15 janvier 1879.
MARTEL.	15 janvier 1879 — 20 janvier 1881.
LÉON SAY.	20 janvier 1881 — 15 janvier 1883.
LE ROYER.	15 janvier 1883 — 21 février 1893.
JULES FERRY.	24 février 1893 — 17 mars 1893.
CHALLEMEL-LACOUR.	27 mars 1893 — 27 octobre 1895.
EMILE LOUBET.	16 janvier 1896 — 19 février 1899.
FALLIÈRES.	3 mars 1899.

SÉNAT

Président : M. ARMAND FALLIÈRES.

Vice-Présidents : MM. MAGNIN, DE VERNINAC, FRANCK CHAUVEAU, DEMÔLE.

Questeurs : MM. JULES CAZOT, ÉMILE GAYOT, DUSOLIER.

Secrétaires : MM. COSTE, SAVARY, TAULIER, PREVET, RATIER, le comte de BLOIS, PAUL DECAUVILLE, BONNEFOY-SIBOUR.

Liste par ordre alphabétique de MM. les Sénateurs.

- MM. ABEILLE, Haute-Garonne, rue Daubigny, 5.
ALLÈGRE, Martinique, boulevard Montparnasse, 125.
ALLEMAND, Haute-Loire, boulevard Montparnasse, 84.
ALLEMAND (César), Basses-Alpes, rue Gay-Lussac, 10.
ASTOR, Finistère, rue Coëtlogon, 4.
AUCOIN, Gers, rue de Vaugirard, 48.
AUDIFFRET-PASQUIER (duc d'), élu par l'Assemblée nationale, rue Fresnel, 23, et au château de Sassy, par Mortrée (Orne).
AUDREN DE Kerdrel, Morbihan, rue de l'Université, 9.
AUNAY (comte d'), Nièvre, rue Galilée, 25.
BADUEL, Cantal, rue Claude-Bernard, 47.
BARBEDETTE, Charente-Inférieure, Faubourg-Saint-Honoré, 140.
BARBEY, Tarn, boulevard Saint-Germain, 250.
BARODET, Seine, avenue des Gobelins, 53.
BARRIÈRE, Puy-de-Dôme, boulevard Malesherbes, 72.
BARTHE (Marcel), Basses-Pyrénées, rue de Fleurus, 18.
BASIRE, Manche, rue Croix-des-Petits-Champs, 10.
BASSINET, Seine, rue de Vouillé, 47.
BASTIDE, Seine-et-Marne, avenue des Gobelins, 44.
BAUDENS, Hautes-Pyrénées, rue de la Bienfaisance, 16.
BAYOL, Var, rue Dulong, 58.
BÉJARRY (de), Vendée, rue Vavin, 12.
BELLE, Indre-et-Loire, rue de Rome, 97.

- MM.** BÉRENGER, élu par l'Assemblée nationale, rue Portalis, 11.
 BERNARD, Doubs, rue de Grenelle, 218.
 BERNOT, Somme, à Ham.
 BERTHELOT, élu par le Sénat, rue Mazarine, 3.
 BÉZINE, Paul, Yonne, rue Corneille, 5.
 BIDAULT, Indre-et-Loire, rue Saint-Jacques, 33.
 BILLOT (général), élu par l'Assemblée nationale, rue Pierre-Charron, 2.
 BISSEUIL, Charente-Inférieure, rue Le Verrier, 5.
 BIZARELLI, Drôme, avenue Bosquet, 52.
 BIZOT DE FONTENY, Haute-Marne, rue de Fleurus, 23.
 BLANC, Loire, Poste restante, au Sénat.
 BLOIS (comte de), Maine-et-Loire, cité Vaneau, 3.
 BODINIER, Maine-et-Loire, rue Garancière, 7.
 BOISSEL, Mayenne, rue Herran, 10.
 BONNEFILLE, Seine-et-Oise, à Masry (Seine-et-Oise), et rue d'Alésia, 10.
 BONNEFOY-SIBOUR, Gard, rue de Tournon, 21.
 BORRIGLIONE, Alpes-Maritimes, place de la Madeleine, 17.
 BOUFFIER, Rhône, rue de Médecis, 5.
 BOUILLIEZ (Achille), Pas-de-Calais, rue des Écoles, 32.
 BOULANGER (Ernest), Meuse, rue Gluck, 4.
 BOURGANEL, Loire, rue Notre-Dame-des-Champs, 94.
 BOURGEAT, Tarn-et-Garonne, rue Taitbout, 36.
 BRIENS, Manche, rue Saint-Romain, 16.
 BROTHIER, Charente, rue Vavin, 10.
 BRUEL, Allier, rue de Seine, 93.
 BRUGNOT, Vosges, place du Théâtre-Français, 3.
 BRUNET, Indre, avenue des Gobelins, 17.
 BUVIGNIER, Meuse, rue Condorcet, 34.
 CABART-DANNEVILLE, Manche, boulevard Saint-Michel, 143.
 CADUC, Gironde, avenue du Maine, 24.
 CALVET, Charente-Inférieure, boulevard Montparnasse, 144.
 CAMPARAN, Haute-Garonne, rue d'Alger, 4.
 CARNÉ (marquis de), Côtes-du-Nord, rue d'Assas, 85.
 CASABIANCA (de), Corse, rue Pigalle, 18.
 CAZOT (Jules), élu par l'Assemblée nationale, au Palais du Sénat.
 CHADOIS (colonel de), élu par l'Assemblée nationale, rue Laffitte, 20.
 CHAIX (Cyprien), Hautes-Alpes, rue Godot-de-Mauroi, 1.
 CHAMAILLARD (de), Finistère, rue Casimir-Périer, 21.
 CHANTAGREL, Puy-de-Dôme, boulevard de l'Ouest, au Raincy (Seine-et-Oise).
 CHANTEMILLE, Allier, rue de l'Université, 47.
 CHAUMIÉ, Lot-et-Garonne, avenue de l'Observatoire, 28.
 CHAUVÉAU (Franck), Oise, rue de la Faisanderie, 80.
 CHIRIS, Alpes-Maritimes, avenue d'Iéna, 23.
 CHOYET, Oise, boulevard Saint-Germain, 82.
 CLAEYS, Nord, boulevard Denain, 12.
 CLAMAGERAN, élu par le Sénat, avenue Marceau, 57.
 COCHERY (Adolphe), Loiret, avenue d'Iéna, 38.
 COILLOT (D^e), Haute-Saône, rue Montalivet, 18.
 COMBES, Charente-Inférieure, rue Vauquelin, 3.
 CONSTANS, Haute-Garonne, avenue des Champs-Élysées, 93.
 CORDELET, Sarthe, rue Gay-Lussac, 24.
 CORNIL, Allier, rue Saint-Guillaume, 19.
 COTTE, Yonne, rue d'Assas, 17.

- MM. COURCEL (baron de), Seine-et-Oise, boul. du Montparnasse, 10, et au château d'Athis, à Athis-Mons (Seine-et-Oise).
 COUTEAUX, Vienne, cité Trévisé, 3.
 CROZET-FOURNEYRON, Loire, rue Saint-Georges, 52.
 CUVINOT, Oise, rue de Phalsbourg, 15.
 DANELLE-BERNARDIN, Haute-Marne, rue Soufflot, 22.
 DARBOT, Haute-Marne, rue Claude-Bernard, 8 bis.
 DEANDRÉIS, Hérault, rue Michelet, 5.
 DECAUVILLE (Paul), Seine-et-Oise, avenue Matignon, 15.
 DELCROS (Elie), Pyrénées-Orientales, avenue Victor-Hugo, 150.
 DELLESTABLE, Corrèze, boulevard Saint-Michel, 71.
 DELOBEAU, Finistère, rue du Général-Foy, 37.
 DELPECH, Ariège, boulevard du Port-Royal, 31.
 DEMÔLE, Saône-et-Loire, rue Gay-Lussac, 28.
 DENIS, Mayenne, rue Cardinet, 72.
 DENOIX, Dordogne, rue d'Assas, 85.
 DENORMANNIE, élu par l'Assemblée nationale, boulevard Haussmann, 89.
 DEPRÉUX, Nord, rue de Moscou, 14.
 DÉPREZ, Pas-de-Calais, rue Notre-Dame-des-Champs, 56.
 DESCHANEL, élu par le Sénat, avenue Marceau, 69.
 DESMONS, Gard, boulevard Saint-Marcel, 52.
 DESTIEUX-JUNCA, Gers, avenue Mac-Mahon, 35.
 DEVELLE, Meuse, rue de Rome, 145.
 DEVÈS (Paul), Cantal, avenue du Trocadéro, 16.
 DIANCOURT, Marne, rue des Beaux-Arts, 6.
 DROUHET, la Réunion, boulevard Saint-Michel, 63.
 DUBOIS, Nord, rue de Médicis, 5.
 DUBOST, Isère, avenue Malakoff, 63.
 DUCHESNE-FOURNET, Calvados, rue de Bourgogne, 46.
 DUFOUSSAT, Creuse, boulevard Raspail, 205.
 DULAC, Saône-et-Loire, rue Notre-Dame-des-Champs, 86.
 DUMON, élu par l'Assemblée nationale, rue Cassette, 10.
 DUPUY (Jean), Hautes-Pyrénées, rue d'Enghien, 18.
 DURAND-SAVOYAT, Isère, rue Madame, 81.
 DUSOLIER, Dordogne, au Palais du Sénat.
 DUVAL (César), Haute-Savoie, Cours-la-Reine, 28.
 FABRE, Aveyron, rue de Fleurus, 1.
 FALLIÈRES, Lot-et-Garonne, au Palais du Petit-Luxembourg.
 FARINOLE, Corse, rue Castiglione, hôtel Dominici.
 FAYARD, Drôme, rue des Petites-Écuries, 22.
 FAYE, Lot-et-Garonne, rue Bonaparte, 80.
 FLAURY (Paul), Orne, rue de Turin, 10.
 FOLLINET, Haute-Savoie, rue Bonaparte, 47.
 FOREST, Savoie, avenue du Trocadéro, 28.
 FORTIER, Seine-Inférieure, Chemin des Cottes, 10, à Rouen.
 FOUGEIROL, Ardèche, boulevard Saint-Germain, 125.
 FOUSSET, Loiret, rue du Val-de-Grâce, 9.
 FRANCOZ, Haute-Savoie, rue Cujas, 21.
 FRESNEAU, Morbihan, rue Cassette, 10.
 FREYCINET (de), Seine, rue de la Faisanderie, 77 (Paris-Passy).
 FRÉZOUL, Ariège, rue Clovis, 1.
 FROMENT, Somme, rue Paul-Lelong, 27.
 FRUCHIER, Basses-Alpes, rue d'Auteuil, 29.
 GAILLY, Ardennes, rue Marbeuf, 38.
 GALTIER, Hérault, rue Castiglione, hôtel Continental.
 GARRAN DE BALZAN (Emile), Deux-Sèvres, rue de Médicis, 17.
 GARREAU, Ille-et-Vilaine, rue Portalis, 11 bis.

- MM. GAUTHIER, Aude, rue de Rennes, 75.
 GAYOT (Emile), Aube, boulevard Saint-Michel, 64.
 GÉRENTE, Alger, boulevard Beauséjour, 19.
 GÉRY-LEGRAND, Nord, boulevard Denain, 12.
 GIRARD (Alfred), Nord, rue de Seine, 54.
 GIRARD (Théodore), Deux-Sèvres, rue Corneille, 5.
 GIRAULT, Cher, boulevard du Montparnasse, 166.
 GODIN, Indes, rue d'Assas, 28.
 GOMOT, Puy-de-Dôme, rue des Saints-Pères, 10.
 GOVIN, élu par l'Assemblée nationale, rue de Lisbonne, 33.
 GOUJON, Ain, place Daumesnil, 15.
 GOUTANT, Ardennes, boulevard du Montparnasse, 20.
 GRAVIN, Savoie, rue des Saints-Pères, 65.
 GRÉVY (général), Jura, avenue Montaigne, 49.
 GRIMAUD, Hautes-Alpes, boulevard Saint-Michel, 119.
 GRIVART, Ille-et-Vilaine, quai Voltaire, 33.
 GUÉRIN (Eugène), Vaucluse, rue Cambon, 4.
 GUÉRIN (Henri), Ille-et-Vilaine, rue de Rennes, 113.
 GUIBOURD DE LUZINAIS, Loire-Inférieure, rue Richempanse, 11.
 GUILLEMAUT (Lucien), Saône-et-Loire, boulevard Saint-Germain, 62.
 GUYOT, Rhône, rue du Bassin, 1, à Bellevue (Seine-et-Oise).
 GUYOT-LAVALINE, Puy-de-Dôme, rue de Vaugirard, 21.
 HALGAN, Vendée, rue de Lille, 82.
 HAUGOUMAR DES PORTES, Côtes-du-Nord, rue Madame, 31.
 HAULON, Basses-Pyrénées, rue de Grammont, 2 (hôtel du Périgord).
 HÉBRARD (Jacques), Corse, boulevard Malesherbes, 8.
 HÉRISSON, Nièvre, rue de Vaugirard, 71.
 HUGOT, Côte-d'Or, rue Cassette, 16.
 HUGUET (A.), Pas-de-Calais, rue Jacob, 22.
 HUON DE PENANSTER, Côtes-du-Nord, rue de Verneuil, 4.
 ISAAC, Guadeloupe, rue Sadi-Carnot, 53, à Vanves.
 JACQUES, Oran, avenue de l'Observatoire, 29.
 JAPY (général), Belfort, avenue Carnot, 17.
 JOUFFRAULT (Camille), Deux-Sèvres, rue Garancière, 6.
 LABBÉ (D^r), Orne, boulevard Haussmann, 117.
 LABICHE (Emile), Eure-et-Loir, rue du Luxembourg, 28.
 LABICHE (Jules), Manche, boulevard Saint-Germain, 134.
 LABROUSSE, Corrèze, avenue Marceau, 35.
 LAMARZELLE (DE), Morbihan, boulevard Saint-Germain, 254.
 LAPORTE BISQUIT, Charente, au Grand-Hôtel.
 LAREINTY (baron DE), Loire-Inférieure, rue de Bellechasse, 38.
 LATAPPY, Landes, avenue de la Tournelle, 22, à Saint-Mandé (Seine).
 LATERRADE, Gers, boulevard Saint-Michel, 77.
 LAUBRY, Yonne, à Bourg-la-Reine.
 LAURENS, Drôme, rue de Bièvre, 5 bis, à Bourg-la-Reine.
 LAVERGNE (Bernard), Tarn, boulevard Saint-Michel, 65.
 LE COMTE (Maxime), Nord, avenue de Châtillon, 44 bis.
 LE COUR GRANDMAISON, Loire-Inférieure, rue Casimir-Perier, 27.
 LEFÈVRE, Seine, rue Pépin, 8, à Montreuil-sous-Bois (Seine).
 LE GLUDIC, Sarthe, quai de la Tournelle, 13.
 LELIÈVRE, Jura, rue Vintimille, 22.
 LE PLAY, Haute-Vienne, rue du Bac, 40.
 LEPORCHÉ, Sarthe, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 5.
 LE PROVOST DE LAUNAY, Côtes-du-Nord, rue de Grenelle, 102.
 LEROUX (Aimé), Aisne, avenue de La Motte-Picquet, 16.

- MM. LE ROUX (Paul), Vendée, boulevard Malesherbes, 48.
 LESOUËR, Seine-Inférieure, rue Fontenelle, 24, à Rouen.
 LEVREY, Haute-Saône, place Daumesnil, 7.
 LEYDET, Bouches-du-Rhône, boulevard Saint-Michel, 85.
 LOURTIES, Landes, rue Notre-Dame-des-Champs, 12.
 LURO, élu par l'Assemblée nationale, rue Richempanse, 11.
 MACHÉREZ, Aisne, rue Saint-Lazare, 93.
 MAGNIEN, Saône-et-Loire, boulevard Raspail, 2.
 MAGNIN, élu par l'Assemblée nationale, avenue Victor-Hugo, 89.
 MAILLARD, Loire-Inférieure, boulevard Saint-Germain, 88.
 MAILLÉ (comte de), Maine-et-Loire, boulevard Malesherbes, 3.
 MALÉZIEUX, Aisne, rue Radziwill, 31.
 MAQUENNEHEN, Somme, à Amiens.
 MARCÈRE (de), élu par le Sénat, rue Montaigne, 23.
 MARET, Seine-et-Oise, avenue du Bois-de-Boulogne, 8, et à
 Brueil-en-Vexin par Meulan (Seine-et-Oise).
 MARQUIS, Meurthe-et-Moselle, rue de Lille, 45.
 MARTELL, Charente, rue de Lisbonne, 6.
 MARTIN (Félix), Saône-et-Loire, rue des Bernardins, 36.
 MAZEAU, Côte-d'Or, boulevard Saint-Michel, 87.
 MERCIER, Ain, cité de l'Alma, 11.
 MÉRIC, Var, rue Vivienne, 40.
 MERLET, Maine-et-Loire, rue Larribe, 4.
 MILLAUD (Edouard), Rhône, avenue Kléber, 78.
 MILLIARD, Eure, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 131.
 MILLIES-LACROIX, Landes, rue du Luxembourg, 16.
 MILLION, Rhône, rue des Pyramides, 8.
 MIR, Aude, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 35.
 MONESTIER, Lozère, rue de Berlin, 37.
 MONIER, Bouches-du-Rhône, avenue Victor-Hugo, 71.
 MONIS, Gironde, boulevard Saint-Michel, 87.
 MONSSERVIN, Aveyron, boulevard Raspail, 92.
 MORELLET, Ain, boulevard Saint-Michel, 46.
 MOROUX, Indre, rue Saint-Séverin, 40.
 NIOCHE, Indre-et-Loire, poste restante, palais du Sénat.
 OBISSIER SAINT-MARTIN, Gironde, rue de Castellaue, 17.
 OLLIVIER (Auguste), Côtes-du-Nord, rue Margueritte, 10
 (Paris-Ternes).
 OURNAC, Haute-Garonne, rue Madame, 43.
 OUVRIER, Aveyron, rue Du Sommerard, 2.
 PARISOT (du Tillot), Vosges, avenue d'Orléans, 7.
 PARISSOT, Eure, avenue de Messine, 29.
 PAULIAC, Lot, rue du Val-de-Grâce, 14.
 PAULIAT, Cher, rue Saint-Georges, 6.
 PEAUDECERF, Cher, boulevard Saint-Michel, 21.
 PÉNICAUD, Haute-Vienne, boulevard Saint-Michel, 69.
 PERRÉAL, Hérault, rue de Rueil, 154, à Colombes.
 PEYTRAL, Bouches-du-Rhône, avenue d'Eylau, 24.
 PIOT, Côte-d'Or, avenue Alphonse, 59, à Saint-Mandé.
 POIRRIER, Seine, avenue de Messine, 10.
 PONLEVOY (Frogier de), Vosges, boulevard Saint-Germain, 223.
 PORQUET, Orne, rue de la Bienfaisance, 16.
 POZZI (D^r), Dordogne, 10, place Vendôme.
 PRADAL, Ardèche, rue de l'Ecole-de-Médecine, 6.
 PREVET, Seine-et-Marne, rue d'Aumale, 22.
 PRILLIEUX, Loir-et-Cher, rue Cambacérés, 14.
 RAMBAUD, Doubs, rue d'Assas, 76.
 RAMBOURGT, Aube, à Meudon (Seine-et-Oise).

- MM.** RANC (Arthur), Seine, place des Vosges, 5.
 RATIER, Indre, Chaussée-d'Antin, 68.
 RAYNAL, Gironde, boulevard Pereire, 98.
 REGISMANSET, Seine-et-Marne, avenue de Valvins, à Avon, près Fontainebleau.
 RENAUDAT, Aube, rue Saint-Hyacinthe, 5.
 REY (Edouard), Isère, rue de la Paix, 25.
 REYMOND, Loire, boulevard Saint-Michel, 85.
 RINGOT, Pas-de-Calais, rue Notre-Dame-des-Victoires, 13.
 ROGER, Dordogne, rue Cassette, 16.
 ROLLAND, Tarn-et-Garonne, rue Claude-Bernard, 57.
 ROUSSEAU (Gervais), Creuse, rue de l'Abbé-Grégoire, 35.
 ROUSSEL (Théophile), Lozère, r. du Faubourg-St-Honoré, 71.
 SAILLARD, Doubs, rue Notre-Dame-des-Champs, 75.
 SAINT-PIRX, Ardèche, rue Montaigne, 17.
 SAINT-ROMME, Isère, rue d'Alençon, 1.
 SAISY (Hervé de), élu par l'Assemblée nationale, poste restante, Palais du Sénat.
 SAL (Léonce de), Corrèze, boulevard Saint-Germain, 147.
 SALOMON, Vienne, rue du Bourg-l'Abbé, 5.
 SAVARY, Finistère, rue Coëtlogon, 6.
 SAVARY, Tarn, rue Claude-Bernard, 47.
 SCHEURER-KESTNER, élu par l'Assemblée nationale, rue Pierre-Charron, 8.
 SÉBLINE, Aisne, boulevard Malesherbes, 117, et à Montescourt-Lizerolles (Aisne).
 SIEGFRIED, Seine-Inférieure, boulevard Saint-Germain, 226.
 SIGNARD, Haute-Saône, rue de Léluse, 10.
 SILHOL, Gard, avenue Velasquez, 3.
 STRAUSS (Paul), Seine, avenue de Wagram, 76.
 TALOU, Lot, rue Littré, 17.
 TASSIN, Loir-et-Cher, rue du Rocher, 28.
 TAULIER, Vaucluse, rue du Bac, 100.
 TEISSERENC DE BORT, Haute-Vienne, rue d'Astorg, 15.
 THÉVENET, Rhône, rue de la Chaussée-d'Antin, 51.
 THÉZARD, Vienne, rue des Ecoles, 40.
 THOREL, Eure, rue Saint-Lazare, 96.
 THUILLIER, Seine.
 TILLAYE, Calvados, rue Victor-Considérant, 6.
 TIRMAN, Ardennes, boulevard Haussmann, 153.
 TRARIEUX, Gironde, rue Logelbach, 4.
 TREILLE, Constantine, rue de Vaugirard, 164.
 TRYSTRAM, Nord, rue de Rennes, 95.
 TURGIS, Calvados, rue des Ecoles, 50.
 VALLÉ, Marne, rue Marbeuf, 11.
 VELTEN, Bouches-du-Rhône, place du Théâtre-Français, 3.
 VERNINAC (DE), Lot, rue de Grenelle, 3.
 VIGNANCOUR, Basses-Pyrénées, boulevard Raspail, 6.
 VILAR (Edouard), Pyrénées-Orientales, rue Faustin-Hélie, 7.
 VILLARD, Creuse, boulevard Saint-Michel, 143.
 VINET, Eure-et-Loir, rue Lamennais, 12.
 VISEUR, Pas-de-Calais, Poste restante, palais du Sénat.
 VISSAGUET, Haute-Loire, rue Madame, 69.
 VOLLARD, Meurthe-et-Moselle, cité Vaneau, 11.
 VUILLOD, Jura, boulevard de l'Hôpital, 34.
 WADDINGTON (Richard), Seine-Inférieure, rue François-1^{er}, 41.
 WALDECK-ROUSSEAU, Loire, rue de l'Université, 35.
 WALLON, élu par l'Assemblée nationale, quai Conti, 25.

LISTES

DES

GROUPES EXTRA-PARLEMENTAIRES

DU SÉNAT

ABRÉVIATIONS

C. G. — Centre gauche.....	26 membres.
G. R. — Gauche républicaine.....	91 —
U. R. — Union républicaine.....	120 —
G. D. — Gauche démocratique.....	89 —
G. A. — Groupe agricole.....	167 —

Groupe du Centre Gauche

(26 membres)

MM.	MM.
Baudens.	Gouin.
Béranger.	Japy (général).
Bernot, G. R., U. R.	Krantz.
Bonnefille, G. R.	Labbé (Léon), G. R.
Chauveau (Franck), G. R.	Labiche (Emile), G. R.
Courcel (baron de), G. R.	Luro, G. R.
Decauville (Paul), G. R.	Marcère (de).
Denis (Gustave), G. R.	Maret, G. R.
Denormandie.	Monsservin, G. R.
Duchesne-Fournet, G. R.	Parissot (Albert), G. R., U. R.
Fleury (Paul).	Séblin.
Gailly.	Teisserenc de Bort, G. R.
Godin (Jules), G. R.	Turgis, G. R.

Groupe de la Gauche républicaine

(91 membres)

MM.	MM.
Allemand (César), U. R.	Bisseuil, U. R., G. D.
Allemand, G. D.	Boissel (Victor), U. R.
Astor.	Bonnefille, C. G.
Barbey.	Bouffier, U. R.
Barthe (Marcel).	Bouilliez (Achille).
Bernot, C. G., U. R.	Boulanger (Ernest).
Berthelot, G. D.	Bourgeat, U. R.
Billot (général).	Briens.

MM.

Cabart-Danneville, G. D.
 Calvet, G. D.
 Campan.
 Casabianca (de), U. R.
 Chadois (colonel de).
 Chaix (Cyprien), U. R.
 Chaumié.
 Chauveau (Franck), C. G.
 Chovet.
 Claeys.
 Clamageran, U. R.
 Cochery (Adolphe), U. R.
 Constans, U. R.
 Cordelet.
 Coste, U. R.
 Courcol (baron de), C. G.
 Cuvinot.
 Danelle-Bernardin, U. R.
 Decauville (Paul), C. G.
 Delobbeau.
 Denis (Gustave), C. G.
 Depreux.
 Develle, U. R.
 Devès (Paul), U. R.
 Diancourt.
 Drouhet (Théodore).
 Dubost (Antonin), U. R.
 Duchesne-Fournet, C. G.
 Dupuy (Jean).
 Fallières.
 Farinole, G. D.
 Faye.
 Forest (Charles).
 Francoz.
 Freycinet (de).
 Froment, U. R.
 Garreau, U. R.
 Gauthier, G. D., U. R.
 Gayot (Emile).
 Godin (Jules), C. G.
 Gomot.
 Goujon, U. R.
 Gravin.
 Grévy (général).
 Grimaud.
 Guérin (Eugène), U. R.
 Guérin (Henri), U. R.
 Guyot-Lavaline.
 Halléguen.
 Haulon, U. R.

MM.

Hébrard (Jacques).
 Hugot.
 Huguet (A.), U. R.
 Labbé (Léon), C. G.
 Labiche (Emile), C. G.
 Labiche (Jules), G. D.
 Laporte-Bisquit, U. R.
 Latappy (Arthur), U. R.
 Lavergne (Bernard).
 Le Play (Albert).
 Leroux (Aimé).
 Lesouëf, U. R.
 Loubet.
 Lourties, U. R.
 Luro, C. G.
 Magnin.
 Malézieux.
 Maret, C. G.
 Marquis.
 Mazeau.
 Milliard, U. R.
 Mir, U. R.
 Monsservin, C. G.
 Obissier Saint-Martin, U. R.
 Ouvrier.
 Parissot (Albert), C. G.,
 U. R.
 Pénicaud, U. R.
 Poirrier, U. R.
 Pozzi, U. R.
 Prevet.
 Rambourgt.
 Raynal, U. R.
 Renaudat.
 Ringot.
 Roger.
 Rolland.
 Roussel (Théophile).
 Salomon, U. R.
 Savary, U. R.
 Siegfried, U. R.
 Silhol.
 Teisserenc de Bort, C. G.
 Thévenet.
 Thézard (Léopold), G. D.
 Tillaye (Louis).
 Tirman.
 Trarieux.
 Turgis, C. G.
 Vinet, U. R.

MM.
Vissaguet.
Volland.

MM.
Vuillod.
Waddington (Richard), U. R.

Groupe de l'Union républicaine

(120 membres)

MM.
Allemand (César), G. R.
Barbedette.
Barrière, G. A.
Belle, G. D.
Bernot, C. G., G. R.
Bisseuil, G. R., G. D.
Blanc (Philippe).
Boissel (Victor), G. R.
Bouffier, G. R.
Bourganel.
Bourgeat, G. R.
Brothier.
Brunet, G. D.
Casabianca (de), G. R.
Cazot (Jules).
Chaix (Cyprien), G. R.
Chantemille.
Chiris.
Clamageran, G. R.
Cochery (Adolphe), G. R.
Coillot, G. D.
Constans, G. R.
Cornil.
Coste, G. R.
Couteaux, G. D.
Crozet-Fourneyron.
Danelle-Bernardin, G. R.
Demôle.
Denoix.
Deschanel.
Develle, G. R.
Devès (Paul), G. R.
Dubost (Antonin), G. R.
Dufoussat, G. D.
Durand-Savoyat (Emile).
Dusolier.
Fayard, G. D.
Fougeirol.
Fousset, G. D.
Froment, G. R.

MM.
Fruchier.
Garreau, G. R.
Gauthier, G. R., G. D.
Géry-Legrand.
Girard (Théodore).
Goujon, G. R.
Guérin (Eugène), G. R.
Guérin (Henri), G. R.
Guyot.
Haulon, G. R.
Huguet (A.), G. R.
Jacques.
Laporte-Bisquit, G. R.
Latappy (Arthur), G. R.
Lelièvre.
Lesouëf, G. R.
Lourties, G. R.
Macherez, G. D.
Millaud (Edouard).
Milliard, G. R.
Mir, G. R.
Monis (Ernest), G. D.
Morellet.
Moroux.
Obissier Saint-Martin, G. R.
Parisot (Louis).
Parissot (Albert), C. G., G. R.
Pénicaud, G. R.
Perras.
Poirrier, G. R.
Ponlevoy (Frogier de), G. D.
Pozzi, G. R.
Pradal.
Prillieux.
Rambaud (Alfred).
Ratier (Antony).
Raynal, G. R.
Rey (Edouard).
Saillard.
Saint-Prix.

MM.
 Sal (Léonce de).
 Silomon, G. R.
 Savary, G. R.
 Scheurer-Kestner.
 Siegfried, G. R.
 Trystram, G. D.

MM.
 Villard, G. D.
 Vinet, G. R.
 Viseur.
 Waddington (Richard), G. R.
 Waldeck-Rousseau.

Groupe de la Gauche démocratique

(89 membres)

MM.
 Abeille (Valentin).
 Allègre.
 Allemand, G. R.
 Aucoin.
 Baduel.
 Barodet.
 Bastide (Jules).
 Bayol.
 Belle, U. R.
 Bernard.
 Berthelot, G. R.
 Bézine (Paul).
 Bidault.
 Bisseuil, G. R., U. R.
 Bizot de Fonteny.
 Bonnefoy-Sibour.
 Bruel.
 Brugnet.
 Brunet, U. R.
 Buvignier.
 Cabart-Danneville, G. R.
 Caduc.
 Calvet, G. R.
 Coillot, U. R.
 Combes.
 Couteaux, U. R.
 Darbot.
 Déandréis.
 Delcros.
 Dellestable.
 Delpech.
 Déprez (André).
 Desmons.
 Destieux-Junca (Paul).
 Dubois (Émile).
 Dufoussat, U. R.

MM.
 Dulac.
 Farinole, G. R.
 Fayard, U. R.
 Fousset, U. R.
 Frézoul.
 Galtier.
 Gauthier, G. R., U. R.
 Gérante (Paul).
 Girault.
 Guillemaut.
 Hérisson.
 Isaac.
 Jouffrault.
 Labiche (Jules), G. R.
 Labrousse.
 Laterrade.
 Laubry.
 Laurens.
 Lecomte (Maxime).
 Lefèvre (Alexandre).
 Legludic.
 Leporché.
 Leydet (Victor).
 Macherez, U. R.
 Méric (Victor).
 Millières-Lacroix.
 Monier (Frédéric).
 Monis (Ernest), U. R.
 Nioche.
 Ournac.
 Pauliac.
 Pauliat.
 Perréal.
 Peytral.
 Piot (Edme).
 Ponlevoy (Frogier de), U. R.

MM.
Ranc.
Régismanset.
Rousseau (Gervais).
Saint-Romme.
Savary (Hippolyte).
Signard.
Strauss (Paul).
Talou (Léon).
Tassin.

MM.
Taulier.
Thézard (Léopold), G. R.
Treille (Alcide).
Trystram, U. R.
Velten.
Verninac (de).
Vilar (Edouard).
Villard, U. R.

Groupe Agricole

(167 membres)

Président d'honneur : M. Wallon.

Président : M. Cochery.

Vice-présidents : { MM. Séblin.
Ollivier.

Secrétaires : { MM. Isaac.
Blois (comte de).

Questeur : M. Gayot (Émile).

Membres

Sénateurs inamovibles élus par l'Assemblée Nationale :

MM. Audiffret-Pasquier
(duc d').
Bérenger.
Cazot (Jules).

MM. Krantz.
Luro.
Magnin.
Wallon.

Sénateur inamovible élu par le Sénat.

M. Marcère (de).

Sénateurs élus par les Départements :

Ain.
M. Goujon.

Aisne.
MM. Malézieux.
Séblin.
Macherez.

Allier.
M. Chantemille.

MM. Cornil.
Bruel.
Alpes (Basses-).

MM. Fruchier.
Allemand (César).
Alpes (Hautes-).

M. Grimaud.
Ardèche.
M. Fougeirol.

Ardennes.

MM. Tirman.
Gailly.

Ariège.

M. Frézoul.

Aube.

MM. Gayot (Émile).
Rambourgt.
Renaudat.

Aude.

MM. Gauthier.
Mir.

Aveyron.

M. Ouvrier.

Bouches-du-Rhône.

M. Velten.

Calvados.

MM. Turgis.
Tillaye (Louis).

Cantal.

M. Devès (Paul).

Charente.

M. Laporte-Bisquit.

Charente-Inférieure.

MM. Bisseuil.
Combes.
Calvet.

Cher.

MM. Peaudecerf.
Pauliat.

Corrèze.

MM. Sal (Léonce de).
Labrousse.
Dellestable.

Corse.

M. Casabianca (de).

Côte-d'Or.

MM. Hugot.
Mazeau.
Piot (Edme).

Côtes-du-Nord.

MM. Ollivier (Auguste).
Haugoumar des Portes.
Huon de Penanster.
Carné (marquis de).
Le Provost de Launay.

Creuse.

MM. Villard.
Dufoussat.

Dordogne.

MM. Dusolier.
Roger.
Denoix.

Doubs.

M. Saillard.

Drôme.

MM. Loubet.
Laurens.

Eure.

M. Milliard.

Eure-et-Loir.

MM. Vinet.
Labiche (Émile).

Finistère.

MM. Astor.
Delobeaup.
Savary.

Gard.

M. Silhol.

Gers.

MM. Destieux-Junca (Paul).
Laterrade.

Gironde.

MM. Monis (Ernest).
Trarieux.

Hérault.

MM. Déandréis.
Perréal.

Ile-et-Vilaine.

MM. Grivart.
Garreau.

Indre.

MM. Ratier (Antony).
Brunet.
Moroux.

Indre-et-Loire.

M. Nioche.

Isère.

MM. Durand-Savoyat (Emile).
Dubost (Antonin).

Jura.

MM. Lelièvre.
Grévy (général).

Landes.

MM. Lourties.
Millès-Lacroix.

Loir-et-Cher.

MM. Tassin.
Prillieux.

Loire-Inférieure.

MM. Le Cour-Grandmaison.
Guibourd de Luzinais.
Lareinty (baron de).
Maillard.

Loiret.

M. Cochery (Adolphe).

Lot.

MM. Verninac (de).
Pauliac.

Maine-et-Loire.

MM. Bodinier.
Merlet.
Blois (comte de).
Maillé (comte de).

Manche.

MM. Cabart-Danneville.
Briens.

Marne (Haute-).

MM. Darbot.
Danelle-Bernardin.
Bizot de Fonteny.

Mayenne.

MM. Denis (Gustave).
Boissel.

Meurthe-et-Moselle.

MM. Marquis.
Volland.

Meuse.

MM. Buvignier.
Develle (Edmond).

Morbihan.

MM. Audren de Kerdrel.
Lamarzelle (de).
Fresneau.

Nièvre.

M. Aunay (comte d').

Nord.

MM. Claeys.
Girard (Alfred).
Depreux.

Oise.

MM. Chauveau (Franck).
Cuvinot.
Chovet.

Orne.

MM. Poriquet.
Labbé (Léon).

Pas-de-Calais.

MM. Huguet (A.).
Déprez (André).
Bouilliez (Achille).
Viseur.

Puy-de-Dôme.

- MM. Gomot.
Guyot-Lavaline.
Barrière.

Pyrénées (Basses-).

- MM. Barthe (Marcel).
Haulon.

Pyrénées (Hautes-).

- MM. Dupuy (Jean).
Baudens.

Rhône.

- M. Nillaud (Édouard).

Saône (Haute-).

- M. Coillot.

Saône-et-Loire.

- MM. Demôle.
Martin (Félix).
Dulac.

Sarthe.

- MM. Cordelet.
Legludic.

Savoie.

- MM. Forest (Charles).
Gravin.

Seine.

- M. Poirrier.

Seine-Inférieure.

- MM. Lesouëf.
Fortier.

Seine-et-Marne.

- M. Prevet.

Seine-et-Oise.

- MM. Maret.
Decauville (Paul).
Bonnefille.

Somme.

- MM. Bernot.
Fromont.

Tarn.

- MM. Barbey.
Lavergne (Bernard).

Vaucluse.

- M. Taulier.

Vendée.

- M. Le Roux (Paul).

Vienne.

- MM. Thézard (Léopold).
Couteaux.

Vienne (Haute-).

- MM. Pénicaud.
Le Play (Albert).
Teisserenc de Bort.

Vosges.

- MM. Brugnot.
Ponlevoy (Frogier de).

Yonne.

- M. Coste.

ALGÉRIE :

Oran.

- M. Jacques.

Constantine.

- M. Treille (Alcide).

COLONIES :

La Martinique.

- M. Allègre.

La Guadeloupe.

- M. Isaac.

La Réunion.

- M. Drouhet (Théodore).

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1898

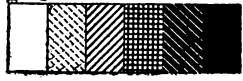
ÉLECTEURS REPRÉSENTÉS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Toutes opinions réunies.

DÉPARTEMENTS	Nombre d'électeurs inscrits.	VOIX représentées par les élus.		DÉPARTEMENTS	Nombre d'électeurs inscrits.	VOIX représentées par les élus.	
		Nombre.	Proport. p. 100.			Nombre.	Proport. p. 100.
Ain	104.876	49.684	47,5	Loiret	106.718	53.554	50
Aisne	150.423	65.566	43,7	Lot	83.237	36.383	43,5
Allier	132.099	50.789	38,4	Lot-et-Garonne ..	99.675	35.574	35,6
Alpes (Basses-) ..	38.197	17.598	46,3	Lozère	38.548	18.556	48
Alpes (Hautes-) ..	30.293	12.840	42,5	Maine-et-Loire ..	154.097	78.013	50,3
Alpes-Maritimes ..	60.109	32.335	53,7	Manche	134.362	70.987	52,5
Ardèche	119.88.	46.147	38,5	Marne	148.139	53.316	40,5
Ardennes	88.283	40.778	46	Marne (Haute-) ..	71.822	35.867	50
Ariège	74.132	28.051	38	Mayenne	90.797	52.390	59
Aube	76.684	35.682	46,5	Meurthe-et-Mo-			
Aude	93.366	40.549	41,2	selle	116.953	65.610	56,4
Aveyron	119.170	55.795	46,8	Meuse	78.903	45.247	57,5
B.-du-Rhône	156.697	57.890	37	Morbihan	137.896	62.122	45
Calvados	113.087	52.753	46,8	Nièvre	102.223	39.083	38
Cantal	64.405	27.979	43,3	Nord	417.354	214.044	51,5
Charente	111.313	50.181	45	Oise	112.281	54.740	49
Charente-Infér. ..	142.368	62.006	43,5	Orne	101.893	52.455	52,3
Cher	104.886	50.064	48	Pas-de-Calais ..	235.787	127.790	54,1
Corrèze	93.091	42.518	45,8	Puy-de-Dôme ..	174.513	86.683	49,5
Corse	81.742	31.263	37	Pyrénées (B ^{as}) ..	109.024	64.467	58
Côte-d'Or	113.080	45.124	40	Pyrénées (H ^{aut} .) ..	65.244	30.038	46
Côtes-du-Nord ..	164.224	76.172	46,8	Pyrénées-Orient.	60.284	27.161	44,5
Creuse	80.844	34.543	42,7	Territ. de Belfort.	20.242	9.196	45,5
Dordogne	148.789	65.822	44,4	Rhône	190.451	73.116	38,5
Doubs	81.345	33.947	41,5	Saône (Haute-) ..	83.955	39.396	47
Drôme	96.113	43.504	45,4	Saône-et-Loire ..	182.178	90.412	49,5
Eure	101.623	47.712	47	Sarthe	125.278	59.771	47,7
Eure-et-Loir	81.577	37.973	47	Savoie	70.773	33.248	47
Finistère	183.029	100.470	54,6	Savoie (Haute-) ..	80.977	37.423	46,3
Gard	136.128	56.723	41,5	Seine	677.978	306.440	45,5
Garonne (Haute-) ..	147.814	64.411	43,5	Seine-Inférieure ..	201.391	86.932	43,3
Gers	87.631	34.949	40	Seine-et-Marne ..	101.059	44.781	44,3
Gironde	228.776	82.578	36,2	Seine-et-Oise ..	169.194	79.681	47
Hérault	143.674	61.894	43	Sèvres (Deux-) ..	109.784	49.985	45,6
Ille-et-Vilaine ..	160.409	78.861	49,9	Somme	158.319	78.222	49,4
Indre	86.612	32.502	37,5	Tarn	110.950	47.795	43,1
Indre-et-Loire ..	102.443	47.596	46,4	Tarn-et-Garonne ..	70.181	30.001	42,5
Isère	168.046	72.018	42,9	Var	84.528	30.485	35,9
Jura	80.431	33.683	41,8	Vaucluse	78.030	32.543	41,6
Landes	87.251	52.423	60	Vendée	128.771	56.671	44,1
Loir-et-Cher	489.576	39.495	47	Vienne	105.179	45.580	40,9
Loire	169.120	67.920	40	Vienne (Haute-) ..	102.564	46.785	45,6
Loire (Haute-) ..	91.632	44.999	49	Vosges	111.384	64.056	57,2
Loire-Inférieure ..	176.398	74.686	42,4	Yonne	105.592	49.873	47
TOTAUX				10.635.246			
				4.906.648			
				46			

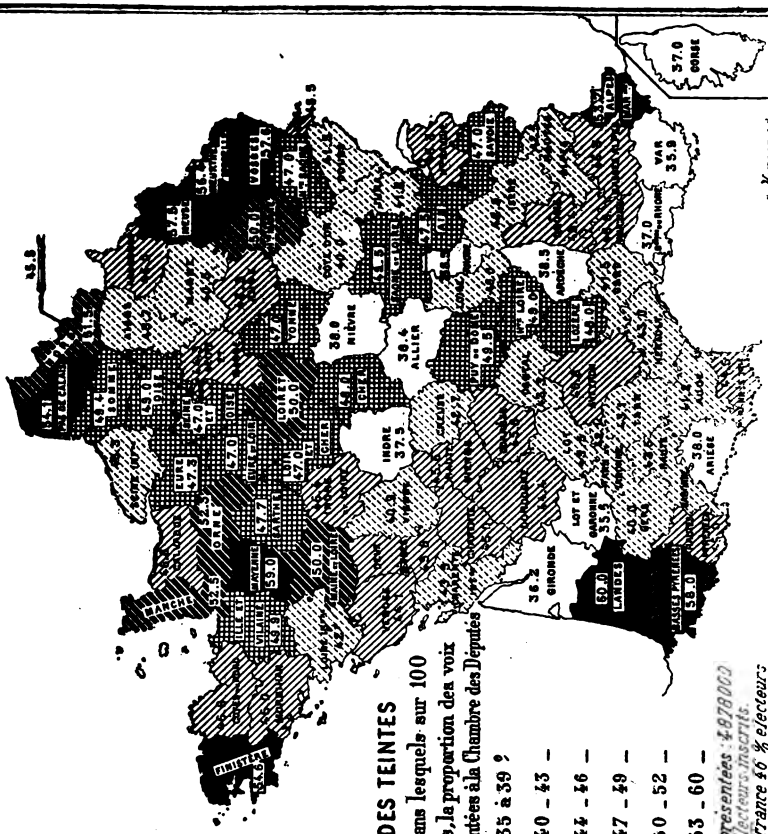
- DIAPASON DES TEINTES

Départements dans lesquels sur 100 électeurs inscrits, la proportion des voix représentées à la Chambre des Députés est de 35 à 39 ?

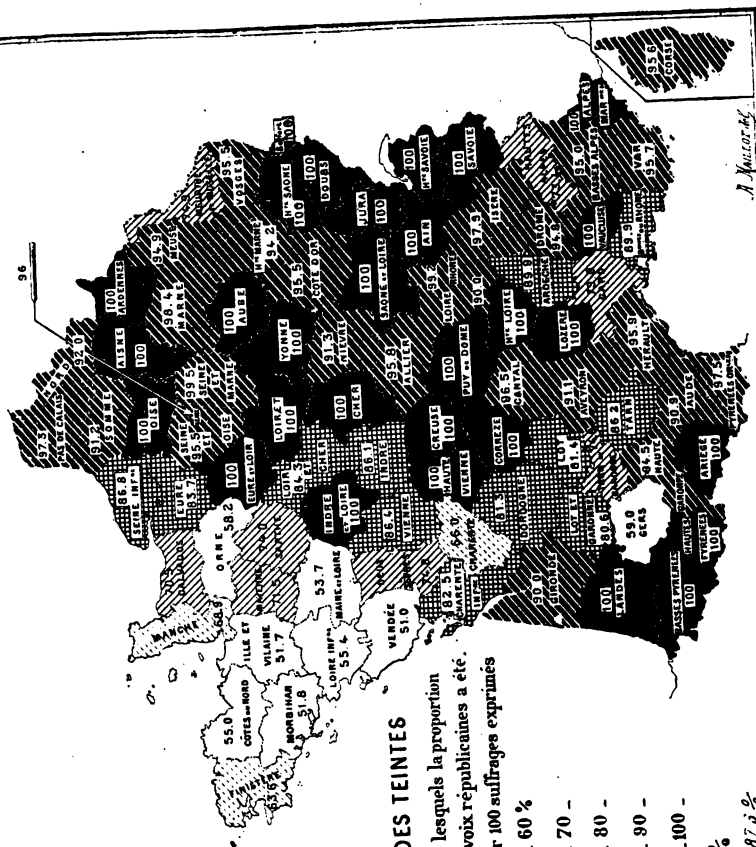


- de 40 - 43 -
- 44 - 46 -
- 47 - 49 -
- 50 - 52 -
- 53 - 60 -

Total des voix représentées : 4.678.000 sur 10.700.000 électeurs inscrits.
Moyenne pour la France 46 % électeurs



A. NIZIOT del.



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1898

RÉPARTITION DES VOIX REPRÉSENTÉES PAR LES ÉLUS
DANS CHAQUE TOUR DE SCRUTIN, PAR NATURE D'OPINION

OPINIONS.	Premier tour de scrutin.	Deuxième tour de scrutin.	Les deux tours réunis.
Républicains.....	1.565.400	411.109	1.976.509
Progressistes.....	35.061	17.749	52.810
Ralliés.....	211.683	68.884	280.567
Radicaux.....	655.367	244.170	899.537
Socialistes.....	224.994	145.986	370.980
Radicaux socialistes.....	355.728	255.659	611.387
Socialistes révolutionnaires.....	8.469	83.194	61.663
TOTAL du parti socialiste.....	589.191	484.839	1.074.030
TOTAL du parti républicain.....	3.056.702	1.226.751	4.283.453
Monarchistes.....	406.354	91.674	498.028
Socialistes chrétiens.....	32.022	"	32.022
TOTAL du parti réactionnaire.....	438.376	91.674	530.050
Divers.....	39.743	53.402	93.145
TOTAL GÉNÉRAL.....	3.534.821	1.371.827	4.906.648

Dans ce tableau, on saisit la part de chaque parti dans les succès du 8 comme du 22 mai, mais ce n'est pas suffisant : on peut se demander quelle est la part proportionnelle respective de chacun des deux tours pour chaque parti dans l'ensemble des voix représentées par les élus.

Aussi allons-nous dresser le tableau suivant, dégagé des chiffres absolus.

	PROPORTION POUR 100 ÉLUS	
	Part du premier tour	Part du second tour
Républicains.....	70 0/0	21 0/0
Progressistes.....	65	34
Ralliés.....	31	69
Radicaux.....	73	27
Socialistes.....	61	39
Radicaux socialistes.....	58	42
Révolutionnaires.....	9	91
Ensemble du parti socialiste.....	55 0/0	45 0/0
Ensemble des républicains.....	71	29
Monarchistes.....	82 0/0	18 0/0
Total général.....	72.5 0/0	27.5 0/0

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PRÉSIDENCES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(1876-1898)

MM.

JULES GRÉVY.	1876-1879.
LÉON GAMBETTA.	1879-1881.
HENRI BRISSON.	1881-1885.
CHARLES FLOQUET.	1885-1888 et 1889-1893.
MÉLINE.	1888-1889.
JEAN CASIMIR-PÉRIER.	1893-1894.
CHARLES-DUPUY.	1894.
BURDEAU.	1894.
HENRI BRISSON.	1894-1898.
PAUL DESCHANEL.	1898.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Président : M. PAUL DESCHANEL.

Vice-Présidents : MM. MAURICE-FAURE, Georges COCHERY, Édouard AYnard, MESUREUR.

Questeurs : MM. LECHÉVALLIER, GUILLEMET, Gustave RIVET.

Secrétaires : MM. REAU, Maurice ORDINAIRE, FLEURY-RAVARIN, DRAKE, DUBIEF, LHOPITEAU, GROUSSIER, Maurice BINDER.

Administration intérieure de la Chambre des Députés.

Secrétariat général de la Présidence.

Secrétaire général : M. PIERRE (Eugène), O. ✱, I. Q. — *Chef de bureau* : M. LEFEBVRE (Léon), ✱. — *Sous-chef* : M. BAYARD. — *Chef adjoint* : M. GARREAU. — *Commis principal* : M. LEBRUN (Gaston).

Cabinet du Président.

Chef du cabinet : M. Émile CHARRIER. — *Chefs adjoints* : MM. Georges GÉRALD, René HENRY. — *Attachés* : MM. PACTHOD, Gabriel LÉPETIT.

Rédaction du Compte rendu analytique.

Chef des secrétaires-rédacteurs : M. CLAVEAU, ✱. — *Chef adjoint* : M. BERGERET (Gaston), ✱.

Secrétaires-rédacteurs : MM. PAULIAN, ✱, GUILLET (Léon), BOURDON, CLÈRE (Jules), ✱, DALSÈME, MISPOULET, SOUBEIRAN (Paul), ✱, I. Q., DERAINE (Émile), LEMAIRE (Hippolyte). — *Adjoints* : MM. BARBIER (Gaston), MERLIN. — *Attaché* : M. PECQUEUR.

Sténographie.

Compte rendu *in extenso*.

Chefs honoraires du service : MM. GROSSELIN (Émile), GALLET.

Chef du service : M. GAUDET, ✱. — *Chef adjoint honoraire* : M. COMPIGNÉ. — *Chef adjoint* : M. VIOLETTE DE NOIRCARME.

Sténographes-reviseurs : MM. DETOT, ANGELIN, MORIDE, RAYNAUD, CADEAU, *, TINEL, *.

Sténographes : MM. JOLYET (Lucien), LABONNE, POTIN, I. O., DURENNE, SARRADIN, CAPELLE, GUÉHÉNEUC DE LAYO, JEANNIN, BUISSON, BAUGEY.

Sténographes auxiliaires : MM. HEYMAN, DETOT (Paul), ESTOUP, LABONNE (Abel).

Bureau de l'expédition des lois et des procès-verbaux.

Chef : M. BRUNET. — *Chef adjoint* : M. LATASSE. — *Sous-chef* : M. TONNIER (Edmond). — *Sous-chef adjoint* : M. PASCAL (Yves). — *Commis principaux* : MM. L'HOMMÉE, CLAYEAU (Louis), AUGUSTIN, DELAHAYE, RATEAU.

Secrétariat général de la Questure.

Secrétaire général : M. FROMANT, O. *.

1^{re} Section. — Personnel, Comptabilité, etc.

Chef adjoint : M. LAUNOY. — *Sous-chef* : M. DURAND. — *Commis principaux* : M. PELLERAY, FROMANT (Paul). — *Sous-chef, délégué à Versailles* : M. RIMET.

2^e Section. — Matériel.

Chef adjoint, agent comptable : M. LAUVAY. — *Sous-chef* : M. JALABERT. — *Commis principal* : M. AUBLANC.

Service des Bâtiments.

Inspecteur : M. BUQUET.

Caisse.

Trésorier : M. CORNILLE, *. — *Chef adjoint* : M. FORTIN. — *Sous-chef* : DE SALUSTE DU BARTAS. — *Commis principal* : M. MATRAT (Pierre).

Bibliothèque.

Bibliothécaire : M. CHERVET, *. — *Bibliothécaire adjoint* : M. ODDO. — *Sous-bibliothécaires* : MM. CALIPÉ, SUBY, PIONNIER, ROBERT (Fernand). — *Commis principal* : M. HARRACA.

Archives.

Archiviste : M. CLAVEL (Emile), *. — *Chef adjoint* : M. SERRIER. — *Sous-chef* : M. REY. — *Commis principaux* : MM. PACON, DUCOM.

Service militaire.

Commandant militaire : M. le lieutenant-colonel DE TEYSSIÈRE. — *Adjudant du Palais-Bourbon* : M. QUILICI.

Service médical.

MM. le docteur BLET, *, au Palais-Bourbon.
le docteur MOREAU, boulevard de la Reine, 121, à Versailles.

Huissiers.

Chef du service des huissiers : M. BARTHOLIN.

Service intérieur.

Chef : M. FENIOUX.

Bureau de Poste et Télégraphe, près la Chambre des députés.

Receveur : M. EXMELIN.

Liste par ordre alphabétique de MM. les Députés.

- MM. ABEL-BERNARD, Vaucluse, rue de Bourgogne, 36.
 ADAM (Achille), Pas-de-Calais, avenue des Champs-Élysées, 71.
 AGOULT (d'), Sénégal, boulevard de Latour-Maubourg, 19.
 AIGOND, Seine-et-Oise, boulevard Magenta, 145.
 ALASSEUR, Loiret, quai d'Orsay, 109.
 ALICOT, Hautes-Pyrénées, boulevard Saint-Germain, 242 bis.
 ALLARD, Var, avenue de la République, 64.
 ALLOMBERT, Ain, rue Gay-Lussac, 66.
 ALSACE (c^{te} d'), prince d'Hénin, Vosges, rue Washington, 20.
 AMODRU, Seine-et-Oise, avenue des Champs-Élysées, 66.
 ANDRIEU, Tarn, rue Vineuse, 22 bis.
 ANTHIME-MÉNARD, Loire-Inférieure, avenue de Tourville, 4.
 ARENBERG (prince d'), Chor, rue de la Ville-l'Évêque, 20.
 ARÈNE (Emmanuel), Corse, rue d'Amsterdam, 86.
 ARGELIÈS, Seine-et-Oise, rue de Turenne, 102, et à Juvisy-sur-Orge.
 ARMEZ, Côtes-du-Nord, rue Juliette-Lamher, 14.
 ARNOUS, Charente, avenue Montaigne, 56.
 ASTIER, Ardèche, avenue Kléber, 72.
 ASTIMA (Colonel), Corse, rue de Londres, 46.
 AUCOUTURIER, Creuse, rue Martignac, 3.
 AUDIFFRED, Loire, rue François-1^{er}, 38.
 AUGÉ (Justin), Hérault, Hôtel Continental.
 AULAN (comte d'), Drôme, rue Léonard-de-Vinci, 5.
 AYMÉ (baron de la CHEVRELIÈRE), Deux-Sèvres, aven. d'Iéna, 59.
 AYNARD (Edouard), Rhône, avenue Van-Dyck, 4.
 BABAUD-LACROZE, Charente, rue de Narbonne, 1.
 BACHIMONT, Aube, rue Charlet, 8.
 BALANDREAU, Seine-et-Marne, rue des Halles, 11.
 BALSAN, Indre, rue de la Baume, 8.
 BANSARD DES BOIS, Orne, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 86.
 BARON (Jules), Maine-et-Loire, rue de Bourgogne, 15.
 BARROIS, Nord, avenue Henri-Martin, 31.
 BARTHOU, Basses-Pyrénées, avenue d'Antin, 7.
 BASLY (Pas-de-Calais), rue des Arts, 52, à Levallois-Perret (Seine).
 BAUDIN (Pierre), Seine, avenue Rapp, 30.
 BAUDON, Oise, rue du Four, 15.
 BAUDRY D'ASSON (DE), château de Fonteclosure, par la Garnache (Vendée).
 BAULARD, Seine, rue de Créteil, 8, à Joinville-le-Pont (Seine).
 BAZILLE, Vienne, rue Malar, 30.
 BAZILLON, Ille-et-Vilaine, rue Montaigne, 6.
 BEAUQUIER, Doubs, rue de Grenelle, 166.
 BEAUREGARD (DE) (Paul), Seine, rue de Rennes, 76.
 BÉNÉZECH, Hérault, rue de Savoie, 7.
 BÉRARD (Alexandre), Ain, rue de Constantinople, 2.
 BERDOLY, Basses-Pyrénées, rue Monsigny, 1.
 BERGER (Georges), Seine, rue Legendre, 8.
 BERNARD (Charles), Gironde, rue de la Barre, 40.
 BERNARD (Paul), Seine, rue Lebrun, 3.
 BERRY (Georges), Seine, rue Laffitte, 43.
 BERSEZ, Nord, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 48.
 BERTEAUX, Seine-et-Oise, avenue des Champs-Élysées, 115.

- MM. BERTHELOT** (André), Seine, rue Mazarine, 11.
BERTHET, Haute-Savoie, rue de Grenelle, 122.
BERTON, Creuse, boulevard Saint-Michel, 54.
BERTRAND, Marne, rue Le Goff, 7.
BINDER (Maurice), Seine, avenue des Champs-Élysées, 102.
BISCHOFFSHEIM, Alpes-Maritimes, rue Taitbout, 3.
BIZOT, Ain, rue des Carmes, 14.
BLANC (Edmond), Hautes-Pyrénées, avenue des Champs-Élysées, 68, et à la Celle-Saint-Cloud (Seine-et-Oise).
BLANC (Henri), Haute-Loire, avenue Bosquet, 51.
BLANC (Louis), Drôme, rue de Grenelle, 190.
BOMPAUD (Raoul), Seine, avenue de Wagram, 167.
BONARD, Rhône, rue Quincampoix, 72.
BONTEMPS, Haute-Saône, rue Ernest-Renan, 11.
BONY-CISTERNES, Puy-de-Dôme, avenue Kléber, 10.
BORDIER, Eure-et-Loir, à Gommerville, par Baudreville (Eure-et-Loir).
BORIE, Corrèze, rue Caroline, 14.
BORNE, Doubs, rue du Val-de-Grâce, 9.
BOUCHER (Henry), Vosges, rue Mazarine, 9.
BOUCHOT, Seine-Inférieure, boulevard Haussmann, 52 bis.
BOUDENOOT, Pas-de-Calais, boulevard Saint-Germain, 197.
BOUGÈRE (Ferdinand), Maine-et-Loire, rue Saint-Honoré, 211.
BOUGÈRE (Laurent), Maine-et-Loire, rue Saint-Honoré, 211.
BOURGEOIS (du Jura), Jura, rue de Marignan, 23.
BOURGEOIS (Léon), Marne, rue Pierre-Charron, 50.
BOURGEOIS (Paul), Vendée, passage de la Madeleine, 6.
BOURRAT, Pyrénées-Orientales, rue de Fleurus, 25.
BOUTARD, Haute-Vienne, rue de Flandre, 144.
BOVIER-LAPIERRE, Isère, rue Claude-Bernard, 59.
BOYER (Antide), Bouches-du-Rhône, rue de Hanovre, 8.
BOYSSET, Saône-et-Loire, rue Denfert-Rochereau, 93.
BRETON (J.-L.), Cher, boulevard Soult, 81 bis.
BRETON, Seine-Inférieure, rue Pajol, 37.
BRICE (Jules), Meurthe-et-Moselle, rue Crébillon, 8.
BRICE (René), Ille-et-Vilaine, quai Malaquais, 9.
BRINDEAU (Louis), Seine-Inférieure, au Grand-Hôtel.
BRISSON (Henri), Seine, rue de Mazagan, 9.
BROGLIE (prince de), Mayenne, rue La Boétie, 48.
BRUN (Fernand), Cantal, boulevard Richard-Lenoir, 8.
BRUNE, Ille-et-Vilaine, boulevard du Montparnasse, 32.
BRUNET (Louis), la Réunion, avenue de La Motte-Piquet, 29.
BUSSIÈRE, Corrèze, rue d'Alésia, 72.
CADENAT, Bouches-du-Rhône, rue de Grenelle, 171.
CAILLAUD (Joseph), Sarthe, avenue de Wagram, 38.
CALVINHAC, Haute-Garonne, avenue de Saint-Germain, 23, Bois-Colombes (Seine).
CANET, Savoie, boulevard de La Tour-Maubourg, 14.
CARNAUD, Bouches-du-Rhône, avenue de Suffren, 38.
CARSAGNAC (Paul de), Gers, boulevard Malesherbes, 161.
CASSOU, Basses-Pyrénées, rue Las-Cases, 19.
CASTELIN, Aisne, rue du Faubourg-Montmartre, 4.
CASTELLANE (comte BONI DE), Basses-Alpes, avenue du Bois-de-Boulogne, 40.
CASTILLARD, Aube, boulevard Saint-Michel, 16.
CAUVIN, Somme, rue de Milan, 5.
CAVAIGNAC (Godefroy), Sarthe, rue de Verneuil, 47.
CAZALS, Cantal, rue Notre-Dame-des-Champs, 46.

- MM. CAZAUVIEILH (René), Gironde, rue du Luxembourg, 40.
 CAZE (Edmond), Haute-Garonne, boulevard Haussmann, 46.
 CÈRE, Jura, rue de Rennes, 75.
 CHABERT, Drôme.
 CHABRIÉ (Adrien), Tarn-et-Garonne, rue de Lille, 59.
 CHAMBIGE (Adrien), Puy-de-Dôme, rue Mirabeau, 2.
 CHAMBRUN (marquis de), Lozère, rue de Grenelle, 15.
 CHAMERLAT, Puy-de-Dôme, rue du Rocher, 59.
 CHANDIOUX, Nièvre, rue de l'Arsenal, 11.
 CHAPUIS, Meurthe-et-Moselle, rue du Bellay, 10.
 CHARLES Bos, Seine, rue de Belleville, 243.
 CHARLES-DUPUY, Haute-Loire, quai de Béthune, 18.
 CHARONNAT, Aube, boulevard de la Tour-Maubourg, 96.
 CHARRUYER, Charente-Inférieure, avenue de Wagram, 120.
 CHASSAING, Seine, rue Saint-Antoine, 207.
 CHASTENET (Guillaume), Gironde, rue du Colisée, 43.
 CHAUTEPS, Haute-Savoie, rue Béranger, 25.
 CHAUVIÈRE, Seine, rue Saint-Charles, 137.
 CHAVET, Saône-et-Loire, cité de Trévise, 16 bis.
 CHENAVAZ, Isère, rue Madame, 15.
 CHENEL, Calvados, rue Duret, 33.
 CHEVALLIER, (Emile), Oise, rue d'Anjou, 1.
 CHEVILLON, Bouches-du-Rhône, Hôtel Continental.
 CHICHÉ (Albert), Gironde, rue de Rivoli, 42 bis.
 CHOPINET, Oise, quai Saint-Michel, 9.
 CHRISTOPHLE, Isère, rue de Passy, 37.
 CHRISTOPHLE (Albert), Orne, avenue d'Iéna, 88.
 CIBIEL, Aveyron, rue Saint-Dominique, 53.
 CLAMENT (Clément), Dordogne, rue Leroux, 2 bis.
 CLAUDINON, Loire, boulevard des Italiens, 27.
 CLECH (Albert Le), Morbihan, boulevard Raspail, 204.
 CLÉDOU, Basses-Pyrénées, rue Cler, 22.
 CLUSERET, Var, boulevard Saint-Jacques, 69.
 COACHE, Somme, rue de Bourgogne, 36.
 COCHERY (Georges), Loiret, avenue d'Iéna, 38.
 COCHIN (Denys), Seine, rue de Babylone, 53.
 COCHIN (Henry), Nord, avenue Montaigne, 5.
 CODET (Jean), Haute-Vienne, rue Ballu, 36.
 COLLE, Haute-Saône, Hôtel Terminus.
 COLLIARD, Rhône, rue de Grenelle, 175.
 COMPAYRÉ, Tarn, rue Boislevet, 18.
 CONSTANT, Gironde, rue Vignon, 13.
 CORNET (Lucien), Yonne, rue de l'Ecrivain, 10, à Sens.
 CORNUDET, Creuse, rue de Sèvres, 14, à Boulogne-sur-Seine.
 CORNUDET (vicomte J.), Seine-et-Oise, rue de Grenelle, 88.
 COSMAO-DUMENEZ, Finistère, boulevard du Montparnasse, 32.
 COUTANT, Seine, rue du Grand, 2, à Ivry-Centre.
 COUYBA, Haute-Saône, rue Caulaincourt, 45.
 CRUPPI, Haute-Garonne, Boulevard Haussmann, 153.
 DANSETTE (Jules), Nord, avenue de La Bourdonnais, 18.
 DAUDÉ, Lozère, avenue Reille, 14.
 DAUZON, Lot-et-Garonne, rue de Bourgogne, 37 ter.
 DAVID (Alban) Indre, boulevard Malesherbes, 26.
 DAVID (Fernand), Haute-Savoie, rue Bonaparte, 59 ter.
 DAVID (Henri), Loir-et-Cher, rue de Madrid, 25.
 DEBÈVE, Nord, rue de Lille, 59.
 DEBUSSY, Côte-d'Or, rue Lacépède, 20.
 DECKER-DAVID, Gers, boulevard Malesherbes, 174.

- MM.** DECRAIS (Albert), Gironde, avenue du Bois-de-Boulogne, 62.
 DEFONTAINE, Nord, rue Monge, 2.
 DEJEANTE, Seine, rue du Jourdain, 10.
 DELARUE, Allier, rue des Martyrs, 59.
 DELAUNE, Nord, au Grand Hôtel.
 DELBET, Seine-et-Marne, rue des Beaux-Arts, 2.
 DELCASSÉ, Ariège, boulevard de Clichy, 11.
 DELESTRAC, Vaucluse, boulevard Henri IV, 4.
 DÉLIEUX, Gers, boulevard Saint-Germain, 254.
 DELMAS, Corrèze, rue Greuze, 40.
 DELOMBRE (Paul), Basses-Alpes, rue de Monceau, 89.
 DELON-SOUBEIRAN, Gard, rue Duphot, 15.
 DELPECH-CANTALOU, Gers, rue de Madrid, 20.
 DEMARÇAY (baron), Vienne, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 54.
 DENÉCHEAU, Aisne, rue Daubigny, 5.
 DENIS (Gabriel), Charente-Inférieure, boulevard Saint-Germain, 243.
 DENIS (Théodore), Landes, avenue de La Motte-Picquet, 33.
 DÉRIBÉRE-DESGARDES, Mayenne, rue Denfert-Rochereau, 40.
 DÉROULEDE (Paul), Charente, avenue Kléber, 108.
 DERRIEN, Côtes-du-Nord, quai Voltaire, 5.
 DERVELO, Seine-et-Marne, rue Condorcet, 9.
 DESCHANEL (Paul), Eure-et-Loir, avenue Marceau, 69, et à l'Hôtel de la Présidence (Palais-Bourbon).
 DESFARGES, Creuse, rue Mirbel, 1.
 DESHAYES, Vendée, boulevard Saint-Germain, 241.
 DESJARDINS (Jules), Aisne, rue Miromesnil, 62.
 DEVÈZE, Gard, cité Talma, 16.
 DEVINS, Haute-Loire, avenue du Maine, 8.
 DISLEAU, Deux-Sèvres, avenue Bosquet, 19.
 DORIAN (Charles), Loire, Hôtel Terminus.
 DOUMERGUE (Gaston), Gard, rue Margueritte, 11 bis.
 DRAKE (Jacques), Indre-et-Loire, rue de Berri, 7.
 DRON (Gustave), Nord, rue Notre-Dame-des-Champs, 12.
 DRUMONT, Alger, passage Landrieu, 3 bis.
 DUBIEF, Saône-et-Loire, rue de Paris, 14, à Asnières.
 DUBOCHET, Loire-Inférieure, rue Saint-Honoré, 422.
 DUBOIS (Emile), Seine, avenue du Maine, 165.
 DUBOIS (Victor) (de Dreux), Eure-et-Loir, avenue de Breteuil, 52.
 DUBUISSON, Finistère, rue Las-Cases, 6.
 DUFOUR (Jacques), Indre, rue Michel-Ange, 80.
 DUFOUR, Isère, boulevard du Montparnasse, 128.
 DUJARDIN-BEAUMETZ, Aude, rue Washington, 34.
 DULAU (Constant), Landes, rue de Moscou, 14.
 DUMAS (Julien), Ariège, rue de la Trémolite, 9.
 DUMONT, Jura, rue Saint-Roch, 16.
 DUNAIME, Ardennes, rue Bernard-Palissy, 4.
 DUPUYTREN, Vienne, avenue Kléber, 50.
 DUQUESNAY, la Martinique, rue Géricault, 8.
 DUSSAUSSOY (Paul), Pas-de-Calais, rue Cambacérès, 2.
 DUTAILLY, Haute-Marne, rue du Rocher, 84.
 DUTREIX, Aube, avenue de Wagram, 36.
 DUVAU (Jules), Vienne, rue de Pomereu, 3.
 ELIEZ-EVRARD, Nord, rue des Mathurins, 49.
 ELVA (comte Christian d'), Mayenne, avenue de l'Alma, 24.
 EMILE CHAUVIN, Seine-et-Marne, rue de l'Arbalète, 35.
 ERMANT, Aisne, boulevard de la Tour-Maubourg, 21.

- MM. ESCANYÉ, Pyrénées-Orientales, rue Boissy-d'Anglas, 15.
 ESTOUBBEILLON (marquis de l'), Morbihan, rue de Rivoli, 202.
 ESTOURNELLES (d'), Sarthe, avenue Carnot, 12.
 ETIENNE, Oran, avenue d'Antin, 67.
 ECZIERE, Hautes-Alpes, rue Vaneau, 23.
 FANIEU (Achille), Pas-de-Calais, rue de Chabrol, 30.
 FARJON (Adrien), Puy-de-Dôme, rue Stanislas, 8.
 FAURE (Firmin), Oran, rue de Passy, 57.
 FENAL, Meurthe-et-Moselle, avenue de La Bourdonnais, 41.
 FERRAND (Stanislas), Seine, rue de la Victoire, 35, et rue Victor-Hugo, 249, à Bois-Colombes.
 FERRERO, Var, passage de la Visitation, 4.
 FERRETTE, Meuse, rue Claude-Bernard, 33.
 FERROUL, Aude.
 FERRY (Charles), Vosges, rue Bayard, 1.
 FIQUET, Somme, boulevard d'Alsace-Lorraine, 77, à Amiens.
 FLEURY-RAVARIN, Rhône, avenue de La Bourdonnais, 18.
 FLORENT, Rhône, rue Corbeau, 19.
 FOREST, Morbihan, rue de Grenelle, 9.
 FORNI, Savoie, rue de Turbigo, 6.
 FOULD (Achille), Hautes-Pyrénées, avenue Marceau, 85.
 FOUQUET (Camille), Eure, boulevard Haussmann, 161.
 FOURNIÈRE, Aisne, rue Caulaincourt, 129.
 FOURNOL, Aveyron, rue de Bourgogne, 29.
 FRANÇOIS, Somme, rue de Montessuy, 26.
 GABIAT, Haute-Vienne, rue de Grenelle, 172.
 GACON, Allier, rue de Babylone, 39.
 GAFFIER, Aveyron, rue de Vaugirard, 163 bis.
 GAILLARD (Jules), Oise, rue de l'Élysée, 22.
 GALLEY, Loire, rue Martignac, 1.
 GALLOT, Yonne, boulevard Haussmann, 48.
 GALOT (Jules), Loire-Inférieure, rue Vignon, 10.
 GALPIN (Gaston), Sarthe, rue La Boétie, 61.
 GALT-GASPARROU, Ariège, rue de Passy, 47.
 GARNIER, Charente-Inférieure, rue de La Trémoille, 7.
 GAUTHIER (de Clagny), Seine-et-Oise, rue Tronchet, 35.
 GAUTRET, Vendée, boulevard Malesherbes, 156.
 GAUVIN, Loir-et-Cher, boulevard Saint-Germain, 36.
 GAY (Victor), Loire, rue de Verneuil, 58.
 GAYRAUD, Finistère, avenue de l'Observatoire, 43.
 GELLÉ, Somme, rue Gustave-Doré, 8.
 GENET, Rhône, rue Saint-Honoré, 271.
 GÉRARD (baron), Calvados, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 85.
 GÉRAIS, Seine, rue Lasserre, 22, à Issy-les-Moulineaux.
 GÉRAIS, Meurthe-et-Moselle, rue Lafayette, 180.
 GERVILLE-RÉACHE, Guadeloupe, rue Le Goff, 5.
 GÉVELOU, Orne, rue de Clichy, 10.
 GIACOBBI, Corse, rue Pigalle, 5.
 GIGUET, Ain, rue Gay-Lussac, 44.
 GILLOT, Saône-et-Loire, rue Denfert-Rochereau, 35 bis.
 GIRARD, Puy-de-Dôme, rue Richempanse, 15.
 GIROU, Seine, rue Cassendi, 42.
 GONIDEC DE TRAISSAN (comte de), Ille-et-Vilaine, rue des Saints-Pères, 59.
 GOJJAT, Nièvre, rue Saint-Martin, 2.
 GOJJON (Julien), Seine-Inférieure, rue de la Faisanderie, 26.
 GOJJON (Théophile), Gironde, rue de l'Yvette, 42.
 GOURD, Rhône, avenue d'Iéna, 28.

- MM. GOUSSOT**, Seine, boulevard du Palais, 5.
GOUZY, Tarn, rue des Saints-Pères, 85.
GRANDMAISON (DE), Maine-et-Loire, boulevard Haussmann, 106.
GRAS (Charles), Seine, boulevard Saint-Michel, 133.
GRAS, Drôme, avenue de La Motte-Picquet, 14.
GRAUX (Georges), Pas-de-Calais, rue Blanche, 4.
GROUSSET (Paschal), Seine, rue Vivienne, 51.
GROUSSIER, Seine, boulevard de la Villette, 171.
GUENEAU, Côte-d'Or, rue Mozart, 137, à Auteuil.
GUÉRIN (lieutenant-colonel), Manche, rue des Mathurins, 29.
GUIBERT (Denis), la Martinique, rue Saint-Lazare, 23.
GUIEYSSE (Paul), Morbihan, rue des Écoles, 42.
GUILLAIN, Nord, rue Scheffer, 55.
GUILLETMET, Vendée, au Palais-Bourbon.
GUYARD, Aube, rue de Ponthieu, 48.
GUYOT-DESSAIGNE, Puy-de-Dôme, square de La Tour-Maubourg, 2.
HALGOUET (lieut.-colonel du), Ille-et-Vilaine, rue de Solférino, 4.
HARRIAGUE SAINT-MARTIN, Basses-Pyrénées, avenue d'Antin, 6.
HAUSMANN, Seine-et-Oise, rue des Réservoirs, 17, à Versailles.
HÉMON, Finistère, rue Gay-Lussac, 36.
HENRIQUE-DULUC (Louis), Inde française, rue Demours, 83.
HERBET, Ain, rue de la Bienfaisance, 2.
HÉRISSÉ (LE), Ille-et-Vilaine, rue de Grenelle, 172.
HEUZEY, Mayenne, avenue Bosquet, 16 bis.
HOLTZ, Seine, rue Cavé, 17.
HUBERT (Lucien), Ardennes, place Saint-Sulpice, 1.
HUGON, Cantal, rue de la Tour, 111.
HUGUES (Clovis), Seine, passage de l'Élysée des Beaux-Arts, 18.
HUGUES (François), Aisne, boulevard Saint-Germain, 282.
HUMBERT (Alphonse), Seine, rue Saint-Charles, 35.
ISAMBAR, Eure, rue Brochant, 5.
ISAMBERT (Gustave), Eure-et-Loir, rue de Rome, 79.
ISNARD, Finistère, rue de Grenelle, 172.
JACOB, Morbihan, rue de Lille, 59.
JACQUEMIN, Côtes-du-Nord, rue de Villersexel, 3.
JACQUEY (général), Landes, avenue Duquesne, 37.
JAOUEN, Finistère, rue Las Cases, 19.
JONNART, Pas-de-Calais, rue de Lubeck, 31.
JOUART, Savoie, rue de Bourgogne, 24.
JOURDAN (Louis), Lozère, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 197.
JOURDE, Girondc, rue des Calèches, 20, à Chatou (Seine-et-Oise).
JOXÉ, Maine-et-Loire, rue Cart, 6, à Saint-Mandé.
JULES JALUZOT, Nièvre, rue d'Athènes, 6.
JUMEL, Landes, rue Joffroy, 93.
KELSCH, Vosges, rue Sédillot, 6.
KERJÉGU (J. DE), Finistère, rue de Chaillot, 38.
KERQUARTZ (marquis DE), Côtes-du-Nord, rue de la Chaise, 3.
KLOTZ (L.-L.), Somme, rue de Madrid, 28.
KRANTZ (Camille), Vosges, boulevard Saint-Germain, 226.
KRAUSS, Rhône, rue Saint-Martin, 138.
LA BATUT (DE), Dordogne, boulevard Haussmann, 69.
LA BOUQUONNAYE (V^{ie} DE), Maine-et-Loire, rue du Cirque, 11 bis.
LABUSSIÈRE (Emile), Haute-Vienne, rue d'Estrées, 18.
LACHAUD, Corrèze, rue des Mathurins, 49.
LACHIVIÈRE, Lot, rue de Rennes, 126.
LA FERRONNAYS (M^{re} DE), Loire-Inférieure, Cours-la-Reine, 34.
LAFFERRÉ, Hérault, rue de l'École-de-Médecine, 6.

- MM. LAGASSE**, Lot-et-Garonne, rue Notre-Dame-de-Lorette, 41.
LAGOGE, Seine, rue Denfert-Rochereau, 23, à Boulogne-sur-Seine.
LAMENDIN (Arthur), Pas-de-Calais, rue Secrétan, 78.
LANESSAN (de), Rhône, à Ecouen (Seine-et-Oise).
LANIEL (Henri), Calvados, rue de Bourgogne, 37 bis.
LANJUNAIS (comte de), Morbihan, rue Cambon, 31.
LANNES DE MONTEBELLO (Adrien), Marne, rue Boissière, 30.
LA PORTE (de), Deux-Sèvres, avenue d'Eylau, 11.
LARGENTAYE (de), Côtes-du-Nord, rue de la Ville-l'Evêque, 16.
LAROCHE-JOUBERT, Charente, rue Pierre-Charron, 6.
LAROZE, Gironde, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 182.
LASIES, Gers, boulevard Malesherbes, 19.
LASSALLE, Ardennes, rue Lepic, 110.
LASSERIE (Maurice), Tarn-et-Garonne, rue Chauveau-Lagarde, 14.
LAUBAINE, Charente-Inférieure, rue de Richelieu, 23 bis.
LAURENÇON, Hautes-Alpes, avenue du Trocadéro, 21.
LAVILLE, Puy-de-Dôme, avenue Kléber, 106.
LEBAUDY (Paul), Seine-et-Oise, place Vendôme, 20.
LEBRET, Calvados, rue Michelet, 11.
LECHEVALLIER, Seine-Inférieure, au Palais-Bourbon.
LEFFET, Indre-et-Loire, rue Ballu, 3.
LEGITIMUS, la Guadeloupe, rue de l'Abbé-de-l'Épée, 14.
ÉGLISE, Landes, rue du Général-Foy, 38.
LEGLOS (Indre), rue Bara, 6.
LEGRAND (Arthur), Manche, rue Chauveau-Lagarde, 18.
LEGRAND (Jules), Basses-Pyrénées, boulevard Pasteur, 52.
LEMASSON, Maine-et-Loire, rue de Mézières, 15.
LEMIRE (abbé), Nord, rue Lhomond, 28.
LEMOIGNE (Albert), Manche, boulevard Malesherbes, 187.
LE MYRE DE VILERS, Cochinchine, rue Cambacérès, 3.
LEPEZ, Nord, rue Lauriston, 84.
LEROLLE, Seine, avenue de Villars, 10.
LEROY (Arthur), Côte-d'Or, rue de Rennes, 72.
LEROY (Modeste), Eure, rue de Bourgogne, 29.
LESAGE, Cher, rue d'Assas, 132.
LESPINAY (marquis de), Vendée, quai d'Orsay, 105.
LÉTANG, Allier, rue de Seine, 57.
LE TROADEC, Côtes-du-Nord, avenue Blanche, 4, à Courbevoie.
LEVET (Georges), Loire, rue Pasquier, 28.
LÉVIS-MIREPOIX (comte de), Orne, rue de Lille, 121.
LEVRAUD, Seine, boulevard Voltaire, 98.
LEYGUE (Honoré), Haute-Garonne, avenue de Tourville, 16.
LEYGUE (Raymond), Haute-Garonne, rue d'Assas, 85.
LEYGUES (Georges), Lot-et-Garonne, rue de Grenelle, 145.
LHOPITEAU, Eure-et-Loir, rue d'Amsterdam, 79.
LIMOUZAIN-LAPLANCHE, Charente, rue de Lille, 7.
LOCKROY (Edouard), Seine, avenue Victor-Hugo, 140.
LOBIOT, Eure, rue de Monceau, 86.
LOUP (Henri), Yonne, rue de Rivoli, 83.
LOYER, Nord, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 86.
MACKAU (baron de), Orne, avenue d'Antin, 22.
MAGNE (Napoléon), Dordogne, avenue Montaigne, 31.
MAGNIAUDÉ, Aisne, rue Montmartre, 146.
MAHY (de), la Réunion, rue de Bourgogne, 37 bis.
MALASPINA, Corse, avenue de Malakoff, 140.
MANDO, Côtes-du-Nord, rue Radziwill, 19.
MARCEL HABERT, Seine-et-Oise, rue des Petits-Champs, 83.

- MM. MARCHAL**, Alger, avenue Duquesne, 37.
MARET (Henry), Cher, rue du Four, 50.
MARTIN (Bienvenu), Yonne, rue Decamps, 12.
MARUÉJOLS, Aveyron, rue du Luxembourg, 28.
MASSABUAU, Aveyron, rue Théophile-Gautier, 31.
MASSÉ, Nièvre, impasse Royer-Collard, 7.
MATHEY, Saône-et-Loire, rue de l'Université, 32.
MAURICE-FAURE, Drôme, boulevard du Montparnasse, 9 *bis*.
MAUSSABRÉ (marquis de), Deux-Sèvres, avenue des Champs-Élysées, 114.
MAYMAC, Loir-et-Cher, avenue de Tourville, 25.
MÉLINE, Vosges, rue de Commaille, 4.
MELLIET, Lot-et-Garonne, villa Moderne, à Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise).
MENIER (Gaston), Seine-et-Marne, rue de Monceau, 61.
MERCIER (Jules), Haute-Savoie, rue Eugénie, 14, à Saint-Mandé.
MERLOU, Yonne, rue du Rocher, 73.
MESUREUR, Seine, rue d'Uzès, 21.
MEYER, Isère, rue Chardin, 11 *bis*.
MÉZIÈRES, Meurthe-et-Moselle, boulevard Saint-Michel, 57.
MICHEL, Bouches-du-Rhône, rue de Beaune, 14.
MILLERAND, Seine, rue de Saint-Pétersbourg, 23.
MILLEVOYE, Seine, avenue Bugeaud, 10.
MIOSSEC, Finistère, rue Martignac, 4.
MIRMAN, Marne, avenue de Wagram, 26.
MONFEUILLARD, Marne, avenue Rapp, 25.
MONSSERVIN, Aveyron, rue de Rennes, 142.
MONTAIGU (comte de), Loire-Inférieure, rue Martignac, 18.
MONTALEMBERT (comte de), Nord, boulevard Saint-Germain, 216.
MONTFORT (V^{ie} de), Seine-Inférieure, rue de l'Arcade, 11 *bis*.
MORCLETTE-LEDIEU, Nord, boulevard Beauséjour, 39.
MOREL, Loire, rue Descartes, 29.
MORILLOT (Léon), Marne, rue de Varenne, 36.
MORINAUD, Constantine, rue de Grenelle, 151.
MORLOT, Aisne, boulevard de Magenta, 90.
MOTTE (Eugène), Nord, avenue Henri-Martin, 31.
MOUGEOT, Haute-Marne, rue de Staël, 26.
MOUGIN, Vosges, rue Soufflot, 21.
MOUSTIER (marquis de), Doubs, avenue de l'Alma, 17.
MUN (comte Albert de), Finistère, avenue de l'Alma, 5.
MUTEAU, Côte-d'Or, rue Lincoln, 3.
MUZET, Seine, rue des Pyramides, 3.
NARBONNE (Paul), Aude.
NÉRON-BANCEL (Emile), Haute-Loire, square du Croisic, 2.
NOEL, Oise, rue Blanche, 52.
ODILON-BARROT, Ardèche, rue de Belloy, 8.
OLIVE, Somme, rue de Bourgogne, 57.
ORDINAIRE (Maurice), Doubs, quai de Billy, 10.
ORIOI (Benolt), Loire, avenue Marceau, 9.
ORNANO (Cunéo d'), Charente, rue de Saint-Pétersbourg, 23.
OUVRÉ, Seine-et-Marne, quai de la Gare, 43, et avenue Marceau, 76.
PAIN, Vienne, rue de Ponthieu, 54.
PAJOT, Cher, rue Gustave-Courbet, 16.
PALIX, Rhône, boulevard Saint-Germain, 34.
PAMS (Jules), Pyrénées-Orientales, rue Decamps, 35.
PAPELIER, Meurthe-et-Moselle, avenue de l'Alma, 10.

- MM. PASCAL, Gard, Hôtel Terminus.
 PASQUAL, Nord.
 PASSY (Louis), Eure, rue Taitbout, 81.
 PASTRE, Gard, rue des Saints-Pères, 5.
 PAUL-FAORE, Vaucluse, boulevard Saint-Germain, 115.
 PAULIN-MÉRY, Seine, place d'Italie, 7.
 PAULMIER, Calvados, avenue Niel, 30.
 PAVIE, Hautes-Alpes, rue d'Assas, 87.
 PÉDEBIDOU, Hautes-Pyrénées, rue du Printemps, 2.
 PEIGNOT, Marne, rue de l'Université, 193.
 PELLETAN (Camille), Bouches-du-Rhône, rue Labrousse, 23.
 PÉRIER (Germain), Saône-et-Loire, rue Denfert-Rochereau, 58.
 PÉRIER DE LARSAN (comte de), Gironde, rue de Rennes, 144.
 PÉRILLIER, Seine-et-Oise, rue des Écoles, 38.
 PÉRONNEAU, Allier, rue de Surène, 31.
 PERREAU, Bouches-du-Rhône, rue des Arènes, 2.
 PERRIER (Antoine), Savoie, avenue Bosquet, 65.
 PERRIN, Ardèche, rue de Rennes, 93.
 PESCHAUD, Cantal, avenue de Neuilly, 120 bis, à Neuilly sur-Seine.
 PHILIPPE, Côtes-du-Nord, boulevard de La Tour-Maubourg, 74.
 PLOU, Haute-Garonne, rue de Monceau, 64 bis.
 PLICHON (Jean), Nord, avenue de Breteuil, 35.
 POCHON, Ain, avenue Rapp, 22 bis.
 POINCARÉ (Raymond), Meuse, rue des Mathurins, 32.
 POMÈREU (DE), Seine-Inférieure, rue de Chaillot, 40.
 POMMERAY, Charente-Inférieure, rue du Mont-Thabor, 4.
 PONTBRIAND (DU BREIL, comte de), Loire-Inférieure, boulevard Saint-Germain, 238.
 PORTEU (Armand), Ille-et-Vilaine, rue Richempanse, 11.
 POULAIN, Ardennes, rue de Ménilmontant, 113.
 POUILLAN, Alpes-Maritimes, boulevard des Italiens, 30.
 POURQUERY DE BOISSERIN, Vaucluse, rue Franklin, 3.
 POURTEYRON, Dordogne, rue Madame, 49.
 POZZO DI BORGO (comte), Corse, rue de l'Université, 51.
 PRACHE, Seine, boulevard Saint-Germain, 149.
 PRAX-PARIS, Tarn-et-Garonne, rue de l'Université, 193.
 PRUD'HOMME-HAVETIE, Meuse, cité d'Antin, 1.
 PUECH, Seine, boulevard de Sébastopol, 104.
 QUILBEUF, Seine-Inférieure, au Houleme (Seine-Inférieure).
 QUINTAA, Basses-Pyrénées, rue de Courcelles, 105.
 RABIER (Fernand), Loiret, avenue de La Motte-Picquet, 11.
 RAGOT, Loir-et-Cher, rue La Boétie, 93.
 RAIBERTI, Alpes-Maritimes, rue Frédéric-Bastiat, 10.
 RAJON (Claude), Isère, quai de Béthune, 30.
 RAMEL (DE), Gard, rue de Bourgogne, 37 bis.
 RAULINE, Manche, rue de Vienne, 2.
 RAZIMBAUD, Hérault, rue Royer-Collard, 2.
 REGNAULT, Manche, rue Mozart, 78.
 REILLE (baron Amédée), Tarn, boulevard de La Tour-Maubourg, 10.
 REILLE (baron Xavier), Tarn, boul. de La Tour-Maubourg, 12.
 RENAULT-MORLIÈRE, Mayenne, rue de l'Université, 69.
 RENDU, Oise, rue Blanche, 7.
 RENOU, Seine, rue Mariotte, 3.
 REY (Emile), Lot, rue de Rennes, 126.
 RIBERPRAY, Eure, à Gaillon (Eure).
 RIDOT, Pas-de-Calais, rue de Tournon, 6.

- MM. RICARD** (Henri), Côte-d'Or, rue Monge, 64.
RICARD (Louis), Seine-Inférieure, rue Edouard-Detaille, 4.
RICHARD (Pierre), Seine, avenue du Trocadéro, 19.
RINOUARD, Vienne, rue de Grenelle, 137.
RIEUNIER (amiral), Charente-Inférieure, boul. Malesherbes, 29.
RIOTTEAU, Manche, rue de Sèze, 10.
RIOU, Côtes-du-Nord, rue de Vaugirard, 161.
RISPAL, Seine-Inférieure, rue du Rocher, 67.
RIVALS, Aude.
RIVET (Gustave), Isère, au Palais-Bourbon.
ROBERT, Basses-Alpes, rue de Lille, 59.
ROCH, Loire-Inférieure, avenue d'Eylau, 31.
ROCHE (Ernest), Seine, rue Lécuse, 2.
ROCHE (Jules), Ardèche, boulevard des Batignolles, 84.
ROGEZ, Nord, rue du Ranelagh, 32.
ROHAN (duc de), Morbihan, boulevard des Invalides, 35.
ROLLAND, Pyrénées-Orientales, rue des Huissiers, 22, à Neuilly.
ROSE, Pas-de-Calais, avenue de La Motte-Picquet, 15.
ROTOURS (baron R. des), Nord, boulevard de La Tour-Maubourg, 88 bis.
ROUANET, Seine, boulevard Papin, 40, à Villemomble.
ROULAND, Seine-Inférieure, rue de Monceau, 42.
ROUSSE (Charles), Var, rue Gabrielle, 33, Charenton.
ROUVIER, Alpes-Maritimes, rue de Windsor, 8 (Saint-James), à Neuilly-sur-Seine.
ROUX (Paul), Basses-Alpes, rue Saint-Simon, 3.
ROY DE LOULAY, Charente-Inférieure, avenue d'Antin, 25.
ROZET (Albin), Haute-Marne, rue Cambon, 41.
RUAU, Haute-Garonne, rue Dubigny, 17.
RUBILLARD, Sarthe, rue Bonaparte, 49.
SAINT (Charles), Somme, rue La Boétie, 54.
SAINT-MARTIN (de), Indre, rue de l'Arcade, 25.
SAINT-QUENTIN (comte de), Calvados, rue de Magdebourg, 3.
SALIGNAC-FÉNELON (de), Haute-Saône, avenue Rapp, 20.
SALIS, Hérault, rue Rougemont, 15.
SARRAZIN, Dordogne, rue de Richelieu, 95.
SARRIEN, Saône-et-Loire, avenue de l'Observatoire, 22.
SAUMANDE, Dordogne.
SAUVANET, Allier, boulevard Arago, 108.
SAUZET (Marc), Ardèche, boulevard Raspail, 2 ter.
SAVARY DE BEAUREGARD (Henri), Deux-Sèvres, rue de Grenelle, 27.
SCHNEIDER (Eugène), Saône-et-Loire, boulevard Malesherbes, 1.
SEMBAT (Marc), Seine, rue Damrémont, 9.
SEILLE (Maurice), Loire-Inférieure, boulevard des Invalides, 44.
SICARD, Basses-Alpes, rue Antoine-Roucher, 12.
SIMYAN, Saône-et-Loire, rue de Tocqueville, 36.
SIROT (César), Nord, cité Bergère, 2 bis.
SOLAGES (marquis de), Tarn, boulevard de La Tour-Maubourg, 10.
SOMMEILLIER, Meuse, rue Freycinet, 8.
SUCHETET, Seine-Inférieure, à Bréauté (Seine-Inférieure).
SURCHAMP, Gironde, rue Chevert, 26.
SURCOUF (Robert), Ille-et-Vilaine, rue de Tocqueville, 22.
TAILLIANDIER, Pas-de-Calais, avenue Bosquet, 15.
TERNAUX-COMPANS, Ardennes, rue Jean-Goujon, 25.
THÉRON, Aude, boulevard de Port-Royal, 93.
THEULIER, Dordogne, rue Portalis, 7.
THIERRY (J.), Bouches-du-Rhône, rue de Monceau, 56.

- MM. THIERRY-DELANOUE, Aube, avenue Gabriel, 36.
 THOMSON, Constantine, rue Ampère, 72.
 TIPHAIN, Indre-et-Loire, rue de Verneuil, 47.
 TOURGNOL, Haute-Vienne, avenue de Tourville, 16.
 TRAMU, Doubs, boulevard Saint-Germain, 35.
 TRANNOY, Somme, rue de Bourgogne, 51.
 TROUILLOT (Georges), Jura, rue Notre-Dame-des-Champs, 76.
 TURIGNY, Nièvre, avenue de la Station, 2 bis, à Bois-Colombes.
 URSLEUR, la Guyane, avenue de Neuilly, 89, à Neuilly.
 VACHER (Léon), Corrèze, rue du faubourg-Saint-Martin, 52.
 VAILLANT, Seine, villa du Bel-Air, 15.
 VAUX (Pierre), Côte-d'Or, rue du Sentier, 65, à Bois-Colombes.
 VAZEILLE (Loiret), boulevard Beaumarchais, 98.
 VIDAL DE SAINT-URBAIN, Aveyron, avenue de Tourville, 6.
 VIELLARD (Armand), Haut-Rhin, rue de Courcelles, 62.
 VIGER, Loiret, rue des Saints-Pères, 55.
 VIGNÉ, Hérault, cité des Fleurs, 55 bis.
 VILLE, Allier, rue de Surène, 39.
 VILLEJEAN, Yonne, à l'Hôtel-Dieu.
 VILLIERS (Émile), Finistère, square du Croisic, 2 bis.
 VIVAL, Lot, rue des Arènes, 3.
 VIVIANI, Seine, rue du Pré-aux-Clercs, 12.
 WALTER, Seine, rue de Paris, 3 bis, à Saint-Denis.
 WEIL-MALLEZ, Nord, cité Bergère, 2.
 WILSON, Indre-et-Loire, avenue d'Iéna, 2.
 WITT (Conrad de), Calvados, rue La Boétie, 56.
 ZÉVAËS, Isère, boulevard de La Tour-Maubourg, 88.
-

LISTES

DES

GROUPES EXTRA-PARLEMENTAIRES

DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

En novembre 1898.

ABRÉVIATIONS

P. ...	Groupe des Républicains progressistes ...	238	membres
R.-S.	— Radical-socialiste	104	—
G. ...	— de la Gauche démocratique	97	—
U. ...	— de l'Union progressiste	95	—
Ind. ...	— des Républicains indépendants ...	58	—
S. ...	— Socialiste	37	—
Ant. .	— Antisémitisme	23	—
Ag. ...	— Agricole	223	—
Col. ...	— Colonial	111	—
Vit. ...	— Viticole	63	—

Groupe des Républicains progressistes

(238 Membres)

Président : M. Barthou (Louis).

Vice-présidents : MM. Berger (Georges), Boucher (Henry).

Secrétaires : MM. Thierry, Fleury-Ravarin, Brindeau, Motte.

Questeur : M. Dulau.

Membres :

MM.
 Agoult (comte d'), Col.
 Alasseur, G., Ag.
 Alicot, Ind.
 Alsace (comte d').
 Amodru, Ag., Col.
 Arenberg (prince d'), Col.
 Arène (E.), U., Col.
 Armez, U., Ag., Col.
 Astima (C^{el}), U.
 Audiffred, Ag., Col.
 Aymé (bon de la Chevrelière),
 Ind., Agr.
 Aynard (E.), Ag., Col.
 Bansard des Bois, U., Ag., Col.
 Barrois, Ag.
 Barthou.
 Bartissol, Vit., Col.
 Bazillon, U.

MM.
 Beauregard (P.), Ag.
 Berdoly, U., Vit.
 Berger (G.), Vit., Col.
 Berry (G.), Ind.
 Bersez, U., Ag.
 Berthet, U.
 Bertrand, Ag.
 Bischoffsheim, Ind., Col.
 Blanc (Edmond), Ind., Ag.
 Blanc (Henri).
 Boucher (H.).
 Bouctot, Ind., Ag.
 Boudenoot, Ag., Col.
 Bozérian, U., Ag., Col.
 Brice (J.), Ind., Ag.
 Brice (R.), Ag.
 Brindeau.
 Brune, U., Ag.

MM.

Caillaux (J.), U., Ag.
 Canet, U.
 Carquet, Ag.
 Cassou, Vit.
 Castillard, U., Ag.
 Cauvin (E.).
 Cazauvieilh (R.), Vit.
 Chambrun (marquis de), Ind., Ag.
 Charles-Dupuy.
 Chastenet, U., Vit.
 Chenel, U., Ag.
 Chevallier (E.), Ind., Ag.
 Christophe (Isère), Ag.
 Christophe (A.).
 Clament, U., Ag., Vit.
 Claudinon.
 Clédou, U., Ag.
 Coache, Ag.
 Cochery (G.), Ag.
 Colle (A.).
 Constant, Ag., Vit.
 Cornudet (vicomte J.), Ag.
 Cruppi, Col.
 Dansette, Ind.
 Daudé, Ind., Ant.
 David (F.), U.
 Debève, U.
 Decrais (A.), Vit.
 Delanne, U.
 Delombre (Paul).
 Demarçay (baron).
 Denis (Théodore), G., Ant., Ag.
 Deribéré-Desgardes.
 Deshayes, Ag.
 Disleau, U., Ag.
 Dorian, Col.
 Drake (J.), Ag., Vit.
 Dubochet, Ind., Vit.
 Dubois (Victor), Ag.
 Dubuisson.
 Dufour (J.).
 Dulau, Ag., Vit.
 Dunaime, U.
 Duquesnay, Col.
 Duvau (J.).
 Ermant, Ag.
 Escanyé, Ag., Vit.
 Étienne, U., Ag., Vit., Col.
 Fanien (A.), Ag.

MM.

Farjon, U., Ag.
 Féral.
 Ferry (Charles), Ag., Col.
 Fleury-Ravarin, G., Col.
 Forni.
 Fould (A.), Ind., Vit.
 Fournol, Ag.
 François, U., Ag.
 Gabiat, Ag., Col.
 Gallier.
 Gaillard (J.), Ind., Ag.
 Galley.
 Galy-Gasparin, U.
 Garnier, U., Col.
 Gautret, Vit.
 Gay (Victor), Ant., Ind.
 Gellé, Ag.
 Gévelot, Ag., Col.
 Giacobbi, Col.
 Girard.
 Goujon (J.), Ag.
 Goujon (T.), Vit., Col.
 Gourd.
 Grandmaison (de), Ind., Ag., Vit., Col.
 Graux (G.), Ag.
 Guérin (lieutenant-colonel), Ag., Col.
 Guibert (D.), Ind., Col.
 Guillain, Ag.
 Guyard, Ind., Ag.
 Harriague Saint-Martin, Ind., Ag.
 Haussmann, Ind.
 Hémon, Ag., Col.
 Heuzey, U.
 Hugues (F.), U., Ag.
 Jacquemin, Ag.
 Jaouen, U.
 Jonnart, Ag.
 Jouart, U., Ag.
 Joxé, U.
 Jules Jaluzot, Ind., Ag., Col.
 Jumel, Vit.
 Kelsch, U.
 Kerjég" (de), Ag., Col.
 Krantz (C.), Ag., Col.
 La Batut (de), U., Ag., Vit., Col.
 Lachière, U., Ag.
 Langlais, U.

MM.

Laniel (H.), Ind., Ag.
 Lannes de Montebello, Ag., Vit.
 Laroze, U., Ag., Vit.
 Lasserra (M.), Vit., Col.
 Laurençon, Ag., Col.
 Laville.
 Lebaudy (Paul), Ag.
 Lebret, U., Ag.
 Lechevallier, Ag.
 Léglise, Vit.
 Legrand (Jules).
 Le Moigne, Ag., Col.
 Le Myre de Vilers, Col.
 Lepez, U., Ag.
 Leroy (Arthur), Ag., Col.
 Leroy (Modeste), U., Ag.
 Le Troadec, U., Ag., Col.
 Levet.
 Leygues (Georges), Col.
 Limouzin-Laplanche, U.
 Lorient, Ag.
 Loyer, Ind., Ag.
 Mahy (de), Ag., Col.
 Malaspina, U.
 Mando, Ag.
 Massabuau.
 Maymac, U., G.
 Méline, Ag.
 Menier (Gaston), Col.
 Mercier (J.).
 Meyer.
 Mézières, Ag.
 Million, Vit.
 Monsservin, Ag.
 Morcrette-Ledieu, Ag.
 Morel.
 Morillot, Ag., Col.
 Motte (Eug.), Ind., Ag.
 Mougin, Ag.
 Moustier (marquis de), Ag., Col.
 Muteau, U., Col.
 Muzet, Col.
 Néron-Bancel, Ag.
 Noël, U., Ag., Col.
 Odilon-Barrot, U., Ag.
 Olive.
 Ordinaire, Col.
 Oriol (B.), Ind.
 Ouvré, Ag.
 Papelier, Ag.

MM.

Pascal, Ant., Ind., Ag.
 Paulmier, Ind., Ag.
 Pavie, U.
 Périer (Germain).
 Périer de Larsan (comte du),
 Ag., Vit., Col.
 Perreau.
 Perrier (Antoine), U., Ag.
 Perrin.
 Philippe, U., Ag.
 Poincaré, Ag.
 Pommeray, U.
 Poullan (F.)
 Pourteyron, Ag.
 Pozzo di Borgo (comte), Col.
 Prache.
 Prud'homme-Havette.
 Quilbeuf.
 Quintaa, U., Ag., Vit.
 Raiberti, Col.
 Regnault.
 Reille (baron X.), Vit., Ind.
 Renault-Morlière, Ag.
 Ribot.
 Rieunier (amiral), Vit.
 Riotteau, Ag., Col.
 Riou, U., Ag.
 Rispal.
 Roch, U.
 Roche (Jules), Ag.
 Rogez, Ind.
 Rose, Ind., Ag.
 Rouland, Ag.
 Rouvier, Col.
 Roux (P.), U., Ag.
 Rozet (Albin), Ag., Col.
 Saint (C.), Ind., Col.
 Saint-Quentin (comte de), Ind.,
 Ag., Col.
 Salignac-Fénelon (de), Ind., Ag.
 Sarrazin, U.
 Saumande, Ag.
 Sauzet (Marc), Ag., Col.
 Sibille (M.), Col.
 Sicard, U., Ag.
 Solages (marquis de), Ind.
 Sommeillier.
 Surchamp, U., Vit.
 Surcouf (R.), U., Col.
 Ternaux-Compans, Ag.

MM.

Thierry (J.), Col.
Thierry-Delanoue, Ag
Thomson, U., Ag., Co.
Thorel, U.
Trannoy, U.

MM.

Ursleur, Col.
Vidal de Saint-Urbain, Ag.
Viellard, Ind., Ag., Col.
Weil-Mallez, U.

Groupe Radical-Socialiste

(104 Membres)

Président : M. Pelletan.*Vice-présidents* : MM. Merlou, Doumergue.*Secrétaires* : MM. Lagasse, Michel, Bourrat.*Questeurs* : MM. Delarue, Pajot.*Membres* :

MM.

Aimond, G.
Andrieu, Vit.
Astier, G.
Aucouturier, G.
Augé, G., Vit.
Bachimont, G.
Baudin.
Baudon, G.
Baulard, G.
Beauquier, G.
Bernard (Abel), Vit.
Bernard (Paul).
Berteaux, G., Col.
Berton.
Blanc (Louis), G.
Bony-Cisternes, G.
Borie, G.
Bourgeois-du-Jura, G., Ag.
Bourrat, Vit.
Boysset.
Bussière.
Chambige, G.
Chamerlat, G.
Chandioux, G.
Charles Bos, Col.
Charonnat, Ag.
Chenavaz, G., Ag.
Chevillon.
Compayré.
Cornet.
Cornudet (Creuse), G.
Dauzon, Ag., Col.

MM.

Decker-David, G., Ag., Vit.
Delarue, G.
Delestrac, G.
Delieux.
Delmas, G.
Delon-Soubeiran.
Desfarges.
Doumergue, G., Ag., Vit., Col.
Dubief.
Dubois (Émile).
Dutreix.
Émile Chauvin.
Fauré (Firmin), G., Ant., Vit.
Gacon, G.
Gallot (Yonne), G.
Genet.
Gervais, G.
Goujat.
Goussot.
Gouzy (Paul), G., Vit.
Gras, G.
Guieysse, G., Ag., Col.
Isnard, G.
Jourdan, G.
Klotz, G., Ag.
Labussière.
Lachaud, G.
Lafferre, Vit.
Lagasse.
Lesage, G.
Levraud.
Leygue (Honoré), U., Vit.

MM.

Leygue (Raymond).
 Lockroy, G.
 Loup (Henri), G.
 Maret.
 Massé, G.
 Maurice-Faure.
 Melliet.
 Merlou, Col.
 Mesureur.
 Michel.
 Montaut, G., Ag.
 Morinaud, G., Ant., Ag.
 Pajot.
 Pams, G., Ag., Vit., Col.
 Paul-Faure, U., G., Vit.
 Pédebidou, G., Ag.
 Pelletan.
 Périllier.
 Péronneau.
 Puech.

MM.

Rabier, G.
 Razimbaud, Vit.
 Rendu, G.
 Richard (Pierre).
 Rolland, Vit.
 Rousse.
 Ruau, G.
 Saba, G.
 Simyan.
 Stanislas-Ferrand, G.
 Théron.
 Tourgnol, G.
 Tramu, G.
 Turigny.
 Vacher, G.
 Vazeille, G.
 Vigné, G., Vit.
 Ville.
 Villejean, G.
 Vival, G., Col.

Groupe de la Gauche démocratique**(97 Membres)***Président* : M. de La Porte.*Vice-présidents* : MM. Ricard (Henri), Bourgeois-du-Jura.*Secrétaires* : MM. Dumont, Rajon.*Questeur* : M. Chandioux.*Assesseurs* : MM. Guyot-Dessaigue, Dujardin-Beaumetz,
 Bérard (Alexandre).*Membres :***MM.**

Aimond, R.-S.
 Alasseur, P., Ag.
 Astier, R.-S.
 Aucouturier, R.-S.
 Augé, Vit., R.-S.
 Bachimont, R.-S.
 Balandreau, Ag.
 Baudon, R.-S.
 Baulard, R.-S.
 Bazille, Vit., Col.
 Beauquier, R.-S.
 Bérard (Alexandre), U., Ag.
 Berteaux, R.-S., Col.
 Bizarelli.
 Bizot.
 Blanc (Louis), R.-S.

MM.

Bontemps.
 Bony-Cisternes, R.-S.
 Bordier (Émile), U.
 Borie, R.-S.
 Bourgeois-du-Jura, R.-S., Ag.
 Boutard.
 Bovier-Lapierre.
 Brisson (Henri).
 Brunet (Louis), Col.
 Carquet, P., Ag.
 Cazals.
 Caze (Edmond), U., Ag., Col.
 Chabré, Ag.
 Chambige, R.-S.
 Chamerlat, R.-S.
 Chandioux, R.-S.

MM.

Chapuis, Ag.
 Chauteemps, U., Col.
 Chavet.
 Chenavaz, R.-S., Ag.
 Chopinet.
 Clech (Albert Le), Ag.
 Codet, U., Ag., Col.
 Constant, P., Ag., Vit.
 Cornudet (Creuse), R.-S.
 Couyba.
 David (Alban), U.
 Debussy, Ag.
 Decker-David, R.-S., Ag., Vit.
 Delarue, R.-S.
 Delbet, Ag., Col.
 Delestrac, R.-S.
 Delmas, R.-S.
 Denis (Théodore), P., Ant., Ag.
 Devins.
 Doumergue (Gaston), R.-S., Ag., Vit., Col.
 Dufour (Eugène).
 Dujardin-Beaumetz, Ag., Vit., Col.
 Dumas (Julien), Ant., Ag., Col.
 Dumont.
 Faure (Firmin), Ant., R.-S., Vit.
 Fernand Brun, U.
 Ferrette.
 Fiquet.
 Fleury-Ravarin, P., Col.
 Gacon, R.-S.
 Gallot (Yonne), R.-S.
 Gauvin.
 Gervais, R.-S.
 Gerville-Réache, Col.
 Giguet.
 Gouzy (Paul), R.-S., Vit.
 Gras (Antoine), R.-S.
 Gueneau.
 Guieysse (Paul), R.-S., Ag., Col.
 Guillemet, U., Ag.,
 Guyot-Dessaigne.
 Henrique-Duluc, Col.
 Herbert, U., Ag.
 Hubert (Lucien).
 Hugon, U.
 Isambard,

MM.

Isnard, R.-S.
 Jourdan (Louis), R.-S.
 Klotz, R.-S., Ag.
 Lachaud, R.-S.
 La Porte (de), Col.
 Lauraine, Vit.
 Lesage, R.-S.
 Lockroy, R.-S.
 Loup (Henri), R.-S.
 Martin (Bienvenu).
 Massé, R.-S.
 Mathey.
 Maurice-Faure.
 Maymac, P., U.
 Montaut, R.-S., Ag.
 Morinaud, Ant., R.-S., Ag.
 Morlot.
 Mougeot, U., Ag.
 Odilon-Barrot, P., U., Ag.
 Pams (Jules), R.-S., Ag., Vit., Col.
 Paul-Faure, R.-S., U., Vit.
 Pédebidou, R.-S., Ag.
 Peschaud.
 Pochon.
 Pourquery de Boisserin, Vit., Col.
 Pourteyron, P., Ag.
 Rabier, R.-S.
 Ragot, Ag., Col.
 Rajon (Claude).
 Rendu, R.-S.
 Ricard (Henri), Ag.
 Ridouard, Vit.
 Rivet (Gustave).
 Ruau, R.-S.
 Rubillard.
 Saba, R.-S.
 Sarrien.
 Stanislas-Ferrand, R.-S.
 Tiphaine.
 Tourgnol, R.-S.
 Tramu, R.-S.
 Trouillot, U., Ag.
 Vacher, R.-S.
 Vazeille, R.-S.
 Viger, U., Ag.
 Vigné, R.-S., Vit.
 Villejean, R.-S.
 Vival, R.-S., Col.

Groupe de l'Union progressiste

(95 Membres)

Président : M. Isambert (Gustave).

Vice-présidents : MM. Guillemet, Codet.

Secrétaires : MM. Lhopiteau, Roch, Cère (Émile), Philippe.

Membres :

MM.

Arène (Emmanuel), P., Col.
 Armez, P., Ag., Col.
 Astima (colonel), P.
 Babaud-Lacroze.
 Bansard des Bois, P., Ag., Col.
 Bazillon, P.
 Bérard (Alexandre), G., Ag.
 Berdoly, P., Vit.
 Bersez, P.
 Berthet, P.
 Bompard (Raoul).
 Bordier, G.
 Borne, G.
 Bozérian, P., Ag., Col.
 Breton (Seine-Inférieure), Ag.
 Brun (Fernand), G.
 Brune, P., Ag.
 Caillaux, P., Ag.
 Canet, P.
 Castillard, P., Ag.
 Caze (Edmond), G., Ag., Col.
 Cère (Émile).
 Chassenet, P., Vit.
 Chautemps, G., Col.
 Chenel, P., Ag.
 Clament, P., Ag., Vit.
 Clédou, P., Ag.
 Codet, G., Ag., Col.
 Cosmao-Dumenez, Ag.
 David (Alban), G.
 David (Fernand), P.
 Debève, P.
 Delaune, P.
 Denêcheau, Ag.
 Denis (Gabriel), Ag., Vit.
 Disleau, P., Ag.
 Dunaime, P.
 Eliez-Evrard, Ag., Col.
 Étienne, P., Ag., Vit., Col.
 Euzière, Ag., Col.
 Farjon (Adrien), P., Ag.

MM.

François, P., Ag.
 Galy-Gasparrou, P.
 Garnier, P., Col.
 Genet.
 Guillemet, G., Ag.
 Herbet, G., Ag.
 Heuzey, P.
 Hugon, G.
 Hugues (François), P., Ag.
 Isambert (Gustave), Ag.
 Jacob.
 Jaouen, P.
 Jouart, P., Ag.
 Joxé, P.
 Kelsch, P.
 La Batut (de), P., Ag., Vit., Col.
 Lachière, P., Ag.
 Langlais, P.
 Laroze, P., Ag., Vit.
 Lebret, P., Ag.
 Lepez, P., Ag.
 Leroy (Modeste), P., Ag.
 Le Troadec, P., Ag., Col.
 Leygue (Honoré), Vit.
 Lhopiteau, Ag.
 Limouzain-Laplanche, P.
 Malaspina, P.
 Maymac, R.-S., P.
 Monfeuillard.
 Mougeot, G., Ag.
 Muteau, P., Col.
 Noël, P., Ag., Col.
 Odilon-Barrot, G., P., Ag.
 Paul-Faure, R.-S., G., Vit.
 Pavie, P.
 Perrier (Antoine), P.
 Peschaud, G.
 Philippe, P.
 Pommeray, P.
 Quintaa, P., Ag., Vit.
 Rey (Émile), Ag.

MM.

Riou, P., Ag.
Robert.
Roch, P.
Roux (Paul), P., Ag.
Sarrazin, P.
Sicard, P., Ag.
Surchamp, P., Vit.

MM.

Surcouf, P., Col.
Thomson, P., Ag., Col.
Thorel, P.
Trouillot (Georges), G., Ag.
Viger, G., Ag.
Weil-Mallez, P.

Groupe des Républicains indépendants

(58 Membres)

Le Bureau du Groupe n'est pas nommé.

M. de Montfort, *Président*, comme *Vice-président* du Groupe
dans l'ancienne Chambre.

Membres :

MM.

Adam (Achille), Ag.
Alicot, P.
Anthime-Ménard.
Aymé (baron de la Chevre-
lière), P., Ag.
Balsan, Ag., Col.
Berry (Georges), P.
Bischoffsheim, P., Col.
Blanc (Edmond), P., Ag.
Bouctot, P., Ag.
Bougère (Ferdinand), Col.
Bougère (Laurent), Ag., Vit.
Brice (Jules), P., Ag.
Castellane (comte Boni de), Col.
Chambrun (marquis de), P.,
Ag.
Chevallier (Émile), P., Ag.
Dansette, P.
Daudé, P., Ant.
Desjardins, Ag.
Dubochet, P., Vit.
Dupuytrem, Ag., Vit., Col.
Dussaussoy.
Elva (comte d'), Ag., Col.
Fould (Achille), P., Vit.
Gaillard, P.
Gay (Victor), P.
Grandmaison (de), P., Ag.,
Vit., Col.
Guibert (Denis), P. Col.
Guyard, P., Ag.

MM.

Harriague Saint-Martin, P., Ag.
Haussmann, P.
Jacquey (le général),
Jules Jaluzot, P., Ag., Col.
Laniel (Henri), P. Ag.
Laroche-Joubert, Ag.
Loyer, P., Ag.
Montfort (vicomte de), Ag.
Motte (Eugène), P., Ag.
Oriol, P.
Pascal (Léonce), P., Ag.
Passy (Louis), Ag.
Paulmier, P., Ag.
Piou (Jacques), Col.
Plichon, Ag.
Prache, P.
Reille (baron Xavier), P., Vit.
Rogez, P.
Rose, P., Ag.
Rotours (baron Raoul des).
Rouland, P., Ag.
Roy de Loulay, Ag., Vit.
Saint (Charles), P., Col.
Saint-Quentin (comte de), P.,
Ag., Col.
Salignac-Fénelon, P., Ag.
Schneider (Eugène).
Solages (marquis de), P.
Suchetet, Ag.
Tailliandier, Ag.
Viellard (Armand), P., Ag., Col.

Groupe Socialiste

(37 Membres)

Pas de Président.

Secrétaire : M. Fournière. — *Syndic-Trésorier* : M. Renou.

Membres :

MM.
Allard, Vit.
Bénézech.
Berthelot.
Boyer (Antide), Col.
Breton (Jules-Louis).
Cadenat.
Calvinhac.
Carnaud.
Chauvière.
Colliard.
Coutant.
Dejeante.
Devèze.
Dufour (Jacques).
Ferrera, Vit.
Fournière.
Grousset (Paschal).
Groussier.
Hugues (Clovis).

MM.
Jourde, Col.
Krauss.
Lassalle.
Legitimus.
Létang.
Millerand.
Palix.
Pastre.
Poulain (Albert).
Renou.
Rouanet.
Sauvanet.
Sembat (Marcel).
Vaillant.
Vaux (Pierre).
Viviani.
Walter.
Zévaès.

Groupe antisémite

(23 Membres)

Président : M. Drumont.

Vice-président : Général Jacquy. — *Secrétaire* : M. Morinaud.

Membres :

MM.
Aulan (le comte d'), Vit.
Bernard (Charles).
Cassagnac (de).
Cluseret, Ag.
Daudé, P., Ind.
Delpech-Cantaloup, Ag.
Denis (Théodore), P., G., Ag.
Drumont.
Dumas, G., Ag., Col.
Estourbeillon (marquis de l'),
Ag.
Faure (Firmin), G., R., S., Vit.

MM.
Galot (Loire-Inférieure), Ag.
Gay, P., Ind.
Gervaise, Ag.
Jacquy (général).
Largentaye (de).
Lasies, Vit.
Marchal.
Maussabré (de).
Millevoye.
Morinaud, G., R.-S., Ag.
Pascal, P., Ind., Ag.
Pontbriand (comte de), Ag.

Groupe Agricole

(223 Membres)

Président : M. Méline.

Vice-présidents : MM. Georges Graux, Edmond Caze.

Secrétaires : MM. Papelier, Paulmier, Decker-David, Castelin, Pontbriand (comte de).

Questeur : M. Lechevallier.

Membres :

MM.
Adam (Achille), Ind.
Alasseur, P., G.
Amodru, P., Col.
Armez, P., U., Col.
-Arnous.
Audiffred, P., Col.
Aymé (baron de la Chevrelière), P.
Aynard, P., Col.
Balandreau, G.
Balsan, Ind., Col.
Bansard des Bois, P., U., Col.
Barrois, P.
Beauregard, P.
Bérard, U., G.
Bersez, P., U.
Bertrand, P.
Blanc (Edmond), P.
Boucher (Henri), P.
Bouctot, P.
Boudenoot, P., Col.
Bougère (Laurent), Ind., Vit.
Bourgeois-du-Jura, G., R., S.
Bourgeois (Léon), Vit.
Bourgeois (Paul).
Bozérian, P., Col.
Breton, U.
Brice (Jules), P.
Brice (René), P.
Broglie (prince de).
Brune, P., U.
Caillaux, P., U.
Carquet, P., G.
Castelin.
Castillard, P., U.
Cavaignac.
Caze (Edmond), U., G., Col.
Chabrié, G.
Chambrun (marquis de), P., Ind.

MM.
Chapuis, G.
Charonnat, R., S.
Charruyer, Col.
Chenavaz, G., R., S.
Chenel, P.
Chevallier, P.
Christophle, P.
Cibiel, Vit.
Clament, P., U., Vit.
Clec'h (Albert Le), G.
Clédou, P., U.
Cluseret, Ant.
Coache, P.
Cochery (Georges), P.
Cochin (Henri).
Codet (Jean), U., G., Col.
Constant, G., P., Vit.
Cornudet, P.
Cosmao-Dumenez, U.
Cruppi, P., Col.
Dauzon, R.-S., Col.
Debussy, G.
Decker-David, G., R.-S., Vit.
Defontaine.
Delbet, G., Col.
Delpesch-Cantaloup, Vit.
Dénécheau, U.
Denis (Gabriel), U., Vit.
Denis (Théodore), P., G., Ant.
Derrien.
Deshayes, P.
Desjardins, Ind.
Disleau, P.
Doumergue, G., R.-S., Vit., Col.
Drake (Jacques), P., Vit.
Dubois (Victor), P.
Dujardin-Beaumetz, G., Vit., Col.
Dulau, P., Vit.

MM.

Dumas (Julien), G., Ant., Col.
 Dupuytren, Ind., Vit., Col.
 Eliez-Evrard, U., Col.
 Elva (comte d'), Ind., Col.
 Ermant, P.
 Escanyé, P., Vit.
 Estourbeillon (marquis de l'),
 Ant.
 Estournelles (d').
 Etienne, P., U., Vit., Col.
 Euzières, U., Col.
 Fanien, P.
 Farjon, P.
 Ferry (Charles), P., Col.
 Forest.
 Fouquet (Camille).
 Fournol, P.
 François, P., U.
 Gabiat P., Col.
 Gaillard, P., Ind.
 Galot, Ant.
 Galpin.
 Gellé, P.
 Gérard (baron), Col.
 Gervaise, Ant.
 Gévelot, P., Col.
 Gonidec de Traissan (Le).
 Goujon (Julien), P.
 Grandmaison (de), P., Ind.,
 Col., Vit.
 Graux (Georges), P.
 Guérin (lieut.-colonel), P., Col.
 Guieysse, G., R.-S., Col.
 Guillaïn, P.
 Guillemot, U., G.
 Guyard, P., Ind.
 Halgouet (colonel du).
 Harriague St-Martin, P., Ind.
 Hémon, P., Col.
 Herbet, U., G.
 Hérissé (Le), Col.
 Hugues (François), P., U.
 Isambert, U.
 Jacquemin, P.
 Jonnart, P.
 Jouart, P.
 Jules Jaluzot, P., Ind., Col.
 Kerjégu (J. de), P., Col.
 Kéroüartz (marquis de).
 Klotz (L.), G., R.-S.

MM.

Krantz, P., Col.
 La Batut (de), P., U., Col., Vit.
 La Bourdonnaye (vicomte de),
 Vit.
 Lachize, P.
 La Ferronnays (marquis de), Col.
 Laniel, P., Ind.
 Lannes de Montebello, P., Vit.
 Laroche-Joubert, Ind.
 Laroze, P., U., Vit.
 Laurençon, P.
 Lebaudy, P.
 Lebret, P.
 Lechevallier, P.
 Lemire (abbé).
 Le Moigne, P., Col.
 Lepez, P., U.
 Leroy (Arthur), P., Col.
 Leroy (Modeste), P., U.
 Le Troadec, P., U., Col.
 Lévis-Mirepoix.
 Lhopiteau, U.
 Lorient, P.
 Loyer, P., Ind.
 Mackau (baron de).
 Mahy (de), P., Col.
 Mando, P.
 Marcel Habert.
 Maruéjols, Vit., Col.
 Méline, P.
 Mézières, P.
 Mirman.
 Monsservin, P.
 Montaigu (comte de).
 Montalembert (comte de).
 Montaut, G., R.-S.
 Montfort (vicomte de), Ind.
 Morcrette-Ledieu, P.
 Morillot, P., Col.
 Morinaud, G., Ant., R.-S.
 Motte (Eug.), P., Ind.
 Mougeot, U., G.
 Mougin, P.
 Moustier (marquis de), P., Col.
 Néron-Bancel, P.
 Noël, P., Ag., Col.
 Odilon-Barrot, P., U.
 Ouvré, P.
 Pams, G., R.-S., Vit., Col.
 Papelier, P.

MM.

Pascal, P., Ind.
 Passy (Louis), Ind.
 Paimier, P., Ind.
 Pédebidou, G., R.-S.
 Périer (Antoine), P., U.
 Périer de Larsan (comte du),
 P., Col.
 Philippe, P., U.
 Pichon, Ind.
 Poincaré, P.
 Pomereu (de).
 Pontbriand (du Breil c^{te} de), Ant.
 Prax-Paris.
 Quintaa, P., U., Vit.
 Ragot, G., Col.
 Ramel (de).
 Rauline.
 Regnault, P.
 Reille (baron), Col.
 Renault-Morlière, P.
 Rey, U.
 Ribot, P., Col.
 Ricard (Henri), G.
 Ricard (Louis), Col.
 Riotteau, P., Col.
 Riou, P., U.
 Roche (Jules), P.

MM.

Rose, P., Ind.
 Rouland, P.
 Roux, P.
 Roy de Loulay, Ind., Vit.
 Rozet, P., Col.
 Saint-Martin (de).
 Saint-Quentin (de), P., Ind.,
 Col.
 Salignac-Fénelon, P., Ind.
 Saumande, P.
 Sauzet (Marc), P., Col.
 Sicard, P., U.
 Suchetet, Ind.
 Tailliandier, Ind.
 Ternaux Compans, P.
 Thierry-Delanoue, P.
 Thomson, P., U., Col.
 Trannoy, P.
 Trouillot, U., G.
 Vidal de Saint-Urbain, P.
 Viellard (Armand), P., Ind.,
 Col.
 Viger, U., G.
 Villiers.
 Weil-Mallez, P.
 Witt (Conrad de), Col.

Groupe Colonial

(117 Membres)

Président : M. Étienne.*Vice-présidents* : MM. le prince d'Arenberg, de Lanessan, Rozet.*Secrétaires* : MM. Henrique-Duluc, Ordinaire, Thierry, Dutailly.*Membres* :

MM.

Agout (comte d'), P.
 Amodru, P.
 Arenberg (prince d'), P.
 Arène, P.
 Armez, P., U., Ag.
 Audiffred, P., Ag.
 Aynard, P., Ag.
 Balsan, Ind., Ag.
 Bansard des Bois, P., U., Ag.
 Bartissol, P., Vit.
 Bazille, G., Vit.

MM.

Berger (Georges), P., Vit.
 Berteaux, G., R.-S.
 Bischoffsheim, P., Ind.
 Boudenoot, P., Ag.
 Bougère (Ferdinand), Ind.
 Boyer (Antide), S.
 Bozérian, P., Ag.
 Brunet, G.
 Castellane (comte de), Ind.
 Caze (Edmond), U., G., Ag.
 Charles Bos, R.-S.

MM.

Charruyer, Ag.
 Chautemps, U., G.
 Codet, G., U., Ag.
 Cruppi, P.
 Dauzon, R., S., Ag.
 Delbet, G., Ag.
 Delcassé.
 Dorian, P.
 Doumergue, G., R.-S., Ag., Vit.
 Dujardin-Beaumetz, G., Ag., Vit.
 Dumas, G., Ant., Ag.
 Dupuytrem, Ind., Ag., Vit.
 Duquesnay, P.
 Dutailly.
 Eliez-Evrard, U., Ag.
 Elva (comte d'), Ind., Ag.
 Estournelles (d').
 Etienne, P., U., Ag., Vit.
 Euzière, U., Ag.
 Ferry (Charles), P., Ag.
 Fleury-Ravarin, P., G.
 Gabiat, P.
 Garnier, P., U.
 Gauthier (de Clagny).
 Gérard (baron), Ag.
 Gerville-Réache, G.
 Gévelot, P., Ag.
 Giacobbi, P.
 Gillot.
 Goujon (Théophile), P., Vit.
 Grandmaison (de), P., Ind., Ag., Vit.
 Guérin (lieut.-colonel), P., Ag.
 Guibert (Denis), P., Ind.
 Guieysse, G., R.-S., Ag.
 Hémon, P., Ag.
 Henrique-Duluc.
 Hérissé (Lé), Ag.
 Holtz.
 Humbert.
 Jourde, S.
 Jules Jaluzot, P., Ind., Ag.
 Kerjégu (de), P., Ag.
 Krantz, P., Ag.
 La Batut (de), P., U., Ag., Vit.
 La Ferronnays (marquis de), Ag.

MM.

Lanessan (de).
 La Porte (de), G.
 Lasserre, P., Ag.
 Laurençon, P., Ag.
 Le Myre de Vilers, P.
 Le Moigne, P., Ag.
 Leroy (Arthur), P., Ag.
 Le Troadec, P., U., Ag.
 Leygues (Georges), P.
 Mahy (de), P., Ag.
 Maruéjols, Vit., Ag.
 Menier (Gaston), P.
 Merlou, R., S.
 Morillot, P., Ag.
 Moustier (marquis de), P., Ag.
 Mun (comte de).
 Muteau, P., U.
 Muzet, P.
 Noël, P., U., Ag.
 Ordinaire, P.
 Pams, G., R.-S., Ag., Vit.
 Périer de Larsan (comte du), P., Ag., Vit.
 Piou (Jacques), Ind.
 Pourquery de Boisserin, Vit.
 Pozzo di Borgo (comte de), P.
 Ragot, G., Ag.
 Raiberti, P.
 Reille (baron), Ag.
 Ribot, P., Ag.
 Ricard (Louis), Ag.
 Riotteau, P., Ag.
 Rouvier, P.
 Rozet, P., Ag.
 Saint-Charles, P., Ind.
 Saint-Quentin (comte de), P.
 Ind., Ag.
 Sauzet, P., Ag.
 Sibille, P.
 Surcouf, P., U.
 Thierry, P.
 Thomson, P., U., Ag.
 Ursleur, P.
 Viellard, P., Ind., Ag.
 Vival.
 Witt (Conrad de), Ag.

Groupe Viticole

(63 Membres)

Président : Comte du Périer de Larsan.

Vice-présidents : MM. de La Batut, Rolland.

Secrétaires : MM. Augé, N..., Leygue (Honoré).

Trésorier-questeur : M. Million.

Membres :

MM.
Allard, S.
Andrieu.
Augé, G., R.-S.
Aulan (comte d'), Ant.
Bartissol, P., Col.
Bazille, G., Col.
Berdoly, P., U.
Berger (Georges), P., Col.
Bernard (A.), R.-S.
Bougère (Laurent), Ind., Ag.
Bourgeois (Léon), Ag.
Bourrat.
Cassou, P.
Cazauvieilh, P.
Chastenet, P., U.
Cibiel, Ag.
Clament, P., U., Ag.
Constant, P., G., Ag.
Decker-David, G., R.-S., Ag.
Decrais, P.
Delpech-Cantaloup, Ag.
Denis-Gabriel, U., Ag.
Doumergue, G., R., S., Ag., Col.
Drake, P., Ag.
Dubochet, P., Ind.
Dujardin-Beaumetz, G., Ag., Col.
Dulan, P., Ag.
Dupuytrem, Ind., Ag., Col.
Escanyé, P., Ag.
Étienne, P., U., Ag., Col.
Faure (Firmin), G., R.-S., Ant.
Ferrero, S.

MM.
Fould, P., Ind.
Gautret, P.
Goujon (Th.), P., Col.
Gouzy, G., R.-S.
Grandmaison (de), P., Ind., Ag., Col.
Jumel, P.
La Batut (de), P., U., Ag., Col.
La Bourdonnaye (de), Ag.
Lafferre, R.-S.
Lannes de Montebello, P., Ag.
Laroze, P., U., Ag.
Lasies, Ant.
Lasserre, P., Col.
Lauraine, G.
Léglise, P.
Leygue (Honoré), U., R.-S.
Maruéjols, Ag., Col.
Million, P.
Pams, G., R.-S., Ag., Col.
Paul-Faure, U., G., R.-S.
Périer de Larsan (comte du), P., Ag., Col.
Pourquery de Boisserin, Col.
Quintaa, P., U., Ag.
Razimbault, R.-S.
Reille (baron Xavier), P., Ind.
Ridouard, G.
Rieunier (amiral), P.
Rolland, R.-S.
Roy de Loulay, Ind., Ag.
Surchamp, P., U.
Vigné, G., R.-S.

COMMISSION DU BUDGET

DE 1900.

Commission des Finances (Sénat).

- des Chemins de fer (Sénat).
 - de l'Armée (Chambre des Députés).
 - de la Marine —
 - des Colonies —
 - de l'impôt sur le revenu (Chambre des Députés).
 - de l'Enseignement —
 - du Commerce et de l'Industrie. —
 - de législation fiscale —
 - de législation criminelle —
 - des économies administratives —
 - du monopole de la rectification des alcools
 - de la Presse à l'Exposition universelle de 1900.
-

Commission du Budget de 1900.

<i>Président</i>	M. Mesureur.
<i>Rapporteur général</i>	M. Boudenoot.
<i>Vice-présidents</i>	MM. Salis, de La Porte, Le Myre de Vilers, Georges Berger.
<i>Secrétaires</i>	MM. Pierre Baudin, Dumont, Le Moigne, Thierry.

Rapporteurs particuliers des Budgets.

<i>Finances</i> : M. Merlou.	<i>Instruction publique</i> : M. Maurice-Faure.
<i>Monnaies et médailles</i> : M. Chevallier.	<i>Beaux-Arts</i> : M. Dujardin-Beaumetz.
<i>Justice</i> : M. Pourquery de Boisserin.	<i>Commerce</i> : M. Thierry.
<i>Cultes</i> : M. Tourgnol.	<i>Postes et télégraphes</i> : M. Berteaux.
<i>Imprimerie nationale</i> : M. Dumont.	<i>École centrale des arts et manufactures</i> : M. Dubief.
<i>Légion d'honneur</i> : M. Le Myre de Vilers.	<i>Caisses d'épargne</i> : M. Berteaux.
<i>Affaires étrangères</i> : M. Georges Berger.	<i>Colonies</i> : M. Doumergue.
<i>Intérieur</i> : M. Bérard.	<i>Chemins de fer de la Réunion et du Soudan</i> : M. Le Hérissé.
<i>Administration pénitentiaire</i> : M. Goujat.	<i>Protectorats</i> : M. Berthelot.
<i>Guerre</i> : M. Camille Pelletan.	<i>Agriculture</i> : M. Henri Ricard.
<i>Marine</i> : M. de La Porte.	<i>Travaux publics</i> : M. Dulau.
<i>Invalides de la Marine</i> : M. Dumont.	<i>Chemins de fer de l'État</i> : M. Bourrat.
	<i>Conventions</i> : M. Sibille.
	<i>Algérie</i> : M. Le Moigne.

SÉNAT**La Commission des Finances.**

<i>Président</i>	M. Barbey.
<i>Vice-présidents</i>	MM. Boulanger, Franck Chauveau.
<i>Secrétaires</i>	MM. Prevet, Gautier, Ratier, Labrousse.
<i>Rapporteur général</i>	M. Prevet.

<i>Finances</i> : M. Boulanger.	<i>Postes</i> : M. Ratier.
<i>Monnaies</i> : M. Decauville.	<i>Intérieur</i> : M. Labrousse.
<i>Légion d'honneur et Cultes</i> : M. Dufoussat.	<i>Travaux publics</i> : M. Gautier.
<i>Beaux-Arts</i> : M. Thévenet.	<i>Conventions</i> : M. Raynal.
<i>Agriculture</i> : M. Jean Dupuy.	<i>Algérie</i> : M. Godin.
<i>Marine</i> : M. Cabart-Danneville.	<i>Instruction publique</i> : M. Denoix.
<i>Colonies</i> : M. Franck Chauveau.	<i>Imprimerie nationale</i> : M. Fougeirol.
<i>Affaires étrangères</i> : M. Edouard Millaud.	<i>Administration pénitentiaire</i> : M. Pauliat.
<i>Justice</i> : M. Chovet.	<i>Guerre</i> : M. Marquis.
<i>Commerce</i> : M. Siegfried.	

Membres : MM. Edouard Millaud, Denoix, Chovet, Charles Prevet, Raynal, Antonin Dubost, Boulanger, Franck Chauveau, Poirrier, Barbey, Cochery, Gautier, Magnin, Siegfried, Ratier, Thézard, Mohis, Thévenet, Pauliat, Labrousse, Jean Dupuy, Guyot (du Rhône), Godin, Decauville, Marquis, Dufoussat, Cabart-Danneville.

La Commission des Chemins de fer.

<i>Président</i>	M. Adolphe Cochery.
<i>Vice-président</i>	M. Emile Labiche.
<i>Secrétaires</i>	MM. Charles Prevet et Monestier.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS**La Commission de l'Armée.**

<i>Président</i>	M. Magnin.
<i>Vice-présidents</i>	MM. Berthelot, le général Grévy.
<i>Secrétaires</i>	MM. Garreau et Bonnefoy-Sibour.

1^{er} Bureau : MM. Chapuis, Gervais, Sauzet.

2^e Bureau : MM. Fleury-Ravarin, Henry Boucher, Ruau.

3^e Bureau : MM. Chautemps, Le Hérissé, Gouzy.

4^e Bureau : MM. Magne, Demarçay, de Mun.

5^e Bureau : MM. Guyot-Dessaigne, Pierre Richard, baron Reille.

6^e Bureau : MM. Mézières, colonel Guérin, de Montebello.

7^e Bureau : MM. le comte d'Alsace, prince d'Arenberg, Millerand.

8^e Bureau : MM. Goussot, Ternaux-Compans, de l'Estourbeillon.

9^e Bureau : MM. Forest, Gallot, Gervaise.

10^e Bureau : MM. Alicot, Boudenoot, Jourde.

11^e Bureau : MM. Raiberti, Perrier (Savoie), Herbet.

La Commission comprend 13 républicains progressistes, 13 radicaux, 2 socialistes et 5 membres de la droite.

Sur les 33 commissaires, 10 ont appartenu à l'armée comme officiers : MM. Gervais, Le Hérissé, Gouzy, Magne, de Mun, baron Reille, colonel Guérin, comte d'Alsace, prince d'Arenberg et Forest.

La Commission de la Marine.

<i>Président</i>	M. Barbey.
<i>Vice-présidents</i>	MM. de Kerdrel et Allègre.
<i>Secrétaires</i>	MM. Gauthier et Cabart-Danneville.

1^{er} Bureau : MM. de Kerjégu, Armez, Berteaux.

2^e Bureau : MM. Vazeilles, Paulin-Méry, Dussaussoy.

3^e Bureau : MM. de La Porte, Leflet, Goujon (Gironde).

4^e Bureau : MM. Isnard, d'Agoult, Pams.

5^e Bureau : MM. Charruyer, Arène, Cère.

6^e Bureau : MM. de Mahy, Surcouf, Brindeau.

7^e Bureau : MM. Firmin Faure, Muteau, Saumande.

8^e Bureau : MM. Raymond Leygue, Dupuytren, Le Moigne.

9^e Bureau : MM. Riotteau, Gerville-Réache, Noël.

10^e Bureau : MM. l'amiral Rieunier, Piou, Alphonse Humbert.

11^e Bureau : MM. Honoré Leygue, Guieysse, Escanyé.

La Commission comprend trois anciens officiers de marins, MM. d'Agoult, Leflet et l'amiral Rieunier.

On y remarque les représentants des ports de Brest, Saint-Brieuc, Calais, Bordeaux, Port-Vendres, la Rochelle, Saint-Malo, le Havre, Oran, Cherbourg, Granville et Lorient.

La Commission comprend 15 républicains progressistes, 13 radicaux, 2 nationalistes et 3 ralliés.

La Commission des Colonies.

<i>Président</i>	M. Etienne.
<i>Vice-présidents</i>	MM. Le Myre de Vilers, de Lanessan, Brunet.
<i>Secrétaires</i>	MM. Caillaux, Hubert, Ordi- naire, Argeliès.

1^{er} Bureau : MM. Caillaux, Girou, Delaune.

2^e Bureau : MM. Brunet, Ordinaire, Rozet.

3^e Bureau : MM. Duquesnay, Gillot, Chastenet.

4^e Bureau : MM. d'Estournelles, de La Batut, de Lanessan.

5^e Bureau : MM. Henry Maret, Laroze, Gautret.

6^e Bureau : MM. Paul Beauregard, de Moustier, Riou.

7^e Bureau : MM. Leroy, Guéneau, Gaffier.

8^e Bureau : MM. Etienne, Paul-Faure, Isambert.

9^e Bureau : MM. Argeliès, Delarue, Dutailly.

10^e Bureau : MM. Le Myre de Vilers, Puech, Hubert.

11^e Bureau : MM. Charles Bos, Audiffred, Doumergue.

La Commission comprend 17 républicains progressistes, 13 radi-
caux et 3 nationalistes.

Trois des députés des colonies en font partie.

La Commission de l'Impôt sur le revenu.

<i>Président</i>	M. Rouvier.
<i>Vice-présidents</i>	MM. Dulau, Trouillot, Merlou.
<i>Secrétaires</i>	MM. Plichon, Viviani, Caillaux, Sembat.

1^{er} Bureau : MM. Dulau, Dansette, Chastenet.

2^e Bureau : MM. Trouillot, Aimond, Charles Gras.

3^e Bureau : MM. Cassou, Bouctot, Constant.

4^e Bureau : MM. Muzet, Guillemet, Bazille.

5^e Bureau : MM. Rose, Denys Cochin, Menier.

6^e Bureau : MM. Plichon, de La Batut, Claudinon.

7^e Bureau : MM. Pajot, Merlou, Magniaudé.

8^e Bureau : MM. Caillaux, François Hugues, Chenavaz.

9^e Bureau : MM. Rey, Sembat, Henry Maret.

10^e Bureau : MM. Viviani, Rouvier, Mesureur.

11^e Bureau : MM. Cruppi, Alasseur, Massabuau.

La Commission comprend 12 radicaux, 3 socialistes, 14 modérés,
2 ralliés, 1 membre de la droite et 1 antisémite.

La Commission de l'Enseignement.

<i>Président</i>	M. Ribot.
<i>Vice-présidents</i>	MM. Gustave Isambert, Aynard.
<i>Secrétaires</i>	MM. Couyba, Massé.

Membres : MM. l'abbé Lemire, Porteu, Pochon, Villejean, Chassaing,
Gervais, Aynard, Perreau, Prache, Couyba, Henri Blanc, Dérivière-
Desgardes, Deshayes, comte de Mun, Ferdinand Bougère, Gallot,
Bussiére, Ville, Delarue, Baudon, Dubois, Piou, Sauzet, Fernand
Brun, Massé, Isambert, Beauregard, Levraud, Raiberti, Guéneau,
Ribot, Ermant, de Lanessan.

La Commission du commerce et de l'industrie.

MM. Astier, Genet, Caze, Bontemps, Levet, Basly, Mirman, Saint, Laroche-Joubert, Coache, Légrisc, Binder, des Rotours, Fouquet, Mando, de Lespinay, Philippe, Cadenat, Bersez, Florent, Muzet, Kelsch, Pascal, Rispal, Roch, Papelier, Farjon, Rieunier, Bourrat, Adam, Cohe et Berry.

La Commission de législation fiscale.

MM. Arthur Legrand, Brune, Bausard des Bois, Jumel, Perrin, Klotz, Merlou, Caillaux, Le Clech, Cornudet (Seine-et-Oise), Lauraine, Coache, Canet, Fleury-Ravarin, Dumont, Gaffier, Chambige, Christophe, Passy, Lasserre, Renou, Gellé, Codet, Emile Rey, de La Batut, Mathey, Pavie, d'Elva, Cornet, Berthet, Ridouard, Cazauvielh et Morinaud.

La Commission de législation criminelle.

MM. Bovier-Lapierre, Andrieu, Escanyé, Disleau, Isnard, Gourd, Dulau, Gervaise, Devins, Cassou, Desjardins, Sicard, Castillard, Binder, Gaffier, Rouland, Delestrac, Bertrand, de Broglie, Forni, Meyer, Rabier, Lagasse, Delpech-Cantaloup, Palix, Cruppi, Bompard, Périllier, Antoine Gras, Monsservin, Julien Dumas, Chiché et Morinaud.

La Commission des économies administratives.

MM. Dubuisson, Andrieu, Galy-Gasparou, Couyba, Sombat, Surchamp, Pommeray, Gouzy, Soimellier, Labussière, Giacobbi, Dutreix, Derrien, Guillemain, Beauquier, Desfarges, Magne, Bersez, Denis, Guilbert, Constant, E. Dufour, Pascal, Gervais (Seine), Groussier, Aucoeurier, Lechevallier, Denis (Landes), du Halgouët, de l'Estourbeillon, Pédebidou, Cazals, Berthet et Jaquet.

**La Commission du monopole de la rectification
des alcools.**

MM. Girou, Colliard, Simyan, Ragot, Guillemet, Magne, Denis Guilbert, Delon-Soubeiran, Noël, Clament, Cazals.

LISTE

DES PERSONNAGES QUI, BIEN QUE MORTS APRÈS 1800, ONT REMPLI
LEUR CARRIÈRE POLITIQUE PENDANT LE XVIII^e SIÈCLE

Voir, pour les notices qui les concernent, les volumes *Biographie politique*
depuis 315 jusqu'au XIX^e siècle.

ADAMS (Samuel), homme politique américain (1722-1803).

AMAR (J.-P.), conventionnel (1750-1816).

ARÉNA (Joseph), homme politique français (1793-1801).

BILLAUD-VARENNES (Jean-Nicolas), conventionnel (1760-1819).

BOISGELIN DE CUÇÉ (Jean-de-Dieu-Raymond de), prélat français (1732-1804).

BRETEUIL (Louis-Auguste Le Tonnelier, baron de), homme d'Etat français (1733-1807).

CABOUDAL (Georges), chef de chouans (1771-1804).

CAILLARD (Antoine-Bernard), diplomate français (1737-1807).

CALONNE (Charles-Alexandre de), homme d'Etat français (1734-1802).

CAMBON (Joseph), conventionnel (1754-1820).

CAMPOMANÈS (don Pedro Rodriguez, comte de), homme d'Etat espagnol (1723-1802).

CAMUS (Armand-Gaston), conventionnel (1740-1804).

CARLETTI (François-Xavier, comte de), homme d'Etat italien (mort en 1803).

CARNOT (Lazare-Nicolas-Marguerite), homme d'Etat et général français (1754-1823).

CASTRIES (Charles-Eugène-Gabriel de la Croix, marquis de), général français (1727-1801).

CAZALÈS (Jean-Antoine-Marie de), constituant français (1758-1805).

CHAMPION DE CICÉ (Jérôme-Marie), prélat français (1735-1810).

CHRISTIAN VII, roi de Danemark (1766-1808).

CRÉTET (Emmanuel, comte); homme d'Etat français (1747-1809).

DAUBIGNY (Jean-Louis-Marie Villain), révolutionnaire français (mort après 1801).

DJEZZAR (Ahmed), homme d'Etat turc (1720-1804).

DUBOIS DE CRANCÉ (Edmond-Louis-Alexis), conventionnel (1747-1814).

DUPUIS (Charles-François), philosophe français (1742-1809).

DURAND DE MAILLANE (Pierre-Toussaint), conventionnel (1729-1810).

EDGEWORTH DE FIRMONT (Henri Essex), religieux irlandais (1745-1807).

EON DE BEAUMONT (Charles-Geneviève-Louise-Auguste-André-Timothée d'), aventurier français (1728-1810).

FLORIDA-BLANCA (François-Antoine Monino, comte de), ministre espagnol (1729-1808).

FOX (Charles-Jacques), homme d'Etat anglais (1749-1806).

GALITZIN (Dmitri III), diplomate russe (1765-1803).

GERLE (Dom Christophe), conventionnel (1740-1806).

GRIMM (Frédéric-Melchior, baron de), diplomate et critique (1723-1807).

GUYTON DE MORVEAU (Louis-Bernard), chimiste français (1737-1816).

HAMILTON (Alexandre), homme d'Etat américain (1757-1840).

HASTINGS (Warren), administrateur anglais (1733-1818).

HOMPESCH (Ferdinand de), dernier grand-maître de l'ordre de Malte (1744-1803).

ISNARD (Maximin), conventionnel (1755-1830).

JEAN-FRANÇOIS, généralissime des noirs de Saint-Domingue (1751-1809).

JUIGNÉ (Antoine-Eléonore-Léon Leclerc de), prélat français (1723-1811).

KOSCIUSZKO (Thaddée), général polonais (1746-1817).

LACLOS (Pierre-Ambroise-François Choderlos de), général français (1741-1803).

LAKANAL (Joseph), conventionnel et savant français (1762-1845).

LA REVEILLÈRE-LEPEAUX (Louis-Marie), conventionnel français (1753-1824).

LATUDE (Henri MASERS DE) (1725-1805).

LECOINTRE (Laurent), conventionnel (1750-1805).

LEPELETIER DE SAINT-FARGEAU (Félix), frère du conventionnel assassiné en 1793 (1767-1837).

LINET (Robert-Thomas), conventionnel (1743-1823).

LINET (Jean-Baptiste-Robert), conventionnel (1755-1825).

LIVERPOOL (Charles JENKINSON, baron Hawkesbury, comte de), homme d'Etat anglais (1727-1808).

NECKER (Jacques), homme d'Etat français (1732-1804).

PAINE ou **PAYNE** (Thomas), conventionnel, d'origine anglaise (1737-1809).

PAOLI (Hyacinthe), patriote corse (1734-1807).

PAUL I^{er} PÉTROVITCH, empereur de Russie (1754-1801).

PUYSÉGUR (Antoine-Hyacinthe-Anne de CHASTENET, comte de), marin français (1752-1807).

REUBELL ou **REWBELL** (Jean-Baptiste), conventionnel (1746-1810).

ROHAN (Louis-René-Edouard, cardinal de), prélat et diplomate français (1734-1803).

ROSSIGNOL (Jean-Antoine), général français (1759-1802).

SANTERRE (Claude), général français (1752-1809).

SARTINE (Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de), lieutenant général de police (1729-1801).

SÉLIM III, sultan ottoman (1789-1808).

SHELBURNE (William PETTY, marquis de LANDSDOWNE, comte de), homme d'Etat anglais (1737-1805).

SHERIDAN (Richard BRINSLEY), homme politique et auteur dramatique anglais (1751-1816).

SIEVERS (Jacques-Jean, comte), homme d'Etat russe (1731-1808).

SONTHONAX (Léger-Félicité), homme politique français (1763-1811).

STAËL (Anne-Louise-Germaine NECKER, baronne de) (1766-1817).

TALLIEN (Jean-Lambert), conventionnel (1767-1820).

TARGET (Gui-Jean-Baptiste), avocat et homme politique français (1733-1807).

THÉROIGNE DE MÉRICOURT (Anne-Joseph) (1762-1817).

TOPINO-LEBRUN (François-Jean-Baptiste), peintre et révolutionnaire français (1769-1802).

TOUSSAINT-LOUVERTURE (François-Dominique), gouverneur de Saint-Domingue (1743-1803).

VADIER (Marc-Guillaume-Alexis), conventionnel (1736-1828).

VAUDREUIL (Claude FAYRE de), marin et homme politique français (1723-1802).

ZOUBOV (Platon), favori de Catherine II (1767-1822).

SUPPLÉMENT

(OCTOBRE 1899)

Ces quelques pages sont destinées à mettre nos lecteurs au courant des événements se rattachant aux personnages politiques jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

A côté de quelques notices nouvelles, consacrées à des hommes ayant joué un rôle dans ces derniers temps, nous donnons des détails complémentaires sur les personnages politiques auxquels nous avons déjà consacré un article. Pour ceux-ci, le nom est précédé d'un astérisque.

Enfin nous avons inséré quelques notices dont l'absence était due à de simples erreurs matérielles.

(Bon à tirer de ce supplément : octobre 1899.),

A

ANNENKOV (Michel-Nikolaïévitch) (1838-1899), général et ingénieur russe. Capitaine d'état-major, il servit contre l'insurrection polonaise, suivit l'armée allemande comme attaché militaire dans la guerre de 1870, prit part, sous les ordres de Skobelev, à la campagne de Merv, puis se consacra à la construction des lignes de chemins de fer stratégiques, notamment aux lignes de pénétration dans le Turkestan (chemin de fer transcaspien, 1885-1889). C'est lui qui conçut le projet de la voie ferrée transsibérienne (plus de 7,000 kilomètres), de Moscou à la frontière chinoise.

* **APPONYI** (Georges, comte), ancien chancelier de Hongrie. — Mort en 1899.

ARCHINARD (Louis) (1850), officier français. Attaché au ministère de la marine, il fut envoyé au Soudan (1888), acheva le chemin de fer de Damiou à Bafoulabé, prit Ségou-Sikoro, capitale du souverain Ahmadou (1890) et réduisit peu après celui-ci à l'impuissance. Il pourchassa ensuite notre vieil ennemi Samory, établit notre influence dans le Massina, et fut rappelé lors de la transformation du commandement militaire du Soudan en commandement civil.

B

BADUEL (Albert) (1844), homme politique français. Avocat à Saint-Flour (1869), président du tribunal de Thiers, conseiller à la cour de Riom, il fut élu sénateur du Cantal (1891) et siégea à la gauche démocratique.

BARRÈS (Maurice) (1862), écrivain français. Partisan du général Boulanger, il mena une campagne active aux approches des élections législatives de 1889, à Nancy, dont les électeurs de la 3^e circonscription l'envoyèrent à la Chambre des députés. Il prit quelque temps la direction du journal *la Cocarde*, se représenta à Neuilly (1893) et à Nancy (1898) sans succès. — Pour ses œuvres, V. vol. BIOGRAPHIE LITTÉRAIRE.

* **BAUDIN** (Pierre), député du XI^e arr. de Paris. — Membre du cabinet Waldeck-Rousseau, avec le portefeuille des travaux publics (juin 1899).

BASSINET (Athanase-Honoré), né en 1850. Ouvrier maçon, puis chef de chantier et entrepreneur, il fut élu conseiller municipal de Paris (1887), pour le quartier de Necker, et constamment réélu, jusqu'à son élection au Sénat par le dép. de la Seine (1899).

BERGER (Paul-Louis-Georges) (1834), administrateur français. Commissaire du gouvernement français dans plusieurs expositions universelles étrangères, il dirigea l'exploitation à celle de Paris (1889); la même année, il fut élu député du XI^e arr. de Paris comme républicain modéré. Réélu en 1898.

BINDER (Maurice) (1857), homme politique français. Avocat à la Cour d'appel, conseiller municipal de Paris, pour le quartier de Saint-Philippe-du-Roule (1884-1893), il s'occupa de questions d'affaires, fut élu député du VIII^e arr. de Paris (1893), réélu en 1898, il siégea à droite.

BLANC (Edmond) (1856), homme politique français, Propriétaire de haras, il fut élu député de Bagnères

(1893), invalidé et réélu en 1894 et 1898. Propriétaire du journal *le Soir*, il a acquis en 1897 le journal *l'Echo de Paris*.

* **BLANCO** (Antonin-Guzman), ancien président du Venezuela. — Mort à Paris en juillet 1899.

BLOWITZ (Henry-George-Stéphane-Adolphe OPPER DE) (1825), publiciste. Naturalisé Français (1870), il s'occupa de politique étrangère, soutint le gouvernement de Thiers et devint le correspondant du *Times* à Paris. Il exerça une réelle influence sur l'opinion publique. Assistant aux solennités officielles, il publia des interviews avec les personnages les plus considérables de notre époque sur les différentes questions politiques à l'ordre du jour.

* **BOURGEOIS** (Léon), député de la Marne et ancien ministre. — A la chute du ministère Dupuy (1899), il fut appelé à l'Élysée par le président de la République pour constituer un cabinet. Il déclina cette offre et retourna au congrès de La Haye (congrès pour examiner la question du désarmement général) où, représentant de la France, il prit une part active aux principales discussions.

BOVIER-LAPIERRE (Pierre-Marie-Auguste-Amédée) (1837), homme politique français. Avocat à Grenoble, député de la 2^e circonscription de cette ville (1881), il a été constamment réélu, au scrutin de liste par le dép. de l'Isère, au scrutin d'arrondissement par l'arr. de La Tour-du-Pin. Membre de la gauche radicale, il a pris part à de nombreuses discussions sur les questions relatives au travail.

BOZÉRIAN (Gaston) (1853-1899), homme politique français, fils du sénateur de ce nom. Avocat, conseiller général de Loir-et-Cher pour le canton de Morée, il représenta le même département à la Chambre des députés (1893) et fut réélu en 1898. Il siégea avec les républicains opportunistes.

* **BRISSON** (Eugène-Henri), député du X^e arr. de Paris et ancien ministre. — A l'élection de la présidence de la Chambre des députés, il fut battu par M. Deschanel. Depuis, il a prononcé un discours remarqué dans la question du renvoi de l'affaire Dreyfus devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. Après la formation du cabinet Waldeck-Rousseau, son intervention éloquente déterminait la majorité républicaine à se grouper autour du nouveau ministère.

BRUGÈRE (Henri-Joseph) (1841), général français. Chef de la maison militaire du président Grévy (1887), il conserva ses fonctions sous la présidence de M. Carnot. Général de division (1890), il a été appelé par M. Waldeck-Rousseau au commandement militaire de Paris (1899) à la place du général Zurlinden.

* **BUFFET** (Louis-Joseph), ancien ministre, sénateur inamovible. — Mort en 1898.

C

CAILLAUX (Joseph), né en 1863, fils de l'ancien ministre des finances du cabinet Broglie-Fourtou, Inspecteur des finances, professeur à l'École des sciences politiques, il fut élu député de la Sarthe en 1898 contre le duc de La Rochefoucauld, député sortant. Il reçut le portefeuille des finances dans le cabinet Waldeck-Rousseau (juin 1899).

* **CARLOS** (Don), prétendant espagnol. — A la suite des défaites subies par les Espagnols à Cuba et aux Philippines, il fit entendre quelques protestations et ses partisans s'agitèrent au nord de l'Espagne, sans toutefois amener de sérieuses complications.

CARNAUD (Maximilien) (1863), homme politique français. Instituteur à Marseille, il fut révoqué à cause de sa profession de foi socialiste aux élections de 1893 et élu en 1894 à Marseille. Réélu en 1898.

CARNOT (Ernest) (1867), ingénieur français, fils de l'ex-président de la République française. Député de Beaune (1895), réélu en 1898, sans concurrent, il siège à la gauche républicaine.

* **CASTELAR** (Emilio), ancien ministre espagnol. — Mort en mai 1899.

CASTELIN (André) (1850), homme politique français. Journaliste, il se lia avec le général Boulanger, fut élu en 1889 par la 2^e circonscription de Laon, réélu en 1893 et en 1898. Il a été

rédacteur en chef du journal *la Cocarde* et s'est déclaré l'adversaire résolu de la revision du procès Dreyfus.

* **CAVAIGNAC** (Jacques-Marie-Eugène-Godefroy), ancien ministre de la guerre. — Depuis sa démission à la suite de la découverte du faux Henry, il est resté jusqu'au procès de Rennes un des plus acharnés accusateurs de Dreyfus.

CAVALOTTI (Félix-Carlo-Emanuele) (1842-1898), homme politique italien. Poète et patriote, il combattit l'Autriche comme soldat et comme écrivain, eut de grands succès au théâtre et publia de nombreuses poésies inspirées par ses opinions politiques avancées. Au Parlement italien, il se fit remarquer par ses violentes interpellations et ses discours contre le ministère Crispi et la Triple-Alliance. Membre du parti irrédentiste, et grand ami de la France, il fut tué en duel après de nombreuses rencontres provoquées par des polémiques de presse.

* **CHAIX** (Bernard-Cyprien), sénateur des Hautes-Alpes. — Mort en août 1899.

* **CHAMBERLAIN** (Joseph), homme d'Etat anglais. — Devenu un des chefs les plus ardents du parti impérialiste et conquérant, il a entraîné le cabinet Salisbury dans une politique de provocation et d'annexion. Dans l'affaire

de Fachoda, il a failli amener une rupture entre l'Angleterre et la France. Il a soutenu les intrigues de Cecil Rhodes contre le Transvaal, et, après l'échec du coup de main de Jameson, repris officiellement les projets contre l'indépendance des pays hollandais voisins du Cap.

* **CHAMBRUN** (Joseph-Dominique-Aldebert DE PINETON, comte de), ancien député de la Lozère. — Mort en février 1899.

* **CHAUDORDY** (Jean-Baptiste-Alexandre DAMAZE, comte de), diplomate français. — Mort en mars 1899.

CHIRIS (François-Antoine-Léon) (1837), homme politique français. Fabricant de parfumerie, il fut élu député des Alpes-Maritimes (1874) comme « candidat français » contre le parti séparatiste. Réélu à Grasse (1876, 1877, 1881), il siégea au centre gauche, fit partie des 363, et se présenta aux élections sénatoriales de 1882, dans les Alpes-Maritimes. Il a été constamment réélu jusqu'à ce jour.

COCHIN (Henry) (1854), frère de Denys *Cochin* (V. ci-dessus), député de Dunkerque. Il siégea dans les rangs du parti conservateur.

D

* **DARLAN** (Jean-Baptiste-Joas), ancien ministre de la justice. — Non réélu aux élections générales de 1898, il a été nommé percepteur du V^e arr. de Paris (1899).

* **DECRAIS** (Pierre-Louis-Albert), diplomate français. — Lors de la formation du cabinet Waldeck-Rousseau (juin 1899), il reçut le portefeuille des colonies.

* **DELCASSÉ** (Théophile), député de Foix. — Il garda le portefeuille des affaires étrangères dans le cabinet formé par M. Waldeck-Rousseau (juin 1899).

DELPECH (Noël-Auguste) (1846), homme politique français. Professeur dans plusieurs lycées, il subit les rigueurs du régime du Seize-Mai, publia quelques brochures anticléricales et fut élu sénateur (1894).

DEMANGE (Charles-Gabriel-Edgard) (1841), avocat français. Pierre Bonaparte, poursuivi pour l'assassinat de Victor Noir (1870), le choisit pour le défendre devant la Haute Cour de Tours. Il défendit devant la même cour, réunie à Blois, l'accusé Beaury, agent secret de la police impériale, impliqué dans l'affaire des « blouses blanches » (1870) et plaida dans les affaires criminelles les plus retentissantes. C'est lui qui défendit Dreyfus devant le conseil de guerre de Paris (1894), puis devant celui de

Rennes (1899), assisté dans cette dernière affaire par M^e Labori.

* **DÉROULEDE** (Paul), député d'Angoulême. — Le jour de l'enterrement de M. Félix Faure (23 févr. 1899), il fut arrêté avec M. Marcel Habert à la caserne de Reuilly après avoir essayé d'entraîner le général Roget à marcher sur l'Élysée à la tête de ses régiments. Déferé à la cour d'assises, le jury de la Seine l'acquitta. En août, on l'incarcéra de nouveau, avec quelques membres de la Ligue des patriotes et divers monarchistes et antisémites, sous l'inculpation de complot ayant pour but de renverser la République. Le Sénat, constitué en Haute Cour de justice par décret du 4 septembre 1899, est actuellement appelé à statuer (octobre) sur les faits de complot et d'attentat relevés à la charge des accusés ci-dessus :

Groupe nationaliste : MM. Déroulède, Marcel Habert, Thiébaud, Baulière, Barillier.

Groupe royaliste : MM. Buffet, de Chevilly, de Monicourt, Poujol, Godfrey, de Sabran, Guixou-Pagès, de Bourmont, de Parseval, de Ramel, Moisson de Vaux, de Lur Saluces.

Groupe antisémite : MM. Guérin, Dubuc, Brunet, Davout, Girard.

V. vol. HIST. CONTEMP. (1871-1900).

* **DESCHANEL** (Paul-Eugène-Louis),

député de Nogent-le-Rotrou. — Il a été réélu président de la Chambre des députés en 1899.

DESFARGES (Antoine) (1851), député français. Ouvrier maçon, membre du Conseil des prud'hommes à Paris, il fut élu député de Bourganœuf (1893) et réélu en 1898. Il siège parmi les radicaux socialistes.

* **DOUMER** (Paul), gouverneur général de l'Indo-Chine. — Lors d'un voyage à Paris, il a fait voter par le Parlement un emprunt de 200 millions pour la construction d'un réseau de chemins de fer dans notre possession asiatique.

* **DREYFUS** (Alfred), capitaine d'état-major. — A la suite d'un arrêt de la Cour de cassation annulant le jugement du conseil de guerre de Paris qui l'avait condamné à la déportation perpétuelle, il fut ramené de l'île du Diable et passa devant le conseil de guerre de Rennes (août 1899), assisté de M^{re} Demange et Labori. Les débats établirent que les plus graves irrégularités entachaient la sentence de 1894, et les experts les plus autorisés attribuèrent à Esterhazy le bordereau à propos duquel Dreyfus avait été condamné. Le 9 septembre, deux membres du conseil de guerre se prononcèrent pour l'acquiescement; la majorité, par un verdict qui parut singulier, tout en proclamant la cul-

pabilité de Dreyfus, admit des circonstances atténuantes et réduisit la condamnation à dix ans de détention. Soit pitié, soit incertitude, le conseil penchait manifestement vers la clémence. Tenant compte de ces indications et dans un but d'apaisement, le général de Galliffet, ministre de la guerre, proposa au Président de la République la grâce de Dreyfus. Dreyfus, mis en liberté, s'est retiré dans les environs de Carpentras, chez son beau-frère. Ses partisans n'ont pas cessé d'espérer sa réhabilitation complète et la punition de ceux qui avaient poursuivi sa condamnation.

* **DUPUY** (Charles-Alexandre), député du Puy. — A la suite de divers incidents provoqués par son attitude dans l'affaire Dreyfus, il dut donner sa démission de président du conseil des ministres (1899), et M. Waldeck-Rousseau constitua un nouveau ministère.

DUPUY (Jean) (1844), homme politique français. Directeur du *Petit Parisien*, il se porta comme candidat républicain aux élections sénatoriales de 1891 dans les Hautes-Pyrénées. Elu au premier tour, il s'occupa d'économie politique, rapporta le projet de réforme du Code d'instruction criminelle et entra dans le cabinet Waldeck-Rousseau comme ministre de l'agriculture.

E

ERNEST IV (Auguste-Charles-Jean-Léopold-Alexandre-Edouard) (1818), duc de Saxe-Cobourg-Gotha (1818-1893). Frère aîné du prince Albert (époux de la reine Victoria), il monta sur le trône en 1844, refusa la couronne de Grèce en 1863, cultiva les sciences et les arts, composa plusieurs opéras et écrivit plusieurs brochures politiques. — Le duc d'Edimbourg, second fils de la reine Victoria, lui

succéda en 1893 sous le nom d'Alfred I^{er}.

* **ESTERHAZY** (comte WALSHIN-), ex-commandant d'infanterie. — Réfugié à Londres, il se préta à de nombreuses interviews, fit des déclarations plus ou moins contradictoires, et ne répondit pas à l'appel de son nom comme témoin au conseil de guerre de Rennes chargé de juger à nouveau le capitaine Dreyfus (1899).

F

* **FALLIÈRES** (Clément-Armand), sénateur de Lot-et-Garonne. — Il succéda à M. Emile Loubet comme président du Sénat (4 mars 1899).

FAVA (Armand-Joseph) (1826), prélat français. Evêque de Grenoble depuis 1875, poursuivi en appel comme d'abus, après ses véhémentes protestations contre l'organisation scolaire, et son intervention dans des questions électorales.

FERROUL (Ernest) (1854), homme po-

litique français. Médecin à Narbonne, défenseur des idées socialistes, il dirigea quelques journaux avancés dans l'Aude, fut élu député de Narbonne (1888) et siégea au groupe socialiste. Réélu en 1889, il échoua en 1893 et reconquit les suffrages de ses électeurs en 1898.

* **FREYCINET** (Charles-Louis DESAULCES DE), sénateur de la Seine. — Il quitta le ministère de la guerre (1899) et fut remplacé par M. Krantz.

G

* **GALLIFFET** (Gaston-Alexandre-Auguste, marquis de), général français. — Lors de la formation du ministère Waldeck-Rousseau (juin 1899), il reçut le portefeuille de la guerre avec la mission de rétablir dans l'armée la discipline ébranlée par les polémiques de l'affaire Dreyfus et l'attitude d'un certain nombre d'officiers. Il releva les généraux Zurlinden et Négrier de leurs fonctions et infligea des peines disciplinaires, en général assez légères, à plusieurs officiers supérieurs suspects de tendances hostiles à la République.

GIRAULT (Jean) (1825), homme politique français. Meunier à Saint-Amand (Cher), il se porta en 1869 contre le candidat officiel, dans la 2^e circonscription du Cher, et fut élu. Membre de l'opposition, il protesta contre la déclaration de guerre de 1870, représenta la 1^{re} circonscription de Saint-Amand à la Chambre (1876), fit partie des 363 et fut constamment réélu jusqu'en 1885, date à laquelle il entra au Sénat.

* **GOBLET** (René) (1828), ancien ministre. — Battu aux élections de 1898, dans le 1^{er} arr. de Paris, par M. A. Muzet, il se retira en province après avoir déclaré qu'il renonçait à la politique.

* **GRÉVY** (Jules-Philippe-Louis-Al-

bert), ex-gouverneur général de l'Algérie. — Mort en juillet 1899.

GUÉRIN (Jules) (1860), agitateur antisémite et ancien ami du marquis de Morès. Depuis 1897, M. Guérin a mené une ardente campagne contre la révision du procès Dreyfus. Il prit une part active à la manifestation nationaliste de la rue Royale, fonda l'*Anti-Juif* et devint président de la ligue antisémite qui s'installa dans l'immeuble désormais historique de la rue de Chabrol. Ce fut là que M. Guérin, sous le coup d'un mandat d'amener, se barricada avec quelques amis et se mit en état de rébellion. Sa résistance dura plusieurs semaines. Enfin, M. Guérin se constitua prisonnier et fut traduit devant la Haute Cour sous l'accusation de complot contre la sûreté de la République et de résistance, en réunion armée, à des agents de la force publique. V. vol. HIST. CONTEMP. (1871-1900).

GUILLEMIN (Léon-Ernest) (1859-1899), homme politique français. Député de l'arrondissement d'Avesnes depuis 1890, il siégea à la gauche modérée.

* **GUYOT** (Yves), ex-député. — Dans le journal *le Siècle*, qu'il dirige, il se montra un des partisans les plus résolus de l'innocence de Dreyfus.

H I

* **HABERT** (Henri-Ernest-Marcel), député de Rambouillet. — Arrêté avec Déroulède à la caserne de Reuilly lors des événements qui suivirent l'enterrement de Félix Faure (23 févr. 1899), il fut acquitté par le jury de la Seine. En août 1899, un mandat d'amener fut lancé contre M. Habert, sous l'inculpation de complot contre la République; mais le lieutenant de M. Déroulède put se soustraire aux

recherches de la police et gagner l'étranger.

HEURÉAUX (Ulysse) (1837-1899), président de la République dominicaine. Il était général quand les suffrages du Parlement lui donnèrent le pouvoir. Il fut assassiné en 1899.

* **ISAAC** (Pierre-Alexandre), sénateur de la Guadeloupe. — Mort en 1899.

K

* **KRANTZ** (Jean-Baptiste-Sébastien), sénateur. — Mort en mars 1899.

KRANTZ (Charles-Camille-Julien) (1848), homme politique français. Ingénieur, conseiller d'Etat (1879), député des Vosges (1891), il fut réélu en 1893 et 1898. Il eut le portefeuille de la guerre dans le cabinet Dupuy (1899).

KRÜGER (Paul) (1821), président de la république du Transvaal ou Sud-Africaine. Elu en 1888, il n'a cessé de lutter contre l'influence anglaise. En 1896, il eut à repousser l'invasion des flibustiers de la Chartered Company commandés par le docteur Jameson

et soutenus par Cecil Rhodes, premier ministre du Cap. Il battit Jameson à Krügersdorp et accorda la grâce à ses complices. Guillaume II de Prusse lui envoya une lettre de félicitations. Sa politique financière, en soulevant les réclamations des capitalistes européens engagés dans les mines d'or, servit de prétexte aux réclamations du gouvernement anglais qui poursuit la soumission des Boërs. Il a refusé d'accepter les conditions que prétendait lui imposer Chamberlain et répondu par un ultimatum aux envois de troupes britanniques.

L

LAFERRIÈRE (Edouard-Louis-Julien) (1841), jurisconsulte français. Inscrit au barreau de Paris (1864), secrétaire d'Ernest Picard et rédacteur du *Rappel*, il fut emprisonné lors des élections de 1869. Maître des requêtes dans la Commission chargée provisoirement de remplacer le Conseil d'Etat (sept. 1870), directeur des

cultes au ministère de l'intérieur (1879), puis conseiller d'Etat, il devint vice-président du Conseil d'Etat (1886). En 1899, il remplaça M. Lépine dans ses fonctions de gouverneur général de l'Algérie et dut prendre des mesures énergiques contre les antisémites.



1871
LEE
A.
AFD
ME

